



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

45^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Débats de la Chambre des communes

Compte rendu officiel
(Hansard)

Volume 152 N° 026
Le lundi 22 septembre 2025

Présidence de l'honorable Francis Scarpaleggia

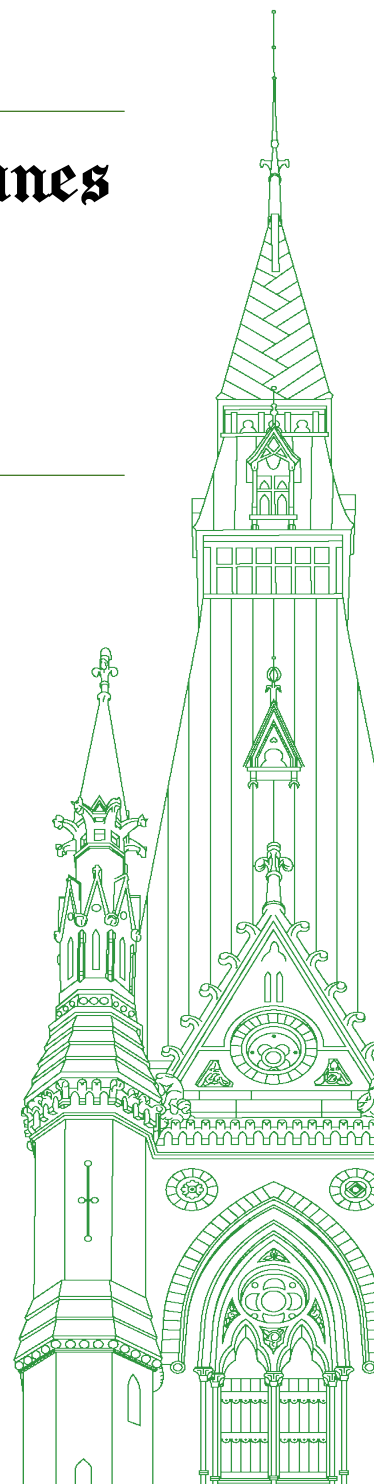


TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve à la fin du présent numéro.)

CHAMBRE DES COMMUNES

Le lundi 22 septembre 2025

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

● (1100)

[Traduction]

TRAVAUX DES SUBSIDES

MOTION DE L'OPPOSITION — LE PLAFOND D'ÉMISSIONS DU SECTEUR PÉTROLIER ET GAZIER

L'hon. Andrew Scheer (Regina—Qu'Appelle, PCC) propose:

Que la Chambre demande au premier ministre d'abroger immédiatement le plafond d'émissions du secteur pétrolier et gazier, qui constitue dans les faits un plafond de production.

— Monsieur le Président, aujourd'hui nous avons appris une nouvelle qui, pour certains, est une excellente nouvelle: l'entreprise TC Énergie vient d'annoncer un investissement de 8,5 milliards de dollars dans le secteur de l'énergie. Elle dit miser gros sur le secteur de l'énergie. La mauvaise nouvelle, c'est que c'est aux États-Unis. Une entreprise canadienne investira 8,5 milliards de dollars aux États-Unis plutôt qu'au Canada. Ces 8,5 milliards de dollars créeront des emplois, généreront des redevances pour les gouvernements des États concernés, créeront des milliers d'emplois indirects et surtout, fourniront aux Américains des sources d'énergie sûres qui contribueront à leur sécurité énergétique.

Je me souviens lorsque TC Énergie s'appelait la société TransCanada. Après 10 années de politiques libérales ayant complètement dévasté le secteur de l'énergie du Canada, la société a décidé de retirer le mot « Canada » de son nom, et s'appelle maintenant simplement TC Énergie. Le Commonwealth de Virginie aura un important pipeline construit par des entreprises canadiennes. Cela aurait pu se produire ici, mais hélas, ce ne sera pas le cas.

Avant de poursuivre, je me dois de mentionner que je vais partager mon temps de parole avec le député de Louis-Saint-Laurent—Akiawenhrahk.

Il importe de préciser que si ces investissements n'ont pas été faits au Canada, c'est parce qu'il y a un plafond de production. Les libéraux aiment le qualifier de plafond d'émissions. En réalité, il s'agit d'un plafond de production. S'il y a une chose que les députés doivent retenir du débat d'aujourd'hui, c'est ceci: si les députés disent oui au plafond, ils disent non à un nouveau pipeline. C'est aussi simple que cela.

Rappelons-nous la campagne électorale, lorsque le premier ministre essayait désespérément de convaincre les gens qu'il allait faire les choses différemment du gouvernement libéral précédent, le gouvernement Trudeau, au sein duquel il était un conseiller économique principal. Quand il a eu besoin des votes des Canadiens, il a fait semblant d'être en faveur du développement du secteur de l'énergie. Le premier ministre a dit toutes sortes de choses pendant la campagne électorale, mais dès que les votes ont été comptabilisés, il s'est révélé être un libéral comme les autres. Il a rompu ces promesses et tous ces engagements. Il s'oppose depuis longtemps aux projets énergétiques.

Le premier ministre a applaudi et félicité le premier ministre précédent, Justin Trudeau, lorsque celui-ci a opposé son veto au projet Northern Gateway, qui aurait permis d'acheminer l'énergie de l'Ouest canadien vers un port en eau profonde dans le Nord de la Colombie-Britannique, ouvrant ainsi l'accès à des marchés d'une valeur de plusieurs milliards de dollars dans des pays asiatiques et à des pays en croissance où la demande en pétrole et en gaz est en hausse, comme l'Inde, le Japon et la Corée. Tout cela a été anéanti lorsque Justin Trudeau a opposé son veto au projet Northern Gateway, sous les encouragements du premier ministre.

Il est tout à fait impossible de construire un autre pipeline tant que le plafond reste en vigueur. Si le plafond est maintenu, aucun nouveau pipeline ne sera jamais construit. Il est de plus en plus évident que le premier ministre a complètement leurré la population durant la dernière campagne électorale, en changeant le discours du Parti libéral, mais en adoptant la même politique que le gouvernement Trudeau une fois élu.

TC Énergie n'est pas la seule entreprise qui construit des infrastructures aux États-Unis. C'est aussi le cas d'Enbridge. En effet, Enbridge est en train de construire deux pipelines aux États-Unis. Encore une fois, des entreprises canadiennes qui ont longtemps réussi à accomplir de grandes choses au Canada doivent maintenant se tourner vers les États-Unis pour réaliser de nouveaux projets. Qu'est-ce que cela signifie pour les Canadiens? Cela ne signifie pas seulement des pertes d'emplois. N'oublions pas que la production de pétrole et de gaz dans l'Ouest canadien alimente l'économie de tout le pays. Je tiens à souligner que cette question ne concerne pas seulement l'Ouest canadien. Je sais que d'autres collègues parleront de la motion, y compris des collègues du Canada atlantique, région dont les espoirs de croissance économique reposent sur la capacité d'exploiter ses ressources naturelles abondantes.

Travaux des subsides

Le monde consomme de plus en plus de pétrole et de gaz. Des pipelines sont construits dans d'autres pays. En fait, il est paradoxal de constater — et les Canadiens ne devraient jamais l'oublier — que pendant que le premier ministre acclamait Justin Trudeau et lui conseillait d'annuler des projets énergétiques canadiens, sa société, Brookfield, investissait dans d'autres pays pour y construire des pipelines et exploiter leurs ressources naturelles. Bien sûr, c'était acceptable pour les actionnaires, et ces projets dans d'autres pays allaient être encore plus viables économiquement si le Canada n'exploitait pas ses propres ressources naturelles.

• (1105)

Si le Canada exploite ses propres ressources naturelles et si nous construisons des pipelines ici, les investissements de Brookfield dans des pipelines à l'étranger vaudront moins cher parce que cette société fera face à une concurrence accrue. Les Canadiens ne devraient jamais oublier que le premier ministre est en conflit d'intérêts.

La question va au-delà des emplois directs que crée la production de pétrole et de gaz. Chaque route asphaltée que nous empruntons, chaque école qu'un enfant fréquente et chaque hôpital que nous ou nos proches pourrions devoir visiter est financé d'une manière ou d'une autre par l'exploitation des ressources naturelles. Lorsque des entreprises investissent, elles créent des emplois à proximité du site d'exploitation. Les personnes qui occupent ces emplois soutiennent les économies locales, et les redevances perçues par les gouvernements provinciaux et fédéral financent d'importants services sociaux.

Des politiques comme le plafonnement de la production sont peut-être la raison pour laquelle plus de 50 milliards de dollars d'investissements étrangers ont fui l'économie canadienne, à un moment où nous devons tourner à plein régime afin de réagir aux droits de douane imposés injustement par les États-Unis. Il faut injecter de plus en plus d'argent dans l'économie canadienne pour exploiter nos ressources naturelles, soutenir notre PIB et redonner du travail aux Canadiens dont l'emploi a été perturbé par des différends commerciaux, mais au lieu de cela, le gouvernement continue de s'en prendre au secteur pétrolier et gazier et au secteur des ressources naturelles.

Précisons d'abord certaines choses. Le plafond d'émissions ne freine pas seulement les investissements dans notre économie, mais il a aussi pour effet que le Canada continue de vendre son gaz naturel liquéfié au rabais aux États-Unis. Les députés ont peut-être entendu l'ambassadeur de Pologne sur les ondes de la CBC expliquer d'où son pays importe son gaz naturel liquéfié. Quand l'animateur lui a demandé si la Pologne l'achetait des États-Unis, l'ambassadeur a eu du mal à ne pas éclater de rire. Il a répondu, en souriant, que tout le gaz naturel liquéfié acheté aux États-Unis n'est pas forcément états-unien. Une partie vient du Canada. Autrement dit, les États-Unis achètent le gaz naturel liquéfié du Canada au rabais puis le revendent à la Pologne au prix fort. En gros, les politiques du gouvernement libéral servent à soutenir l'économie américaine aux dépens de nos propres intérêts.

Les conservateurs ont une meilleure idée. Au lieu de contribuer à la construction de pipelines dans des pays qui ont un piètre bilan en matière de droits de la personne, de verser des redevances à des gouvernements qui ne partagent pas nos valeurs et de faire travailler des gens dans d'autres pays, ramenons cet argent chez nous. Tâchons d'attirer ces investissements au Canada afin que notre pays puisse fournir au monde une source d'énergie propre, éthique, sûre

et fiable. Faisons en sorte que les métallurgistes de Regina recommencent à construire des pipelines. Remettons les ingénieurs au travail. Faisons en sorte que les cols bleus retournent au travail, des travailleurs qui forent des puits jusqu'au bout. Soutenons nos hôpitaux, nos écoles et nos routes grâce aux redevances versées par ces entreprises.

Les émissions de gaz à effet de serre n'ont pas besoin de passeport pour parcourir le monde. Si la production de pétrole et de gaz doit augmenter, les conservateurs estiment qu'elle doit augmenter ici, chez nous, parce que nous savons que nous pouvons extraire nos ressources naturelles selon les normes environnementales les plus strictes et avec la plus faible intensité d'émissions au monde, et que les Canadiens en verront les avantages.

En terminant, les libéraux ont un choix à faire. Ils peuvent voter en faveur de notre motion et éliminer le plafond d'émissions, le plafond de production, ou ils peuvent annoncer aujourd'hui qu'ils s'opposent à la construction de nouveaux pipelines, qu'aucun pipeline ne sera construit sous le gouvernement libéral. Les libéraux pourraient au moins être francs avec les Canadiens et les premiers ministres provinciaux, qui s'accrochent désespérément à l'espoir que le gouvernement annule les politiques de Trudeau. Aujourd'hui, si les libéraux votent en faveur, ils diront en fait qu'il n'y aura pas de nouveaux pipelines au Canada sous le gouvernement libéral.

En ce qui concerne la liste que les libéraux ont présentée dans le projet de loi C-5, soyons clairs: le fait de donner le pouvoir d'appliquer sélectivement les lois canadiennes en ce qui concerne les nouveaux projets énergétiques n'aura pas d'importance tant et aussi longtemps qu'il y aura un plafond de production. Tant que le plafond des émissions est en vigueur, peu importe ce que les libéraux feront des pouvoirs qu'ils se sont donnés en vertu du projet de loi C-5, nos hydrocarbures ne bougeront pas, peu importe le projet auquel ils donneraient leur appui.

La clé pour faire croître notre indépendance et notre abondance énergétiques, la clé pour arrêter d'alimenter l'économie américaine et la clé pour diversifier nos clients et optimiser nos ressources naturelles, c'est d'abolir le plafond d'émissions. Les libéraux ont le choix. Nous leur demandons de soutenir les travailleurs du secteur canadien de l'énergie et d'éliminer leur plafond d'émissions.

* * *

• (1110)

LE COMPTE RENDU OFFICIEL

Wade Grant (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Vendredi, je me suis mal exprimé pendant la période des questions. En réponse à une question, j'ai affirmé que les émissions de GES sont 41 % moins élevées qu'elles ne l'étaient par le passé. Pourtant, je voulais dire que nos émissions sont 41 % moins élevées qu'elles ne l'auraient été dans le cadre d'un plan proposé par les conservateurs.

TRAVAUX DES SUBSIDES

MOTION DE L'OPPOSITION — PLAFOND D'ÉMISSIONS DU SECTEUR PÉTROLIER ET GAZIER

La Chambre reprend l'étude de la motion.

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je crois que le premier ministre a été très clair à l'égard de la population canadienne et des députés d'en face par rapport à la manière dont le Canada va continuer de consolider son économie en tenant compte de son secteur de l'énergie.

Comparons un instant ne serait-ce que le début de ce qu'a fait le premier ministre actuel et les réalisations de Stephen Harper à l'époque où le député d'en face occupait le fauteuil de la présidence. Il est important que les Canadiens réalisent que lorsque Stephen Harper et le gouvernement conservateur étaient au pouvoir, pas un seul centimètre de pipeline n'a été construit pour acheminer nos ressources jusqu'aux eaux côtières.

Une voix: C'est faux.

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, c'est un fait. Si le député d'en face peut dire que c'est faux, il devrait alors nous dire s'il existe actuellement un pipeline qui va directement de l'Alberta vers la Colombie-Britannique, vers Churchill, ou encore vers les provinces de l'Atlantique.

L'hon. Andrew Scheer: Monsieur le Président, tout d'abord, je sais que nous ne pouvons pas débattre des rappels au Règlement, mais je pense qu'il est très révélateur que, dès le début de ce débat, le secrétaire parlementaire de la ministre de l'Environnement et du Changement climatique admette que ce qu'il a dit vendredi n'était pas vrai et que les émissions ne diminuent pas dans le cadre du plan du gouvernement libéral, mais qu'elles augmentent en réalité. Il doit inventer une sorte de qualificatif hypothétique pour éviter d'être accusé d'induire délibérément la Chambre en erreur.

Quatre grands projets de pipeline, y compris celui permettant l'accès aux côtes, ont été réalisés sous le gouvernement conservateur précédent. Le gouvernement libéral actuel a hérité d'une liste de propositions concernant 18 installations de gaz naturel liquéfié, des projets qu'il a complètement bloqués ou relégués aux oubliettes. Le gouvernement libéral a annulé les projets Northern Gateway et Énergie Est, qui auraient permis de remplacer le pétrole importé d'autres pays par du pétrole de l'Ouest canadien. Il est clair que si les Canadiens espèrent développer le secteur des ressources naturelles, ce ne sera pas avec un gouvernement libéral.

[Français]

Sébastien Lemire (Abitibi—Témiscamingue, BQ): Monsieur le Président, ma question pour le député de Regina—Qu'Appelle est assez simple: les conservateurs ont-ils des scrupules?

La même semaine où l'Institut climatique du Canada nous dit que nous n'atteindrons pas les cibles de gaz à effet de serre pour 2030, les conservateurs reviennent avec un dossier qui produira encore plus de gaz à effet de serre.

Quant à moi, je ne peux pas ne pas faire un parallèle avec ce que nous avons vécu au printemps dernier. Est-ce que c'est ça, le nouveau leadership et la façon dont les conservateurs ont compris le message des Canadiens de les garder sur les banquettes de l'opposition après que ces derniers ont appuyé un bâillon sur le projet de loi C-5?

Travaux des subsides

Quel est le rôle de l'opposition officielle de Sa Majesté le roi si elle appuie des bâillons contre l'environnement, en soutenant le projet de loi C-5 et, maintenant, en proposant une nouvelle motion pour que le Canada puisse produire encore plus de gaz à effet de serre sans scrupules? Où est la vision environnementale des conservateurs?

• (1115)

[Traduction]

L'hon. Andrew Scheer: Monsieur le Président, soyons très clairs: le Canada peut contribuer à réduire les émissions mondiales en exploitant ses ressources naturelles. Les deux vont de pair.

Depuis 10 ans, le gouvernement libéral oppose son veto à des projets d'exploitation des ressources naturelles et fait fuir les investissements étrangers; cet argent est tout simplement investi dans d'autres pays, qui n'ont pas du tout les mêmes normes environnementales que le Canada. Prenons l'exemple du gaz naturel liquéfié. En exportant davantage de gaz naturel liquéfié, nous pouvons aider d'autres pays à abandonner la production d'électricité à partir du charbon. Voilà en quoi consiste le plan des conservateurs: il est axé sur la technologie, et non sur les taxes. Nous pouvons contribuer à réduire les émissions mondiales tout en exploitant davantage les ressources naturelles du Canada.

Harb Gill (Windsor-Ouest, PCC): Monsieur le Président, au cours de la dernière campagne électorale, lorsque je faisais du porte-à-porte, une personne sur trois me demandait comment notre parti allait faciliter la diversification de l'économie. Notre économie dépend entièrement des emplois du secteur de l'automobile.

Le leader parlementaire de l'opposition était dans ma circonscription il y a quelques semaines et il a eu l'occasion de visiter une entreprise appelée Southwestern Manufacturing. Il s'agit d'une entreprise d'outillage qui s'est diversifiée dans les secteurs du pétrole, du gaz et du nucléaire. J'aimerais que le leader parlementaire de l'opposition informe la Chambre de la teneur de ses discussions et lui indique ce que les gens de Southwestern Manufacturing lui ont dit.

L'hon. Andrew Scheer: Monsieur le Président, nous avons eu une rencontre fantastique, et on nous a dit haut et fort que, tant qu'il n'y aura pas de nouveaux grands pipelines construits au Canada, tant qu'il n'y aura pas de nouveaux grands projets énergétiques, les entreprises devront continuer de se tourner vers les États-Unis pour fabriquer leurs produits. Tant et aussi longtemps que les droits de douane seront en place, le Canada sera encore plus vulnérable à cette situation. Lorsque je visite des installations énergétiques dans tout l'Ouest canadien, je vois des pièces, des composants et des véhicules lourds, tous fabriqués en Ontario. Le lien entre les emplois dans le secteur manufacturier dans le Sud-Ouest de l'Ontario et le développement dans l'Ouest canadien ou au Canada atlantique est évident pour tous, sauf pour les libéraux.

L'hon. Bardish Chagger: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je sais que vous occupez le fauteuil depuis peu, mais le député de Regina—Qu'Appelle l'a occupé et a même un portrait sur ces murs. Son utilisation d'une expression comme « induire délibérément [...] en erreur » revient à faire indirectement ce qu'il ne peut pas faire directement. Je pense que nous devrions faire preuve de beaucoup plus de professionnalisme et de discipline dans le cadre d'un débat aussi important aujourd'hui.

Le vice-président adjoint (John Nater): Je remercie la députée de son intervention. Nous devons tous utiliser un langage judicieux.

Travaux des subsides

[Français]

Le député de Louis-Saint-Laurent—Akiawenhrahk a la parole.

Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent—Akiawenhrahk, PCC): Monsieur le Président, je suis très heureux de participer à ce débat, aujourd'hui, qui va donner l'heure juste aux Canadiens sur ce que nous sommes et sur ce que nous pouvons être si nous développons l'entièreté de notre potentiel ici, au Canada.

Le Canada est riche, riche de ses millions de citoyens, riche de ses centaines de milliers d'entreprises innovantes, riche aussi de ses ressources naturelles. En fait, ici au pays, nous avons été vraiment chanceux. Nous avons, tout, toutes les ressources naturelles, que ce soit les minéraux critiques, les minéraux que l'on utilise depuis des siècles, l'énergie dite verte — à juste titre d'ailleurs — comme l'hydroélectricité ou la biomasse. Nous avons tout au Canada pour développer notre potentiel et fournir de l'énergie pour répondre à tous les besoins des Canadiens.

C'est pourquoi j'estime que, tant et aussi longtemps que nous aurons besoin des énergies qualifiées de fossiles, ces énergies devront être canadiennes. Profitons de cette richesse que nous avons pour développer notre plein potentiel et, comme l'a si bien dit mon collègue il y a quelques minutes à peine, pour envoyer partout dans le monde les richesses naturelles canadiennes, avec les travailleurs canadiens qui œuvrent pour créer cette richesse. Encore faut-il qu'on permette à ces entreprises et à ce plein potentiel d'être utilisés comme il se doit.

Il est dommage de voir que concernant certaines affaires, en d'autres temps, le premier ministre dit qu'il n'y avait pas de potentiel économique valable pour certaines situations pour les énergies fossiles. C'est totalement faux, comme on le verra plus tard dans mon discours. Rappelons que pour les besoins quotidiens des Canadiens, chaque jour, au Canada, il se consomme 51 millions de litres de pétrole. Alors, tant et aussi longtemps qu'on en aura besoin, je serai un partisan du pétrole canadien et des énergies canadiennes.

Deux exemples gênants ont été mis au jour concernant le fait que ce gouvernement freine la possibilité des ressources naturelles que nous avons ici.

Tout d'abord, j'aimerais citer un reportage fait à Québec, signé par Olivier Lemieux, qui a été diffusé par Radio-Canada le 19 mars dernier. Selon un expert du Texas, « le Canada a fait de mauvais choix » pour l'industrie pétrolière. L'auteur raconte justement comment ça se passe: le pétrole quitte l'Alberta, s'en va au Texas, puis revient au Canada, pas tellement loin de chez nous, à Lévis, pour être raffiné. Pourtant, on aurait pu faire les choses autrement, plutôt que de passer par le Texas et d'enrichir les Américains en chemin.

Selon Jean-Paul Rodrigue, professeur au département d'administration des affaires maritimes à l'Université Texas A&M, « le Canada est coincé dans une situation qui le désavantage ». « Le Canada a fait de mauvais choix pour des raisons idéologiques », déplore le Montréalais d'origine, qui réside aux États-Unis depuis 30 ans. Il estime que les considérations environnementales empêchent le Canada d'exploiter à leur plein potentiel ses vastes ressources pétrolières.

Comme je le disais, le pétrole de l'Alberta s'en va au Texas, puis revient à Lévis. Évidemment, les Texans en profitent pour faire quelque profit que ce soit.

L'autre élément est affreusement gênant. Le 26 août dernier, sur les ondes de la CBC, le chef d'antenne interroge l'ambassadeur de la Pologne et lui dit que son pays achète du gaz naturel des États-Unis. L'ambassadeur était tellement gêné de la question qu'il n'a pas pu s'empêcher de rire. Il a dit que oui, la Pologne l'achetait aux États-Unis, mais encourageait d'une certaine façon le Canada. Sait-on pourquoi? C'est parce que le gaz des États-Unis provient du Canada. Les Canadiens envoient donc leur gaz aux États-Unis, puis ce dernier est envoyé en Europe. Entre-temps, c'est autant de possibilités d'affaires qui sont manquées.

D'ailleurs, c'est ce qui a fait dire ce qui suit au commentateur Mario Dumont dans le *Journal de Montréal*:

Pendant que [le premier ministre du Canada] visitait son pays, l'ambassadeur de la Pologne à Ottawa a révélé dans une entrevue à la CBC que son pays achète malgré tout du gaz naturel canadien.

[...]

En résumé, le gaz que nous refusons de vendre à l'Europe finit quand même par s'y rendre, mais avec une juteuse marge de bénéfices pour une compagnie américaine. Bilan: aucun gain pour l'environnement, une perte économique majeure pour le Canada et un cadeau dans la poche des États-Unis.

Excusez-moi, mais il faut être niaisieux!

Voilà ce dont il est question aujourd'hui.

● (1120)

Allons-nous continuer à faire semblant de rien? Allons-nous continuer de dire que, au Canada, nous sommes gentils et nous ne touchons pas à ça, alors que les autres le font? Allons-nous au contraire saisir cette occasion de développer notre plein potentiel énergétique, et ce, dans toutes les sphères de l'énergie dont nous avons besoin comme citoyens, comme Canadiens?

[Traduction]

L'ambassadeur de Pologne l'a très bien illustré en disant que c'est rentable. C'est exactement le contraire de ce que l'ancien premier ministre avait dit pendant sa campagne, à savoir que, malheureusement, ce ne serait pas rentable. Quel coup manqué, car, oui, ce serait rentable. Comme l'a très bien souligné l'ambassadeur de Pologne dans une entrevue accordée à CBC/Radio-Canada, il est temps que le gouvernement ouvre les yeux et fasse ce qui s'impose pour le bien de tous les Canadiens.

[Français]

Rappelons-nous que ça fait 10 ans que ces gens-là sont au gouvernement. Ils sont intervenus une fois dans un projet concernant le pétrole. Rappelons que le projet de loi C-69 freinait tout élan, mais ils ont fait une chose: ils ont décidé d'acheter un pipeline. Ils font la leçon à la planète entière, mais ils achètent un pipeline. Peut-on dire que c'était pour le mieux? Pas vraiment, on n'a qu'à observer les résultats.

Quand on veut acheter quelque chose qui n'est pas à vendre, on doit le payer plus cher. Le gouvernement canadien a payé 4,5 milliards de dollars pour acheter le pipeline Trans Mountain, qui n'était pas encore construit. C'est deux fois le prix qu'il valait. On s'est fait un peu faire avoir en ce qui concerne le prix, mais en plus, il fallait le construire.

Travaux des subsides

Quand le gouvernement libéral l'a acheté, on prévoyait que ça coûterait 7,4 milliards de dollars. Sait-on combien cela a coûté? Cela n'a pas coûté deux, trois, ou quatre fois plus, mais presque cinq fois plus. On est passé de 7,4 milliards de dollars à 34,2 milliards de dollars. Si on ajoute à cela le montant de 4,5 milliards de dollars, on est presque rendu à 40 milliards de dollars. C'est de l'argent des contribuables qui a servi à acheter un pipeline et à le construire, alors que ce n'est pas du tout le mandat d'un gouvernement. À notre point de vue, le gouvernement est là pour s'assurer que tout se fait correctement dans le respect des règles, et non pour devenir le propriétaire du pipeline. Aujourd'hui, il essaie de le vendre, et tous les experts s'entendent pour dire que, s'il le vend, ce sera 50 % moins cher que tout ce que ça a coûté. Je dis bravo champion!

Heureusement, les Canadiens peuvent dormir tranquilles parce que le gouvernement a créé le poste de ministre responsable de l'efficacité gouvernementale. Le ministre qui occupe ce poste, c'est celui-là même qui a eu la brillante idée d'acheter le pipeline. C'est extraordinaire. Ce ministre, je le connais bien, car il est mon voisin. C'est le député de Louis-Hébert, pour qui j'ai respect et estime. J'ose espérer qu'il va s'inspirer de ce qu'il a fait pour ne plus le refaire à l'avenir.

Je suis fier d'être québécois et fier de l'héritage extraordinaire que nous avons reçu grâce à la vision que les politiciens du Québec ont eue au XX^e siècle et qu'ils ont encore aujourd'hui. Ils ont su développer le plein potentiel de l'électricité. Toutefois, il y a aussi un potentiel en matière d'énergies fossiles, que ce soit le pétrole ou le gaz. Le Québec fait ses choix, mais voici la réalité des Québécois. Selon l'analyse annuelle de l'École des hautes études commerciales, le pétrole représente 36 % de l'énergie au Québec, tandis que le gaz naturel en représente 13 %. L'année dernière, au Québec, il s'est consommé 9,7 milliards de litres de pétrole. J'ai beau être un partisan de l'électrification, la réalité, c'est qu'au Québec, nous avons encore besoin du pétrole. Tant et aussi longtemps que nous aurons besoin du pétrole, je serai un partisan du pétrole canadien. Le transport est en augmentation, et, 9,7 milliards de litres, c'est un niveau record qui a été atteint au Québec. Non, la consommation ne baisse pas; elle augmente. Rappelons que, depuis 2016, c'est le F-150 qui est le véhicule le plus vendu au Québec.

On voit quand même une ouverture du gouvernement provincial actuel concernant le gaz. Le 4 juillet dernier, le premier ministre du Québec a affirmé qu'il n'était pas fermé à l'idée de construire une usine. Il est également ouvert à l'idée de construire un port méthanier, si les Québécois le désirent. Même hier, il disait qu'il voulait s'inspirer du projet de loi C-5 du gouvernement fédéral pour présenter un projet de loi qu'il a nommé le projet de loi Q-5. On verra bien. Rappelons que le projet de loi C-5 contenait le projet de loi C-375, que j'avais présenté, et qui proposait que, pour un projet, on fasse une évaluation. Toutefois, les libéraux l'ont refusé.

Je vais maintenant accueillir avec grand bonheur les questions de mes collègues.

• (1125)

[Traduction]

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je peux comprendre les préoccupations actuelles des conservateurs au sujet des pipelines. C'est intéressant. Dans le domaine de l'énergie, nous n'avons entendu que des signes positifs et encourageants de la part du premier ministre, en particulier pour les Prairies. Nous devons donner au premier ministre l'occasion de

montrer à quel point il a bien travaillé avec les premiers ministres des différentes provinces. Nous devons être un peu plus optimistes. Si nous comparons ce que fait le premier ministre avec les résultats obtenus par Stephen Harper lorsqu'il était en poste, il serait préférable que les députés conservateurs coopèrent un peu plus et soient un peu plus optimistes.

Gérard Deltell: Monsieur le Président, je suis toujours heureux de répondre aux questions du député de Winnipeg-Nord.

De toute évidence, les libéraux ne peuvent pas faire pire que ce qu'ils font depuis 10 ans. Le député me demande d'être plus coopératif. Il reprend notre projet de loi et nos idées, comme l'annulation de la taxe sur le carbone, mais est-ce qu'il ne pourrait pas reprendre ma propre idée d'avoir un projet, une évaluation? Il y a un an, j'ai présenté le projet de loi C-375. Qu'ont fait le député et tous ses collègues? Ils s'y sont opposés. Il n'était jamais temps de coopérer à ce moment-là, mais il est temps de coopérer aujourd'hui pour le bien du secteur énergétique. Il est temps d'être ouvert aux nouveaux projets, et dès que possible.

• (1130)

[Français]

Marie-Hélène Gaudreau (Laurentides—Labelle, BQ): Monsieur le Président, revenons à notre sujet. Les gens qui nous regardent se demandent ce qui se passe: d'un côté, on achète des pipelines; de l'autre côté, on veut abroger tout ce qui est en lien avec le plafond des émissions du secteur pétrolier.

Moi, je ne comprends pas.

Le vérificateur général et le commissaire à l'environnement, est-ce qu'on les croit ou non? On n'atteint pas les cibles de réduction des émissions et on est en urgence climatique. Comment mon collègue explique-t-il qu'on se retrouve avec ça dans le cadre d'une journée de l'opposition, alors que la planète brûle?

Gérard Deltell: Monsieur le Président, je remercie ma collègue de cette question tout à fait pertinente. Ce dont on parle, c'est de répondre aux besoins des citoyens. Tant et aussi longtemps qu'on aura besoin du pétrole et du gaz naturel, pourquoi ne le produirait-on pas au Canada?

Près de la moitié du pétrole que l'on achète vient de l'étranger, c'est-à-dire des États-Unis. Or beaucoup de ce pétrole venant des États-Unis vient en réalité du Canada. Je sais que ma collègue aime beaucoup le Québec et qu'elle aime beaucoup les Québécois, mais je sais aussi qu'elle constate, comme moi, que les faits sont têtus et que la consommation du pétrole ne descend pas au Québec; elle augmente. Tel est l'état de la consommation de l'énergie au Québec.

De hautes études commerciales le constatent. Elles constatent également que depuis 2016, c'est le camion F-150 qui est le véhicule le plus vendu au Québec et que la consommation du gaz naturel est en augmentation également. Il est aussi vrai que le gouvernement du Québec est maintenant prêt à ouvrir la porte à des usines pour le gaz naturel et à un port méthanier, ce qui était complètement le contraire il y a un an. J'invite donc ma collègue à écouter les Québécois.

Madeleine Chenette (secrétaire parlementaire du ministre de l'Identité et de la Culture canadiennes et ministre responsable des Langues officielles et du secrétaire d'État (Sports), Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de Louis-Saint-Laurent—Akiawenhrahk. Effectivement, au Québec, on est très sensible à cette réalité climatique.

Travaux des subsides

Cependant, je veux vraiment souligner que notre gouvernement se concentre à faire du Canada une superpuissance énergétique dans le domaine des énergies propres et conventionnelles tout en améliorant notre compétitivité climatique, ce qui réduit les émissions tout en renforçant notre économie.

Ce n'est donc pas en parlant d'un cap de notre production d'émissions que cela va régler le problème. Pourquoi ne collaborons-nous pas mieux sur les solutions?

Gérard Deltell: Monsieur le Président, je félicite ma collègue pour son élection. C'est la première fois que nous avons l'occasion d'échanger à la Chambre. Je tiens à la remercier.

Rappelons d'abord que, au Québec, la vente d'automobiles a augmenté de 13,7 % contre 8,2 % pour l'ensemble du Canada. Nous sommes très ouverts à la collaboration, mais encore faut-il savoir prendre les bonnes décisions. Le premier ministre Trudeau affirmait qu'il n'est pas rentable d'exporter du gaz naturel. C'est faux, parce que la réalité, comme l'a si bien dit de façon assez gênante l'ambassadeur de la Pologne...

[Traduction]

Le vice-président adjoint (John Nater): Nous reprenons le débat. Le secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles a la parole.

Corey Hogan (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec le député de LaSalle—Émard—Verdun.

Une fois de plus, les conservateurs présentent une motion qui vise non pas à aider les Canadiens, mais à les diviser. Cette motion, où ils proposent de supprimer le plafonnement des émissions du secteur pétrolier et gazier, une mesure dont la réglementation qui n'est même pas encore achevée, en est un bel exemple. Alors que nous amorçons le débat sur cette motion, je tiens à être clair: le gouvernement ne prend pas de décisions stratégiques en fonction des motions de l'opposition. Ce sont les résultats qui nous intéressent, pas les petits jeux des conservateurs.

Les Canadiens ont élu les libéraux pour qu'ils fassent du pays une superpuissance énergétique et un chef de file mondial dans le domaine des énergies propres et classiques, un pays qui augmente ses exportations en même temps qu'il réduit ses émissions. C'est exactement ce que nous faisons. Nous restructurons l'économie du Canada en faisant avancer des projets d'intérêt national, des projets de terminaux de gaz naturel liquéfié en partenariat avec des Autochtones, des projets de captage et de stockage du carbone et des projets transformateurs reposant sur l'énergie propre.

Pas plus tard que la semaine dernière, nous avons approuvé le projet de gaz naturel liquéfié Ksi Lisims LNG en Colombie-Britannique. Ce projet dirigé par la nation niska'a sera jumelé à un gazoduc appartenant à des Premières Nations. Il s'agit du deuxième investissement privé en importance de l'histoire du Canada, et il exportera le gaz naturel liquéfié le plus propre au monde. Voilà comment on bâtit une superpuissance énergétique: avec des projets à faible coût, à faible risque et à faibles émissions de carbone, qui permettent d'acheminer l'énergie canadienne vers les marchés, de réduire les émissions et de créer des emplois d'un océan à l'autre.

En Alberta, les représentants du secteur pétrolier et gazier conviennent également que, pour bâtir une industrie responsable et concurrentielle, il faut faire avancer des projets comme celui de

l'Alliance Nouvelles voies. C'est au cœur du grand marché qui consiste à jumeler la réduction transformatrice des émissions à de nouvelles infrastructures qui servent à diversifier nos exportations. Je rappelle à mes collègues que ce n'est pas en négociant en public que nous obtenons ces résultats.

Les gouvernements sérieux collaborent avec les provinces, l'industrie et des partenaires autochtones. Pour leur part, les conservateurs voudraient faire éclater ces discussions pour servir leurs objectifs partisans. Il convient de se demander pourquoi les conservateurs sont si frustrés. Je crois que c'est parce que leurs propres alliés de l'Alberta ont trouvé un terrain d'entente avec le premier ministre.

La première ministre Smith a déclaré: « J'ai trouvé plus de points communs avec le premier ministre lorsque je l'ai rencontré hier que lors de toutes mes autres rencontres avec des premiers ministres. » Elle a encouragé les Albertains à « garder confiance dans le processus ». Je suis d'accord avec l'idée que nous devrions collaborer sur des projets d'édification nationale, car nous sommes tous plus forts lorsque nous travaillons de concert. La première ministre Smith a également déclaré: « Je suis plus optimiste que jamais quant au fait que les préoccupations des Albertains sont ENFIN PRISES EN COMPTE. »

Voilà pourquoi les conservateurs sont mécontents. L'ensemble de leur stratégie repose sur l'incitation à la rage et la division. Lorsque le premier ministre travaille de manière productive avec des provinces comme l'Alberta, le chef de l'opposition en vient à se demander ce qui justifie sa présence.

La vérité, c'est que les conservateurs ne tolèrent pas de voir les progrès réalisés, progrès qu'ils n'auraient pas pu accomplir s'ils avaient remporté les dernières élections. Ils ont parlé du projet de loi C-69 et ils parlent maintenant du plafonnement des émissions comme autant d'obstacles à la construction de pipelines. Je ne pense pas qu'il existe une réglementation environnementale qui, selon eux, ne serait pas fatale à l'industrie des pipelines au Canada. Or, celle-ci est plus forte qu'ils ne le pensent et leur discours alarmiste commence à devenir un peu lassant.

Les conservateurs tentent désespérément de faire dérailler des discussions délicates en négociant en public, mais les Canadiens ne sont pas dupes. Ils savent que c'est en collaborant que nous menons à bien des projets d'intérêt national, et non au moyen de motions théâtrales à la Chambre. Soyons clairs sur ce qui manque dans cette motion conservatrice. Si les conservateurs veulent abolir le plafond d'émissions, les Canadiens méritent de savoir quel est leur plan pour réduire les émissions dans le secteur pétrolier et gazier.

Pour bâtir l'économie la plus forte du G7, nous devons nous imposer comme une superpuissance en matière d'énergies conventionnelles et renouvelables, avec des normes environnementales élevées. Nos collègues d'en face doivent cesser de considérer cela comme un conflit. Au cours des 10 dernières années, nous avons augmenté la production nationale de pétrole et de gaz de 34 %, alors que la production mondiale n'a augmenté que de 6 %. La population a augmenté de 15 %, mais les émissions totales de gaz à effet de serre ont diminué de 6,5 %. De plus en plus, nos partenaires commerciaux exigent des mesures de protection environnementale strictes et le soutien des peuples autochtones.

Où sont les idées des conservateurs pour assurer notre compétitivité dans un monde qui demande de l'énergie plus propre? Appuieront-ils les dispositions réglementaires renforcées du Canada sur le méthane, qui compte des mesures de réduction des émissions parmi les plus efficaces sur le plan économique dans le secteur pétrolier et gazier? Appuieront-ils le système canadien de tarification du carbone pour le secteur industriel, qui a déjà attiré plus de 57 milliards de dollars d'investissements et qui est l'une des principales raisons pour lesquelles nos alliés nous considèrent comme un fournisseur responsable? Leur plan consiste-t-il simplement à ne rien faire, à tourner le dos au progrès et à rendre le Canada moins compétitif?

Le silence des députés d'en face est révélateur. Les conservateurs dénoncent le plan des libéraux, mais ils n'ont rien pour le remplacer. Ils n'ont aucun plan crédible pour réduire les émissions, aucun plan pour attirer les investissements et aucune stratégie pour renforcer le secteur canadien de l'énergie dans un monde où la compétitivité en matière climatique prend chaque jour de plus en plus d'importance.

Rappelons également le contexte dans lequel s'inscrit ce débat. La situation géopolitique mondiale a évolué et a une incidence directe sur les ambitions économiques et climatiques du Canada. Nous sommes aux prises avec une guerre commerciale imprévue. Les investisseurs comparent le Canada à d'autres pays et se demandent s'il continuera d'offrir des conditions attrayantes par rapport aux autres marchés.

La réalité, c'est que le monde évolue rapidement. Nous devons atteindre l'objectif du gouvernement fédéral d'attirer 500 milliards de dollars de capitaux privés dans les énergies propres et conventionnelles pour bâtir les projets qui assureront notre avenir. C'est pourquoi le premier ministre a dit clairement que le gouvernement travaille à l'élaboration d'une stratégie de compétitivité climatique. C'est une question de résultats et non de belles paroles. Nous renforçons l'économie tout en réduisant les émissions, en attirant les investissements et en veillant à ce que le Canada gagne la course mondiale à la compétitivité énergétique.

• (1135)

Il ne suffit plus d'attiser la rage. Les Canadiens veulent des solutions.

De l'autre côté, le leader à la Chambre a parlé de vendre le pétrole et le gaz au rabais. La dernière fois que j'ai vérifié, l'écart entre les prix WTI et WCS était de 14 \$, ce qui est assez faible si l'on tient compte des différences de qualité et du fait que le cours actuel et les coûts de transport sont en cause. Je suis curieux de savoir quelle serait, selon le député, la différence appropriée. Il a parlé du pétrole et du gaz canadiens qui sont vendus aux États-Unis, puis en Europe. Les conservateurs se comportent comme s'ils n'avaient jamais entendu parler d'un marché d'échange auparavant. Le fait est qu'il s'agit d'une économie très intégrée, tout comme l'est le secteur de l'automobile.

Je terminerai en disant ceci: le gouvernement obtient des résultats concrets. Nous augmentons les exportations de gaz naturel liquéfié canadien à partir de la côte Ouest, nous approuvons des projets transformateurs comme celui de Ksi Lisims LNG et nous faisons avancer le projet de l'Alliance Nouvelles voies dans le cadre d'un vaste accord visant à réduire les émissions et à créer des emplois. En élaborant une stratégie de compétitivité climatique qui nous permettra d'attirer 500 milliards de dollars d'investissements,

Travaux des subsides

nous ferons de l'économie du Canada la plus forte et la plus concurrentielle des pays du G7.

Nous proposons un plan visant à faire du Canada une superpuissance énergétique tout en réduisant les émissions et en luttant contre les changements climatiques. C'est un défi que les conservateurs n'ont pas réussi à relever aux dernières élections et que cette motion ne relève pas non plus. Elle ne ferait rien pour promouvoir les intérêts du Canada et ne tient pas compte de la guerre commerciale. Pour ces raisons et bien d'autres encore, je ne pense pas que j'appuierai cette motion, qui me semble peu sérieuse.

• (1140)

Clifford Small (Central Newfoundland, PCC): Monsieur le Président, le secrétaire parlementaire du ministre des Ressources naturelles a parlé de l'ambition des libéraux de faire du Canada une superpuissance en matière de ressources naturelles. Je me demande s'il sait que le pétrole et le gaz de Terre-Neuve-et-Labrador sont déjà accessibles par voie maritime. Le projet Bay du Nord sera probablement le tout dernier projet extracôtier à Terre-Neuve-et-Labrador, car il provoquera le dépassement du plafond des émissions.

Il y a quelques semaines à peine, Fermeuse Energy a annoncé un projet de liquéfaction du gaz naturel de 14 ou 15 milliards de dollars. Je me demande comment un tel projet pourrait se réaliser vu le plafond des émissions. Cette annonce d'Energy Fermeuse était-elle simplement une manœuvre électorale pour les libéraux provinciaux, ou le gouvernement éliminera-t-il le plafond?

Corey Hogan: Monsieur le Président, le député d'en face sous-estime l'ingéniosité du secteur pétrolier et gazier. Nous avons constaté le travail exceptionnel qu'il a effectué pour réduire l'intensité des émissions au fil des ans. Il existe toutefois plusieurs façons d'atteindre un même objectif, et je pense que le gouvernement est pragmatique et souhaite discuter avec ses partenaires de la meilleure façon de concrétiser ses ambitions climatiques mondiales tout en continuant de bâtir l'économie la plus forte du G7.

[Français]

Mario Beaulieu (La Pointe-de-l'Île, BQ): Monsieur le Président, malgré toutes les promesses et les belles intentions libérales, les experts s'entendent à peu près tous pour dire que les objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre ne sont pas atteints par le Canada.

En fait, c'est un échec climatique du gouvernement qui est contesté et qui est confirmé année après année par le Bureau du vérificateur général et le commissaire à l'environnement et au développement durable. Année après année, c'est la même conclusion: c'est un échec climatique que nous observons. Qu'est-ce que mon collègue répond à ça?

[Traduction]

Corey Hogan: Monsieur le Président, comme je l'ai indiqué dans mes observations, la production pétrolière et gazière du Canada a augmenté de 34 % ces 10 dernières années. Les émissions ont également diminué de 6,5 %. Nous savons donc qu'il est possible de dissocier ces deux éléments. Débat d'un supposé conflit inhérent entre eux n'a donc pas lieu d'être. Je suis persuadé que nous sommes tous d'accord pour dire que nous vivons dans un monde fort différent, et que la situation est bien distincte de celle que nous connaissions récemment, vu la guerre commerciale qui se poursuit avec les États-Unis. Nous devons donc certainement envisager les choses sous un angle un peu différent à l'avenir, mais l'ambition du gouvernement en matière de climat reste la même.

Travaux des subsides

Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, l'approche du premier ministre sur les questions énergétiques est très semblable à celle de Justin Trudeau, qui faisait semblant de s'intéresser au développement énergétique et qui, en même temps, multipliait les obstacles pour rendre très difficile, voire impossible, la réalisation des projets.

Le député a demandé quel serait notre plan. Quand les conservateurs étaient au pouvoir, de grands pipelines ont été construits, et un cinquième, le projet Northern Gateway, a été approuvé. Le gouvernement a adopté le projet de loi C-48, qui visait à torpiller ce projet. Il a soumis l'oléoduc Énergie Est à des exigences législatives sans précédent, conçues pour empêcher sa réalisation. Quand le secteur privé s'est retiré en raison de ce fardeau supplémentaire, le gouvernement a feint la surprise.

Ne s'agit-il pas encore une fois de la même approche libérale en matière d'énergie, qui consiste à feindre l'intérêt, mais à ajouter des contraintes, comme un plafond de production, qui font qu'il est presque impossible de concrétiser les projets?

Corey Hogan: Monsieur le Président, je suis très heureux d'avoir l'occasion de parler de Northern Gateway, que le leader à la Chambre de l'opposition a évoqué dans ses observations.

Le fait est que les tribunaux ont rejeté ce projet parce que les normes en matière d'environnement et de consultation n'avaient pas été respectées. Par conséquent, ce pipeline n'a pas été autorisé.

Garnett Genuis: Monsieur le Président, les libéraux de Trudeau, c'est-à-dire essentiellement les mêmes libéraux que ceux devant nous, ont adopté le projet de loi C-48, qui avait comme objectif déclaré d'empêcher la construction de pipelines dans le Nord de la Colombie-Britannique.

S'il avait été à la Chambre à l'époque, le député aurait-il soutenu le projet de loi C-48?

• (1145)

Corey Hogan: Je crois que oui, monsieur le Président.

[Français]

Claude Guay (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, je reconnais que nous sommes réunis sur le territoire traditionnel non cédé du peuple algonquin anishinabe. J'espère que nous pourrions être marqués par la sagesse des peuples autochtones, et plus particulièrement de leurs aînés, qui ont géré ces terres pendant des millénaires.

Le Canada se trouve à un moment décisif marqué par l'incertitude mondiale, la transformation économique et l'urgence d'agir pour le climat. Les choix que nous ferons auront des répercussions bien au-delà de nos frontières et bien au-delà de notre vivant. Ils détermineront si nous serons à la hauteur des exigences d'un monde en évolution ou si nous accuserons du retard dans une course que nous ne pouvons pas nous permettre de perdre.

Notre secteur énergétique est depuis longtemps un pilier de la prospérité canadienne. Il a alimenté nos foyers, alimenté nos industries et soutenu des centaines de milliers de travailleurs d'un océan à l'autre. Aujourd'hui, le secteur doit générer de la croissance et de la confiance: la confiance des travailleurs, des investisseurs et du monde entier quant à la capacité du Canada à fournir une énergie fiable, sûre et abordable, tout en étant propre, responsable et résiliente.

Une grande partie de la réponse réside dans les technologies propres. Ces dernières nous permettent de concilier ambition économique et responsabilité environnementale. C'est ainsi que nous atteindrons l'objectif de carboneutralité d'ici 2050 en soutenant la croissance. C'est ainsi aussi que nous bâtissons un avenir énergétique à la fois souverain et durable. Partout au Canada, les technologies propres transforment déjà le secteur pétrolier et gazier. Elles permettent aux producteurs de réduire leurs émissions tout en produisant du pétrole et du gaz plus compétitifs. Elles rendent les opérations plus efficaces, plus transparentes et plus compétitives dans un monde qui privilégie de plus en plus les solutions à faibles émissions de carbone.

En Alberta, Enhance Energy développe le pôle de séquestration de carbone Origins. Soutenu par un financement fédéral de 5 millions de dollars, ce projet permettra de stocker de façon permanente les émissions de multiples sources industrielles, dont les activités pétrolières et gazières, et pourrait à terme séquestrer jusqu'à 20 millions de tonnes de CO₂ par année. C'est comme retirer 3,5 millions de voitures de la circulation chaque année. Ce n'est pas seulement une solution climatique, c'est un modèle de décarbonisation à l'échelle industrielle.

Occam's Technologies, une jeune pousse basée à Nisku, s'attaque à l'un des segments les plus difficiles à décarboner du secteur: les moteurs diesel dans les opérations pétrolières. Grâce à un soutien du fédéral de 2 millions de dollars, son système de captage direct du carbone par Oxyfire est conçu pour capter plus de 90 % des émissions de CO₂ des moteurs diesel. C'est le genre d'ingéniosité qui transforme un défi en une opportunité technologique.

Cependant, le captage de carbone n'est qu'une partie de la solution. L'écosystème des technologies propres au Canada est vaste et il est en pleine croissance. L'électrification des opérations remplace les équipements diesel par des moteurs électriques, réduisant ainsi les émissions directes et ouvrant la voie à l'intégration des énergies renouvelables. L'analyse prédictive et l'intelligence artificielle optimisent le forage et le raffinage, réduisent le gaspillage énergétique et aident les entreprises à atteindre les réductions d'émissions.

Les technologies de détection et d'atténuation du méthane, soutenues par le Centre d'excellence sur le méthane, qui est financé par le gouvernement fédéral, aident les producteurs à trouver et à éliminer les émissions fugitives bien plus puissantes que le CO₂. Ces innovations ne sont pas théoriques. Elles sont déployées dès aujourd'hui. Elles réduisent les émissions dès aujourd'hui. Elles positionnent aujourd'hui le Canada comme un leader mondial de la production énergétique responsable.

Ces résultats ne sont pas le fruit du hasard. Ils sont le fruit d'investissements stratégiques et délibérés. Par l'entremise du Programme d'incitation à la décarbonisation, le gouvernement fédéral a investi 150 millions de dollars dans 38 projets de technologies propres dans les secteurs industriels canadiens. Ces projets comprennent des systèmes avancés de gestion du carbone, des chaudières électriques et des déploiements de biomasse. Ils visent tous à réduire les émissions dans des secteurs comme le pétrole et le gaz, où il est difficile de les réduire.

• (1150)

Il ne s'agit pas seulement d'une politique climatique, il s'agit d'une politique industrielle. Il s'agit de bâtir l'infrastructure d'une économie bâtie pour exceller dans l'avenir, une économie résiliente aux chocs mondiaux, réactive aux demandes du marché et ancrée dans l'innovation canadienne.

Les principaux producteurs d'énergie du Canada ne se contentent pas d'attendre. L'Alliance Nouvelles voies, une coalition des six grandes entreprises d'exploitation des sables bitumineux, propose un réseau de captage et de stockage du carbone de 16,5 milliards de dollars en Alberta. Ce projet permettrait de capter le CO₂ de plus de 20 installations et de le transporter sur 400 kilomètres jusqu'à un centre de stockage dans la région de Cold Lake. Ces efforts permettraient de stocker entre 10 millions et 12 millions de tonnes d'émissions chaque année. C'est considéré comme l'un des efforts de décarbonation les plus ambitieux au monde.

Le monde a soif d'énergie propre, et le Canada est particulièrement bien placé pour la lui fournir. Ses exportations de gaz naturel liquéfié, notamment celles provenant de l'installation de LNG Canada à Kitimat, sont parmi les plus propres au monde, avec des émissions bien inférieures aux moyennes mondiales. Alors que la phase 2 de LNG Canada progresse grâce au soutien du gouvernement fédéral, nous ouvrons des portes en Asie, en Europe et au-delà.

Les technologies propres rendent tout ça possible. Elles nous permettent de répondre aux exigences de nos partenaires mondiaux, de respecter les nouvelles normes de carbone et d'attirer des investissements du marché soucieux des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance. En bref, elles transforment les réductions d'émissions en occasions économiques. Ces occasions ne se limitent pas aux grands producteurs. Partout au Canada, de petites et moyennes entreprises développent des solutions de technologies propres qui sont exportées partout, dans le monde entier. Des systèmes de carburant et d'hydrogène en Colombie-Britannique aux innovations en matière de biocarburant en Saskatchewan, les entreprises canadiennes prouvent que l'action climatique et la croissance économique ne s'excluent pas mutuellement, mais se renforcent mutuellement.

Il s'agit de gens. Il s'agit de travailleurs à Fort McMurray. Il s'agit d'ingénieurs à Calgary. Il s'agit de communautés autochtones qui façonnent l'avenir énergétique sur leur terre. Il s'agit de jeunes Canadiens qui souhaitent que l'action climatique s'accompagne de débouchés économiques. Les technologies propres nous permettent de concilier ces intérêts. C'est ainsi que nous bâtissons une économie canadienne unie, forte, durable et souveraine. Soyons lucides quant à ce qui est en jeu: le monde et les marchés évoluent, et si nous ne sommes pas chefs de file, nous serons laissés pour compte.

Toutefois, nous misons sur l'innovation, investissons dans les technologies propres et soutenons le leadership de l'industrie. Ce n'est pas le moment d'hésiter. C'est le moment d'agir. Choisissons ensemble de montrer l'exemple. Choisissons d'investir. Choisissons de bâtir un avenir énergétique plus propre, plus intelligent et plus compétitif. Avançons ensemble.

[Traduction]

Clifford Small (Central Newfoundland, PCC): Monsieur le Président, j'ai entendu mon collègue dire que c'était le moment d'agir et d'avancer. Le moyen le plus rapide pour avancer est de commencer à exploiter les ressources pétrolières et gazières ex-

Travaux des subsides

tracôtières de Terre-Neuve-et-Labrador, qui se trouvent déjà en mer et ne nécessitent aucun pipeline. Bien sûr, le plafond d'émissions nous empêche de développer notre dernier projet, celui de Bay du Nord.

Pour des entreprises comme Fermeuse Energy, qui vient d'annoncer un projet de GNL de 15 milliards de dollars, comment de tels projets peuvent-ils aller de l'avant? Le gaz naturel de Terre-Neuve-et-Labrador restera-t-il sous terre et sous la mer à cause de ce plafond d'émissions, ou le gouvernement a-t-il l'intention d'éliminer ce plafond afin que des projets comme celui de Fermeuse Energy puissent aller de l'avant et liquéfier du gaz naturel?

Claude Guay: Monsieur le Président, le gouvernement œuvre à faire du Canada une superpuissance dans le domaine des énergies propres et traditionnelles. Cela passe notamment par l'augmentation des exportations de GNL canadien, qui présente l'empreinte carbone la plus faible au monde, vers ses alliés qui demandent davantage de son énergie et qui partagent ses valeurs, et pas seulement ses frontières. Le gouvernement fera avancer les projets de GNL tout en protégeant l'environnement et en respectant les droits des Autochtones. Il sait que la demande sera toujours là, et le Canada est le meilleur fournisseur, le fournisseur le plus écologique, pour y répondre.

• (1155)

[Français]

Marie-Hélène Gaudreau (Laurentides—Labelle, BQ): Monsieur le Président, comment sera-t-il possible d'atteindre les objectifs en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre en 2030? Cela voudrait dire, à partir de maintenant, des réductions de 40 mégatonnes par an d'ici 2030.

Le Canada s'est engagé à les réduire de 40 % à 45 %. Je cite maintenant notre analyste à l'Institut climatique du Canada, Ross Linden-Fraser: « On a vu zéro mégatonne de réduction en 2024 et on voit moins de politiques climatiques sur la table aujourd'hui. » Comment mon collègue explique-t-il ce qu'on vit en 2025?

Claude Guay: Monsieur le Président, je remercie ma collègue de sa question, qui me donne une chance de parler du progrès accompli.

Pour la première fois dans l'histoire du Canada, les émissions diminuent, alors que notre économie continue de croître. Les émissions ont baissé de 9 %, ce qui équivaut à retirer plus de 19 millions de véhicules de la route. Les émissions du Canada sont aujourd'hui 41 % plus faibles qu'elles ne l'auraient été avec le plan de Pierre Poilievre, qui consiste à ne rien faire.

Le plan climatique du Canada est conçu en fonction de notre économie et de nos réalités commerciales. Il mise sur nos forces en matière d'énergie propre, de minéraux critiques et d'innovation.

Le vice-président adjoint (John Nater): Avant de passer à la prochaine question, je tiens à rappeler au député qu'il ne doit pas prononcer le nom des autres députés à la Chambre.

L'honorable députée de Sarnia—Lambton—Bkejwanong a la parole.

*Travaux des subsides**[Traduction]*

Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton—Bkejwanong, PCC): Monsieur le Président, je me demande si le député d'en face est inquiet lorsqu'il voit que, malgré tout ce discours sur la façon dont son parti compte « bâtir, bâtir, bâtir », le plafond d'émissions actuel, qui est en réalité un plafond de production, va plutôt à l'encontre du plan de construction.

Claude Guay: Monsieur le Président, nous réoutillons l'économie canadienne en proposant des projets d'intérêt national qui la rendront plus forte et plus concurrentielle. Il s'agit notamment de réduire à deux ans la période d'examen des projets et d'éliminer les chevauchements tout en continuant d'appliquer les normes environnementales et en respectant les droits des Autochtones.

[Français]

Genette Lavack (secrétaire parlementaire de la ministre des Services aux Autochtones, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais que mon collègue nous en dise davantage sur ce qu'il pense des investissements accrus dans les technologies propres ou la capture de carbone et qu'il nous dise si, à son avis, cela peut jouer un rôle plus important.

Claude Guay: Monsieur le Président, ce sont des opportunités immenses, l'une après l'autre. Nous voulons être un leader mondial dans la capture de carbone, et cela représente de nombreuses occasions favorables pour des entreprises innovantes partout au Canada.

Patrick Bonin (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, il est quand même un petit peu farfelu aujourd'hui d'avoir un débat et une journée de l'opposition pour abolir le plafond d'émissions du secteur pétrolier et gazier, alors qu'il n'y en a même pas. En effet, tout ce qu'on a sur la table, c'est un projet de règlement pour, oui, plafonner les émissions du secteur pétrolier et gazier, le secteur le plus polluant au pays, le numéro 1, le secteur qui est en croissance. Par contre, il n'y a pas de plafond à l'heure actuelle, parce que les libéraux, qui sont au pouvoir depuis 10 ans, n'ont pas été capables d'adopter de règlement, alors que je nous rappelle que le gouvernement peut adopter un règlement n'importe quand. Par contre, ils ont attendu, ils ont repoussé et ils ont affaibli, ce qui fait qu'aujourd'hui, on n'en a pas, de plafond.

Pourquoi devrait-on avoir un plafond? Comme je l'ai déjà mentionné, les émissions de gaz à effet de serre dans le secteur pétrolier et gazier, qui est le plus polluant, sont le principal problème au Canada. C'est un secteur qui est en forte croissance, parce que les libéraux ont favorisé l'expansion de la production de pétrole des sables bitumineux, à commencer par, entre autres, la construction du pipeline de sable bitumineux Trans Mountain, dans lequel ils ont investi 34 milliards de dollars canadiens. Évidemment, qui dit augmentation de la capacité de transport et d'exportation dit augmentation de la production de pétrole des sables bitumineux.

Entre 1990 et 2022, les émissions de gaz à effet de serre en lien avec le secteur pétrolier et gazier, la production de pétrole et de gaz, ont augmenté de 83 %. Je dis bien 83 % depuis 1990. Je rappelle que, si on est sérieux dans la lutte contre les changements climatiques, il faut réduire les émissions, pas les augmenter. Donc, oui, ces émissions ont augmenté. Oui, le gouvernement a acheté un pipeline de sables bitumineux. Oui, le gouvernement a investi de l'argent, en plus de Trans Mountain. En 2024, on parle de 28,5 milliards de dollars en financement pour les énergies fossiles, mis sur la table par les libéraux pour le secteur pétrolier et gazier. Je dis bien 28,5 milliards de dollars, juste pour 2024. Si on recule plus en arrière, on atteint rapidement 75 milliards de dollars.

Dans leur budget, c'est 81 milliards de dollars de financement potentiel pour le secteur pétrolier et gazier, dont 5,7 milliards de dollars pour la capture et le stockage de carbone, dont ils raffolent. Pourtant, c'est une technologie hautement problématique, parce qu'elle ne fonctionne pas très bien, parce qu'elle demande énormément d'argent public et parce que c'est l'échappatoire des pétrolières pour augmenter leur production et faire exactement ce que le gouvernement est en train de faire: dire que ça va être du pétrole vert. Jusqu'à maintenant, c'est la meilleure blague de l'année, selon moi.

Si on regarde l'expansion pétrolière et gazière au pays, c'est rendu gigantesque. À elles seules, les émissions de gaz à effet de serre liées à la production de pétrole des sables bitumineux — je parle juste des sables bitumineux — sont plus élevées que toutes les émissions de tous les secteurs économiques du Québec. Alors qu'on fait des efforts au Québec pour réduire nos émissions — pas assez rapidement, j'en conviens —, l'Alberta et la Saskatchewan sont en train d'augmenter leurs émissions sans contrainte aucune.

Aujourd'hui, nos amis conservateurs nous demandent d'abolir un plafond d'émissions qui n'existe pas. Qu'est-ce qui se passe au pays si une province comme le Québec fait des efforts pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre, mais que les autres provinces ne font pas le travail? Il devient complètement impossible d'atteindre nos cibles de réduction de gaz à effet de serre. C'est pour ça que, la semaine passée, l'Institut climatique du Canada a publié un rapport qui dit très clairement pour la première fois que, selon ses experts, il sera impossible d'atteindre les cibles de réduction des gaz à effet de serre du pays pour 2030. La principale raison en est que les émissions du secteur pétrolier et gazier ne sont pas sous contrôle, mais en augmentation. Le gouvernement ne devrait tirer aucune fierté du fait que les émissions de gaz à effet de serre ont diminué de 0,1 % en un an. J'ai bien dit 0,1 %, alors que ces émissions devraient plutôt chuter rapidement.

● (1200)

Si ce gouvernement était sérieux à l'égard de ses propres objectifs de réduction de gaz à effet de serre, à l'égard de l'Accord de Paris et de ce que la science exige, et à l'égard des gens et des familles qui subissent aujourd'hui même les conséquences des feux de forêt, il agirait autrement. Les feux de forêt sont de plus en plus fréquents et terribles en raison des changements climatiques, lesquels sont directement liés à la production de pétrole et de gaz. On parle de vies humaines, de problèmes de santé et de la nécessité d'une réponse sérieuse à la crise climatique. Pourtant, les conservateurs passent encore une journée à tenter de démanteler tout ce qu'on a en matière de lutte climatique, et qui n'est même pas encore adopté, en passant.

C'en est à un point tel que les libéraux d'en face semblent adopter exactement le plan de match des conservateurs et des compagnies pétrolières. En effet, la première chose qu'ils ont faite en arrivant au pouvoir a été d'abolir la tarification du carbone pour les particuliers. Ça veut dire une moindre réduction d'émissions de gaz à effet de serre. Pourquoi ont-ils fait ça? C'est parce que les conservateurs ont passé des années à dire que ce n'était pas une bonne politique. Pourtant, tous les économistes disaient très clairement qu'il faut mettre un prix sur la pollution et qu'il était efficace comme politique d'envoyer ce message. C'est une politique normale parce que, si ce n'est pas les compagnies pétrolières et gazières qui paient, c'est tout le monde qui paie pour les conséquences des changements climatiques.

Si on regarde ce que propose actuellement le gouvernement, c'est extrêmement inquiétant. L'Institut climatique du Canada a dit très clairement que le Canada n'était pas en voie d'atteindre ses objectifs et qu'il allait rater son objectif de réduction de gaz à effet de serre pour 2030. En réponse à ça, nous avons un gouvernement qui recule. Il a reculé sur la tarification du carbone.

Il a aussi reculé sur les incitatifs à l'achat de véhicules électriques qu'il s'était engagé à remettre en place. Il a également envoyé le message aux gens de ne pas acheter de véhicules électriques, sous prétexte qu'ils devraient attendre que les incitatifs reviennent. Tout le monde comprend ça. Qui va s'acheter un véhicule électrique aujourd'hui, alors que le gouvernement a dit d'attendre que les rabais reviennent? Il n'y a donc presque plus personne qui achète de véhicules électriques à cause de ça. Il va de soi que les ventes chutent et que la consommation de pétrole continue. Le gouvernement va même plus loin. Il a dit que certains manufacturiers automobiles au Canada lui avaient demandé de ne pas les contraindre à vendre plus de véhicules électriques. Le gouvernement a donc reculé sur la loi zéro émission, qui devait forcer les manufacturiers à offrir plus de véhicules électriques aux gens. Or un plus grand nombre de véhicules électriques signifie plus de choix, ainsi que des véhicules moins chers. Le gouvernement a donc reculé là-dessus aussi.

L'autre chose que nous avons vue, c'est une association entre les libéraux et les conservateurs pour faire adopter, sous bâillon, le projet de loi C-5, lequel vise notamment la construction de pipelines. L'opposition officielle s'est elle-même bâillonnée en évitant de questionner le gouvernement, parce que ça faisait bien son affaire. Cette manœuvre a permis de dérouler le tapis rouge aux compagnies pétrolières et gazières qui ont demandé à peu près tout ce qu'il y a dans le projet de loi C-5.

Le projet de loi C-5 est essentiellement antidémocratique. Non seulement ce projet de loi a été adopté sous bâillon grâce à une alliance entre les conservateurs et les libéraux, mais il signifie aussi que de nombreux projets pourraient désormais échapper à une évaluation environnementale. Le projet de loi C-5 représente l'un des plus grands reculs en matière de droit environnemental dans l'histoire moderne du Canada. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est Ecojustice, qui regroupe des spécialistes en droit environnemental. La raison en est que le projet de loi C-5 vise 12 lois, dont plusieurs avaient été mises en place pour protéger l'environnement, mais dont le gouvernement n'est désormais plus obligé de tenir compte. Ça inclut entre autres la Loi canadienne sur la protection de l'environnement de 1999, la Loi sur les espèces en péril et le Règlement sur les mammifères marins. On parle d'une panoplie de lois et de sept règlements qui sont mis de côté, du jamais vu.

Pourquoi le gouvernement agit-il ainsi? C'est parce qu'il y a de mauvais projets et que le seul moyen de faire avancer des mauvais projets, c'est d'écarter les lois qui les empêcheraient. Au Bloc québécois, notre position est claire: nous sommes en faveur du développement, mais pas de n'importe quel développement ni de n'importe quelle manière. Le développement pétrolier et gazier est incompatible avec la santé humaine et avec nos objectifs de réduction de gaz à effet de serre. Ce n'est manifestement pas le genre de projet que nous soutenons.

• (1205)

S'il y a de bons projets, ceux-ci devraient être faits en respectant l'environnement ainsi que les protections environnementales qui ont été mises en place au cours des dernières décennies. Or, ce n'est pas ce que les libéraux proposent. Ils proposent même d'aller plus loin,

Travaux des subsides

c'est-à-dire d'enlever d'autres protections environnementales en plus du projet de loi C-5.

Ce qu'on voit, et on observe la même chose en ce qui concerne les véhicules à zéro émission, c'est une nouvelle cabale de la part de nos amis conservateurs. Que font-ils? Ils veulent absolument écouter les compagnies pétrolières et gazières et les manufacturiers qui se traînent les pieds et enlever toute contrainte pour ne pas réduire les émissions dans le secteur des transports, notamment, qui est le deuxième secteur en importance. Évidemment, c'est lié. La production de pétrole entraîne la consommation de pétrole. On ne se le cachera pas. Ils ont intérêt à faire ça, malheureusement.

Ce genre de vision et de recul, on le voit de la part du gouvernement. Il n'a pas été capable de défendre ses politiques et ses règlements. Nous le voyons, malheureusement, de la part du parti de l'opposition officielle qui n'est aucunement constructif, qui ne propose rien dans la lutte climatique, qui propose juste de reculer et de répondre au programme que les compagnies pétrolières veulent bien imposer à cet État pétrolier qu'est le Canada.

Nous voyons qu'il y a des choses qui se font correctement au pays et qui sont bonnes pour l'environnement. Il y a de la réglementation qui est bonne pour l'économie, pour le portefeuille et pour la santé des gens. Or, aucune de ces propositions ne se retrouve dans le livre des conservateurs, et, jusqu'à maintenant, nous n'en avons eu aucune de la part du gouvernement depuis son retour au pouvoir. Nous n'observons que des reculs en environnement et en changement climatique, et il n'y a rien pour combler ces reculs. À ce sujet, nous devrions être inquiets.

Nous devrions être inquiets parce que nous parlons de l'avenir de nos enfants. Nous parlons de notre avenir aujourd'hui, maintenant. Quand on voit que des villes comme Montréal et Toronto sont parmi les 10, voire parmi les 5 villes les plus polluées en raison des feux de forêt, que les gens ferment leurs fenêtres et que, à Montréal, les gens sont même affectés en raison de la mauvaise qualité de l'air quand leurs fenêtres sont fermées, c'est un problème.

Que proposent les conservateurs à ce sujet? Ils proposent moins de réglementation, moins de contraintes pour les compagnies pétrolières et gazières. On ne les entend pas dire que le gouvernement devrait arrêter les subventions aux compagnies pétrolières et gazières. Cela fait longtemps que je n'ai pas entendu parler les conservateurs à ce propos.

Le gouvernement libéral avait proposé une mesurette en lien avec l'abolition des subventions aux compagnies pétrolières et gazières, une mesurette qui devait être suivie d'une autre mesure plus ambitieuse, essentielle, faisant en sorte qu'on arrête pour de vrai les subventions aux compagnies pétrolières et gazières. Or, nous n'entendons plus parler de cette autre mesure qui devait être mise en place. Cela nous inquiète.

Nous savons ce qui est en train de se jouer actuellement. Les conservateurs sont en campagne pour les compagnies pétrolières et gazières afin de faire reculer le gouvernement sur son intention de mettre un plafond d'émissions en place pour la production de pétrole et de gaz. Nous allons les entendre parler toute la journée à ce sujet. Nous allons les entendre en parler au cours des prochaines semaines, c'est certain.

Travaux des subsides

Cependant, ce que nous demandons, c'est que ce gouvernement se tienne debout pour la population canadienne, et non pour les compagnies pétrolières, qu'il arrête d'écouter les conservateurs et de collaborer avec eux, et qu'il nous présente un vrai plan crédible de réduction de gaz à effet de serre. Cela inclut de s'attaquer au principal secteur, c'est-à-dire le secteur pétrolier et gazier.

Le gouvernement libéral avait proposé un règlement. Je le rappelle, il aurait pu adopter ce règlement. Or ce gouvernement est en train de tourner le dos à son ancien ministre de l'Environnement, qui avait proposé ce règlement. Actuellement, c'est un virage à 180 degrés qu'on remarque de la part du gouvernement.

Je reviendrai même sur ce fameux projet de règlement qui aurait dû être adopté il y a longtemps. Même ce qui était proposé n'était pas assez ambitieux. Du côté du Bloc québécois, nous n'étions pas contents. Nous rejetons évidemment l'idée de ne pas mettre un plafond d'émissions sur le secteur pétrolier et gazier, comme le proposent les conservateurs, mais nous disons qu'il faudrait aller encore plus loin que ce que le gouvernement avait proposé.

Le gouvernement avait proposé de diluer son action climatique encore une fois pour les compagnies pétrolières et gazières. Il proposait que le secteur pétrolier et gazier n'ait pas à réduire ses émissions de gaz à effet de serre autant que les autres secteurs au Canada. Il proposait que ce secteur en fasse moins par rapport à notre cible de réduction de gaz à effet de serre. Au Canada, nous avons une cible, que le gouvernement est en train d'abandonner, ce qui nous inquiète énormément, mais, ce que proposait le gouvernement, c'était de faire moins que cette cible pour le secteur pétrolier et gazier.

Maintenant, le gouvernement va-t-il reculer encore davantage et dire qu'on abolit ça parce que les compagnies pétrolières le veulent? C'est ce que nous craignons. Pire encore, quand nous regardons dans le détail le projet de règlement, il y avait des compensations possibles aussi. Les compagnies pétrolières et gazières pouvaient acheter des crédits d'émission, probablement pour des choses qu'elles auraient faites de toute manière.

• (1210)

En matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, c'était complètement insuffisant. Or, la proposition magique des conservateurs, c'est d'abolir cette mesure qui était insuffisante. Il en va de même pour les libéraux: non seulement on abolit les mesures, mais on abolit la crise climatique. Elle n'existe plus, sous prétexte que M. Trump est le président des États-Unis ou que certains États, comme les États-Unis, reculent. Cependant, il y en a d'autres qui sont en mesure d'aller de l'avant, de se tenir debout et de regarder les enfants dans les yeux et de leur dire que oui, il y a des moyens de lutter contre les changements climatiques et de développer l'économie.

C'est ce que nous demandons à la Chambre. Nous lui demandons de se responsabiliser. Nous voulons retourner dans nos circonscriptions et pouvoir regarder nos concitoyens et nos concitoyennes dans les yeux et leur dire que nous prenons notre rôle au sérieux, que nous luttons contre les changements climatiques et que nous le faisons en améliorant le coût de la vie, en améliorant la santé et en améliorant la qualité de vie en général.

Je n'entends pas les conservateurs parler de la nécessité de développer les transports collectifs. Je ne les vois pas déchirer leur chemise parce qu'on a déjà dépensé 5,3 milliards de dollars par le trau-

chement du Fonds pour le transport en commun du Canada, et qu'il n'y a pas un sou pour le Québec.

Je n'entends pas les conservateurs prendre la parole à la Chambre pour dire que c'est inacceptable que le gouvernement ait, pendant la campagne électorale, envoyé aux Canadiens des chèques totalisant 4 milliards de dollars, payés par les Québécois à hauteur de 800 millions de dollars, pour une tarification qui n'existait même plus. Aucun conservateur ni aucun libéral du Québec ne s'est levé pour dire que c'est inacceptable que les Québécois et les Québécoises aient payé 800 millions de dollars pour envoyer des chèques partout au Canada, sauf aux Québécois. C'est le genre de débat que nous aimerions avoir avec les conservateurs de manière constructive. Nous ne voulons pas prendre part à des débats sur l'abolition d'une réglementation qui n'existe même pas dans le secteur pétrolier et gazier.

Quand on regarde les répercussions sur la santé, on constate que ce n'est pas fictif, ce qui se passe actuellement. C'est la réalité. Des personnes âgées de ma circonscription subissent des canicules dites meurtrières. Ça veut dire qu'il y a des gens qui meurent. Ça veut dire qu'il y a des gens qui se retrouvent à l'urgence. Ça veut dire qu'il y a des gens qui ont des problèmes cardiovasculaires et qui sont aux prises avec une réalité qui ne s'améliorera pas. C'est ça, la réalité. Il faut aussi regarder les coûts des changements climatiques. Ce sont des coûts de santé, ce sont des drames humains. Ce sont les coûts d'assurance records qui ont été engendrés par la crise climatique l'année passée. Selon le Bureau d'assurance du Canada, ces coûts s'élevaient à 8,4 milliards de dollars. Cela ne fait que commencer. De plus, les sécheresses actuelles rendent les agriculteurs et les agricultrices plus que stressés.

Si on considère toute mesure climatique comme n'étant qu'une dépense et qu'on ne regarde pas le coût des répercussions des changements climatiques, tout le monde va voter pour le Parti conservateur. Les libéraux vont s'asseoir avec les conservateurs et vont développer leur plan de match. Ils sont déjà en train de le faire. Cependant, je peux assurer que, au Bloc québécois, nous allons nous tenir debout pour exiger que le gouvernement respecte sa cible de réduction des gaz à effet de serre pour 2030. Le Canada est un pays riche, parce qu'il s'est développé, entre autres, avec le pétrole et le gaz.

Au niveau mondial, ce n'est plus cela qui se développe. On développe plutôt les véhicules électriques, l'énergie solaire, l'énergie éolienne, l'efficacité énergétique, les accumulateurs de chaleur et le transport collectif. Ce sont des projets qui comportent des avantages économiques et environnementaux.

Le Québec a tout à gagner à faire ça. Au Québec, l'achat de pétrole nous coûte plus de 10 milliards de dollars chaque année. Nous pourrions plutôt électrifier nos transports grâce à Hydro-Québec, une fierté nationale. Nous pourrions électrifier notre chauffage dans les bâtiments et dans les industries. Nous pourrions électrifier nos PME plutôt que de développer davantage de pétrole et gaz. Le Québec a dit qu'il ne ferait pas d'exploration pétrolière et gazière. Il a été l'une des premières nations du monde à faire cette déclaration. Nous sommes parmi les mieux placés au monde pour faire ce virage, pour faire cette transition, mais nous sommes retardés actuellement par le Canada, qui n'a qu'un programme pétrolier, qui est financé à hauteur de milliards de dollars.

Les libéraux ne se sont pas prononcés en faveur du maintien du plafond des émissions, et cela nous inquiète. Ce qui est proposé encore une fois aujourd'hui par les conservateurs et par les libéraux, ce sont des reculs dans le principal secteur responsable des changements climatiques au Canada, le secteur pétrolier et gazier. C'est très inquiétant.

• (1215)

[Traduction]

Corey Hogan (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, je suis tout à fait d'accord pour dire que le monde change, que les marchés évoluent et que la lutte contre le réchauffement climatique est essentielle. Il s'agit d'un changement important qui s'étale sur plusieurs années et qui dicte nos objectifs. Cependant, nous sommes en pleine période de bouleversement en raison de la guerre commerciale actuelle et d'un contexte mondial plus instable, et c'est ce qui doit orienter nos stratégies et nos tactiques. Je crois que nous partageons les mêmes objectifs environnementaux. Je le crois sincèrement.

Je me demande si le député pourrait nous en dire plus sur d'autres moyens de lutter contre les changements climatiques pour compléter ou remplacer certaines mesures qui ont été proposées.

[Français]

Patrick Bonin: Monsieur le Président, je dois réitérer ma grande inquiétude: les libéraux ne disent rien au sujet de la proposition d'aujourd'hui des conservateurs. On les voit reculer, c'est gros comme le bras. Aucune personne de l'autre côté de la Chambre, du côté des libéraux, ne s'est engagée à garder l'intention de plafonner les émissions dans le secteur pétrolier et gazier.

On peut parler des autres solutions, c'est sûr. Il y en a plein, on les connaît. Il y a l'électrification des transports, l'énergie renouvelable, l'efficacité énergétique, le transport collectif, le bâtiment vert, l'industrialisation verte. Il y en a, des solutions. On peut en parler, mais parlons de ne plus accumuler de recul comme les libéraux sont en train de le faire actuellement sur une autre mesure clé qu'ils avaient: le plafond des émissions dans le secteur pétrolier et gazier. C'est inquiétant.

Les libéraux ne doivent pas changer de sujet, mais parler des vraies choses et regarder leur bilan, qui est atroce. Les libéraux reculent, en plus, après 10 ans au pouvoir. Ils sont en train d'enregistrer un recul plus grand qu'on n'a jamais...

• (1220)

Le vice-président adjoint (John Nater): Le député de Louis-Saint-Laurent—Akiawenhrahk a la parole.

Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent—Akiawenhrahk, PCC): Monsieur le Président, je tiens à remercier mon collègue de son discours et à saluer son engagement pour la cause environnementale au cours des précédentes décennies. Je salue son arrivée à la Chambre, bien qu'évidemment nous aurions souhaité qu'il soit un député conservateur, mais nous respectons évidemment la volonté des Québécois.

Avant de poser ma question, je tiens juste à préciser deux choses concernant la taxe sur le carbone. Nous avons fait une proposition lors du débat, soit celle de verser les sommes directement aux Québécois. L'amendement n'a pas été accepté, ce qui fait partie du débat public, mais nous avons fait une proposition.

Travaux des subsides

Aussi, concernant la taxe sur le carbone, mon collègue disait que des experts de partout dans le monde mentionnaient que c'était la meilleure façon de combattre les changements climatiques. Je veux juste lui dire qu'il n'était pas tout seul à dire ça, parce que tous les députés libéraux, pendant 10 ans, ont déchiré leur chemise pour dire que c'était la meilleure invention depuis le pain tranché pour combattre les changements climatiques. Or finalement, ils l'ont abolie. Quand l'ont-ils abolie? Ils l'ont abolie alors qu'ils n'étaient pas encore réélus. Surtout, ils l'ont fait avec le style à la Trump, en signant un décret devant des ministres qui applaudissaient, dont l'ancien ministre de l'Environnement.

Ma question est la suivante: est-ce que le député écoute les Québécois?

Patrick Bonin: Monsieur le Président, au sujet des amendements, oui, nous écoutons les Québécois. Oui, nous avons dit que les 814 millions de dollars que les libéraux ont volés pour envoyer des chèques à tous les Canadiens devaient être remboursés aux Québécois. Ce n'est pas ce qu'on a entendu de la part des conservateurs.

Quand on parle de lutte contre les changements climatiques, la vaste majorité des Québécois demandent davantage d'efforts de la part de leur gouvernement, et non pas moins d'efforts, comme le proposent les conservateurs. Oui, nous écoutons les Québécois. Les Québécois sont parmi les plus mobilisés dans la lutte contre les changements climatiques. On a un gouvernement du Québec qui a permis de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Les conservateurs, eux, ne proposent malheureusement rien et c'est inquiétant. Il n'y a aucune proposition. Il n'y a que des reculs proposés par les conservateurs en matière de lutte contre les changements climatiques.

Mario Beaulieu (La Pointe-de-l'Île, BQ): Monsieur le Président, la motion des conservateurs, j'appelle cela « défoncer une porte ouverte ». Ils proposent d'abolir un plafonnement qui n'existe pas. J'aimerais que mon collègue nous en parle un peu plus.

Tantôt, un collègue libéral disait que les émissions de gaz à effet de serre sont en baisse de 9 %. Est-ce que c'est vrai? Moi, j'ai plutôt l'impression qu'elles plafonnent, qu'elles ne baissent pas suffisamment.

Patrick Bonin: Monsieur le Président, c'est très clair que les émissions ne sont pas en réduction au Canada. Selon le dernier inventaire qui a été produit, les émissions sont stables. Dans certains secteurs, elles descendent; dans le secteur de la production d'électricité, par exemple. Dans le secteur pétrolier et gazier, les émissions augmentent. C'est très clair. On parle de science.

Ce qui est clair aussi, c'est que ce pays ne peut pas atteindre ses objectifs de réduction de gaz à effet de serre s'il n'y a pas de mesures sérieuses de plafonnement et de réduction dans le secteur pétrolier et gazier, qui est notamment hautement financé.

À ce sujet d'ailleurs, il y a un double financement. Je rappelle qu'il y a eu un financement direct de 28,5 milliards de dollars pour l'industrie pétrolière et gazière en 2024. Il y a cependant un autre financement, parce que les coûts liés aux changements climatiques, les coûts de santé liés aux impacts, c'est tout le monde qui les paie; dans le coût des assurances, dans les taxes, dans les soins de santé qu'il faut payer. Moi, j'aimerais que les conservateurs nous donnent leur avis là-dessus.

Travaux des subsides

[Traduction]

Brad Vis (Mission—Matsqui—Abbotsford, PCC): Monsieur le Président, après avoir entendu le discours du député, je trouve très inquiétant que le Bloc québécois veuille adopter une position qui augmenterait le pouvoir d'Ottawa. En Colombie-Britannique, nous ne voulons pas que le gouvernement fédéral interdise la circulation des pétroliers sur la côte. En fait, la levée de l'interdiction des pétroliers permettrait au Canada de mener à bien sa stratégie en matière de minéraux critiques. Elle donnerait plus de pouvoir aux Premières Nations de la région, qui s'opposent au moratoire sur les pétroliers.

Pourquoi le Bloc québécois ne comprend-il pas la Colombie-Britannique pour faire changement? Pourquoi ne comprend-il pas que nous souhaitons un développement économique qui fera avancer le Canada et qui procurera plus d'argent au Québec par l'entremise de la péréquation? Ne pourraient-ils pas respecter notre souveraineté, pour faire changement?

• (1225)

[Français]

Patrick Bonin: Monsieur le Président, ça va me faire plaisir de parler de souveraineté avec notre collègue. Ça va me faire plaisir de lui envoyer un chèque pour les coûts des changements climatiques qui sont directement liés à l'augmentation des émissions en Alberta.

Cela dit, la Cour suprême a été très claire. On parle de plafonner les émissions de gaz à effet de serre dans le secteur pétrolier et gazier. Le Canada peut le faire et il doit le faire, parce que l'Alberta ne fait rien. Les émissions sont en augmentation, et c'est le problème principal au Canada. On peut se mettre la tête dans le sable et éviter de regarder la situation en face. C'est ce que font les conservateurs.

Cependant, nous ne reculerons pas en ce qui concerne nos engagements climatiques. Nous savons qu'il faut aller plus loin. C'est ce que nous voulons que le gouvernement fasse.

Marie-Hélène Gaudreau (Laurentides—Labelle, BQ): Monsieur le Président, je demande à mon collègue s'il pense qu'il serait temps de mettre un coût sur les changements climatiques. Tout le monde essaie de dire que c'est un besoin, qu'on a besoin du pétrole. Où sont mes 77 collègues du Québec, quand on sait très bien que c'est au Québec qu'on va réussir à maintenir, voire à réduire, nos émissions de gaz à effet de serre? On l'a déjà démontré.

Mon collègue est-il d'accord avec moi pour dire qu'on va devoir donner des chiffres pour essayer de contourner le lobby et la protection de leur propre économie locale?

Patrick Bonin: Monsieur le Président, j'aimerais que mes collègues conservateurs et libéraux regardent davantage les chiffres et la science. Il y a un accord qui s'appelle l'Accord de Paris. Le Canada est l'un des signataires de cet accord, qui exige qu'on réduise d'ici 2030 les émissions de gaz à effet de serre de près de 50 % par rapport à 2019. C'est l'année de référence. C'est ce que la science dit.

On peut faire semblant que ça n'existe pas. Or, on voit ce qui se produit aujourd'hui. Ce sont des familles, des réfugiés et des milliers de Canadiens et de Canadiennes qui ont dû quitter leur maison cet été en raison des feux de forêt. C'est la même chose en ce qui concerne l'augmentation des inondations, des sécheresses et des canicules meurtrières. Cela coûte des milliards de dollars par année. Personne n'en parle à la Chambre. On ne parle que de développer le secteur pétrolier et gazier.

Jacques Gourde (Lévis—Lotbinière, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais que mon collègue nous parle du fait que le gouvernement du Québec s'apprête sans doute à se retirer de la bourse du carbone.

Mon collègue pourrait-il faire des commentaires sur cela?

Patrick Bonin: Monsieur le Président, en tout respect pour mon honorable collègue, je n'ai aucune idée d'où vient cette information. Je n'ai vu aucune information selon laquelle le Québec reculerait en ce qui concerne le système de plafonnement et d'échange de droits d'émissions. Au contraire, aux dernières nouvelles, le gouvernement du Québec et tous les partis au Québec sont en faveur d'un système de plafonnement et d'échange de droits d'émissions. Il n'est pas parfait, mais il permet de travailler avec la Californie et avec les États les plus progressistes dans la lutte climatique. Le Québec peut être un leader mondial. Il en est déjà un comparativement aux autres provinces du Canada.

C'est pour cette raison que ça nous inquiète que les conservateurs veuillent enlever toute restriction pour les compagnies pétrolières et gazières au Canada. Si on fait cela, nous ne serons pas à armes égales avec le reste du pays. Le Québec n'a rien à y gagner.

[Traduction]

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, l'illusion libérale se heurte maintenant de plein fouet à la réalité. Comme on peut le voir, le premier ministre a mené toute sa campagne électorale en promettant d'être le contraire de ce qu'il était et de faire le contraire de ce qu'il avait dit et écrit et de ce que le gouvernement libéral avait fait au cours des 10 années précédentes. Cela ne s'appliquait pas seulement à la question de l'exploitation de nos ressources, mais aussi aux questions de politique financière. De toute évidence, il avait provoqué une énorme crise de l'inflation et du logement au Royaume-Uni en imprimant des sommes d'argent presque illimitées là-bas et il est ensuite revenu ici en promettant qu'il dépenserait moins, une promesse qu'il a rapidement rompue.

Le premier ministre a conseillé au premier ministre du Canada de l'époque, Justin Trudeau, de faire comme au Royaume-Uni, puis il nous a promis de faire exactement le contraire. Il a fait valoir non seulement qu'il doit y avoir une taxe sur le carbone, mais qu'il faut l'augmenter encore plus, après quoi il a promis qu'il s'en débarrasserait, une promesse qu'il est déjà en train de rompre. Il a fait campagne partout dans le monde pour mettre fin au financement du secteur de l'énergie et a convaincu des institutions financières d'arrêter de financer les projets énergétiques canadiens au moyen de prêts et d'investissements. Il a écrit qu'il croyait que « jusqu'à la moitié des réserves de pétrole, des réserves prouvées, doivent rester dans le sol si nous voulons atteindre notre objectif ». Il a ajouté que l'annulation du projet d'oléoduc Northern Gateway était une décision « raisonnable » et a déclaré: « Je pense que c'est la bonne décision. »

C'étaient ses positions jusqu'à environ deux mois avant qu'il lance sa campagne pour devenir premier ministre, après quoi il a soudainement changé son fusil d'épaule et a tenté de plagier les positions du Parti conservateur. Le problème quand quelqu'un fait semblant de croire quelque chose qu'il ne croit manifestement pas uniquement pour se faire élire, c'est qu'après les élections, le naturel revient au galop. C'est ce que nous avons constaté. Même si de nombreuses illusions ont donné l'impression que le premier ministre changerait de cap, qu'il approuverait des projets et qu'il ferait construire des projets à une vitesse inimaginable, rien de tout cela ne s'est concrétisé de quelque façon que ce soit. Six mois se sont écoulés depuis le début du dernier mandat libéral, et les libéraux n'ont pas approuvé un seul nouveau projet qui n'avait pas déjà reçu le feu vert et était en cours de réalisation, et il n'y a certainement pas de nouveau projet en cours de réalisation. Aujourd'hui, nous avons l'occasion de découvrir la véritable position des libéraux au sujet de la construction d'un pipeline, car la présente motion est déterminante pour que des pipelines puissent un jour être construits au Canada.

Disons les choses comme elles sont. Nous sommes tous d'accord pour dire qu'il y a plus de ressources au Canada que partout ailleurs dans le monde. Nous nous entendons tous, ou du moins les libéraux et les conservateurs, pour dire que la seule chose qui nous empêche de construire des pipelines afin d'acheminer ces ressources vers nos côtes, c'est la bureaucratie et les lois fédérales.

On peut se demander comment les libéraux ont pu soutenir cette proposition. La réponse réside dans l'adoption du projet de loi C-5, selon lequel il faut contourner toutes les lois et démarches administratives fédérales pour réaliser un projet. Cette loi donne au premier ministre le pouvoir, par décret, de passer outre les lois en matière d'environnement et de sécurité publique, ainsi que les mécanismes administratifs qui les accompagnent. Cela revient à dire que le premier ministre croit que ces lois et mécanismes ne sont pas nécessaires à la protection de l'environnement et qu'ils sont incompatibles avec la réalisation de projets.

Par conséquent, nous convenons que ce sont les lois et la machine bureaucratique qui font obstacle. Voici ce sur quoi nous ne sommes pas d'accord: le premier ministre est d'avis que, pour résoudre le problème des lois et de la machine bureaucratique libérales, il nous faut plus de lois libérales et une plus grosse machine bureaucratique libérale. Il confond le problème et la solution. Nous croyons que, si les lois et la machine bureaucratique libérales bloquent l'exploitation des ressources naturelles, il faut se débarrasser des lois et de la machine bureaucratique libérales. Bref, il faut cesser de nuire. Laissons les investisseurs verser des centaines de milliards de dollars d'investissements privés dans des projets de l'avenir, des projets qui rapporteront des recettes fiscales, au lieu de solliciter de l'aide du gouvernement. Il faut cesser de nuire et accorder rapidement des permis de sorte que nos travailleurs, nos soudeurs, nos tuyauteurs, nos menuisiers industriels et nos ouvriers exceptionnels puissent gagner des salaires dans les six chiffres afin de bâtir notre pays et de nous rendre indépendants des Américains. Autrement dit, il faut cesser de nuire.

● (1230)

Je vais partager mon temps de parole avec le député d'Edmonton-Ouest.

Les libéraux rétorqueraient qu'ils pourraient faire construire un oléoduc sans supprimer les lois et règles nuisibles en vigueur, car leurs nouveaux pouvoirs leur permettent de contourner ces lois et

Travaux des subsides

règles, mais il y a un hic. Même si le premier ministre utilisait les pouvoirs prévus aux termes du projet de loi C-5 pour préparer le terrain pour la construction d'un oléoduc entre, par exemple, Hardisty, en Alberta — le plus grand parc de réservoirs au Canada — et le Pacifique, c'est-à-dire jusqu'à Kitimat ou Prince Rupert, personne ne construirait cet oléoduc aujourd'hui, car le gouvernement interdit la production du pétrole qui y serait acheminé et le transport de ce pétrole. C'est un autre mirage. Nous voyons où le premier ministre veut en venir. Il veut pouvoir dire: « Bon sang, nous aimerions vraiment construire un pipeline, mais il n'y a pas de promoteurs. Personne ne veut le construire. Il n'y a tout simplement pas de marché pour cela. C'est dommage. »

Il faudra donc passer à d'autres projets d'aide à des entreprises parasites qui seront déficitaires et qui enrichiront considérablement les amis du premier ministre, mais qui appauvriront d'autres gens, puisque personne ne veut construire de pipelines. Je suppose que les pipelines ne sont tout simplement plus à la mode. Or, ne perdons pas de vue que des entreprises, et même des entreprises canadiennes, en construisent partout à l'étranger, mais pas au Canada. Pourquoi? Parce que personne ne veut s'y risquer, car le gouvernement interdit aux entreprises de produire et de transporter le pétrole qui serait acheminé par ce pipeline. Il faudrait éliminer le plafonnement de la production de pétrole, ainsi que le moratoire qui interdit le transport du pétrole. Ce sont là deux mesures que le gouvernement actuel a refusé de prendre jusqu'à maintenant.

Pour mettre les choses en contexte, le directeur parlementaire du budget a déclaré que le plafond de production imposé par le gouvernement entraînerait une baisse de plus de 54 000 emplois et un manque à gagner de 20 milliards de dollars dans le PIB du Canada. À cause du plafond de production, il nous sera impossible d'acheminer notre pétrole ailleurs qu'aux États-Unis, ce qui augmentera d'autant notre dépendance envers les Américains. C'est tout à fait le contraire de ce que le premier ministre avait promis. Voilà un autre leurre des libéraux. Le premier ministre a fait campagne en proclamant qu'il allait jouer du coude face aux États-Unis, mais il courbe plutôt l'échine. Le premier ministre libéral nous empêche d'expédier nos produits vers les marchés étrangers, ce qui nous rend encore plus dépendants des Américains. On comprend maintenant pourquoi le président Trump avait dit qu'il lui serait beaucoup plus facile de traiter avec les libéraux. On ne peut que lui donner raison. Le président Trump sait que les libéraux veulent continuer de lui céder nos ressources à prix fortement réduit.

Les conservateurs proposent d'éliminer le plafond de production pour cette raison. Nous donnons l'occasion aux libéraux de voter ici et maintenant. S'ils votent en faveur du maintien du plafond de production, ce sera un signal que toutes les allusions faites par le premier ministre sur la possibilité de construire des pipelines n'étaient qu'illusion, une illusion tragique et extrêmement coûteuse.

Travaux des subsides

Laissons les illusions derrière nous et passons aux vraies choses. Voici de quoi il retourne. Nous devons adopter une loi sur la souveraineté du Canada qui éliminerait le plafonnement de la production, qui abrogerait la loi anti-pipelines qu'est le projet de loi C-69, qui légaliserait le transport du pétrole au large de la côte Nord-Ouest de la Colombie-Britannique et qui abolirait réellement la taxe sur le carbone, soit la taxe sur le carbone pour les industries, la norme sur les carburants et toutes les taxes qui rendent l'énergie non concurrentielle. Nous devons les remplacer par une loi qui nous permettrait d'approuver de grands projets en seulement six mois et abolir l'impôt sur les gains en capital pour tout propriétaire d'entreprise ou toute personne qui réinvestit son argent au Canada. Ce serait un super carburant pour l'économie. Voilà ce dont nous avons besoin. Voilà un plan qui fera augmenter les revenus nets grâce à un dollar plus fort qui permettrait à nos concitoyens d'acheter de la nourriture, de l'essence et des maisons à un prix plus abordable.

L'objectif de tout cela est d'enrichir la population, de lui offrir des possibilités plus grandes et plus audacieuses et de faire du Canada, une fois de plus, un pays fort et autonome, qui se tient debout. Il s'agit d'un acte patriotique. Nous demandons au gouvernement de l'adopter. Nous collaborerons avec tous les députés de tous les partis pour y parvenir parce que, comme toujours, nous faisons passer les intérêts du Canada en premier.

• (1235)

L'hon. Arielle Kayabaga (London-Ouest, Lib.): Monsieur le Président, je remercie le chef de l'opposition de ses observations, mais j'aurais une question à lui poser.

Comment pourrait-il expliquer aux travailleurs du secteur de l'énergie que, pendant ses 10 années au Cabinet, il n'a pas construit un seul pipeline jusqu'à la côte, ce qui a coûté des millions de dollars aux Canadiens? Qu'a-t-il à dire à ces gens aujourd'hui?

L'hon. Pierre Poilievre: Monsieur le Président, la réponse, c'est que nous l'avons fait. Nous avons approuvé et réalisé quatre projets de pipeline. Ensuite, nous avons approuvé le projet d'oléoduc Northern Gateway, qui aurait permis d'acheminer un demi-million de barils de pétrole d'Hardisty, en Alberta, jusqu'au Pacifique, avant que le gouvernement libéral ne s'y oppose et ne mette fin à ce projet.

Comme je me demandais ce que l'actuel premier ministre pensait de cette décision, je l'ai fait venir devant le comité de l'industrie. Je lui ai demandé s'il approuvait la décision de torpiller le projet d'oléoduc Northern Gateway, une décision de Justin Trudeau. Il a dit que c'était une décision sensée, qu'il approuvait. En raison de cette décision de Justin Trudeau et du premier ministre actuel, ces 500 000 barils doivent être vendus aux Américains au rabais, ce qui nous affaiblit. Voilà précisément ce que le premier ministre a fait.

• (1240)

[Français]

Mario Beaulieu (La Pointe-de-l'Île, BQ): Monsieur le Président, je félicite le chef des conservateurs pour son discours.

J'aimerais savoir comment il explique la multiplication des feux de forêt, les inondations, les catastrophes climatiques et le réchauffement de la planète. Est-ce qu'il croit qu'il existe une urgence climatique?

L'hon. Pierre Poilievre: Monsieur le Président, on voit une très mauvaise gestion de nos forêts par ce gouvernement libéral.

Prenons par exemple le grand feu de forêt massif à Jasper, en Alberta, où les fonctionnaires, les députés conservateurs et de vrais environnementalistes et conservationnistes ont averti le gouvernement de gérer la forêt et d'enlever le bois mort pour éviter un grand feu de forêt. Pendant des années, il y a eu des bilans et des lettres qui ont été écrites, mais la ministre libérale de l'époque n'a rien fait. En parallèle, elle accusait tous ceux et celles qui étaient contre la taxe sur le carbone d'être des incendiaires et de vouloir allumer un feu sur la Terre. En fait, c'était de la mauvaise gestion. Il faut gérer nos forêts, il faut enlever le bois mort et, en effet, il faut couper les arbres en foresterie afin d'éviter les grands feux de forêt.

[Traduction]

Laila Goodridge (Fort McMurray—Cold Lake, PCC): Monsieur le Président, le Canada a la chance de disposer de ressources naturelles abondantes, mais, depuis 10 ans, le gouvernement à Ottawa agit comme si ce secteur ne comptait pas et que ses emplois ne devraient pas exister. Même si le gouvernement a quelque peu changé de discours et admet que les politiques gouvernementales aient changé les choses en ce sens, la réalité est que nous n'avons pas de promoteurs pour les pipelines en raison des lois existantes.

Quelles solutions le député propose-t-il aux Canadiens qui sont actuellement en difficulté? Ils ont du mal à se nourrir. Ils ont du mal à trouver un emploi dans le secteur en raison des politiques mises en place par les libéraux.

L'hon. Pierre Poilievre: Monsieur le Président, je remercie la députée de sa question difficile, mais légitime.

La députée souligne que le premier ministre a changé de discours. Il reprend les propos des conservateurs, mais il gouverne comme Justin Trudeau — il est même pire. En réalité, il n'a rien changé. C'est là la grande illusion. En réalité, son caucus est en faveur de la non-exploitation des ressources et il se rebelle contre lui. C'est pourquoi les libéraux n'arriveront jamais à accomplir quoi que ce soit. Il nous faut un gouvernement conservateur pour y parvenir.

Comment rendre les denrées alimentaires plus abordables? L'une des façons d'y parvenir, outre la suppression des taxes sur le carbone, de la taxe de l'inflation et de toutes les autres taxes libérales, consiste à renforcer le dollar. Comment renforcer le dollar? En développant notre plus grand secteur d'exportation, celui du pétrole et du gaz. Tout à fait. Si nous vendions plus de pétrole et de gaz, nous aurions un dollar plus fort, et tout ce qui est coté sur le marché mondial deviendrait plus abordable sur le marché intérieur. Le dollar aurait plus de valeur et permettrait d'acheter davantage. Les aliments, le carburant et les logements seraient plus abordables. Tout cela fait partie du plan conservateur visant à augmenter le salaire net et à améliorer la vie de nos concitoyens.

Kelly McCauley (Edmonton-Ouest, PCC): Monsieur le Président, je suis à la fois heureux et mécontent de prendre la parole aujourd'hui sur cette motion de l'opposition. Il y a une question que je me pose. Dans quel monde vivons-nous pour que, dans un pays aussi riche en ressources naturelles que le Canada, les députés doivent intervenir pour en défendre l'exploitation et la commercialisation? On ne voit cela nulle part ailleurs.

Je vais citer le regretté Rex Murphy. Il parlait d'un projet de loi très similaire présenté par les libéraux, le projet de loi C-50, mais la situation est similaire aujourd'hui. Il a proposé un titre pour ce projet de loi: la « Loi visant à inspirer, favoriser et, par tous les autres moyens, faciliter la séparation de l'Alberta du [Canada] ». C'est exactement ce que le gouvernement actuel semble déterminé à faire. À un moment où les tendances séparatistes sont à la hausse en Alberta, le gouvernement libéral vient aggraver la situation.

Selon l'ancien président Ronald Reagan, les 10 mots les plus terrifiants de la langue étaient: « Bonjour, je suis du gouvernement et je viens vous aider. » Or, le gouvernement actuel semble dire: « Bonjour, je suis du gouvernement libéral et je viens empirer les choses. »

J'aimerais d'abord dresser la liste de tous les pays du monde qui ont imposé un plafond au secteur pétrolier et gazier. Il n'y en a pas. Pas un seul pays au monde n'a de plafond de production ou d'émissions pour le secteur pétrolier et gazier. Juste pour m'en assurer, j'ai demandé à ChatGPT s'il pouvait me nommer un seul pays où ce genre de mesure existe, et il m'a répondu qu'il ne pouvait pas trouver d'information crédible indiquant qu'un pays producteur de pétrole a mis en place un plafond réglementaire. Dans les faits, aucun autre pays ne plafonne la production ou les émissions du secteur pétrolier et gazier. J'ai cherché partout, et aucun autre pays n'a adopté une telle mesure, alors pourquoi le gouvernement libéral est-il le seul au monde à proposer cette approche suicidaire pour l'économie de son pays? C'est essentiellement ce que constitue un plafond pour le secteur pétrolier et gazier.

L'Institut Fraser vient de publier un rapport qui montre que, au cours des cinq dernières années, nous avons connu la pire croissance du PIB par habitant depuis la Grande Dépression. Autrement dit, dans les cinq dernières années, ce qui correspond évidemment aux cinq années pendant lesquelles le premier ministre actuel a été le conseiller économique de Justin Trudeau, nous avons connu la pire bilan depuis la Grande Dépression au chapitre de la création de richesses. Nous sommes en présence de celui qui était notre conseiller économique pendant les cinq pires années que notre économie a connues depuis la Grande Dépression au chapitre de la création de richesses.

Quelle est la solution des libéraux à tout cela? Quelle est leur solution aux problèmes de la hausse du chômage, du chômage catastrophique chez les jeunes et de la crise de la productivité? C'est de pousser l'économie au bord du précipice.

Je tiens à citer quelques chiffres effrayants du Conference Board du Canada sur ce qui résulterait d'un plafonnement des émissions du secteur pétrogazier. Le directeur parlementaire du budget a déjà cité quelques chiffres, mais ceux-ci proviennent du Conference Board: « Pour illustrer l'ampleur de ces répercussions, selon le scénario le plus probable [...] la réduction cumulative du PIB sur les 11 années prévues serait [...] de 597 milliards de dollars en valeur nominale entre 2030 et 2040. » Il s'agit d'une perte de près de 600 milliards de dollars du PIB.

Comme je l'ai déjà mentionné, notre pays traverse une crise de la productivité. Le secteur le plus productif du pays, celui qui génère le plus de valeur ajoutée, est l'industrie pétrolière et gazière, et le gouvernement est déterminé à la détruire. Le rapport indique en outre que le « PIB réel du seul secteur pétrolier et gazier [enregistrera] un recul de 14,2 à 25,7 milliards de dollars », soit « 11 % [...] par rapport au scénario de référence ». Pour ce qui est de l'emploi, au total, on connaîtra une perte de « 151 000 [emplois] en 2030, ce

Travaux des subsides

qui fera grimper le taux de chômage [...] malgré une légère baisse du taux de participation au marché du travail ». Autrement dit, même avec moins de travailleurs dans la population active, le chômage augmentera.

Pour mettre les 151 000 emplois en contexte, il y a environ 25 ou 26 millions de personnes qui travaillent au Canada sur une population d'environ 42 millions d'habitants. C'est comme si toutes les personnes qui travaillent actuellement à Burnaby se retrouvaient sans emploi. On peut aussi penser à Kitchener, en Ontario, ou encore à Longueuil ou à Windsor. Toutes ces personnes seraient touchées. C'est ce que ferait le gouvernement.

Le secteur manufacturier serait également touché et perdrait environ 10 000 emplois d'ici 2030. Selon les députés libéraux de l'Ontario, qui achète tous ces Ford F-150? Ce sont les travailleurs de la construction et les travailleurs du secteur pétrolier et gazier en Alberta. Le secteur manufacturier serait anéanti.

• (1245)

Il y aura 52 000 emplois de moins dans les services commerciaux, et la faiblesse du marché du travail contribuera à une réduction de 1 % des salaires nominaux. Nous avons déjà un problème en ce moment avec la baisse des salaires. En plus du fait que le gouvernement inonde le pays de travailleurs étrangers temporaires, qu'il empêche les jeunes d'avoir accès à des emplois et qu'il fait baisser les salaires, les libéraux veulent se pointer et dire: « Hé, je viens du gouvernement libéral; je suis ici pour aggraver la situation. »

En ce qui concerne l'Alberta, j'espère que la députée libérale d'Edmonton-Centre ou le député de Calgary Confederation prendront la parole à la Chambre au sujet de cette motion pour que nous entendions ce qu'ils ont à dire. J'aimerais qu'ils défendent l'Alberta dans le débat d'aujourd'hui. Selon le Conference Board, voici ce qui attend l'Alberta: « le PIB réel de l'Alberta » diminuera « de 28,5 milliards de dollars ». Cette année, l'Alberta enregistrera un déficit de 6 milliards de dollars, et le gouvernement veut priver la province de 28 milliards de dollars de plus. Cela représentera une baisse d'environ 7 % de notre PIB « par rapport au niveau de référence en 2030 ». Le PIB de l'Alberta diminuera de 31 milliards de dollars de plus « par année, en [dollars] réels, entre 2030 et 2040 ».

Trente milliards de dollars, c'est presque le montant total que nous dépensons actuellement pour les soins de santé dans la province, et le gouvernement libéral veut retirer cet argent sans raison. J'ai hâte que les députés d'Edmonton-Centre et de Calgary Confederation prennent la parole à la Chambre pour expliquer pourquoi ils vont appuyer le gouvernement libéral dans sa tentative de paralyser l'économie de l'Alberta.

Le rapport précise aussi que des emplois seront perdus, évidemment. Il y aura 102 000 emplois de moins en Alberta, mais ce n'est pas tout. Le rapport sur la tentative des libéraux de détruire notre économie ne contient pas uniquement de mauvaises nouvelles. Voici la bonne nouvelle: les « répercussions [économiques] négatives » du plafonnement de la production de pétrole et de gaz seront « légèrement atténuées par des taux d'intérêt plus bas et une dépréciation du dollar canadien ». Pourquoi? C'est parce qu'il y aura un effondrement économique.

Travaux des subsides

La semaine dernière, il était assez amusant d'entendre le ministre des Finances dire, tout heureux, que c'était un grand jour pour le Canada parce que les taux d'intérêt avaient baissé. Il ne semble pas se rendre compte que les taux d'intérêt baissent parce que l'économie est au point mort; elle est en train de s'effondrer. Une baisse de la production économique entraîne une baisse des taux d'intérêt, mais le ministre des Finances s'en réjouit. Il ne semble pas comprendre que les faibles taux d'intérêt sont un problème.

La baisse des taux d'intérêt sera causée par le ralentissement de l'activité économique et la dépréciation continue de notre dollar. L'industrie pétrolière et gazière est actuellement le principal soutien de notre dollar. Il s'agit de notre principal produit d'exportation, et les libéraux veulent l'anéantir.

L'ancien ministre libéral de l'Énergie, qui va probablement partir la queue entre les jambes pour un poste à l'étranger, a fait une excellente remarque: « l'extraction pétrolière [et gazière] atteindra probablement son pic cette année ». C'était en 2024.

Un an plus tard, l'Agence internationale de l'énergie a publié un rapport. Cette agence est probablement l'un des organismes internationaux sur lesquels l'emprise idéologique est la plus forte. Elle n'est plus l'alliée de l'industrie pétrolière et gazière. Elle affirme que la demande va atteindre un niveau record cette année, et non connaître une baisse record. L'OPEP et Goldman Sachs affirment que la demande va continuer de croître jusqu'en 2050.

Le Canada occupe la troisième place mondiale au chapitre de la production excédentaire. Par production excédentaire, j'entends la différence entre ce que nous produisons et ce que nous consommons. La Russie et l'Arabie saoudite occupent les deux premiers rangs. En fermant nos installations pétrolières et gazières, nous ne réduirons pas la consommation mondiale de pétrole et de gaz. Celle-ci profitera simplement aux autres producteurs: la Russie et l'Arabie saoudite. En ce moment, dans la cafétéria du Kremlin, on est probablement en train de changer la photo de l'employé du mois pour celle du caucus libéral, car ces mesures ne feront que retirer des emplois et de l'argent au Canada et les mettre dans les poches de dictateurs.

Nous devons inverser cette tendance. Nous devons créer des emplois et générer des revenus au Canada, et non les envoyer à des dictateurs étrangers.

• (1250)

L'hon. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Monsieur le Président, si le député veut utiliser ChatGPT, il aurait intérêt à se rappeler qu'il n'est pas le seul à y avoir accès. J'ai posé la même question que lui. J'ai demandé quels pays ont imposé un plafond obligatoire relativement aux émissions, et la réponse a été les pays membres de l'Union européenne, le Royaume-Uni, la Corée du Sud, la Chine, le Canada et certains États américains. Alors, je me suis dit: « Je parie que le député a posé une question beaucoup plus précise. » J'ai demandé quels pays ont imposé un plafond au secteur pétrolier et gazier, et la réponse a été le Canada et quelques États américains.

Le député trie ces renseignements sur le volet. En réalité, selon sa source, ChatGPT, les pays ayant imposé un plafond qui s'applique à tous les secteurs de l'économie, y compris le secteur pétrolier et gazier, comprennent les pays membres de l'Union européenne, le Royaume-Uni et la Corée du Sud, tandis que la Chine, le Vietnam et l'Indonésie songent à le faire.

Le député aimerait-il s'excuser de nous avoir induits en erreur?

Kelly McCauley: Monsieur le Président, nous pouvons certainement compter sur le député de Kingston et les îles pour raconter des faussetés à la Chambre. S'il se donnait la peine de vérifier, il constaterait qu'il est précisé qu'aucun pays n'impose ce que le Canada propose en ce moment. On y dit également que ces pays sont des producteurs de gaz et de pétrole. Aucun des grands pays producteurs de pétrole et de gaz au monde ne planifie délibérément un suicide économique comme le fait le gouvernement libéral en ce moment. Le gouvernement doit se réveiller et prendre conscience de la réalité.

Le directeur parlementaire du budget dit que cela va entraîner l'effondrement de notre économie. Le Conference Board du Canada est du même avis.

Une crise sévit actuellement au pays. Nous sommes aux prises avec un déficit imminent et une crise de la productivité et du chômage. Il est temps que les libéraux se rendent à l'évidence, cessent d'étaler leur vertu et soutiennent le Canada.

• (1255)

[Français]

Marie-Hélène Gaudreau (Laurentides—Labelle, BQ): Monsieur le Président, j'ai l'impression que je me propulse des décennies en arrière. Je n'ai même pas l'impression qu'on est en 2025.

Maintenant, le sujet dont on parle, c'est dépassé. Au 21^e siècle, on est censé se préoccuper de tout un transfert énergétique. Maintenant, on parle encore des oléoducs, du pétrole et de baisser la réglementation. Les députés parlent-ils à leurs citoyens pendant la fin de semaine? Ils ne veulent rien savoir.

Comment se fait-il que ce soit le Bloc québécois qui dise qu'on a reculé et qu'il faut agir maintenant?

[Traduction]

Kelly McCauley: Monsieur le Président, la réalité est que la demande en pétrole et en gaz va continuer d'augmenter dans un avenir prévisible. Ces ressources pourraient être vendues à l'échelle mondiale par un pays éthique et à faibles émissions comme le Canada, elles pourraient être vendues par un producteur de pétrole à fortes émissions comme la Russie, qui finance des dictateurs favorisant la guerre, ou elles pourraient aussi provenir d'un pays comme l'Arabie saoudite, où il se fait plus de torchage qu'au Canada.

Dans 20 ou 30 ans, lorsque la production pétrolière aura légèrement diminué, ce sera peut-être le moment de tenir cette discussion, mais pour les prochaines années, le monde aura besoin de pétrole et de gaz. C'est le Canada qui devrait les fournir, et non des dictateurs.

Tako Van Popta (Langley Township—Fraser Heights, PCC): Monsieur le Président, je tiens à remercier mon collègue d'Edmonton-Ouest pour son discours très éclairé sur une idée libérale mal conçue qui va ruiner le secteur pétrolier et gazier du Canada, à savoir le plafonnement de la production.

J'ai une question à propos d'une autre mauvaise idée des libéraux, soit l'interdiction des pétroliers sur la côte nord. Voici ce que dit le PDG de la Coalition nationale des chefs à propos de cette interdiction: « Aucun promoteur ne voudra investir dans un pipeline vers la côte nord tant que cette loi sera en vigueur. »

Je me demande si mon collègue pourrait nous dire ce qu'un secteur pétrolier et gazier productif pourrait apporter à la réconciliation avec les Autochtones en Colombie-Britannique et dans tout le Canada.

Kelly McCauley: Monsieur le Président, voilà une excellente question. Le secteur pétrogazier est probablement le plus grand employeur privé de travailleurs autochtones au Canada et le plus grand créateur de richesse pour les Premières Nations. La création d'emplois et la prospérité passent par la réconciliation économique avec les Premières Nations. Il faut travailler à la réconciliation économique au lieu de se contenter d'en parler pour se donner une bonne image, comme les libéraux.

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureux de prendre la parole au sujet d'une question aussi névralgique. Je suis originaire des Prairies et j'ai vécu dans les trois provinces des Prairies, alors je comprends l'importance et le potentiel de nos matières premières, comme le pétrole. Je dois dire que j'envisage l'avenir d'un assez bon œil. J'ai hâte de voir comment le Canada évoluera pour devenir une superpuissance énergétique.

C'est quelque chose que le premier ministre du Canada répète souvent aujourd'hui. Je crois qu'il comprend réellement les besoins de l'Ouest canadien et ce que veulent des habitants des Prairies et d'ailleurs: nous voulons que l'exploitation de nos matières premières et le développement de notre énergie se fassent de manière écoresponsable.

J'ai suivi avec intérêt ce débat au fil des ans. Ma collègue, la leader adjointe du gouvernement à la Chambre, a posé une question au chef du Parti conservateur et l'a mis au défi de nommer un pipeline que son parti a réellement contribué à bâtir. Rappelons-nous que le chef actuel du Parti conservateur faisait partie du Cabinet de Stephen Harper. Quand on pense à l'ère Harper, force est de constater que les conservateurs n'ont pas été en mesure de construire ne serait-ce qu'un centimètre de pipeline vers les côtes. Les conservateurs ont beau s'évertuer à dire qu'ils font la promotion de notre énergie, je me demande dans quelle mesure ils ont réussi à le faire dans le passé.

Le plus récent pipeline qui a permis d'acheminer nos ressources jusqu'aux côtes, si je peux m'exprimer ainsi, est en fait le pipeline Trans Mountain. Je rappelle aux députés d'en face qu'il ne s'agit pas d'une initiative de M. Harper, mais bien de M. Trudeau. Les conservateurs ne peuvent donc pas s'en attribuer le mérite.

Étant originaire des Prairies, je sais que dans ma province, le Manitoba, l'hydroélectricité est la meilleure source d'énergie dont nous disposons, et nous en faisons donc la promotion. Il y a encore du pétrole et d'autres ressources énergétiques, mais il ne fait aucun doute qu'on mise beaucoup sur l'hydroélectricité. Nous possédons également d'autres ressources que nous souhaitons exploiter d'une manière ou d'une autre.

J'ai vécu en Saskatchewan. On trouve de tout là-bas — de la potasse au pétrole, en passant par le cuivre, et bien plus encore.

Pendant mon service militaire, j'étais en poste à Edmonton. Je pense à Strathcona, aux sables bitumineux et aux possibilités qui s'offrent là-bas.

Nous pouvons parler du gaz naturel liquéfié en Colombie-Britannique.

Travaux des subsides

Nous pouvons parler de l'énergie nucléaire en Ontario. Plusieurs de mes collègues de l'Ontario en parlent beaucoup.

Nous pouvons parler du Canada atlantique et, en particulier, de la façon dont la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve-et-Labrador envisagent des projets éoliens extracôtiers.

Les députés se souviennent-ils des accords atlantiques, dans le cadre desquels deux provinces ont collaboré avec Ottawa pour adopter une loi miroir visant à faire progresser l'énergie verte? Je m'en souviens pour la simple raison que cela représentait non seulement un avantage économique pour chacune de ces provinces, mais aussi un exemple concret de collaboration entre le fédéral et les gouvernements provinciaux autour d'une idée et d'une mesure législative qui allait avoir une incidence très positive sur l'énergie renouvelable au Canada atlantique. Cependant, comme beaucoup de mes collègues de l'Atlantique, j'ai été choqué de voir les députés conservateurs voter contre cette initiative.

Je suis optimiste quant à la façon dont le nouveau premier ministre parle de faire du Canada une superpuissance énergétique, au lieu de voir les choses sous un angle négatif, comme le font les conservateurs de manière récurrente depuis des années. À vrai dire, ils ont redoublé d'efforts en ce sens. Nous avons un premier ministre qui déploie des efforts particuliers pour les Prairies, mais j'ai vu des députés de la région prendre la parole pour critiquer l'approche qu'il a proposée.

● (1300)

Qu'il s'agisse de discussions lors de réunions avec le premier ministre et d'autres ministres à Calgary et à Edmonton ou de la visite de notre caucus national à Edmonton dans le but de tendre la main, nous voulons mieux comprendre les besoins non seulement des Albertains, mais aussi de tous les Canadiens afin de bien faire les choses.

Il y a cinq ou six mois, nous avons tenu des élections nationales. Le premier ministre a dit très clairement que nous voulions bâtir une économie canadienne unifiée pour accroître l'indépendance et la souveraineté du pays, en grande partie à cause de ce qui se passe au sud de la frontière. L'une des toutes premières initiatives que nous avons présentées a été un projet de loi visant à réaliser de grands projets au Canada. Le premier ministre a rencontré les premiers ministres provinciaux et territoriaux de toutes les allégeances politiques, ainsi que des membres des communautés autochtones, et il a discuté avec eux de la possibilité de cibler ensemble des projets et de soutenir certains projets qui contribueront à faire progresser l'unité économique canadienne. C'était une initiative d'envergure. Nous avons constaté qu'il y avait un grand esprit de coopération, et c'est ce dont nous avons besoin.

Cependant, il n'y a pas que le gouvernement qui a un rôle à jouer. Il faut trouver d'autres intervenants. Quand on pense aux grands projets, il faut penser aux investissements. Si ma mémoire est bonne, pour les cinq premiers projets, il est question d'investissements d'environ 60 milliards de dollars. Différents ordres de gouvernement se sont réunis, sont parvenus à un consensus et ont affirmé que la réalisation de ces cinq projets est ce dont le Canada a besoin.

Travaux des subsides

Nous avons présenté le projet de loi très rapidement. Tout à l'heure, le Bloc nous a critiqués parce que nous avons eu recours à l'attribution de temps pour ce projet de loi, mais, croyez-moi, si nous n'y avions pas eu recours et si nous n'avions pas reçu un appui des conservateurs, ce projet de loi n'aurait jamais été adopté. L'économie est importante. Le premier ministre veut que des mesures soient prises. C'est pourquoi nous avons dû recourir à l'attribution de temps pour ce projet de loi afin de pouvoir présenter ces projets. Ce sont des projets d'envergure. Nous savons que le secteur privé a de l'argent et qu'il est prêt à investir.

Il y a quelques heures, je discutais avec le ministre de l'Agriculture. Il m'a parlé d'Imperial Oil et des activités de cette entreprise privée. J'ai imprimé quelques informations que j'ai trouvées en ligne à ce sujet. Cet été, la société a terminé la construction d'une usine de diésel renouvelable à Strathcona, un projet de 720 millions de dollars. Quel beau projet! Il s'agit de la plus grande installation du genre au Canada. Cette dernière produira environ un milliard de litres de carburant par an, à partir de matières premières comme le canola. Imperial Oil investit également dans le captage et le stockage du carbone, et participe à un consortium de sociétés d'exploitation des sables bitumineux, avec un engagement financier de 16,5 milliards de dollars.

• (1305)

Cette année, Imperial Oil a fait don d'un laboratoire de recherche de 37 millions de dollars, l'Imperial Energy Innovation Centre, au Southern Alberta Institute of Technology de Calgary. Ce cadeau, le plus gros jamais fait à un établissement d'enseignement postsecondaire de l'Alberta par une société, vise à faire progresser la recherche dans le domaine de l'énergie. De plus, l'usine de la société à Cold Lake met actuellement à l'essai des technologies de solvants de prochaine génération afin d'améliorer la production et de réduire les émissions. Il s'agit d'une société, même si elle est très importante, qui contribue à la situation dans son ensemble. Quand Imperial Oil fait ce genre d'investissement, elle cherche à obtenir certains types de rendement. Elle essaie de satisfaire son conseil d'administration et ses investisseurs.

Je peux dire que le premier ministre et l'ensemble du caucus libéral considèrent que les Canadiens comme les membres de leur conseil d'administration et qu'ils sont déterminés à travailler fort afin de répondre à leurs besoins. Voilà l'objectif des cinq grands projets présentés dans le cadre du projet de loi C-5. Je vais les passer en revue, et nous en présenterons un autre juste avant le match de la Coupe Grey, ou à peu près à ce moment-là. Je vais en dire plus à ce sujet, car il y a certains éléments que j'aimerais voir dans le cadre du plan national plus vaste.

J'ai entendu de nombreux conservateurs prendre la parole à la Chambre pour parler du gaz naturel liquéfié, ou GNL, et de son importance pour le pays. Le premier projet mentionné portait sur le développement du GNL. Nous envisageons de doubler la production canadienne de GNL. Le GNL canadien est un gaz liquéfié de classe mondiale qui va changer les choses et, à long terme, améliorer considérablement notre environnement. Encore une fois, il s'agit d'un investissement de plusieurs milliards de dollars.

Dans le projet mis de l'avant par le premier ministre, les peuples autochtones sont directement sollicités, la province est directement mise à contribution et, bien sûr, Ottawa l'est aussi, ainsi que nombre d'autres intervenants. De nombreux emplois seront créés. Grâce à l'adoption du projet de loi C-5, que le premier ministre voyait comme une mesure législative prioritaire pour faire en sorte que ce-

la se réalise, une ressource naturelle produite ici au Canada sera utilisée dans le monde entier.

Nous avons même créé un bureau, et ce bureau a pignon sur rue à Calgary. Je vois cela comme une chose positive. Quand on pense à tous les projets nationaux envisagés, où sera situé ce siège social? Il sera à Calgary, en Alberta. Je pense que c'est l'endroit tout indiqué. Je n'en vois pas de meilleur. Si on m'avait demandé mon avis, j'aurais peut-être proposé Winnipeg, mais c'est une autre histoire. En fin de compte, le bureau est là pour faciliter, garantir et soutenir une action rapide afin que le projet puisse démarrer et être mené à bien de façon très concrète, ce qui nous permettra de doubler la production. C'est un projet tout à fait formidable.

Parlons du projet nucléaire de Darlington. Lorsqu'il est question d'énergie et du dossier des émissions, mes collègues de l'Ontario sont très proactifs, car ils voient la valeur de l'énergie nucléaire. L'engagement pris ici se répercutera dans le monde entier. Permettez-moi d'en donner un exemple.

• (1310)

L'année dernière, j'étais aux Philippines dans le cadre d'une mission du gouvernement. J'y ai rencontré des représentants de l'industrie nucléaire des Philippines, et ils ont discuté du rôle que le Canada pourrait jouer en vue de développer ce secteur de leur économie. Les possibilités sont nombreuses. J'encourage Doug Ford et le premier ministre à se pencher là-dessus. Quand il s'agit de l'industrie nucléaire et des possibilités d'exporter notre savoir-faire, il ne faut pas oublier les Philippines. Le Canada entretient une relation merveilleuse et remarquable avec cette nation, et je pense que nous pourrions miser sur l'industrie nucléaire pour établir des échanges. J'ai été particulièrement heureux d'aborder la question. Le Canada doit, et peut, être un chef de file mondial en matière de développement de l'énergie nucléaire, et des échanges de ce type pourraient faire en sorte que notre pays joue un rôle de premier plan sur l'échiquier mondial.

Tandis que nous parlons d'énergie, je tiens à faire un lien indirect avec le troisième projet: l'agrandissement du port de Montréal. C'est un autre grand projet qui sera incroyable, et j'ai hâte qu'il se concrétise. Ce projet sera avantageux non seulement pour les habitants des alentours du port de Montréal, mais aussi pour tous les Canadiens, de manière directe ou indirecte.

Pour en revenir aux Prairies, jetons un coup d'œil au quatrième projet à examiner. Le projet de mine de cuivre en Saskatchewan est un projet majeur qui, je le répète, coûtera des milliards de dollars. Retournons ensuite sur la côte Ouest, où se trouve la mine Red Chris, qui produit du cuivre et d'autres métaux. Là-bas, si on inclut cette mine et les autres, le gaz naturel liquéfié et tous les projets que je viens d'énumérer, on peut calculer un total de 60 milliards de dollars, et ce n'est que la première partie. Il y aura une autre annonce.

Pour l'instant, j'aimerais me joindre au député de Winnipeg-Sud et à d'autres collègues pour faire un peu de publicité personnelle. Le député de Winnipeg-Sud, qui est un bon ami depuis plusieurs décennies maintenant, est, tout comme notre ministre au Manitoba, un ardent défenseur de la collectivité de Churchill et du développement de son port. À mon avis, c'est l'un des joyaux cachés du Canada. Nous devons tenir compte du port de Churchill. D'un point de vue personnel, je tiens beaucoup à ce qu'il y ait une sorte de pipeline qui se rende à ce port. Je veux que ce port se développe et je sais que les politiciens de tous les ordres de gouvernement partagent cet avis. Le premier ministre considère actuellement ce projet dans le cadre de son examen et de sa recommandation de projets, mais nous devons attendre de voir.

Ce qu'il faut retenir, c'est que le premier ministre est déterminé à faire du Canada une superpuissance énergétique, mais il est en même temps conscient des besoins de l'environnement. Ce premier ministre est à l'écoute des Canadiens. Le caucus libéral est déterminé à créer les emplois qui sont nécessaires non seulement aujourd'hui, mais aussi demain. Il serait irresponsable de ne pas tenir compte des besoins énergétiques du monde, de ceux de notre pays et des exportations de nos nombreux produits canadiens. C'est pourquoi le gouvernement accorde une si grande priorité à la question. Espérons que les conservateurs voient les avantages de la question dont nous parlons et qu'ils nous appuieront, contrairement à ce qu'ils ont fait pour l'Accord atlantique. Je crois que cela pourra améliorer grandement les choses.

• (1315)

Anna Roberts (King—Vaughan, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais poser une question, mais je tiens d'abord à rappeler ce qu'a dit le directeur parlementaire du budget. Celui-ci estime que le plafonnement des niveaux de production du secteur pétrolier et gazier réduira le produit intérieur brut réel du Canada de 0,39 % d'ici 2032, ce qui réduira le PIB nominal de 20,5 milliards de dollars.

Un autre élément inquiète aussi les Canadiens. Le directeur parlementaire du budget estime que l'atteinte de la limite supérieure légale entraînera une réduction de l'emploi dans l'ensemble de l'économie. D'ici 2032, le nombre d'emplois ou d'équivalents temps plein diminuera de 54 400. Quelle explication peut-on donner aux Canadiens qui ont besoin d'un emploi pour nourrir leur famille et subvenir à ses besoins?

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, j'invite la députée à examiner les mesures qui sont prises actuellement. Le premier ministre travaille en étroite collaboration avec les premiers ministres de la Saskatchewan, du Manitoba, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique, où se trouve une grande partie des ressources. Doug Ford travaille avec le gouvernement fédéral dans le dossier nucléaire. Il y a un fort esprit de coopération. Tous ces politiciens comprennent l'importance de l'environnement et des émissions, et ils comprennent aussi ce qu'il faudra pour faire du Canada une superpuissance énergétique. Je crois que c'est l'objectif ultime. C'est ce que je vais continuer à défendre.

• (1320)

[Français]

Sébastien Lemire (Abitibi—Témiscamingue, BQ): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de Winnipeg-Nord de son intervention, dans laquelle on l'entend vanter les investissements du Canada dans le gaz naturel liquéfié au Canada.

Ailleurs, il vante les grands projets d'intérêt national et il défend le projet de loi C-5, allant même jusqu'à dire que ça s'est fait avec

Travaux des subsides

les parties prenantes des communautés autochtones. Pourtant, elles sont à peu près toutes parties pour dire qu'elles n'ont pas été consultées. Il fallait être à Winnipeg, dans sa circonscription, où je suis justement allé faire un tour cet été, ou tout près, pour assister au congrès de l'Assemblée des Premières Nations, durant lequel elles ont décrié qu'elles n'ont pas été consultées dans le cadre du projet de loi C-5.

Cependant, la semaine dernière, on voyait l'Institut climatique du Canada qui nous disait que le Canada n'atteindrait pas ses cibles de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour 2030. Est-ce que c'est une fierté pour ce gouvernement, ou est-ce qu'il a honte de ça? Je me pose la question.

[Traduction]

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, j'ai dit que le premier ministre et, en substance, les dirigeants du gouvernement ont collaboré avec les dirigeants des communautés autochtones, car il est impossible de faire avancer les projets énergétiques sans le faire. En fin de compte, il s'agit d'un engagement solennel. Si on examine les projets qui ont été approuvés, on constate une très forte influence autochtone, au point qu'elle inclut également une certaine forme de propriété.

Pour ce qui est du projet de loi C-5, je parle d'autre chose complètement. J'ai indiqué qu'il s'agissait d'une importante mesure législative. Nous avons réussi à la faire adopter grâce à l'appui des conservateurs, sans lequel son adoption n'aurait toujours pas eu lieu. Son adoption était cruciale pour la poursuite des négociations avec les dirigeants autochtones, les premiers ministres des provinces et territoires et les autres parties prenantes.

Tim Louis (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé du Roi pour le Canada et ministre responsable du commerce Canada-États-Unis, des Affaires intergouvernementales et de l'Unité de l'économie canadienne (Affaires intergouvernementales et de l'Unité de l'économie canadienne), Lib.): Monsieur le Président, mon collègue a parlé de coopération. Nous convenons tous que le Canada a le potentiel de devenir une superpuissance énergétique mondiale, tant dans le domaine des énergies traditionnelles que dans celui des énergies propres. Il a évoqué le Bureau des grands projets. Il s'agit d'un lieu où les intervenants, les promoteurs de projets, le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux et territoriaux et les nations autochtones — bref, tous les intéressés — peuvent se réunir et travailler ensemble pour accélérer la réalisation des projets.

Le député peut-il nous en dire plus sur l'importance que revêtira le Bureau des grands projets dans ce processus?

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, j'ajouterai que, comme député représentant les Prairies, j'étais vraiment ravi. À mon avis, le fait que le bureau soit situé à Calgary envoie un message très fort aux Prairies. Cela dit, tous les intervenants, où qu'ils se trouvent au Canada, auront accès aux services de ce bureau pour concrétiser leurs projets.

L'industrie du nucléaire est un exemple dont j'ai longuement parlé dans mon intervention. Je crois en l'industrie du nucléaire. Le Canada joue un rôle de premier plan dans le développement nucléaire à l'échelle mondiale, et cette initiative ne fera que renforcer ce rôle.

Travaux des subsides

Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, il est vraiment difficile de savoir par où commencer, compte tenu du nombre de récits et de fantaisies que contenait le discours du député. Soit dit en passant — et je vais poser une question à mon ami —, il me semble que le Parti libéral tente désespérément de voler les votes des conservateurs en abandonnant tous ceux qui pensaient que les libéraux faisaient autrefois partie de ce que nous pensions être un groupe de partis progressistes à la Chambre.

Je pose la question suivante au député: lorsqu'il accuse à tort le chef de l'opposition officielle de n'avoir rien fait quand il était dans le Cabinet Harper, est-il au courant — ou l'a-t-il oublié — du projet de loi C-38, qui a abrogé la Loi sur les évaluations environnementales, et du tapis rouge qui a été déroulé avec empressement pour le pipeline de Kinder Morgan...

Le vice-président adjoint (John Nater): Je dois donner au député le temps de répondre.

Le secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre a la parole.

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, je crois comprendre les préoccupations de la cheffe du Parti vert. Je pense que nous avons déjà eu une discussion à ce sujet à la Chambre, et le Parti vert n'aurait aucun problème à démanteler les pipelines là où cela est possible, du moins d'après mes souvenirs. La députée acquiesce d'un signe de tête.

Je crois qu'il est possible d'assurer un développement économique durable qui allie croissance économique et protection de l'environnement. Je sais que le premier ministre partage cette conviction. Je considère que c'est une bonne chose. Le Canada peut être une superpuissance énergétique au plus haut point, et j'ose croire que tous les députés peuvent se rallier à cette idée. Nous pouvons continuer à nous soucier de l'environnement tout en atteignant cet objectif.

• (1325)

Ellis Ross (Skeena—Bulkley Valley, PCC): Monsieur le Président, les organismes de réglementation actuels n'ont aucune idée de la façon dont les projets seraient évalués par le Bureau des grands projets. Ils ne savent pas si les normes et les règlements élaborés par l'autorité chargée de l'évaluation d'impact, par exemple, seront mis en œuvre.

Y a-t-il un plan pour appliquer les normes environnementales actuelles par l'intermédiaire du Bureau des grands projets et, si ce n'est pas le cas, pourquoi pas?

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, en toute honnêteté, je suis dans l'incapacité de fournir au député les détails qu'il demande. Je sais qu'il y a une volonté politique générale, c'est-à-dire que les différents ordres de gouvernement ont exprimé le désir d'accélérer la réalisation des projets. Je crois qu'on parle d'un délai de deux ans. Je m'attends à ce que le travail nécessaire, en matière de réglementation ou autre, soit effectué de manière à ce que cela soit possible.

[Français]

Sébastien Lemire: Monsieur le Président, il est rare que nous puissions poser une question complémentaire. Je veux que nous continuions de parler du projet de loi C-5, parce que ça peut avoir une incidence sur le plafond d'émissions de gaz à effet de serre. À cet égard, les Autochtones jouent un rôle de gardiens du territoire, et nous les en remercions.

Parlons du processus. La Loi sur les Indiens a été exclue des lois dont le comité, le groupe d'amis proches du Conseil privé, peut décider de tenir compte ou pas. Dans le contexte, est-ce que le député de Winnipeg-Nord salue le travail du Bloc québécois qui, appuyé par l'Assemblée des Premières Nations et les conservateurs, a pu retirer la Loi sur les Indiens de l'annexe 2? Est-ce que c'était la chose à faire? Devait-elle faire partie de ce projet de loi ou est-ce que ça aurait pu avoir des conséquences très dramatiques?

[Traduction]

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, je vais choisir de répondre dans le cadre du projet de loi C-5 et de la relation que j'ai avec des membres des communautés autochtones, en particulier la grande cheffe Cindy Woodhouse. J'ai toujours gardé la porte ouverte pour écouter ce qu'un premier ministre ou un chef avait à dire au sujet des projets. De nos jours en particulier, en raison de l'adoption du projet de loi C-5, je pense qu'il faut en faire beaucoup plus.

Je tiens à souligner que, quand nous parlons des grands projets, les préoccupations des Autochtones sont en fait sérieusement examinées et prises en compte, et que la participation des Autochtones est bien réelle.

Greg McLean (Calgary-Centre, PCC): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour aborder l'une des questions qui tourmentent notre pays depuis des années, à savoir le plafonnement des émissions de l'industrie pétrolière et gazière. Le plafonnement des émissions équivaut bien sûr à un plafonnement de la production. Prétendre le contraire, c'est tenir un double discours, ce que le gouvernement maîtrise de mieux en mieux. Il devra toutefois finir par trouver des solutions concrètes.

Le gouvernement parle de superpuissance énergétique, une expression qu'il a héritée d'un gouvernement précédent. Comprenons bien ce que cela signifie. Une superpuissance énergétique est un pays dont l'économie contribue à fournir de l'énergie au monde entier, de sorte à avoir une influence réelle sur la sécurité mondiale et pas seulement sur le prix du pétrole et du gaz, même si cet aspect en fait partie.

Nous réfléchissons à la façon dont nous approvisionnons le monde. Nous réfléchissons à nos activités dans le domaine du pétrole et du gaz dans le monde entier. Nous réfléchissons à ce que nous faisons pour protéger l'environnement. Tous ces éléments sont liés, mais le plus important dans le contexte mondial actuel est notre approvisionnement énergétique en tant que ressource stratégique pour un monde confronté à un avenir de plus en plus conflictuel et incertain. C'est l'analyse que je fais de la suppression du plafond d'émissions, qui est en réalité un plafond de production imposé à l'industrie pétrolière et gazière, que ce soit à dessein ou par voie de conséquence.

Au cours des 10 dernières années, le gouvernement a tenté de pénaliser le secteur le plus productif de l'économie canadienne. Quand je parle de productivité, je parle du secteur au Canada qui génère le plus de valeur par emploi et qui a la plus grande valeur à l'exportation. Nous devons recommencer à créer de la valeur ajoutée afin d'apporter notre contribution sur la scène internationale.

Avant d'aller plus loin, je tiens à préciser à la Chambre que je partagerai mon temps de parole avec mon collègue de Skeena—Bulkley Valley.

Nous devons nous assurer que notre apport sur les plans de la sécurité, de l'énergie et de l'environnement permet d'améliorer la situation dans le reste du monde. Il faut, par exemple, tenir compte du message économique et stratégique véhiculé au Canada par rapport à ce que les autres pays attendent de nous. Le monde a faim d'énergie. Pensons au nombre de pays qui, au cours des cinq dernières années, nous ont suppliés de leur fournir du gaz naturel, qui nous ont dit qu'ils avaient besoin qu'on leur achemine du gaz naturel liquéfié. La Russie a ensuite déclenché une guerre en Europe qui a perturbé l'industrie énergétique partout en Europe et, par conséquent, dans le monde entier.

Soudainement, il est devenu évident pour de nombreux pays, en particulier les États-Unis, qu'ils pouvaient exporter leurs ressources en Europe, qui en a désespérément besoin. Qui d'autre a besoin de ces ressources? Le monde entier est à la recherche de ressources énergétiques propres, mais de plus en plus, les pays se tournent vers le charbon pour combler leurs besoins énergétiques. La plupart des gens hors de cette enceinte ne s'en rendent pas compte, mais la consommation de charbon dans le monde a beaucoup augmenté au cours de 10 dernières années, principalement parce que, pour la plupart des pays en développement, avoir de l'électricité est plus important qu'avoir une source d'énergie verte. Les députés savent que le charbon est une source d'énergie plus polluante que le gaz naturel ou le pétrole, alors le fait que la consommation de charbon augmente dans le monde indique surtout qu'à défaut d'avoir accès à notre gaz naturel liquéfié, les pays se tournent vers les solutions énergétiques à leur disposition.

Le Canada dispose d'une abondance de gaz naturel liquéfié. Nous sommes le cinquième producteur en importance au monde et pourrions occuper un rang nettement supérieur si nous saisissons les occasions de fournir ce carburant beaucoup plus propre à nos alliés, à nos amis et aux pays en développement qui n'ont pas cette option en ce moment, option qui rehausserait leur niveau de vie et améliorerait leur bilan en matière d'environnement.

J'implore les députés de prendre conscience que nous partageons tous la même atmosphère. Lorsqu'on émet du CO₂ quelque part sur la planète, on en émet donc pour tout le monde sur Terre. Par conséquent, en matière de production de ressources, le Canada devrait saisir toutes les occasions possibles de réduire ses émissions pour son propre bien, ce qui du même coup fera baisser les émissions dans le monde. À cause des politiques préjudiciables imposées par le gouvernement au secteur pétrogazier au cours des 10 dernières années, on ferme les yeux sur cette réalité depuis beaucoup trop longtemps. Nous devons éliminer ces politiques pour nous donner les moyens de faire notre part pour le monde, de trouver des solutions écologiques, de stimuler notre économie et d'améliorer la sécurité de toutes les façons possibles, partout sur la planète.

• (1330)

Il se passe beaucoup de choses dans le domaine du gaz naturel liquéfié, et j'ai pris note de la déclaration du premier ministre concernant les cinq premiers projets prioritaires de son bureau des grands projets, qu'il a annoncés depuis Calgary, où j'habite. Il a annoncé la création d'un bureau des grands projets, puis il a annoncé les cinq premiers projets qu'il allait accélérer. L'un de ces projets est bien sûr LNG Canada, la seule installation d'exportation de gaz naturel liquéfié construite au Canada au cours des 15 dernières années. Pourquoi cela a-t-il pris autant de temps, alors que, pendant que nous construisions un terminal, les États-Unis en construisaient

Travaux des subsides

14 et exportaient du gaz naturel dans le monde entier? En conséquence, du gaz naturel plus coûteux et à plus forte intensité de CO₂ est distribué depuis les États-Unis à nos alliés dans les pays en développement du monde entier, tandis que, au Canada, nous sommes restés les bras croisés, et nous avons bridé notre potentiel parce que nous voulons limiter notre contribution au monde en matière d'énergie, d'environnement et de sécurité. C'est devenu intenable.

La première façon d'y parvenir est de supprimer le plafond d'émissions, car plafonner les émissions équivaut à plafonner la production. Il n'existe aucune autre façon de réduire les émissions. Parlons maintenant de ce que nous avons réussi à faire en matière d'émissions au Canada.

De nombreux organismes se sont penchés sur les réductions des émissions issues de l'industrie pétrolière et gazière à l'échelle du Canada. Au cours des 16 dernières années, la quantité de CO₂ issu de la production de sables bitumineux en Alberta a diminué de 32 %. Il s'agit d'une contribution importante à la réduction des émissions dans l'ensemble du pays. En fait, il s'agit de la contribution la plus importante. Là où le bât blesse, c'est que l'industrie mesure ces émissions.

Jetons un coup d'œil à l'audience du commissaire à l'environnement. Les réductions des émissions du Canada sont en grande partie déterminées par Environnement Canada, qui change constamment la formule d'une année à l'autre, et ce, de façon très opaque. Le commissaire à l'environnement a reproché cette opacité à Environnement Canada, parce que l'organisme ne montre pas les vrais chiffres à la population et n'explique pas comment il calcule les réductions des émissions de CO₂. L'industrie pétrolière et gazière du Canada connaît ces chiffres et a fait un excellent travail pour réduire les émissions de CO₂ associées à la production de pétrole et de gaz au pays.

Comme je l'ai dit, la production de charbon a augmenté. Elle a atteint un niveau record dans le monde. Regardons aussi ce qui se passe sur les marchés pétroliers en ce moment. Depuis des années, on entend dire que la production de pétrole a atteint son apogée. Je peux tout de suite dire qu'elle atteindra un nouveau sommet cette année, puis qu'elle en atteindra un autre après cela. Selon certains de mes collègues d'en face qui parviennent à leurs conclusions à partir d'informations partielles et préjudiciables, la production aurait dû atteindre son apogée il y a 20 ans, mais ce n'est toujours pas arrivé.

Cette année, la production s'élèvera à plus de 102 millions de barils par jour. Cela nous dit que nous continuerons à consommer du pétrole partout dans le monde. Pourquoi ne contribuons-nous pas davantage à cela? C'est parce que nous avons instauré un plafonnement sur la production. À quoi bon exporter de l'énergie si nous ne pouvons pas la produire? Nous devons veiller à produire de l'énergie d'une manière qui respecte les meilleures normes environnementales au monde.

L'OPEP vient d'augmenter sa cible de production de 137 000 barils par jour. Il s'agit d'une augmentation importante et, bien sûr, les gens pensent qu'elle aura une incidence sur le prix du pétrole à l'échelle mondiale. Ils ont probablement raison, mais il n'en demeure pas moins que l'OPEP n'augmenterait pas sa production de pétrole si elle ne voyait pas qu'il existe une demande pour ce pétrole, ce que nous ne semblons pas reconnaître au Canada.

Travaux des subsides

Nous devons cesser de nous mettre des bâtons dans les roues et trouver le moyen d'avantager les Canadiens, l'environnement et nos partenaires en matière de sécurité à l'échelle mondiale. Il est essentiel d'éliminer ce plafond, car en réalité, limiter les émissions revient à limiter la production.

Pourquoi parler de l'augmentation de la production de gaz naturel liquéfié, comme l'a fait le premier ministre, si nous ne pouvons aller de l'avant sans augmenter nos émissions? C'est mettre la charrue avant les bœufs. Avant tout, nous devons nous assurer que nous avons la capacité de produire et d'acheminer nos ressources vers les marchés internationaux, où la demande pour les produits canadiens est bien réelle. Le Canada se doit de fournir une énergie propre, fiable, sécuritaire et respectueuse de l'environnement. Nous pourrions ainsi non seulement stimuler la croissance économique de notre pays, mais aussi contribuer à la protection de l'environnement dans le monde, tout en affirmant notre rôle de partenaire de confiance en matière de sécurité à l'échelle internationale. Pour y parvenir, la première étape consiste à éliminer le plafond d'émissions.

• (1335)

[Français]

Madeleine Chenette (secrétaire parlementaire du ministre de l'Identité et de la Culture canadiennes et ministre responsable des Langues officielles et du secrétaire d'État (Sports), Lib.): Monsieur le Président, dans le fond, j'écoute ce message et je me dis qu'effectivement, le fait de travailler et d'être le leader en ce qui concerne nos énergies propres et conventionnelles est excessivement important.

Pourquoi perdre du temps à parler du plafond d'émissions, alors qu'on peut parler de la façon d'innover pour être effectivement à la hauteur de ce leadership partout au Canada en matière d'énergies conventionnelles et propres pour améliorer la vie de nos citoyens?

Greg McLean: Monsieur le Président, c'est intéressant, parce que « énergie propre » est un terme dont la définition varie d'une personne à l'autre. Pour la députée de l'autre côté de la Chambre, je pense que cela désigne peut-être l'énergie solaire et l'énergie éolienne. Je ne suis toutefois pas certain qu'elles sont aussi propres que l'énergie que nous avons maintenant.

Le gaz naturel, le GNL, est une énergie propre pour le monde. C'est actuellement ce qu'il y a de plus propre en ce qui concerne la production d'électricité dans le monde. Il est important et nécessaire que nous tracions la voie afin d'exporter du gaz naturel dans le monde entier.

Mario Beaulieu (La Pointe-de-l'Île, BQ): Monsieur le Président, dans ce que dit mon collègue, je vois une contradiction. Nous avons entendu beaucoup de gens dire ici qu'on pouvait décarboner le pétrole, qu'il pouvait y avoir un pétrole vert ou qu'on pouvait trouver une façon de rendre le pétrole moins polluant. On dit maintenant que, diminuer le plafond d'émission, c'est diminuer la production. On admet donc que ce n'est pas vrai. On admet qu'il n'y a pas de pétrole vert. Le pétrole va nécessairement générer une augmentation de la production de gaz à effet de serre.

Je veux savoir aussi si mon collègue est d'accord sur le fait qu'il faut diminuer notre production de gaz à effet de serre si on ne veut pas provoquer de plus en plus de catastrophes climatiques.

• (1340)

Greg McLean: Monsieur le Président, les gaz à effet de serre sont un problème que nous traitons mieux au Canada que dans de

nombreux pays autour du monde. La situation est meilleure ici que dans d'autres pays, mais il est également nécessaire de produire de l'énergie pour le monde entier. L'énergie issue du charbon, en Asie, n'est pas aussi propre que celle que nous produisons ici, au Canada. Le gaz naturel liquéfié au Canada est très important pour le monde afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

[Traduction]

Marc Dalton (Pitt Meadows—Maple Ridge, PCC): Monsieur le Président, le fait est que les besoins en pétrole et en gaz augmentent à l'échelle mondiale, et si nous ne répondons pas à ces besoins, si nous ne prenons pas nos responsabilités, d'autres pays et d'autres producteurs s'en chargeront. Je me demande si le député pourrait nous en dire plus sur le fait que la réduction et le ralentissement de la production ont une incidence négative sur les services offerts aux Canadiens, comme les soins de santé, les transports et les infrastructures. À quel point se tire-t-on une balle dans le pied avec cette politique?

Greg McLean: Monsieur le Président, j'y ai fait allusion dans mon discours, mais c'est une industrie que le gouvernement a freinée pendant neuf ans parce qu'il faisait de son mieux pour pénaliser l'économie canadienne en punissant l'industrie pétrolière et gazière. Après neuf ans, il s'est rendu compte que sa politique ne fonctionnait pas. Le reste du Canada s'enfonce de plus en plus dans les dettes, et nous devons nous attaquer à ce problème le plus rapidement possible.

Les libéraux parlent des crises du logement et de la productivité. Une crise n'attend pas l'autre. Le fait est que l'industrie la plus productive du Canada en termes de dollars par emploi est l'industrie de l'énergie. Nous devons nous assurer de contribuer à la demande mondiale. En répondant aux besoins mondiaux, nous contribuons également à notre propre bien-être. De toutes les industries du pays, c'est l'industrie de l'énergie qui génère le plus de recettes fiscales. Voilà comment nous allons aider les Canadiens à l'avenir.

[Français]

Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, NPD): Monsieur le Président, nous sommes en pleine crise climatique. Les sécheresses, les inondations et les feux de forêt se multiplient. Pourtant, le Parti conservateur nous présente une motion pour dire que nous devrions polluer davantage.

Le rapport de l'Institut climatique du Canada paru la semaine dernière nous disait que nous n'atteignons pas nos cibles de réduction des émissions de gaz à effet de serre à cause du secteur pétrolier et gazier. Qu'est-ce que mon collègue répond à ça?

Greg McLean: Monsieur le Président, je ne connais pas le rapport auquel mon collègue fait référence, mais je suis certain que les gaz à effet de serre qui proviennent du gaz naturel canadien sont bien plus propres que le charbon qui est actuellement brûlé en Chine et dans le reste de l'Asie. Il est très important d'exporter le gaz naturel du Canada autour du monde.

[Traduction]

Ellis Ross (Skeena—Bulkley Valley, PCC): Monsieur le Président, c'est un honneur de représenter ici les habitants de Skeena—Bulkley Valley. Je n'ai pas eu l'occasion de le faire, alors je tiens à remercier tous mes concitoyens, l'équipe de l'association de circonscription pour tout son travail ainsi que les bénévoles et toutes les personnes qui me soutiennent. Je tiens à remercier tout particulièrement ma famille. Au fil des 20 dernières années, j'ai été conseiller, conseiller en chef et député provincial, et maintenant, je suis député fédéral. Ce genre de travail me tient loin de ma vie familiale. Mon épouse est à Ottawa aujourd'hui. Je l'ai convaincue de se joindre à nous. C'est tout un exploit quand notre partenaire de vie se joint à nous ici.

Je ne dirai pas que notre débat sur les émissions et les grands projets au Canada arrive au bon moment. Comme je viens de le signaler, je fais ce genre de travail depuis 20 ans. Les députés ont évoqué toutes sortes de raisons, mais pour moi, elles n'ont pas changé. Toutefois, pour une raison ou une autre, le gouvernement libéral s'est enfin réveillé pour écouter les Canadiens et porter attention à ce qu'ils veulent.

Dans ma région et dans ma province, c'est ce que les Canadiens et les Premières Nations demandent depuis 20 ans. Il y a eu 18 projets majeurs de gaz naturel liquéfié en Colombie-Britannique en 2018. Tous ces projets, sauf 3, ont quitté le Canada avec tous les investissements. L'un des grands projets s'élevait à 40 milliards de dollars et un autre, à Kitimat, à 30 milliards de dollars. Ce dernier aurait dû voir le jour en Colombie-Britannique. Ce sont là des investissements perdus.

En tant que communauté des Premières Nations, nous avons dû nous familiariser avec les évaluations environnementales, la délivrance de permis et l'économie, mais nous n'avons jamais oublié que notre peuple avait besoin d'un avenir en dehors d'Internet. Ceux d'entre nous qui n'ont jamais connu la pauvreté, l'exclusion ou la Loi sur les Indiens n'ont pas la moindre idée de l'importance d'un emploi pour quelqu'un qui n'en a jamais eu, et encore moins pour un groupe de personnes qui aspirent à un avenir meilleur. Les dirigeants des Premières Nations se sont heurtés à une opposition sur deux fronts: le gouvernement libéral, qui refuse depuis 20 ans d'envisager le moindre projet pétrogazier, et les groupes environnementaux. Pourtant, il n'y a qu'un seul facteur, aussi simple que fondamental, à prendre en considération: une façon de lutter contre la pauvreté et la forme de violence qu'elle constitue. Je n'ai pas entendu de discussion approfondie sur la gravité de ce problème, ni à la Chambre ni à l'Assemblée législative provinciale.

Nous parlons de criminalité, de drogue et de crimes violents, des problèmes que les dirigeants des Premières Nations tentent justement de régler. Il y a un nouveau phénomène d'écoute des Canadiens et des Premières Nations, mais quand les libéraux ont imposé l'interdiction des pétroliers, leur partenaire de traité, le peuple Nisga'a, s'y est opposé pour les raisons que je viens d'exposer. De plus, ce peuple croyait avoir dans le Canada un partenaire qui donnerait vie au traité. Les Lax Kw'alaams s'y sont quant à eux opposés parce qu'ils n'avaient pas été pleinement consultés et qu'ils croyaient que l'interdiction des pétroliers allait restreindre les perspectives d'avenir de leur peuple.

Il suffit d'aller à Kitimat. Si on veut parler d'émissions, de permis, d'évaluations environnementales et de qualité de vie, il faut aller au village de Kitimat. Nous discutons de ces enjeux depuis 20 ans, et compte tenu de l'opposition des partis politiques et des

Travaux des subsides

groupes environnementaux, ce n'est pas facile. Une Première Nation doit parler non seulement des répercussions sur l'air, ce qui est en cause aujourd'hui dans le contexte du plafonnement des émissions, mais aussi des répercussions sur l'eau et les terres. S'il y en a qui peuvent en parler, ce sont bien les gens de Kitimat, car leur village connaît un développement industriel depuis 70 ans.

Sur un territoire où l'environnement s'est autant détérioré à cause du développement industriel, on pourrait s'attendre à ce que les gens disent non au développement. Or, c'est tout le contraire. La collectivité s'est engagée à resserrer les normes et la réglementation afin d'améliorer le sort de ses concitoyens, mais aussi le sort de l'ensemble des autres Premières Nations qui vivaient le long du tracé du pipeline et qui devaient composer avec les pétroliers qui circulaient le long du canal ainsi que des non-Autochtones des environs. Comme un juge l'a déjà dit, et je paraphrase, nous sommes tous concernés, et personne n'a l'intention de partir.

● (1345)

Je ne sais pas si les députés le savent, mais nous n'avons pas de services dans les réserves. Nous n'avons pas d'hôpitaux. Beaucoup d'entre nous n'ont pas l'eau courante. Nous dépendons des collectivités non autochtones pour obtenir des services, alors il est normal que nous voulions que nos propres communautés et les collectivités non autochtones des environs soient florissantes, de manière à avoir accès à des services médicaux, à des autoroutes et à des écoles.

Je pense qu'il y a lieu d'en discuter, compte tenu du débat de société actuel sur les projets d'intérêt national et de la crise existentielle que les États-Unis nous font subir. Nous avons beaucoup de travail à faire en ce qui concerne non seulement les émissions, mais aussi ce que nous allons léguer aux générations futures.

Nous nous attaquons au problème de l'abordabilité. Nous essayons de régler ce problème. Nous essayons de régler le problème du logement, mais je me demande ce que la prochaine génération en retirera, étant donné que nous exportons tous nos produits, tous nos services et tous nos emplois aux États-Unis. En Colombie-Britannique, on a anéanti l'industrie forestière, et un certain nombre de scieries ont fermé leurs portes un peu partout dans cette province. Où ces emplois sont-ils allés? Ils sont allés aux États-Unis.

Les grandes entreprises peuvent aller et venir à leur guise; rien ne les dérange. Elles ont divers intérêts dans divers pays, mais les travailleurs, eux, doivent trouver une autre source de revenus. Dans les familles, on se demande si les enfants obtiendront leur diplôme de l'école qui les a vus grandir. Les municipalités doivent penser à leur assiette fiscale. Tous les autres sont avantagés par les mauvaises politiques libérales.

Nous discutons d'un plafonnement des émissions du secteur pétrogazier et nous sommes en quelque sorte dans une nouvelle ère avec un nouveau gouvernement libéral, mais tout le monde au Canada sait depuis des années que plus de 90 % des produits pétroliers et gaziers sont exportés aux États-Unis au rabais. Or, que font les États-Unis? Ils utilisent ces produits à des fins nationales et à des fins d'exportation. Les États-Unis sont une superpuissance énergétique, mais ils ne nous remercient jamais de leur fournir des produits de bonne qualité à des prix de grandes surfaces.

Travaux des subsides

La Pologne s'est pratiquement moquée de la manière dont nous exportons notre pétrole et notre gaz vers les États-Unis. Je ne sais pas ce qu'en pensent les autres, mais quand un autre pays se moque de nous à cause de nos politiques, de nos mesures législatives et de nos règlements, je dirais que cette situation s'invite dans notre conversation sur l'édification du pays et les plafonds d'émissions.

L'Allemagne est venue ici pour le gaz naturel liquéfié parce qu'elle traverse elle-même une crise, compte tenu de la guerre en Ukraine. Qu'avons-nous fait? Nous lui avons répondu qu'il n'était pas rentable d'exporter du gaz naturel liquéfié, mais que nous serions prêts à lui vendre de l'hydrogène. L'Allemagne a dû se contenter de cette réponse.

Le monde a toujours besoin d'énergie. Il a toujours besoin de ressources et il en demande. Le Canada est riche en ressources énergétiques, mais nous avons artificiellement restreint nos exportations, en délaissant le marché international, sans parler de nos propres besoins.

Il y a plusieurs projets dans le cadre de la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale qui proposent d'utiliser le gaz naturel pour produire de l'électricité. Ils existent depuis des années dans les régions qui manquent d'énergie. Étant donné que la Colombie-Britannique importe de l'électricité des États-Unis, nous devrions examiner cette question sérieusement. Les États-Unis utilisent le gaz naturel et le charbon pour produire de l'électricité, mais comme la Colombie-Britannique a un bilan écologique propre, nous importons de l'électricité.

Nous ne deviendrons pas une superpuissance énergétique si nous imposons davantage de restrictions, comme la taxe sur le carbone pour les industries, aux Canadiens, car celles-ci se répercuteront sur eux. Nous ne deviendrons pas une superpuissance énergétique si nous imposons des limites déraisonnables aux émissions. Nous disposons de normes réglementaires solides et efficaces, mais il faut trouver un équilibre entre ce qui est bon pour le Canadien moyen et les Premières Nations, ce qui est bon pour notre pays et ce qui est bon pour l'environnement.

Nous n'avons pas encore eu cette conversation. J'espère que nous pourrions en discuter aujourd'hui.

• (1350)

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, j'ai examiné la motion dont nous sommes saisis aujourd'hui, et je pense que la priorité des Canadiens, même des électeurs conservateurs, est de voir un plus grand esprit de coopération au sein de la Chambre. Pour ce faire, il faudrait notamment examiner ce que le gouvernement propose par l'entremise du nouveau premier ministre. Ces cinq grands projets sont d'une importance capitale pour l'avancement de l'économie nationale. Le projet de gaz naturel liquéfié en est un excellent exemple.

Je me demande si le député peut nous faire part de ses réflexions, en particulier d'un point de vue autochtone, sur les raisons pour lesquelles il est si important d'intégrer les idées, les réflexions et les partenariats autochtones dans ces projets, comme nous l'avons fait.

Ellis Ross: Monsieur le Président, je peux certainement faire part à la Chambre de mes réflexions. Nous devons cesser de faire de la politique politicienne dans le dossier du gaz naturel liquéfié, parce qu'il procure des avantages aux Autochtones comme aux non-Autochtones. Il augmente le PIB.

J'ajouterais que le gouvernement fédéral n'a pas besoin de permis ni d'autorisations pour approuver la phase deux. Tout est approuvé; nous venons de l'apprendre aujourd'hui au comité. Qu'est-ce que le Canada accélère? Il n'y a rien d'autre à approuver.

• (1355)

[Français]

Sébastien Lemire (Abitibi—Témiscamingue, BQ): Monsieur le Président, j'aimerais que mon collègue nous fasse part de ses préoccupations concernant l'avenir de la planète. On ne peut pas faire de l'exploitation encore et encore sans se soucier des conséquences que cela peut engendrer.

Le retrait de lois environnementales et de mécanismes de protection entraîne évidemment des conséquences. À un moment donné, qu'est-ce qui va arriver? A-t-on une préoccupation réelle ou est-ce simplement une course pour être le plus performant, notamment en matière de création d'emplois?

Est-ce que le Parti conservateur ressent l'urgence et les conséquences de la situation?

[Traduction]

Ellis Ross: Monsieur le Président, oui, et je ne suis pas le seul à penser que le Canada a déjà les normes environnementales les plus élevées en Amérique du Nord, voire dans le monde.

Comme je le dis depuis 10 ans, nous ne pouvons pas avoir cette conversation à part. Nous ne sommes pas les plus grands pollueurs au monde. La Chine, la Russie, les États-Unis et les économies émergentes n'ont pas de normes environnementales. Ils n'ont pas de plafonnement des émissions. Ils n'ont pas de taxe sur le carbone.

Oui, continuons à faire ce que nous faisons en matière de normes environnementales, mais adoptons une perspective plus large et considérons le reste du monde si nous voulons examiner la situation mondiale.

John Barlow (Foothills, PCC): Monsieur le Président, je remercie mon collègue pour son incroyable discours. Il défend certainement les intérêts des citoyens de sa circonscription et des Premières Nations de l'ensemble du pays.

Le gouvernement libéral montre qu'il a peu changé par rapport au gouvernement libéral précédent. Certains de nos alliés les plus importants sont venus au Canada et nous ont demandé de les approvisionner en gaz naturel liquéfié canadien. C'est le cas notamment de l'Allemagne, du Japon, de l'Italie et de la Grèce. Le gouvernement libéral était d'avis que ce ne serait pas rentable. Or, voilà que nous découvrons que le Japon a signé un marché qui vaut des milliards de dollars pour s'approvisionner en gaz naturel liquéfié auprès des États-Unis pendant 20 ans.

Selon mon collègue, quels auraient été les avantages économiques de ces accords d'approvisionnement pour les Premières Nations de sa circonscription et d'ailleurs au pays si le Canada avait pu les signer au lieu des États-Unis?

Ellis Ross: Monsieur le Président, j'invite les députés à venir à Kitimat, où je leur montrerai les avantages dont profitent les membres des Premières Nations dans ma communauté, le long du tracé du pipeline et en aval.

L'une des décisions que nous avons prises lorsque nous avons commencé à réellement exploiter le gaz naturel liquéfié a été de prendre nos distances par rapport à la Loi sur les Indiens, car, c'était l'une des préoccupations que nous avions. Nous souhaitons que les membres de la communauté puissent bâtir leur propre vie. Nous voulions être indépendants. Je suis très fier de dire que nous y sommes arrivés. Un certain nombre de collectivités des Premières Nations en Colombie-Britannique sont en voie de faire de même.

Le projet qui se concrétise en Alaska plutôt qu'en Colombie-Britannique aurait contribué à la santé et à la sécurité des Premières Nations et aurait été bénéfique pour la Colombie-Britannique et l'ensemble du Canada. Nous avons certainement raté une belle occasion.

Laila Goodridge (Fort McMurray—Cold Lake, PCC): Monsieur le Président, le discours de mon collègue était très éclairé. Cette fin de semaine, j'ai eu l'occasion de me rendre dans la Première Nation n° 468 de Fort McMurray, dans ma circonscription, Fort McMurray—Cold Lake. J'ai pu assister à la foire automnale. Cette grande foire a pu être organisée en partie grâce aux revenus tirés des ressources naturelles dont dispose la nation, qui est partenaire de la prospérité de ma région depuis des générations. Cela ressemble beaucoup à ce que le député a vécu au village de Kiti-mat.

Le député peut-il expliquer pourquoi, précisément, les plafonds d'émissions et les plafonds de production nuisent autant à la croissance des communautés autochtones?

Ellis Ross: Monsieur le Président, je reconnais tout le travail accompli par les Premières Nations partout au Canada. Ce sont des initiatives très progressistes, mais tout dépend des avantages que cela apporte aux membres des communautés. Mon collègue de l'Alberta connaît également ces avantages. Il y a beaucoup de Premières Nations en Saskatchewan.

Pour comprendre les avantages réels, nous pouvons nous pencher sur la situation des Premières Nations qui ne bénéficient pas du développement économique. C'est toujours la même rengaine, on entend qu'il n'y a rien à faire là-bas et qu'il n'y a pas d'emplois. Un plafond d'émissions hypothéquerait l'avenir des Premières Nations et des Canadiens en général.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

• (1400)

[Traduction]

LA SEMAINE DE L'ÉGALITÉ DES SEXES

Tim Louis (Kitchener—Conestoga, Lib.): Monsieur le Président, en cette Semaine de l'égalité des sexes, je prends la parole non seulement pour célébrer les progrès que nous avons accomplis, mais aussi pour nous mettre au défi d'aller plus loin.

Même si les femmes représentent la moitié de notre population, leurs voix sont encore trop souvent rejetées ou minimisées, même dans des lieux de pouvoirs comme ici même, à la Chambre des communes. Des études montrent que les femmes sont beaucoup plus souvent interrompues que les hommes et que, lorsqu'elles s'expriment, leurs idées ne sont souvent reconnues que lorsqu'elles sont répétées par quelqu'un d'autre. J'ai vu cela arriver à des membres de ma famille, à des employées et à des collègues, même à certaines des femmes les plus fortes que je connaisse. J'avoue que je ne l'ai

Déclarations de députés

pas assez remarqué, mais dès que nous constatons un problème, nous avons le pouvoir de changer les choses.

Les hommes ont un rôle essentiel à jouer en tant qu'alliés. Ils doivent apprendre à écouter davantage les femmes, à les interrompre moins souvent, à leur accorder le mérite qui leur revient, et à dénoncer tout préjugé sexiste. L'égalité des sexes ne peut pas être atteinte par un seul groupe; c'est la responsabilité de tout un chacun. Engageons-nous à concrétiser ce projet ensemble.

* * *

[Français]

LA TRAGÉDIE D'AIRMEDIC

Joël Godin (Portneuf—Jacques-Cartier, PCC): Monsieur le Président, le 20 juin dernier, lors d'une mission de sauvetage sur la Côte-Nord, une tragédie a coûté la vie à trois membres de l'équipage d'Airmedic ainsi qu'à la patiente lors de l'écrasement d'un hélicoptère.

Parmi eux se trouvait Olivier Blouin, citoyen de Portneuf—Jacques-Cartier qui résidait à Pont-Rouge. Cet homme respecté et admiré laisse dans le deuil sa conjointe, Rosalie Larivière, ainsi que les membres de sa famille et ses collègues. Olivier était connu pour son dévouement, son professionnalisme et sa générosité. Plus qu'un passionné, il était animé par une mission: servir et secourir. À l'image de ses collègues aussi victimes, il a incarné jusqu'au bout la bravoure et l'altruisme.

Ces femmes et ces hommes qui consacrent leur vie à protéger et à soutenir la collectivité sont de véritables héros. Aujourd'hui, au-delà de l'immense tristesse, nous voulons souligner leur engagement et reconnaître l'héritage qu'ils nous laissent. J'offre mes condoléances à la famille de la patiente, Claire P. Tripp, ainsi qu'à celles des membres de l'équipage, Sébastien De Lutio, Sébastien Groulx et Olivier Blouin.

Je les remercie d'avoir servi. Nous nous souviendrons d'eux.

* * *

[Traduction]

LES GARÇONS DE GEORGETOWN

Kristina Tesser Derksen (Milton-Est—Halton Hills-Sud, Lib.): Monsieur le Président, hier, nous avons souligné la Fête de l'indépendance de l'Arménie.

Aujourd'hui, je prends la parole à la Chambre au nom des bonnes gens de Milton-Est—Halton Hills-Sud pour rappeler un moment charnière de l'histoire du Canada: l'arrivée dans ma circonscription, dans les années 1920, de ceux qu'on a appelés les garçons de Georgetown. Il s'agit d'un groupe de plus de 100 enfants arméniens orphelins, rescapés du génocide arménien et amenés à la ferme Cedarvale, à Georgetown. Leur histoire est souvent qualifiée de « noble expérience canadienne ». À l'époque, l'admission d'orphelins non britanniques était sans précédent. Ce geste a donc marqué la première initiative humanitaire de réinstallation de ce genre dans l'histoire du Canada, ce qui a ouvert la voie à d'autres politiques canadiennes fondées sur la compassion.

Déclarations de députés

Aujourd'hui, je prends la parole pour honorer non seulement le courage de ces garçons orphelins, mais aussi les valeurs que nous avons déclarées à l'époque et qui montrent que le Canada peut être une force d'espoir dans le monde. Renouvelons notre engagement envers ces valeurs et veillons à ce que la noble expérience amorcée à Georgetown il y a un siècle se poursuive dans nos politiques, dans chaque effort d'accueil et dans chaque acte de compassion.

[Français]

LE MOIS DE LA SENSIBILISATION AU CANCER DE LA PROSTATE

Jacques Gourde (Lévis—Lotbinière, PCC): Monsieur le Président, septembre est le Mois de la sensibilisation au cancer de la prostate, une maladie qui touche plus de 27 000 hommes chaque année au Canada.

Plus tôt cette année, j'ai reçu un diagnostic de cancer de la prostate. Comme beaucoup d'hommes, je ne m'y attendais pas. Ce fut un choc, mais grâce à un dépistage précoce, à une équipe médicale extraordinaire et au soutien indéfectible de ma famille, j'ai pu suivre un traitement efficace. Aujourd'hui, je suis en rémission.

Je me considère comme étant extrêmement chanceux, mais la réalité, c'est que trop d'hommes ignorent les signes ou évitent de consulter par gêne, par peur ou par simple négligence. J'invite tous les hommes à mettre à leur agenda ce qui suit lors de leur prochaine rencontre avec leur médecin. Je les invite à vérifier la pertinence du test de dépistage qui sauve des vies, qui a sauvé ma vie.

En ce mois de sensibilisation, pensons à ceux qui se battent et à ceux que nous avons perdus, et surtout, engageons-nous à parler ouvertement de la santé des hommes.

LE THÉÂTRE TOUT TERRAIN

Natilien Joseph (Longueuil—Saint-Hubert, Lib.): Monsieur le Président, aujourd'hui, je souhaite mettre en lumière le travail exceptionnel du Théâtre Tout Terrain, un acteur culturel de ma circonscription.

Le Théâtre Tout Terrain se distingue en offrant du théâtre ambulatoire gratuitement au public, et par sa volonté d'amener l'art dans nos lieux de vie quotidienne, dans nos espaces publics. En collaboration avec l'Arrière Scène, il brise les murs des salles traditionnelles pour rendre le théâtre accessible à toutes et à tous partout en Montérégie.

Le Théâtre Tout Terrain, c'est aussi une démarche profondément humaine qui place le public au centre de l'expérience. Par ses créations et ses ateliers offerts en milieu scolaire, il favorise la rencontre, l'ouverture et la francisation. Je tiens à saluer chaleureusement toute l'équipe du Théâtre Tout Terrain pour son apport inestimable à la culture québécoise.

● (1405)

[Traduction]

LES TAUX DE FÉCONDITÉ

Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, lors d'un sondage Angus Reid réalisé il y a quelques années pour le compte de Cardus, on a demandé aux familles combien d'enfants elles voulaient. Les femmes cana-

diennes sondées voulaient en moyenne 2,2 enfants, ce qui se situe tout près du seuil de renouvellement. Après ce sondage, le taux de fécondité réel au Canada a atteint un creux historique de 1,26 enfant, ce qui signifie que l'écart entre le nombre désiré et le nombre réel est de près d'un enfant par femme. Au cours des 15 premières années de ce siècle, le taux de fécondité au Canada s'est maintenu entre 1,5 et 1,6 naissance par femme, mais il a chuté de façon considérable depuis 2015. Les données d'Angus Reid confirment que les femmes ne sont pas moins désireuses d'avoir des enfants depuis 2015; leurs préoccupations financières jouent plutôt un rôle majeur dans leur décision d'avoir moins d'enfants qu'elles ne le souhaitent.

Il n'est pas surprenant que les politiques qui rendent les emplois et les maisons inaccessibles obligent les gens à attendre avant de fonder une famille et à avoir moins d'enfants. L'une des nombreuses conséquences de la baisse du taux de fécondité est une plus grande solitude pour les aînés qui, en raison de cette baisse démographique, n'ont pas le même contact humain avec la génération suivante que leurs prédécesseurs. L'évolution de la répartition de la population selon l'âge rend également plus difficile le maintien des programmes sociaux pour les aînés.

Nous devons tous travailler ensemble pour rebâtir l'économie de façon à ce qu'il soit plus facile pour les gens d'avoir des enfants.

LES MÉTIERS SPÉCIALISÉS

Shannon Miedema (Halifax, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour souligner la contribution des gens de métier spécialisés du Canada, qui construisent nos maisons, nos infrastructures et notre avenir. Des ferronniers aux soudeurs, en passant par les électriciens et les peintres, sans oublier tous les apprentis qui commencent leur carrière, les gens de métier sont l'épine dorsale de l'économie.

Grâce à l'accent mis par le gouvernement sur les grands projets, nous créons davantage de possibilités pour les Canadiens de suivre une formation, de travailler et de mener une longue carrière dans les métiers. Le gouvernement sait qu'investir dans la formation, c'est investir dans l'avenir des Canadiens. En finançant l'apprentissage et la formation, nous veillons à ce que les jeunes puissent exercer ces professions et à ce que les travailleurs expérimentés puissent tenir leurs compétences à jour. Ce financement ne fait pas que renforcer la main-d'œuvre: il renforce les collectivités et permet au Canada de demeurer concurrentiel sur la scène mondiale.

Le Canada a toujours été un pays de bâtisseurs. Grâce au dévouement de la main-d'œuvre syndiquée, je suis convaincue que nous continuerons à bâtir un avenir meilleur et prospère pour tous les Canadiens.

LE PRIX DES ALIMENTS

Connie Cody (Cambridge, PCC): Monsieur le Président, j'ai récemment reçu un courriel d'une personne âgée de Cambridge. Elle m'a parlé de sa visite à l'épicerie. Elle a payé plus de 47 \$ pour quelques produits de première nécessité qui allaient lui durer seulement quelques jours. Elle n'a acheté aucun produit de luxe, mais juste le minimum de nourriture pour vivre.

Le premier ministre a promis de stimuler la croissance économique la plus rapide des pays du G7, mais il a plutôt entraîné le déclin économique le plus rapide. Auparavant, au Canada, il était garanti que toute personne qui travaillait fort, qui épargnait et qui décrochait un bon emploi avait tout pour réussir. Cependant, après 10 ans de gouvernement libéral, la situation des Canadiens est pire. Selon Banques alimentaires Canada, plus du quart de tous les Canadiens souffrent d'insécurité alimentaire. Le premier ministre nous a demandé de le juger en prenant les prix à l'épicerie comme critère, et c'est ce que font les Canadiens. Chaque fois qu'ils paient une facture d'épicerie de 100 \$, ils ne lui donnent pas la note de passage.

J'ai un message pour le premier ministre au nom des 5 000 habitants de Cambridge qui ont recours à une banque alimentaire et des milliers d'autres qui ne mangent pas à leur faim chaque jour: qu'il arrête de les punir avec un fardeau fiscal et une inflation élevés.

Quand le premier ministre commencera-t-il à fournir aux Canadiens le plein rendement du gouvernement, au lieu de faire des promesses creuses?

[Français]

YVES GINGRAS

Maxime Blanchette-Joncas (Rimouski—La Matapédia, BQ): Monsieur le Président, je félicite chaleureusement le professeur Yves Gingras, historien et sociologue des sciences à l'Université du Québec à Montréal, lauréat du Prix science et laïcité 2024 remis à Paris lors de la 18^e cérémonie du Comité Laïcité République. Ce prix souligne l'engagement du professeur Gingras à faire la distinction entre la connaissance scientifique et les croyances, comme l'illustre son ouvrage *L'impossible dialogue. Sciences et religions*.

À titre de directeur de l'Observatoire des sciences et des technologies, Yves Gingras incarne la rigueur intellectuelle et l'esprit critique. Chevalier de l'Ordre national du Québec et lauréat du prestigieux Prix du Québec Léon-Gérin, il défend depuis plus de 40 ans la séparation entre savoir et croyances. Son combat est vital pour la science, la laïcité et la démocratie, rappelant que la science est universelle et transcende les frontières.

Au nom du Bloc québécois, je lui adresse nos plus sincères félicitations.

[Traduction]

ROSH HASHANAH

Ben Carr (Winnipeg-Centre-Sud, Lib.): Monsieur le Président, quelques-uns de mes plus beaux souvenirs d'enfance sont les repas de fête juive avec mes proches. Nous riions, mangions des plats traditionnels et partagions un sentiment de fierté collective lors de ces fêtes et nous savions que nous faisions honneur à nos ancêtres et bâtissons une communauté plus forte pour l'avenir. J'entends encore la voix tonitruante de mon père et je vois encore son sourire contagieux lorsqu'il accueillait avec enthousiasme les membres de la famille qui entraient dans notre maison. Ces réunions étaient aussi importantes pour lui qu'elles le sont pour moi.

Le coucher du soleil ce soir marquera le début de Rosh Hashanah, le Nouvel An juif. Même si les Juifs de tout le pays passeront des moments mémorables entre eux ce soir, la joie de la nouvelle année s'accompagnera de craintes et d'anxiété, aggravées par la recrudescence de l'antisémitisme dans notre pays. Malgré la haine à

Déclarations de députés

laquelle ils continuent de faire face, les Juifs du Canada persévéreront, comme ils le font depuis des milliers d'années.

À la veille de cette nouvelle année, je suis fier de pouvoir prendre la parole dans cette enceinte en tant que Juif et de souhaiter à la communauté une *Shana Tova*. Que l'année à venir se déroule sous le signe de la paix et de la joie, dans l'espoir d'un avenir meilleur.

● (1410)

LE PREMIER MINISTRE DU CANADA

Cheryl Gallant (Algonquin—Renfrew—Pembroke, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre est un bonimenteur de foire. Il nous promet que nous pouvons gagner le prix pendant qu'il truke le jeu.

Il a promis la croissance économique la plus rapide du G7. Au lieu de cela, il nous sert une économie au ralenti et un taux de chômage au deuxième rang du G7. Il a promis l'abordabilité, mais il fait grimper en flèche le prix de la nourriture. Il a promis d'accroître la construction de logements, mais il a fait une annonce vide devant de fausses maisons. Il a promis que des projets d'intérêt national seraient réalisés à une vitesse inégalée, mais il n'a délivré aucun permis. Il a promis de jouer du coude, mais il file à l'anglaise la queue entre les jambes. Il a dit qu'une entente serait signée au plus tard le 21 juillet, mais il n'a fait que capituler sur toute la ligne.

Si nous étions une école, il n'obtiendrait pas la note de passage. Si nous étions une entreprise, il serait congédié. Toutefois, comme il s'agit du Parti libéral, il garde le prix.

ACHETER CANADIEN

Peter Fonseca (Mississauga-Est—Cooksville, Lib.): Monsieur le Président, chaque fois que nous achetons quelque chose qui a été fabriqué, cultivé ou produit ici, chez nous, nous soutenons nos voisins, nous renforçons nos collectivités et nous investissons dans l'avenir du Canada. Ici, à Mississauga, nous avons beaucoup de raisons d'être fiers, qu'il s'agisse du poulet que nous servons à nos familles, des tablettes de chocolat que nous aimons ou des avions qui nous relient au reste du monde. Les entreprises comme Maple Lodge Farms, Magna et les innovateurs du secteur aérospatial font travailler des milliers de personnes de la région.

Certains secteurs sont durement touchés par les droits de douane et les perturbations commerciales. C'est pourquoi le gouvernement libéral leur apporte son aide, en veillant à ce que les industries canadiennes obtiennent le soutien dont elles ont besoin pour demeurer concurrentielles. Le gouvernement du Canada sera le principal client du Canada, et il s'engage clairement à soutenir les entreprises canadiennes.

La prochaine fois que nous ferons l'épicerie ou que nous achèterons des meubles ou un véhicule, nous pourrions chercher la feuille d'érable et choisir un produit canadien. Ensemble, nous pouvons protéger les emplois, faire croître l'économie et faire en sorte que Mississauga et le Canada demeurent forts.

*Questions orales***LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

Blaine Calkins (Ponoka—Didsbury, PCC): Monsieur le Président, dans le discours du Trône, le soi-disant nouveau gouvernement libéral a affirmé qu'il s'attaquerait à la criminalité tout en protégeant les droits des propriétaires d'armes à feu respectueux des lois. Il admettait ainsi, de façon stupéfiante, l'échec d'un gouvernement qui a vu le nombre de crimes commis avec des armes à feu illégales grimper de 130 %.

Depuis, on a pu constater que ce nouveau gouvernement libéral n'est pas différent du précédent. Non seulement il dépensera quatre fois plus pour harceler les propriétaires légitimes d'armes à feu que pour harceler les criminels et les gangs, mais il demeure résolu à terminer sa saisie d'armes à feu dans l'année, comme il l'avait promis. Fait étonnant, le premier ministre et le ministre de la Sécurité publique ont maintenant déclaré que leur saisie d'armes à feu serait volontaire, mais, dans un extrait audio qui a fait l'objet d'une fuite, on peut entendre le ministre de la Sécurité publique dire que les propriétaires d'armes à feu maintenant interdites ne se feraient jamais arrêter s'ils ne remettaient pas ces armes.

Le ministre laisse-t-il entendre que les propriétaires d'armes à feu devraient respecter les lois sur les armes à feu de la même manière que le dernier premier ministre libéral respectait les lois sur l'éthique? Le premier ministre et le ministre de la Sécurité publique se rendent-ils compte que c'est un crime de conseiller aux gens de ne pas respecter la loi?

* * *

*[Français]***LA SEMAINE DE L'ÉGALITÉ DES SEXES**

Linda Lapointe (Rivière-des-Mille-Îles, Lib.): Monsieur le Président, en ce premier jour de la Semaine de l'égalité des sexes, il est de notre devoir de regarder la réalité en face: au Canada, une femme ou une fille est tuée toutes les 48 heures, le plus souvent par un partenaire intime ou un ex-conjoint.

Ces féminicides ne sont pas des faits divers. Ils sont le symptôme le plus brutal d'un déséquilibre de pouvoir et d'une misogynie qui, loin de disparaître, revient en force, parfois même décomplexée. Nous pensions avoir fait des avancées irréversibles. Pourtant, les reculs sont bien réels. L'égalité des genres commence par un droit fondamental: celui de vivre sans peur.

Je rends hommage aux survivantes, aux organismes de première ligne, aux maisons d'hébergement et à toutes celles et à tous ceux qui luttent contre la violence fondée sur le genre. Face à cette résurgence de la haine, nous devons nommer, dénoncer et agir. L'égalité ne se décrète pas: elle se défend, chaque jour.

* * *

● (1415)

*[Traduction]***LA RECONNAISSANCE DE L'ÉTAT PALESTINIEN**

Shuvaloy Majumdar (Calgary Heritage, PCC): Monsieur le Président, ignorer le massacre de huit Canadiens le 7 octobre, se ranger du côté de leurs tueurs et déshumaniser la famille des victimes, c'est mal. Les otages toujours détenus et les quelque 1 200 âmes volées, c'est mal. Accorder un État à ceux qui utilisent le terrorisme d'État comme tactique et qui paient des pensions à ceux qui ont assassiné des Juifs, c'est mal. Ne même pas exiger de cet État de reconnaître le droit d'exister d'Israël, c'est mal. Aucune

des conditions exigées n'a été respectée. Il n'y a pas eu d'élections, aucun otage n'a été libéré, et le Hamas ne s'est pas démilitarisé.

Mentir sur ses intentions, c'est mal. Faire une telle chose la veille de Rosh Hashanah, enhardir les foules et attiser la violence contre les communautés juives, c'est mal. Le fascisme qui avait été enterré à la fin de la dernière guerre mondiale est revenu sous forme de terrorisme moderne. Ce n'est pas de la diplomatie: c'est une politique d'apaisement et une trahison. Le premier ministre a fait fi de la dignité humaine et de la primauté du droit. Il a encouragé le terrorisme à l'aide d'un État, ce qui est mal.

* * *

*[Français]***MARIE-JOSÉE TURGEON**

Louis Villeneuve (Brome—Missisquoi, Lib.): Monsieur le Président, l'industrie des semi-conducteurs est au cœur de notre sécurité nationale et de notre compétitivité économique. Dans Brome—Missisquoi, nous avons la chance d'accueillir le Centre de Collaboration MiQro Innovation, le plus grand centre de recherche en microélectronique et en semi-conducteurs au pays.

Je tiens à souligner l'apport exceptionnel de sa PDG, Marie-Josée Turgeon. Son leadership visionnaire a récemment été reconnu à l'international: elle a reçu le prix Engineer Woman lors du FEM-WORX 2025, dans le cadre du Hannover Messe, le plus grand salon industriel au monde. Cette distinction reflète son engagement et sa capacité à impulser le changement dans un secteur en pleine transformation. Mme Turgeon fait aussi partie du groupe de contact du G7 sur les semi-conducteurs, contribuant à positionner le Canada comme un acteur clé dans cette industrie stratégique.

Je suis fier qu'une leader de cette envergure œuvre dans notre région et fasse rayonner le Canada.

QUESTIONS ORALES*[Français]***LES ARMES À FEU**

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, en libérant les criminels et en gaspillant de l'argent pour cibler des chasseurs et des tireurs sportifs respectueux de la loi, les libéraux ont augmenté la criminalité avec arme à feu de 130 %. On le savait déjà.

Cependant, le ministre de la Sécurité publique a accidentellement dit la vérité, et a été enregistré, en disant que la confiscation des armes à feu des gens respectueux de la loi était un gaspillage d'argent.

Le premier ministre est-il d'accord avec son ministre?

[Traduction]

L'hon. Gary Anandasangaree (ministre de la Sécurité publique, Lib.): Monsieur le Président, dimanche dernier, j'ai discuté avec une personne que je connais depuis de nombreuses années, qui a enregistré la conversation à mon insu et qui l'a transmise à un lobbyiste des armes à feu. Pendant cette conversation, il a été question du Programme d'indemnisation pour les armes à feu de style arme d'assaut. En tentant de parler de ce programme et de gérer la frustration de cette personne, j'ai tenu des propos malavisés.

Questions orales

Cela dit, il est important que le programme soit en place. C'est ce que veulent les Canadiens. Je tiens à souligner que le chef de l'opposition a voté contre toutes les mesures relatives aux armes à feu...

Le Président: Le chef de l'opposition a la parole.

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, en libérant des auteurs de crimes à main armée et en gaspillant des milliards de dollars destinés aux services policiers et frontaliers à cibler des propriétaires d'armes à feu respectueux des lois, qui ont une formation et un permis et dont la compétence a été vérifiée, le gouvernement a présidé à une hausse de 130 % des crimes violents commis avec des armes à feu.

Pendant la fin de semaine, le ministre de la Sécurité publique a dit la vérité sans le vouloir, et ses propos ont été enregistrés. Il a dit que le programme de saisie des armes à feu n'en vaut pas le coût, qu'il dépassera le budget prévu et qu'il serait préférable de jeter les criminels en prison, mais que le gouvernement adoptera quand même cette mauvaise politique parce qu'elle s'inscrit dans une stratégie politique. Le premier ministre est-il d'accord?

L'hon. Gary Anandasangaree (ministre de la Sécurité publique, Lib.): Monsieur le Président, heureusement, un enregistrement existe. Les Canadiens pourront ainsi savoir ce que j'ai vraiment dit.

Soyons très clairs. Les Canadiens veulent un contrôle responsable des armes à feu. Ils le voulaient en 1989, après le drame de l'École polytechnique où 14 femmes ont été tuées. Ils le voulaient après la fusillade à la mosquée de Québec, qui a coûté la vie à six personnes. Ils le voulaient aussi après la pire fusillade de masse de l'histoire de notre pays, lorsque 22 personnes ont été abattues en Nouvelle-Écosse.

Pourquoi les conservateurs s'opposent-ils à l'interdiction des armes à feu dans nos rues?

• (1420)

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, le ministre a dit que sa saisie d'armes à feu ne fonctionnera pas, qu'elle dépassera le budget, qu'il vaudrait mieux enfermer les criminels — comme les conservateurs le suggèrent —, mais que le gouvernement va quand même de l'avant avec la saisie d'armes à feu parce que le premier ministre veut faire de la politique électorale.

Lorsqu'une mère est touchée par une balle perdue, qu'un policier est tué par arme à feu ou qu'une balle siffle dans la chambre d'un enfant à cause d'une affaire d'extorsion, nous n'avons pas le temps de faire de la politique. Alors, pourquoi entend-on le ministre, dans un enregistrement, en train de faire de la politique au sujet des armes à feu?

L'hon. Gary Anandasangaree (ministre de la Sécurité publique, Lib.): Monsieur le Président, pour avoir une véritable conversation sur la criminalité, nous devons avoir une véritable conversation sur les armes à feu. Les Canadiens veulent un contrôle responsable des armes à feu. Ils le voulaient en 1989 après qu'un homme a tué 14 femmes à l'École polytechnique. Ils le voulaient après l'assassinat de 6 personnes lors de la fusillade à la mosquée de Québec, et ils le voulaient après la plus grande fusillade de masse de notre histoire, où un homme a ouvert le feu et a tué 22 personnes en Nouvelle-Écosse.

Pourquoi les conservateurs s'opposent-ils à ce que les armes à feu disparaissent de nos rues, et pourquoi le chef de l'opposition a-

t-il voté contre toutes les mesures de contrôle des armes présentées depuis qu'il siège au Parlement?

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, le ministre a eu une véritable conversation sur les armes à feu. Malheureusement pour lui, ses paroles ont été enregistrées. Le ministre a été enregistré en train d'admettre que la saisie d'armes à feu est un gaspillage d'argent, que cette mesure allait dépasser le budget, et qu'il serait préférable de simplement enfermer les criminels qui commettent des crimes avec des armes à feu.

Pourquoi les libéraux disent-ils la vérité seulement lorsqu'ils sont convaincus que personne ne les écoute?

L'hon. Gary Anandasangaree (ministre de la Sécurité publique, Lib.): Monsieur le Président, je répète que c'est une bonne chose que cette conversation ait été enregistrée. En fait, cela va permettre de répliquer à chacune des affirmations du chef de l'opposition.

Soyons très clairs: les Canadiens veulent un contrôle responsable des armes à feu. En tant que gouvernement, nous sommes en mesure de le faire, et nous nous y sommes engagés lors de la dernière campagne électorale. Le 28 avril dernier, les Canadiens nous ont donné le mandat d'aller de l'avant avec ce programme, et nous attendons avec impatience sa mise en œuvre.

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement libéral ne se contente pas de bloquer les réformes du système de justice pénale qui permettraient d'incarcérer les auteurs de crimes commis à main armée. Il veut aussi retirer près d'un milliard de dollars aux agents des services frontaliers et aux policiers pour s'en prendre aux chasseurs et aux tireurs sportifs respectueux des lois qui détiennent un permis, qui ont reçu une formation et dont la compétence a été vérifiée. La Police provinciale de l'Ontario refuse de participer à ce projet et plusieurs gouvernements provinciaux ont dit qu'ils n'y donneront pas suite. Le gouvernement a même dû demander à Postes Canada de récupérer les armes à feu.

Le ministre lui-même a admis que cela ne fonctionnerait pas. Pourquoi les libéraux ne renoncent-ils pas à la politiciaille pour sauver des vies?

L'hon. Sean Fraser (ministre de la Justice et procureur général du Canada et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, Lib.): Monsieur le Président, si le député est soucieux de promouvoir des mesures législatives qui protégeront vraiment les Canadiens, il devrait collaborer avec le gouvernement, qui souhaite déposer un projet de loi au cours de la session pour faire en sorte que les récidivistes violents restent derrière les barreaux et que les délinquants les plus dangereux reçoivent des peines plus sévères.

Il est difficile d'accepter les critiques du député concernant la protection des collectivités contre la violence armée, sachant qu'il vote depuis plus de deux décennies contre des mesures visant précisément à faire disparaître les armes à feu de nos rues, et qu'il vote constamment pour des mesures qui affaiblissent nos frontières et qui n'empêchent pas l'entrée d'armes à feu au pays.

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, mes collègues est moi avons voté contre les politiques qui ont fait augmenter de 130 % la violence commise avec des armes à feu au Canada.

Questions orales

Au sujet de l'adoption de mesures législatives par le Parlement, le ministre vient de dire que le gouvernement « souhaite » en présenter. Le gouvernement est en place depuis 10 ans. Il a réduit les peines pour les récidivistes. Le ministre a pris congé cet été et n'a toujours pas présenté de réforme de la justice pénale visant les armes à feu.

Nous proposons une loi prévoyant le « retrait sur trois prises » qui mettrait les récidivistes violents derrière les barreaux. Le gouvernement choisit quant à lui d'utiliser 700 millions de dollars de ressources policières pour s'en prendre à des titulaires de permis respectueux des lois. Pourquoi?

• (1425)

L'hon. Sean Fraser (ministre de la Justice et procureur général du Canada et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, Lib.): Monsieur le Président, j'ai des nouvelles pour mon ami d'en face. S'il estime qu'au cours de la présente session je n'ai pas fait avancer le programme législatif en matière de réforme de la justice pénale, il aurait dû se présenter au travail vendredi dernier, lorsque nous faisions exactement cela.

Le député peut s'attendre à deux autres composantes de la réforme de la justice pénale cet automne. La première concerne la mise en liberté sous caution et la détermination de la peine et vise à empêcher les récidivistes violents de se promener librement dans la rue. La seconde vise à protéger les personnes qui risquent d'être victimes de violence conjugale ou d'agressions sexuelles.

Soit dit en passant, cet été, j'ai rencontré des représentants des forces de l'ordre et mes homologues provinciaux. Le député, lui, se battait pour conserver son poste.

Le Président: Comme le sait le député, nous ne pouvons pas mentionner la présence ou l'absence d'un député à la Chambre. Je suppose qu'il s'exprimait de manière très vague et que cela avait un lien avec autre chose. Voilà mon avertissement au député.

[Français]

La députée de Saint-Jean a la parole.

LA JUSTICE

Christine Normandin (Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, avec son mémoire en Cour suprême contre la loi 21, Ottawa frôle la théorie du complot. À travers la contestation de la laïcité de l'État, les libéraux créent toute une pente glissante vers des scénarios catastrophes, comme l'interdiction des lieux de culte. Ils évoquent même un Québec qui rétablirait l'esclavage ou les exécutions.

Ça en dit long sur la vision canadienne des Québécois: il ne faut pas leur donner trop de souveraineté parlementaire, ils sont assez fous pour rétablir l'esclavage. Si le gouvernement voulait salir la réputation des Québécois, il n'aurait pas mieux fait qu'avec ce mémoire-là. Est-ce qu'il va le retirer?

L'hon. Sean Fraser (ministre de la Justice et procureur général du Canada et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, Lib.): Monsieur le Président, ce cas traite d'enjeux d'intérêt national. Il est très important pour le gouvernement fédéral d'intervenir pour protéger la Constitution. Comme la députée le sait très bien, ce cas est devant la Cour suprême du Canada et c'est le forum approprié pour présenter ces arguments.

Christine Normandin (Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, le fédéral attaque bien plus que la laïcité en Cour suprême, il s'attaque à la souveraineté parlementaire du Québec en modifiant la Constitution sans débat par le biais des tribunaux. C'est un coup de force contre la fonction de base de la disposition dérogatoire, qui est de protéger la démocratie contre le gouvernement des juges.

Si le fédéral veut modifier la Constitution, c'est dans nos Parlements et sur la place publique qu'on va débattre, pas en cour. Est-ce qu'il va retirer son mémoire et cesser d'instrumentaliser les juges contre la souveraineté parlementaire du Québec?

L'hon. Steven Guilbeault (ministre de l'Identité et de la Culture canadiennes et ministre responsable des Langues officielles, Lib.): Monsieur le Président, avec tout le respect que j'ai pour ma collègue, ce qu'elle dit est mal informé.

L'intervention du gouvernement fédéral devant la Cour suprême n'empêchera pas les provinces ou les territoires de continuer à utiliser l'article 33 de la charte des droits et libertés de la Constitution canadienne et de recourir, s'ils le veulent, à la disposition dérogatoire. Alors, le ministre de la Justice, qui est assis juste à côté de moi, serait très certainement heureux de lui expliquer le processus que nous proposons. Nous allons toujours défendre les droits et libertés des Canadiens et des Canadiennes. Nous sommes le parti de la Charte, nous allons continuer de l'être.

Rhéal Éloi Fortin (Rivière-du-Nord, BQ): Monsieur le Président, quand les libéraux disent qu'ils n'attaquent pas la laïcité devant la Cour suprême, c'est faux. Ce qu'ils devraient dire, c'est dire qu'ils ne s'attaquent pas seulement à la laïcité. En s'en prenant à la disposition de dérogation, ils s'attaquent aussi à la protection de la langue française et à l'affichage en français. Ils s'attaquent même à des choses consensuelles, comme la protection de l'identité des enfants dans les procès autrement publics ou l'absence d'avocats à la Cour des petites créances. Ils s'attaquent à la démocratie, et même au modèle québécois.

Quand vont-ils se retirer de cette contestation?

L'hon. Steven Guilbeault (ministre de l'Identité et de la Culture canadiennes et ministre responsable des Langues officielles, Lib.): Monsieur le Président, je suis un très fier Québécois. Il y a beaucoup de très fiers Québécois et de très fières Québécoises de notre côté de la Chambre. Nous avons défendu le modèle québécois depuis des années et depuis des décennies.

Ce que le député affirme de l'autre côté n'est simplement pas vrai. Nous sommes le premier gouvernement fédéral à avoir reconnu le déclin du français et à avoir investi 4 milliards de dollars dans les langues officielles. Nous avons atteint, pour la première fois dans l'histoire, l'objectif d'immigration francophone hors Québec de 4 %. Nous nous dirigeons vers un taux de 7 % et nous atteindrons ensuite 8 % et 12 %. Notre parti va continuer de défendre le français. C'est ce que nous faisons ensemble.

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

Jasraj Hallan (Calgary-Est, PCC): Monsieur le Président, après 10 ans de gouvernement libéral, le prix des aliments a explosé de 40 %. Le premier ministre a dit qu'il serait différent, et il a dit vrai: il coûte encore plus cher que Justin Trudeau. Il est en train de doubler le déficit, d'accroître la dette fédérale et de bloquer toute mesure qui contribuerait à faire baisser les prix à l'épicerie. Avec l'inflation libérale, les prix à l'épicerie dépassent de 75 % la cible de la banque centrale.

Pourquoi le premier ministre ne s'écarte-t-il pas du chemin pour laisser les conservateurs adopter des projets de loi sensés, comme notre loi sur la souveraineté du Canada, et faire baisser le coût des aliments?

• (1430)

L'hon. Wayne Long (secrétaire d'État (Agence du revenu du Canada et Institutions financières), Lib.): Monsieur le Président, lors des dernières élections, les Canadiens avaient clairement le choix entre un chef qui possède une expérience dans le domaine de l'économie et des affaires, et un chef qui n'en a aucune.

Notre priorité, c'est de rendre la vie moins chère pour les Canadiens et de réduire les impôts de 22 millions de Canadiens. Nous avons aboli la taxe sur le carbone pour les consommateurs. Nous avons suspendu la TPS pour les acheteurs d'une première maison, et nous allons bâtir des logements comme jamais depuis la Seconde Guerre mondiale.

Je demande aux conservateurs de cesser leurs discours creux et de se joindre à nous.

Jasraj Hallan (Calgary-Est, PCC): Monsieur le Président, lors des dernières élections, les Canadiens ont été dupés par un type qui commet des actes de vandalisme économique.

Le ministre des Finances a dit qu'il ferait baisser le coût du panier d'épicerie avant l'Action de grâces 2023. Or, nous sommes presque rendus à l'Action de grâces 2025, et le coût du panier d'épicerie a explosé. C'est comme si la solution des libéraux à la crise du coût de la vie, qu'ils ont eux-mêmes créée, était de dépenser encore plus que Justin Trudeau l'a fait.

Pourquoi le premier ministre n'arrête-t-il pas de faire concurrence à Justin Trudeau pour devenir le premier ministre le plus dépensier de l'histoire du Canada et ne s'écarte-t-il pas du chemin afin que les conservateurs puissent réparer tous les pots cassés?

L'hon. Wayne Long (secrétaire d'État (Agence du revenu du Canada et Institutions financières), Lib.): Monsieur le Président, l'été dernier, nous avons parcouru le pays d'un océan à l'autre, et le message des Canadiens a été on ne peut plus clair. Ils veulent que nous dépensions moins et que nous investissions davantage dans des projets nationaux, que nous investissions davantage dans l'édification de notre pays, que nous éliminions les obstacles au commerce interprovincial et que nous travaillions ensemble.

Nous avons un plan pour bâtir l'économie la plus forte des pays du G7. C'est exactement ce que nous allons faire. Je demande aux conservateurs de cesser leurs discours creux et de se joindre à nous.

Leslyn Lewis (Haldimand—Norfolk, PCC): Monsieur le Président, qu'est-ce que les 10 ans de règne libéral ont apporté aux Canadiens? Une hausse fulgurante du prix des aliments, de l'insécurité alimentaire et 4 millions de visites dans les banques alimentaires à

Questions orales

Toronto seulement l'an dernier. Le quart des ménages canadiens n'ont pas les moyens de se nourrir. C'est 40 % de plus que l'année précédente.

Quand le premier ministre arrêtera-t-il de faire obstruction au Parlement et présentera-t-il un budget qui fera baisser le prix des aliments?

L'hon. Patty Hajdu (ministre de l'Emploi et des Familles et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, Lib.): Monsieur le Président, lorsque les Canadiens traversent une période difficile, ils veulent un gouvernement qui investit pour eux. Aujourd'hui, les Syndicats des métiers de la construction du Canada sont à Ottawa pour célébrer les investissements dans de grands projets qui créeront d'excellents emplois pour les gens de métier partout au pays, et le gouvernement est déterminé à réduire le fardeau fiscal de 22 millions de Canadiens.

Nous veillons à ce que les Canadiens aient ce dont ils ont besoin. Les Canadiens ont fait le bon choix en choisissant ce gouvernement.

Leslyn Lewis (Haldimand—Norfolk, PCC): Monsieur le Président, les Canadiens veulent un gouvernement qui s'attaquera à la crise de l'abordabilité. Cette crise a éclaté sous la gouverne des libéraux. Le premier ministre a promis aux Canadiens qu'ils pourraient le juger selon les prix à l'épicerie. Eh bien, les chiffres sont là. Le prix des pommes a augmenté de 14 %, celui des pommes de terre, de 16 % et celui des conserves, de 26 %.

Quand le premier ministre cessera-t-il de faire obstruction au Parlement et présentera-t-il un budget qui rendra à nouveau les denrées alimentaires abordables au Canada?

L'hon. Patty Hajdu (ministre de l'Emploi et des Familles et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, Lib.): Monsieur le Président, les Canadiens sont intelligents et ils savaient qu'ils devaient éviter de voter pour l'opposition, les conservateurs qui menaçaient tout ce qui rendait leur vie plus abordable et qui votaient systématiquement contre les mesures à cet égard. Qu'il s'agisse du programme d'alimentation en milieu scolaire, du régime dentaire canadien, des investissements dans les services aux aînés, de l'augmentation des aides aux aînés ou des investissements dans les infrastructures, les conservateurs ont voté contre ces mesures à maintes reprises. Les Canadiens ont vu de leurs propres yeux qu'ils ne pouvaient pas compter sur les conservateurs pour les protéger.

* * *

LE LOGEMENT

Scott Aitchison (Parry Sound—Muskoka, PCC): Monsieur le Président, après 10 ans de gouvernement libéral, les experts nous préviennent maintenant que le secteur du logement pourrait perdre jusqu'à 100 000 emplois d'ici 2027. Les constructeurs licencient leur personnel qualifié, alors que le premier ministre avait promis de doubler la construction de logements. Les mises en chantier sont au point mort dans la région du Grand Toronto et dans la vallée du bas Fraser, où la crise du logement est la plus grave. À Ajax, les mises en chantier ont chuté de 100 %.

Questions orales

Les constructeurs font l'éloge de notre plan plein de bon sens visant à éliminer la TPS sur toutes les maisons de moins de 1,3 million de dollars, soutenant qu'il relancera la construction résidentielle. Pourquoi le premier ministre ne veut-il pas que les constructeurs bâtissent des logements?

• (1435)

L'hon. Gregor Robertson (ministre du Logement et de l'Infrastructure et ministre responsable de Développement économique Canada pour le Pacifique, Lib.): Monsieur le Président, je répondrai au député d'en face que c'est exactement pourquoi le gouvernement s'est engagé à mettre en place le programme de logement abordable le plus dynamique de notre histoire. Nous devons nous concentrer sur l'abordabilité.

Les Canadiens se sont prononcés. Ils ont élu le gouvernement actuel pour qu'il rende leur vie plus abordable en allégeant leur fardeau fiscal et en mettant l'accent sur le logement abordable. D'emblée, Maisons Canada cherche à construire 4 000 logements dans 6 villes canadiennes, à investir 1 milliard de dollars dans les logements supervisés et à bâtir 700 logements au Nunavut. Nous devons passer à la vitesse supérieure et, pour y arriver, nous avons besoin de l'appui des conservateurs.

* * *

[Français]

L'ÉCONOMIE

Gabriel Hardy (Montmorency—Charlevoix, PCC): Monsieur le Président, après 10 ans de décisions du gouvernement libéral, l'inflation alimentaire est bien réelle. Selon Banques alimentaires Canada, 25 % des ménages disent avoir de la misère à se nourrir. On apprenait ce matin dans le journal qu'une aînée, qui a travaillé toute sa vie, se prive de manger pour se loger. J'ai parcouru Montmorency—Charlevoix tout l'été à la rencontre des citoyens et des citoyennes pour voir leurs préoccupations; du bon monde qui travaille fort et qui a de la misère à y arriver.

Quand est-ce que le premier ministre va arrêter d'obstruer le Parlement et déposer un budget qui démontre la baisse du coût alimentaire?

L'hon. Steven MacKinnon (ministre des Transports et leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, le député d'en face sait très bien que le budget s'en vient. Attention à lui, car nous allons demander son appui à ce budget.

Les Canadiens nous ont envoyés ici pour établir un plan pour construire le Canada, pour offrir plus de possibilités d'emploi à nos jeunes, pour utiliser de l'acier, de l'aluminium et le savoir-faire des Canadiens. C'est ce que nous allons faire et nous allons interpeller le député. Attention: nous arrivons et nous voulons son vote.

Gabriel Hardy (Montmorency—Charlevoix, PCC): Monsieur le Président, après 10 ans de ce même gouvernement libéral, les demandes d'aide alimentaire explosent. Dans Montmorency—Charlevoix, comme partout au pays, les banques alimentaires font face à une hausse sans précédent. Chez nous, dans nos régions, on parle de 30 % de hausse en un an seulement. Banques alimentaires Canada a donné la note D au Canada en matière d'insécurité alimentaire.

Le premier ministre nous a dit de le juger par le coût de l'épicerie. Eh bien, quelle note va-t-il se donner? Est-ce que ce sera « E » comme dans « épicerie » ou « E » comme dans « échec »?

L'hon. Steven MacKinnon (ministre des Transports et leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, ce député est peut-être nouveau à la Chambre. Il n'a pas encore eu la chance de rencontrer le whip de son parti. Que va lui dire le whip de son parti? Il lui dira de voter contre tout appui pour les Canadiens, de voter contre l'aide alimentaire dans les écoles, de voter contre les garderies, de voter contre les prestations pour enfants, de voter contre les appuis pour les aînés, de voter contre les lois qui protègent les travailleurs au Canada, de voter contre tout ça, contre son gré. Malgré tout, ce député va l'apprendre à la dure.

* * *

L'IMMIGRATION, LES RÉFUGIÉS ET LA CITOYENNETÉ

Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, voici une révélation-choc de Radio-Canada: des membres du crime organisé entrent au Canada avec des permis d'étudiants afin de s'enrichir dans la fraude, le vol de voiture, l'usurpation d'identité, et j'en passe.

Encore une fois, au lieu de prendre ses responsabilités, le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration joue à l'autruche. Dans sa réponse au reportage, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, ou IRCC, blâme les universités alors que c'est la responsabilité exclusive du fédéral de filtrer l'identité de ceux qui entrent au Canada, y compris les étudiants étrangers.

Le responsable, c'est le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration. Quand est-ce qu'il va se mettre au travail contre le crime organisé au lieu de blâmer les universités?

L'hon. Lena Metlege Diab (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.): Monsieur le Président, les Canadiens nous ont donné le mandat de rétablir les programmes des étudiants internationaux à des niveaux viables, et nous le faisons. Presque 100 000 étudiants de moins sont arrivés en 2025, et les derniers chiffres indiquent une baisse de 144 000 titulaires de permis d'étude. Nous voulons attirer les meilleurs talents tout en protégeant les étudiants étrangers.

Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, visiblement, madame la ministre n'a pas écouté le reportage. Ce n'est pas un problème universitaire, c'est un problème de crime organisé international. Des bandits utilisent le laxisme d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada pour faire des centaines de millions de dollars.

Les services frontaliers savent que cet argent sert à renforcer une organisation criminelle en Côte d'Ivoire, et même au financement d'activités terroristes. Pendant que l'Europe sévit contre ce réseau, qu'elle appelle la mafia africaine, Ottawa traite ça comme un problème d'étudiants qui sèchent leurs cours. On comprend pourquoi le Canada est une cible de choix.

Est-ce qu'Ottawa va finir par prendre ses responsabilités?

L'hon. Lena Metlege Diab (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.): Monsieur le Président, nous venons de faire campagne sur le renforcement de nos frontières. Avec une fraude plus sophistiquée, nous avons besoin d'outils efficaces pour maintenir une approche de gestion de la migration.

Questions orales

Le projet de loi C-2 est à l'étude à la Chambre. Il vise à assurer l'équité de notre système d'immigration et à améliorer le traitement des demandes de visa et des demandes d'asile. Nous voulons protéger l'intégrité de notre système, et j'invite tous les parlementaires à nous appuyer.

• (1440)

[Traduction]

L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC): Monsieur le Président, depuis que la ministre a été nommée, beaucoup d'autres personnes ont été victimes d'abus et de fraude de la part de consultants canadiens en immigration qui viennent ainsi alimenter le chaos dans le système d'immigration du Canada, et la ministre les laisse faire. Au lieu de suivre les conseils donnés depuis des années par les experts, c'est-à-dire de faire en sorte que les consultants en immigration rendent compte à des avocats, la ministre a dit cet été que c'était correct, et elle a cautionné un système qui, de toute évidence, ne fonctionne pas.

Le premier ministre a choisi une ministre incompétente pour l'un des dossiers les plus importants du gouvernement. Pourquoi?

L'hon. Lena Metlege Diab (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à remercier le premier ministre de m'avoir nommée ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté. Je suis très fière de ce que j'ai accompli depuis l'époque où j'étais ministre de l'Immigration de la Nouvelle-Écosse.

Il est absolument essentiel de protéger les nouveaux arrivants potentiels contre ceux qui tentent de profiter d'eux. C'est pourquoi nous avons créé le Collège des consultants en immigration et en citoyenneté, pour régir les consultants et protéger le public. C'est quelque chose que nous prenons très au sérieux, et nous veillerons à ce que cela soit fait.

L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC): Monsieur le Président, la ministre a parlé de son bilan en tant que ministre de l'Immigration au sein d'un gouvernement provincial. Eh bien, pendant que la ministre occupait ce poste, une vérificatrice de la Nouvelle-Écosse a relevé les problèmes suivants: « Aucun processus n'est en place pour cerner les besoins du marché du travail provincial et déterminer si ces besoins sont comblés par le programme de candidats de la Nouvelle-Écosse » et « Des huit recommandations formulées à l'issue d'une évaluation des risques de fraude menée en 2020, aucune n'a été appliquée. »

Je répète donc ma question: pourquoi le premier ministre a-t-il nommé une ministre incompétente à ce poste?

L'hon. Lena Metlege Diab (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.): Monsieur le Président, je souhaite une fois de plus remercier le premier ministre. Je remercie également les électeurs d'Halifax-Ouest de m'avoir élue au Parlement. Je compte bien mettre pleinement à profit mon expérience, mon expertise ainsi que mon amour du Canada et mon amour des Canadiens pour accomplir le meilleur travail possible. Nous ne lâcherons pas.

Mon bilan en tant que ministre provinciale de l'Immigration de 2013 à 2021 parle de lui-même, alors j'invite les parlementaires à s'y intéresser.

Vincent Ho (Richmond Hill-Sud, PCC): Monsieur le Président, après 10 années de gouvernement libéral, c'est le chaos dans le système d'immigration canadien. Pendant l'été, le nombre de demandeurs d'asile ayant traversé la frontière illégalement a connu un

bond fulgurant de 277 %. La plupart des demandes ne seront absolument pas fondées. La situation crée une pression immense sur le logement, le système de santé et les dépenses liées aux prestations partout au Canada, mais surtout au Québec. Qu'est-ce que la ministre de l'Immigration a fait? Elle n'a absolument rien fait. Elle a profité de ses vacances pendant que la frontière canadienne était grande ouverte.

Le premier ministre avait promis du changement, mais au lieu de corriger la situation, il l'a laissée devenir incontrôlable, et ce sont les Canadiens qui en paient le prix. Pourquoi le premier ministre a-t-il nommé une ministre aussi incompétente à un poste aussi important, alors qu'elle ne fait qu'empirer la crise chaque jour?

L'hon. Lena Metlege Diab (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.): Monsieur le Président, je ne remercie pas le député de sa question, mais je vais y répondre. J'ai passé tout l'été — 10 ou 11 semaines — à travailler 7 jours sur 7 sans prendre un seul jour de vacances.

Maintenant, le gouvernement veut s'assurer que le système d'immigration canadien devienne viable et que les frontières soient défendues. C'est pour cette raison que le projet de loi C-2 est à l'étude au Parlement, et il nous serait utile à cet égard. J'exhorte tous les parlementaires à se rallier à nous et à appuyer ce projet de loi.

Sandra Cobena (Newmarket—Aurora, PCC): Monsieur le Président, après 10 ans de gouvernement libéral, le système d'immigration canadien est dysfonctionnel. Le premier ministre a promis qu'il serait différent, mais rien n'a changé. La seule manière d'empêcher les personnes qui traversent illégalement la frontière d'abuser de notre système d'asile est de mettre fin aux incitatifs qui en font un moyen détourné de migration économique. Pourtant, la ministre de l'Immigration n'a littéralement rien fait durant l'été.

Par conséquent, je pose de nouveau la question: pourquoi le premier ministre a-t-il nommé une ministre complètement dépassée par la situation, et qui ne fait qu'aggraver les choses, alors qu'il s'agit de l'un des dossiers les plus importants du gouvernement?

L'hon. Steven MacKinnon (ministre des Transports et leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je suis un peu perplexe et préoccupé par le ton employé par la députée d'en face. Nous ne traitons pas les députés et les ministres de cette façon à la Chambre. La ministre fait un travail exceptionnel, et elle a présenté au Parlement un projet de loi auquel ce parti doit répondre pour assainir notre système d'immigration.

Tant qu'à y être, les conservateurs pourraient peut-être expliquer pourquoi, au sein de la circonscription de Cloverdale-Langley City, ils forcent des étudiants temporaires à faire campagne pour eux dans le cadre d'élections partielles. Voilà les questions auxquelles le chef de l'opposition incompétent et son parti doivent répondre.

• (1445)

Sukhman Gill (Abbotsford—Langley-Sud, PCC): Monsieur le Président, la ministre dit avoir travaillé tout l'été, et pourtant le système n'a fait qu'empirer. Le premier ministre a promis de diriger autrement, mais le nombre de personnes qui traversent illégalement la frontière pour entrer au Canada et abuser du système d'accueil des réfugiés a monté en flèche pendant tout l'été, et la ministre n'a rien fait pour freiner cette dérive.

Elle n'a pas renforcé l'Entente sur les tiers pays sûrs. Elle n'a pas revu les avantages dont bénéficient ceux qui entrent dans notre pays et qui les incitent à y venir. Elle a laissé la situation empirer depuis qu'elle a remplacé sa prédécesseure et est entrée en fonction.

Questions orales

Le premier ministre a choisi d'être incompétent et il a choisi un ministre incompétente pour faire partie du Cabinet. Pourquoi?

L'hon. Gary Anandasangaree (ministre de la Sécurité publique, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement ne ménage aucun effort pour sécuriser nos frontières. Ce matin, j'ai eu l'occasion de rencontrer la présidente de l'Agence des services frontaliers du Canada, qui m'a informé que le nombre de passages frontaliers avait diminué de 60 %. Nous renforcerons nos frontières et nous consacrerons davantage de ressources aux contrôles de sécurité ainsi qu'au repérage et au renvoi rapides des personnes interdites de territoire. Nous embaucherons 1 000 agents supplémentaires pour la GRC et l'Agence des services frontaliers du Canada.

La Chambre est actuellement saisie du projet de loi C-2. Si les députés d'en face prennent vraiment au sérieux la question des passages frontaliers et de l'immigration, alors ils se doivent d'adopter le projet de loi au plus vite.

L'EMPLOI

John-Paul Danko (Hamilton-Ouest—Ancaster—Dundas, Lib.): Monsieur le Président, Hamilton est fière d'être la ville de l'acier au Canada et d'appuyer depuis longtemps les syndicats et les métiers spécialisés. L'industrie, le logement et les infrastructures de notre pays, à savoir les fondements de notre économie, ont toujours été bâtis par les travailleurs des métiers de la construction.

Le secrétaire d'État au Travail pourrait-il informer la Chambre de ce que fait le gouvernement pour aider les apprentis et les travailleurs à obtenir la formation dont ils ont besoin pour littéralement bâtir l'avenir du Canada?

L'hon. John Zerucelli (secrétaire d'État (Travail), Lib.): Monsieur le Président, voilà enfin une bonne question. J'ai rencontré des travailleurs de Surrey à St. John's, y compris les syndicats des métiers de la construction du Canada qui sont en ville cette semaine, et ils disent tous la même chose: il est temps de bâtir. C'est exactement ce que nous faisons.

Qu'il s'agisse de grands projets d'intérêt national ou de la construction de maisons au Canada, nous réalisons de grands projets de construction avec de l'acier et du bois d'œuvre canadiens et avec des travailleurs syndiqués canadiens. Nous créons des milliers d'emplois et de possibilités d'apprentissage grâce au Programme pour la formation et l'innovation en milieu syndical. Nous investissons dans la formation de la prochaine génération. Pendant que les conservateurs dénigrent le Canada, nous le bâtissons avec les travailleurs canadiens.

LES ARMES À FEU

Frank Caputo (Kamloops—Thompson—Nicola, PCC): Monsieur le Président, le ministre de la Sécurité publique a dit la vérité. C'est vrai. Il a dit que le programme de confiscation des armes à feu est un immense gâchis. En fait, voyons ce qu'il a dit: « [Le premier ministre] m'a donné le mandat de mener à bien ce projet [...] et de ne pas y revenir. » On dirait que le ministre ne croit même pas en ce projet.

Si le ministre de la Sécurité publique ne croit pas en ce programme, pourquoi dépensons-nous 742 millions de dollars de fonds publics pour le maintenir?

L'hon. Gary Anandasangaree (ministre de la Sécurité publique, Lib.): Monsieur le Président, j'ai répondu à cette question à plusieurs reprises, mais je vais maintenant y répondre de façon très personnelle. Au cours des quatre derniers mois, en tant que ministre de la Sécurité publique, j'ai reçu beaucoup de messages vitrioliques de la part du lobby des armes à feu. Si on consulte mes comptes de médias sociaux, on constate que le lobby des armes à feu y a publié des centaines, voire des milliers de commentaires haineux. Le parti d'en face est en train d'en rajouter.

Nous avons un plan sérieux pour faire disparaître les armes à feu de nos rues. Voilà pourquoi nous mettons en œuvre ce programme. J'invite le parti d'en face à se joindre à nous pour assurer la sécurité de nos rues.

Frank Caputo (Kamloops—Thompson—Nicola, PCC): Monsieur le Président, c'est toujours la faute de quelqu'un d'autre. Ce que le ministre omet de mentionner, c'est qu'en votant pour le projet de loi C-5, il a voté pour que les auteurs de fusillades au volant et de vols à main armée puissent purger leur peine à domicile.

Personne ne veut participer à ce programme. Postes Canada ne veut pas y participer. Les forces de l'ordre locales ne veulent pas y participer. La Police provinciale de l'Ontario ne veut pas participer à ce gâchis de 742 millions de dollars. Le ministre nous a dit que tout ce qu'il a à faire, c'est de le mener à terme.

Pourquoi les libéraux tiennent-ils encore à ce que ce programme aille de l'avant alors que tout ce que le ministre veut, c'est d'y mettre fin?

● (1450)

L'hon. Ruby Sahota (secrétaire d'État (Lutte contre la criminalité), Lib.): Monsieur le Président, les conservateurs veulent constamment faire de la politique à l'américaine, qu'il s'agisse de la règle du « retrait sur trois prises » ou des fusils d'assaut dans nos rues, que les conservateurs rendraient à nouveau légaux. Ces politiques ont échoué aux États-Unis, et elles échoueraient ici aussi. Ils devraient proposer des changements exhaustifs et significatifs, comme ceux que nous allons apporter grâce aux réformes de la mise en liberté sous caution et de la détermination de la peine.

Arpan Khanna (Oxford, PCC): Monsieur le Président, la manœuvre libérale visant à confisquer les armes à feu cible injustement les Canadiens respectueux de la loi et laisse les criminels s'en tirer à bon compte. Cette manœuvre ratée a été rejetée par la police, par les provinces, par Postes Canada et maintenant, c'est leur propre ministre de la Sécurité publique qui la rejette. Dans un enregistrement audio qui a fuité, il dit que le premier ministre a fait pression sur lui. Il admet que ce plan ne fonctionnera pas et il a même promis de payer la caution de son locataire si celui-ci devait être arrêté. Je n'invente rien. Ce que les libéraux disent en public est totalement à l'opposé de ce qu'ils disent en privé.

Si le ministre lui-même ne soutient pas son propre plan, pourquoi les Canadiens devraient-ils payer les 700 millions de dollars que coûtera cette arnaque?

Questions orales

L'hon. Ruby Sahota (secrétaire d'État (Lutte contre la criminalité), Lib.): Monsieur le Président, nous agissons de manière responsable pour veiller à ce que la possession d'armes à feu au Canada soit sécuritaire. Il n'y a aucune raison d'avoir des armes à feu d'assaut dans nos rues ou dans nos maisons. Nous allons agir de manière responsable. Nous allons nous assurer de ne pas nous retrouver avec une crise des armes à feu comme celle qui sévit aux États-Unis, juste au sud de notre pays. Si les conservateurs avaient leur mot à dire, ils rendraient les armes à feu gratuites et légales pour tout le monde.

Roman Baber (York-Centre, PCC): Monsieur le Président, les conservateurs disent depuis le début que le programme de rachat d'armes à feu est une très mauvaise idée. Les propriétaires d'armes à feu respectueux des lois ne commettent pas de crimes avec des armes achetées légalement. Ce sont des criminels qui commettent des crimes avec des armes à feu et ce sont des criminels armés qui sèment la terreur dans nos rues à cause de l'échec des libéraux en matière de loi et d'ordre. Nous savons que la Police provinciale de l'Ontario, Postes Canada et les services de police locaux ne participeront pas au programme. Nous apprenons désormais que le ministre de la Sécurité publique ne veut pas y prendre part non plus.

Pourquoi le ministre met-il en œuvre un programme auquel il ne veut pas participer?

L'hon. Ruby Sahota (secrétaire d'État (Lutte contre la criminalité), Lib.): Monsieur le Président, les conservateurs doivent sérieusement s'attaquer au problème de la criminalité et des armes à feu dans notre pays et trouver des solutions. Lorsqu'ils étaient au pouvoir, les conservateurs ont réduit le financement affecté à la GRC et à la sécurité aux frontières, et ils sont prêts à revenir en arrière et à légaliser les armes à feu de style arme d'assaut au Canada.

S'ils se soucient tant de la sécurité du pays, leur chef devrait peut-être obtenir une habilitation de sécurité.

Michael Guglielmin (Vaughan—Woodbridge, PCC): Monsieur le Président, l'enregistrement audio du ministre de la Sécurité publique ayant fait l'objet d'une fuite révèle la vérité: même lui ne croit pas que le programme libéral de confiscation des armes à feu fonctionne. Il a supplié un citoyen respectueux des lois de ne pas lui demander de lui expliquer la logique. Il sait que ce programme est inacceptable et il admet que le premier ministre le force à faire adopter cette politique ratée, en sachant très bien qu'elle ne corrigera pas leur bilan laxiste en matière de criminalité.

Pourquoi le ministre persiste-t-il à aller de l'avant avec ce fiasco de 742 millions de dollars qui, de son propre aveu, est un échec?

[Français]

L'hon. Nathalie Provost (secrétaire d'État (Nature), Lib.): Monsieur le Président, il y a 35 ans, j'ai été abattue par un *legal gun owner*, qui a tiré quatre balles sur moi.

Depuis 35 ans, ce que les Canadiens veulent, c'est que les armes de style d'assaut sortent de nos rues et on va y arriver cette année.

* * *

L'IMMIGRATION, LES RÉFUGIÉS ET LA CITOYENNETÉ

Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Monsieur le Président, les politiques libérales pour l'obtention de visas étudiants sèment le chaos au Canada, et particulièrement au Québec. Ces politiques permettent aux réseaux mafieux africains de s'infiltrer et d'exploiter les Québécois les plus vulnérables.

Radio-Canada nous informe, par exemple, de l'arnaque sophistiquée de Mamadou Berthe, un Ivoirien qui a escroqué deux retraités québécois pour plus de 500 000 \$, et potentiellement 1 million de dollars auprès de 20 victimes.

Est-ce que le premier ministre peut nous dire ce qu'il fait pour combattre ce fléau des faux étudiants criminels?

L'hon. Lena Metlege Diab (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.): Monsieur le Président, les Canadiens nous ont donné le mandat de rétablir les programmes des étudiants internationaux à des niveaux viables et nous le faisons.

Presque 100 000 nouveaux étudiants de moins sont arrivés en 2025. Nous avons aussi le projet de loi C-2 devant nous pour réduire le nombre de demandes et prévenir les augmentations soudaines de demandes. Nous sommes ici pour renforcer nos frontières et aussi les rendre plus résilientes.

J'invite tous les parlementaires à nous appuyer.

• (1455)

Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Monsieur le Président, je pense que la ministre n'a carrément pas compris le problème. Il faudrait qu'elle comprenne que, parmi les visas donnés à des étudiants, il y en a actuellement 200 qui ont été donnés à des Africains qui font partie de la mafia africaine et qui sont sur le territoire du Québec. Ils commettent des crimes de prostitution juvénile, des arnaques, des vols d'automobiles, etc. C'est un réseau international qui est maintenant rendu au Canada à cause des politiques laxistes des libéraux en matière d'immigration.

Est-ce que la ministre peut confirmer que le gouvernement va régler ce problème de faux visas étudiants?

[Traduction]

L'hon. Lena Metlege Diab (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.): Monsieur le Président, quiconque commet un crime au Canada, quel que soit son statut, en subira les conséquences.

[Français]

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada travaille avec l'Agence des services frontaliers du Canada et tous nos partenaires afin de s'assurer de ce qui suit.

[Traduction]

S'il faut expulser quelqu'un, nous le ferons. C'est le mandat de l'Agence des services frontaliers du Canada. Encore une fois, nous collaborons avec d'autres ministères pour assurer la protection des Canadiens et veiller à ce que les cas de fraude soient limités.

* * *

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Shuvaloy Majumdar (Calgary Heritage, PCC): Monsieur le Président, j'ai une question administrative pour le premier ministre.

Je suis allé consulter le site Web du ministère des Affaires étrangères pour voir à quoi pourrait ressembler ce nouvel État qu'il a annoncé. Il n'y a pas de carte. Pouvons-nous espérer que le premier ministre et la ministre des Affaires étrangères publient une carte des frontières de ce soi-disant État? Pourraient-ils identifier sa capitale?

Questions orales

L'hon. Robert Oliphant (secrétaire parlementaire de la ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, je respecte la question. Cependant, à ce stade, je me contenterai de dire qu'il n'y a pas de solution militaire au conflit actuel. Il n'y a qu'une solution politique. Ainsi, dans la lignée de Lester Pearson, les députés ministériels continueront à œuvrer en faveur de solutions pacifiques afin de garantir à Israël et aux Palestiniens des frontières sûres pour chacun d'entre eux, de façon à ce qu'ils puissent cohabiter en paix. C'est ce à quoi se consacreront les députés de ce côté-ci de la Chambre.

Shuvaloy Majumdar (Calgary Heritage, PCC): Monsieur le Président, l'Autorité palestinienne gère un programme qui perpétue une haine génocidaire générationnelle avec un penchant pour les terroristes qui tuent des Juifs. L'Autorité palestinienne, l'Organisation de libération de la Palestine et le Fatah intègrent tous le terrorisme à leurs institutions. L'Organisation de libération de la Palestine a fondé les Brigades des martyrs d'Al-Aqsa, une entité inscrite sur la liste des entités terroristes, responsable des attaques du 7 octobre.

Si la reconnaissance d'un État doit vraiment signifier quelque chose, le premier ministre désignera-t-il cet État comme un État qui soutient le terrorisme?

L'hon. Robert Oliphant (secrétaire parlementaire de la ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, je tiens également à dire que le Canada soutient Israël et son droit de défendre son peuple tous les jours. Je tiens aussi à préciser que le Hamas est un groupe terroriste. Il doit libérer immédiatement les otages détenus cruellement depuis deux ans et il doit abandonner les armes. Il ne jouera aucun rôle dans la future gouvernance d'un État palestinien.

Nous continuerons de défendre l'État d'Israël et le peuple palestinien de manière à ce qu'il y ait deux États qui jouissent de la même justice et des mêmes droits à la prospérité.

[Français]

LES FEMMES ET L'ÉGALITÉ DES GENRES

Tatiana Auguste (Terrebonne, Lib.): Monsieur le Président, aujourd'hui débute la Semaine de l'égalité des sexes, une période destinée à reconnaître le progrès accompli et à rester ferme dans notre engagement à faire avancer l'égalité des sexes pour tous les Canadiens. Il est indéniable que, pour bâtir l'économie la plus forte du G7, nous avons besoin de la participation totale et active des femmes.

La ministre des Femmes et de l'Égalité des genres peut-elle nous informer des mesures prises par le gouvernement pour faire avancer l'égalité des genres?

L'hon. Rechie Valdez (ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et secrétaire d'État (Petites Entreprises et Tourisme), Lib.): Monsieur le Président, nous ne pouvons pas bâtir l'économie la plus forte du G7 sans la participation totale des femmes. Grâce à la Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat, nous avons aidé plus de 400 000 femmes au Canada. Avec le Plan d'action national pour mettre fin à la violence fondée sur le sexe, nous agissons pour mettre fin à la violence contre les femmes.

Cette semaine, nous reconnaissons les progrès accomplis et nous renouvelons notre engagement à l'égard de l'égalité des genres.

[Traduction]

LES RESSOURCES NATURELLES

Dane Lloyd (Parkland, PCC): Monsieur le Président, au cours des quatre derniers mois, 54 milliards de dollars d'investissements ont quitté le Canada, ce qui s'ajoute au montant de près d'un demi-billion de dollars qui a été perdu durant 10 ans de règne libéral. Le premier ministre avait promis de faire preuve de force, mais il n'a montré que de la faiblesse. Son plafond de production pétrolière et gazière freine la prospérité canadienne. Les conservateurs demandent aujourd'hui qu'on y mette fin.

Les libéraux continueront-ils à étouffer le secteur énergétique, ou voteront-ils avec les conservateurs pour supprimer le plafond?

● (1500)

L'hon. Tim Hodgson (ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, les Canadiens ont voté pour que nous renforçons l'économie en développant les secteurs de l'énergie et des ressources naturelles tout en luttant contre les changements climatiques. Nous soutiendrons l'innovation, augmenterons notre compétitivité et attirerons des milliards de dollars d'investissements pour atteindre la carboneutralité.

Je me permets de vous faire part d'une déclaration faite ce week-end par la première ministre de l'Alberta: « Je suis plus optimiste que jamais quant au fait que les préoccupations des Albertains sont [...] ENTENDUES ». Peut-être que le député d'en face pourrait renoncer à semer la division et travailler avec nous pour bâtir un Canada fort.

Burton Bailey (Red Deer, PCC): Monsieur le Président, après 10 ans de politiques libérales visant à anéantir notre industrie énergétique, notre économie s'est contractée et le chômage a augmenté. Le premier ministre a promis de faire les choses autrement, mais c'est du pareil au même.

L'industrie énergétique de l'Alberta alimente et enrichit notre pays depuis des décennies, mais si on maintient le plafond de production, il n'y aura pas de pipelines et le Canada restera à la merci des États-Unis et d'autres intérêts étrangers.

Les libéraux voteront-ils en faveur de la motion des conservateurs visant à éliminer le plafond libéral sur l'énergie qui nuit à l'emploi, ou continueront-ils de faire obstruction aux projets d'intérêt national au Canada?

L'hon. Tim Hodgson (ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, nous nous concentrons sur les résultats qui améliorent notre compétitivité en matière de lutte contre les changements climatiques. Le gouvernement, l'Alberta et l'industrie conviennent que bâtir une industrie pétrolière et gazière responsable et compétitive fait partie de la grande entente.

Ayant passé ma carrière à conclure des ententes, je sais que ce ne sont pas les déclarations publiques qui font avancer les choses, mais j'aimerais citer au député ce que la première ministre de sa province a déclaré la fin de semaine dernière: « Je suis plus optimiste que jamais quant au fait que les préoccupations des Albertains sont ENTENDUES. »

Nous aimerions que le député se joigne à nous. Mettons fin à la division, unissons-nous et bâtissons un Canada fort.

Glen Motz (Medicine Hat—Cardston—Warner, PCC): Monsieur le Président, le plafonnement libéral des émissions du secteur pétrolier et gazier continuera de détruire des emplois dans le secteur de l'énergie et de faire grimper le coût de la vie pour les Canadiens. Le directeur parlementaire du budget estime que le plafonnement des émissions réduira le PIB canadien d'environ 20,5 milliards de dollars par an et éliminera 54 000 emplois supplémentaires d'ici 2032. Le premier ministre avait promis d'être différent, mais ces promesses n'ont pas été tenues.

Le premier ministre appuiera-t-il la motion conservatrice visant à éliminer le plafonnement des émissions du secteur pétrolier et gazier, ou continuera-t-il, avec les autres libéraux, à faire de l'obstruction?

L'hon. Tim Hodgson (ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, la grande transaction consiste à prendre des mesures transformatrices pour réduire radicalement nos émissions et donner au Canada de nouveaux atouts qui renforceront sa compétitivité. Cette approche pourrait créer des milliers d'emplois bien rémunérés et des carrières, en plus de mettre en place un écosystème de technologies propres de pointe qui exportera nos innovations dans le monde entier.

Comme je l'ai dit, la première ministre de l'Alberta a déclaré la fin de semaine dernière qu'elle était optimiste quant au fait que les préoccupations des Albertains sont entendues. J'invite le député d'en face à se joindre à nous pour bâtir un Canada fort.

* * *

LES AFFAIRES DU NORD

Philip Earle (Labrador, Lib.): Monsieur le Président, depuis trop longtemps, les communautés du Nord telles que celles de ma circonscription, Labrador, dépendent de l'électricité produite au moyen du diesel pour s'éclairer, et cette électricité coûte beaucoup trop cher.

La ministre pourrait-elle expliquer à la Chambre ce que fait le nouveau gouvernement pour remplacer le diesel par des sources d'électricité fiables et propres dans le Nord tout en aidant les collectivités à bâtir l'avenir durable qu'elles méritent?

L'hon. Rebecca Chartrand (Ministre des Affaires du Nord et de l'Arctique et ministre responsable de l'Agence canadienne de développement économique du Nord, Lib.): Monsieur le Président, notre nouveau gouvernement appuie les projets dirigés par des Autochtones pour effectuer la transition du diesel à une source d'électricité fiable et propre. Au Yukon, le projet d'éolienne et de batteries de la Première Nation de Kluane répond à environ la moitié des besoins en électricité de la collectivité et permet d'économiser plus de 300 000 litres de diesel par année. Au Nunavut, le projet d'éolienne de Sanikiluaq dirigé par des Inuits permettra de remplacer jusqu'à 70 % de la consommation locale de diesel.

Projet par projet, nous fournissons de l'électricité plus propre et plus abordable dans le Nord.

* * *

• (1505)

[Français]

LE LOGEMENT

Jason Groleau (Beauce, PCC): Monsieur le Président, je viens avec ma question de vendredi dernier, parce qu'évidemment, on ne m'a pas répondu.

Questions orales

Le gouvernement libéral annonce la construction de 4 000 nouveaux logements au coût de 13 milliards de dollars. Ça fait 3,2 millions de dollars par porte. Les murs sont-ils faits en or? Avec 3,2 millions de dollars, en Beauce, on construit 15 logements, pas un. Avec 13 milliards de dollars, en Beauce, on construit 60 000 logements, pas 4 000. Même dans les grandes villes canadiennes, avec 13 milliards de dollars, on construit 20 000 logements, pas 4 000. Les mathématiques ne fonctionnent pas.

Pourquoi est-ce qu'avec les libéraux, ça coûte toujours, toujours, toujours plus cher?

[Traduction]

L'hon. Gregor Robertson (ministre du Logement et de l'Infrastructure et ministre responsable de Développement économique Canada pour le Pacifique, Lib.): Monsieur le Président, je sais que c'est seulement la deuxième semaine de la reprise des travaux parlementaires, mais déjà, les conservateurs se trompent dans leurs calculs. Remettons les pendules à l'heure. L'organisme Maisons Canada aura 13 milliards de dollars à investir dans les logements abordables partout au pays. Nous avons de nombreux projets à démarrer, notamment 4 000 habitations réparties dans six villes au pays, 700 habitations au Nunavut, comme je l'ai mentionné plus tôt, et 1 milliard de dollars pour des logements de transition supervisés. Cela revient à environ 5 000 logements pour des personnes qui vivent dans l'itinérance ou qui risquent de devenir itinérants.

Nous verrons des dizaines de milliers de logements se faire construire au Canada. Nous espérons que les députés appuieront le budget pour concrétiser ces mesures.

* * *

LA RESPONSABILITÉ GOUVERNEMENTALE

Leah Gazan (Winnipeg-Centre, NPD): Monsieur le Président, cette fin de semaine, des milliers de personnes de partout au Canada se sont jointes à la manifestation « Fixons les limites » pour envoyer un message très clair au premier ministre: assez, c'est assez. Pourquoi? C'est parce que le premier ministre et le Cabinet font adopter à toute vapeur des mesures législatives et d'autres mesures qui violent les droits des travailleurs, des Autochtones et des migrants, tout en sapant l'égalité des genres, les libertés civiles, la justice pour les personnes handicapées et la protection de l'environnement.

Pourquoi le gouvernement libéral bafoue-t-il notre Constitution pour accélérer la réalisation de son programme?

L'hon. Patty Hajdu (ministre de l'Emploi et des Familles et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, Lib.): Monsieur le Président, je ne suis pas sûre de comprendre la question. Cependant, je peux dire que le gouvernement a été élu pour s'occuper de la population, pour être pragmatique, pour défendre le Canada, pour veiller à ce que les gens aient de bons emplois et pour s'assurer que les Canadiens peuvent compter sur leur gouvernement lorsque les choses sont difficiles. C'est exactement ce que nous faisons jour après jour. Nous cherchons à répondre aux besoins des Canadiens et à investir là où ils le souhaitent. Nous avons un plan ambitieux, et nous le mettons en œuvre.

*Travaux des subsides***ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT**

[Français]

TRAVAUX DES SUBSIDES**MOTION DE L'OPPOSITION — CRIMES VIOLENTS ET RÉCIDIVISTES**

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 18 septembre, de la motion.

Le Président: Comme il est 15 h 7, la Chambre passe maintenant au vote par appel nominal différé sur la motion du député de Brantford—Brant-Sud—Six Nations concernant les travaux des subsides.

Convoquez les députés.

● (1520)

(La motion, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:)

(Vote n° 35)

POUR

Députés

Aboultaif	Aitchison
Albas	Anderson
Anstey	Arnold
Au	Baber
Bailey	Baldinelli
Barlow	Barrett
Bélanger (Sudbury East—Manitoulin—Nickel Belt)	Berthold
Bexte	Bezan
Block	Bonk
Borrelli	Bragdon
Brassard	Brock
Calkins	Caputo
Chambers	Chong
Cobena	Cody
Cooper	Dalton
Dancho	Davidson
Davies (Niagara South)	Dawson
Deltell	d'Entremont
DeRidder	Diotte
Doherty	Dowdall
Duncan	Falk (Battlefords—Lloydminster—Meadow Lake)
Falk (Provencher)	Gallant
Généreux	Genuis
Gill (Calgary Skyview)	Gill (Brampton West)
Gill (Calgary McKnight)	Gill (Windsor West)
Gill (Abbotsford—South Langley)	Gladu
Godin	Goodridge
Gourde	Groleau
Guglielmin	Gunn
Hallan	Hardy
Ho	Hoback
Holman	Jackson
Jansen	Jivani
Kelly	Khanna
Kibble	Kirkland
Kmiec	Konanz
Kram	Kramp-Neuman
Kronis	Kuruc
Kusie	Lantsman
Lawrence	Lawton
Lefebvre	Leslie
Lewis (Essex)	Lewis (Haldimand—Norfolk)
Lloyd	Lobb
Ma	Mahal
Majumdar	Malette (Kapusking—Timmins—Mushkego-wuk)
	Martel
Mantle	McCauley
Mazier	McLean (Calgary Centre)
McKenzie	Menegakis
Melillo	Morin
Moore	

Morrison
Muys
Patzner
Poilievre
Reid
Reynolds
Roberts
Ross
Ruff
Schmale
Shipley
Steinley
Strahl
Stubbs
Tochor
Uppal
Vien
Vis
Warkentin
Williamson— 139

Motz
Nater
Paul-Hus
Redekopp
Rempel Garner
Richards
Rood
Rowe
Scheer
Seeback
Small
Stevenson
Strauss
Thomas
Tolmie
Van Popta
Viersen
Wagantall
Waugh

CONTRE

Députés

Acan	Al Soud
Ali	Alty
Anandasangaree	Auguste
Bains	Baker
Bardeesy	Barsalou-Duval
Battiste	Beaulieu
Beech	Belanger (Desnethé—Mississippi—Churchill River)
Bendayan	Bittle
Blair	Blanchet
Blanchette-Joncas	Blois
Bonin	Boulerice
Brière	Brunelle-Duceppe
Carr	Casey
Chagger	Champagne
Champoux	Chang
Chartrand	Chatel
Chen	Chenette
Chi	Church
Clark	Connors
Cormier	Coteau
Dabrusin	Dandurand
Danko	Davies (Vancouver Kingsway)
DeBellefeuille	Deschênes
Deschênes-Thériault	Desrochers
Dhaliwal	Dhillon
Diab	Duclos
Duguid	Dzerowicz
Earle	Ehsassi
El-Khoury	Erskine-Smith
Eyolfson	Fancy
Fanjoy	Fergus
Fisher	Fonseca
Fortier	Fortin
Fragiskatos	Fraser
Freeland	Fry
Fuhr	Gaheer
Gainey	Garon
Gasparro	Gaudreau
Gazan	Gerretsen
Gill (Côte-Nord—Kawawachikamach—Nitassinan)	Gould
Grant	Greaves

Ordres émanant du gouvernement

Le Président: La Chambre passe maintenant au vote par appel nominal différé sur la motion à l'étape de la deuxième lecture du projet de loi C-3.

● (1530)

[*Français*]

(La motion, mise aux voix, est adoptée par le vote suivant:)

(Vote n° 36)

POUR

Députés

Acan	Al Soud
Ali	Alty
Anandasangaree	Auguste
Bains	Baker
Bardeesy	Barsalou-Duval
Battiste	Beaulieu
Beech	Belanger (Desnethé—Mississippi—Churchill River)
Bendayan	Bittle
Blair	Blanchet
Blanchette-Joncas	Blois
Bonin	Boulerice
Brière	Brunelle-Duceppe
Carr	Casey
Chagger	Champagne
Champoux	Chang
Chartrand	Chatel
Chen	Chenette
Chi	Church
Clark	Connors
Cornier	Coteau
Dabrusin	Dandurand
Danko	Davies (Vancouver Kingsway)
DeBellefeuille	Deschênes
Deschênes-Thériault	Desrochers
Dhaliwal	Dhillon
Diab	Duclos
Duguid	Dzerowicz
Earle	Ehsassi
El-Khoury	Erskine-Smith
Eyolfson	Fancy
Fanjoy	Fergus
Fisher	Fonseca
Fortier	Fortin
Fragiskatos	Fraser
Freeland	Fry
Fuhr	Gaheer
Gainey	Garon
Gasparro	Gaudreau
Gazan	Gerretsen
Gill (Côte-Nord—Kawawachikamach—Nitassinan)	Gould
Grant	Greaves
Guay	Gull-Masty
Hajdu	Harrison
Hepfner	Hirtle
Hodgson	Hogan
Housefather	Hussen
Iacono	Idlout
Jaczek	Joly

Guay	Guilbeault
Gull-Masty	Hajdu
Harrison	Hepfner
Hirtle	Hodgson
Hogan	Housefather
Hussen	Iacono
Jaczek	Joly
Joseph	Kayabaga
Kelloway	Khalid
Klassen	Koutrakis
Kwan	Lalonde
Lambropoulos	Lamoureux
Lapointe (Rivière-des-Mille-Îles)	Lapointe (Sudbury)
Larouche	Lattanzio
Lauzon	Lavack
Lavoie	LeBlanc
Leitão	Lemire
Lightbound	Long
Louis (Kitchener—Conestoga)	MacDonald (Malpeque)
MacDonald (Cardigan)	MacKinnon (Gatineau)
Malette (Bay of Quinte)	Maloney
May	McKelvie
McKinnon (Coquitlam—Port Coquitlam)	McKnight
McLean (Esquimalt—Saanich—Sooke)	McPherson
Ménard	Mendès
Michel	Miedema
Miller	Mingarelli
Morrissey	Myles
Nathan	Nguyen
Noormohamed	Normandin
Ntumba	Oliphant
Olszewski	O'Rourke
Osborne	Perron
Petitpas Taylor	Plamondon
Powlowski	Provost
Ramsay	Rana
Robertson	Rochefort
Romanado	Royer
Sahota	Sarai
Sari	Savard-Tremblay
Sawatzky	Schiefke
Sgro	Sidhu (Brampton East)
Sidhu (Brampton South)	Simard
Sodhi	Solomon
Sousa	Ste-Marie
St-Pierre	Sudds
Tesser Derksen	Thériault
Thompson	Turnbull
Valdez	van Koeverden
Vandenbeld	Villeneuve
Watchorn	Weiler
Wilkinson	Yip
Zahid	Zerucelli
Zuberi— 189	

PAIRÉS

Députés

Allison	Anand
Epp	Hanley
Jeneroux	Lake
McGuinty	Naqvi
Sheehan	Zimmer — 10

Le Président: Je déclare la motion rejetée.

* * *

[*Traduction*]

LA LOI SUR LA CITOYENNETÉ

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 19 septembre, de la motion portant que le projet de loi C-3, Loi modifiant la Loi sur la citoyenneté, soit lu pour la deuxième fois et renvoyé à un comité.

Ordres émanant du gouvernement

Joseph
Kelloway
Klassen
Kwan
Lambropoulos
Lapointe (Rivière-des-Mille-Îles)
Larouche
Lauzon
Lavoie
Leitão
Lightbound
Louis (Kitchener—Conestoga)
MacDonald (Cardigan)
Malette (Bay of Quinte)
May
McKinnon (Coquitlam—Port Coquitlam)
McLean (Esquimalt—Saanich—Sooke)
Ménard
Michel
Miller
Morrissey
Nathan
Noomohamed
Ntumba
Olszewski
Osborne
Petitpas Taylor
Powlowski
Ramsay
Robertson
Romanado
Sahota
Sari
Sawatzky
Sgro
Sidhu (Brampton South)
Sodhi
Sousa
St-Pierre
Tesser Derksen
Thompson
Valdez
Vandenbeld
Watchorn
Wilkinson
Zahid
Zuberi— 189

Kayabaga
Khalid
Koutrakis
Lalonde
Lamoureux
Lapointe (Sudbury)
Lattanzio
Lavack
LeBlanc
Lemire
Long
MacDonald (Malpeque)
MacKinnon (Gatineau)
Maloney
McKelvie
McKnight
McPherson
Mendès
Miedema
Mingarelli
Myles
Nguyen
Normandin
Oliphant
O'Rourke
Perron
Plamondon
Provost
Rana
Rocheffort
Royer
Sarai
Savard-Tremblay
Schieffe
Sidhu (Brampton East)
Simard
Solomon
Ste-Marie
Sudds
Thériault
Turnbull
van Koeverden
Villeneuve
Weiler
Yip
Zerucelli

Goodridge
Groleau
Gunn
Hardy
Hoback
Jackson
Jivani
Khanna
Kirkland
Konanz
Kramp-Neuman
Kuruc
Lantsman
Lawton
Leslie
Lewis (Haldimand—Norfolk)
Lobb
Mahal
Malette (Kapusking—Timmins—Mushkego-wuk)
Martel
McCauley
McLean (Calgary Centre)
Menegakis
Morin
Motz
Nater
Paul-Hus
Redekopp
Rempel Garner
Richards
Rood
Rowe
Scheer
Seeback
Small
Stevenson
Strauss
Thomas
Tolmie
Van Popta
Viersen
Wagantall
Waugh
Gourde
Guglielmin
Hallan
Ho
Holman
Jansen
Kelly
Kibble
Kmiec
Kram
Kronis
Kusie
Lawrence
Lefebvre
Lewis (Essex)
Lloyd
Ma
Majumdar
Mantle
Mazier
McKenzie
Melillo
Moore
Morrison
Muys
Patzner
Poilievre
Reid
Reynolds
Roberts
Ross
Ruff
Schmale
Shipley
Steinley
Strahl
Stubbs
Tochor
Uppal
Vien
Vis
Warkentin
Williamson— 138

CONTRE

Députés

Abouttaif
Albas
Arnold
Baber
Baldinelli
Barrett
Berthold
Bezan
Bonk
Bragdon
Brock
Caputo
Chong
Cody
Dalton
Davidson
Dawson
d'Entremont
Diotte
Dowdall
Falk (Battlefords—Lloydminster—Meadow Lake)
Gallant
Genuis
Gill (Brampton West)
Gill (Windsor West)
Gladu
Aitchison
Anstey
Au
Bailey
Barlow
Bélanger (Sudbury East—Manitoulin—Nickel Belt)
Bexte
Block
Borrelli
Brassard
Calkins
Chambers
Cobena
Cooper
Dancho
Davies (Niagara South)
Deltell
DeRidder
Doherty
Duncan
Falk (Provencher)
Généreux
Gill (Calgary Skyview)
Gill (Calgary McKnight)
Gill (Abbotsford—South Langley)
Godin

PAIRÉS

Députés

Allison
Epp
Jeneroux
McGuinty
Sheehan
Anand
Hanley
Lake
Naqvi
Zimmer— 10

Le Président: Je déclare la motion adoptée.

[Traduction]

En conséquence, le projet de loi est renvoyé au Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration.

(Le projet de loi, lu pour la deuxième fois, est renvoyé à un comité.)

Je signale à la Chambre que la période consacrée aux ordres émanant du gouvernement sera prolongée de 24 minutes en raison de la déclaration ministérielle et des votes par appel nominal différés.

AFFAIRES COURANTES

• (1535)

[Traduction]

LES COMITÉS DE LA CHAMBRE

ACCÈS À L'INFORMATION, PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS
PERSONNELS ET ÉTHIQUE

John Brassard (Barrie-Sud—Innisfil, PCC): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, le troisième rapport du Comité permanent de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et de l'éthique, intitulé « Examen proposé de la Loi sur les conflits d'intérêts ».

RESSOURCES HUMAINES, DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES,
DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET CONDITION DES PERSONNES
HANDICAPÉES

Robert Morrissey (Egmont, Lib.): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, le premier rapport du Comité permanent des ressources humaines, du développement des compétences, du développement social et de la condition des personnes handicapées concernant la motion adoptée le jeudi 18 septembre, « L'emploi des jeunes au Canada ».

* * *

LOI SUR LA MÉDAILLE DE RECONNAISSANCE POUR LES DONNEURS VIVANTS

Ziad Aboultaif (Edmonton Manning, PCC) demande à présenter le projet de loi C-234, Loi prévoyant la création et l'attribution d'une médaille de reconnaissance pour les donneurs vivants.

Le Président: Avant de poursuivre, je tiens à mentionner que de nombreux projets de loi d'initiative parlementaire seront présentés au cours des prochaines minutes. Je rappelle donc aux députés d'être brefs. Le temps de parole est généralement d'une soixantaine de secondes.

Le député d'Edmonton Manning a la parole.

Ziad Aboultaif: Monsieur le Président, la mauvaise nouvelle, c'est qu'aujourd'hui, 4 700 Canadiens attendent une greffe d'organe qui leur sauvera la vie. La bonne nouvelle, c'est que la plupart des personnes inscrites sur la liste d'attente pourraient être sauvées par un donneur vivant. Un donneur vivant est une personne qui donne tout ou partie d'un organe pour sauver la vie d'un autre Canadien.

Je suis un donneur vivant. Le 8 décembre 2003, j'ai donné une partie de mon foie pour sauver la vie de mon fils Tyler, mais je ne suis pas le seul donneur vivant. Partout au Canada, des centaines de personnes sont en vie aujourd'hui parce que quelqu'un a donné, avec courage, générosité et altruisme, une partie de son corps à une autre personne pour lui sauver la vie. Ces donneurs se sont portés volontaires, ils ont pris des risques et ils ont fait le don de la vie. Pour moi et pour les personnes qu'ils ont sauvées, ce sont de véritables héros.

Les donneurs vivants ne sont pas payés et n'ont pas le droit de l'être, et c'est une bonne chose. Ils ont donné librement ce qu'ils pouvaient pour sauver la vie d'une autre personne. C'est un cadeau inestimable. Cependant, comme me l'a dit un jour un receveur d'une greffe: « Je ne crois pas qu'une carte de remerciement soit suffisante. J'aimerais que nous puissions les remercier comme il se doit. » C'est pourquoi je propose, par l'entremise de mon projet de loi d'initiative parlementaire, la création d'une médaille de reconnaissance pour les donneurs donneurs vivants.

Affaires courantes

Les donneurs vivants se portent volontaires pour donner une partie de leur corps à une autre personne afin de lui sauver la vie, et ce geste altruiste et désintéressé mérite toute notre reconnaissance. Nous reconnaissons la bravoure des citoyens...

Le Président: Le député peut-il conclure assez rapidement?

Ziad Aboultaif: Oui, monsieur le Président, j'aurai terminé dans une minute.

Nous soulignons la bravoure, l'altruisme et la compassion de certaines personnes envers leurs concitoyens. Nous devrions aussi le faire pour les donneurs vivants. La médaille serait un moyen de sensibiliser la population au don d'organes fait par des donneurs vivants et de susciter la discussion à ce sujet. Cela sauverait des vies. Le Canada serait le deuxième pays au monde à ajouter les donneurs vivants à son programme de distinctions honorifiques nationales...

Le Président: Nous devons passer au point suivant. Je sais qu'il s'agit d'un projet de loi très important, que le député présente avec beaucoup de sincérité, mais nous devons être brefs.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

* * *

• (1540)

LOI SUR LE RESPECT DÛ AUX FAMILLES DES PERSONNES ASSASSINÉES ET BRUTALISÉES

Jeff Kibble (Cowichan—Malahat—Langford, PCC) demande à présenter le projet de loi C-235, Loi modifiant le Code criminel (prolongation du délai préalable à la libération conditionnelle).

— Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter aujourd'hui mon projet de loi d'initiative parlementaire, Loi sur le respect dû aux familles des personnes assassinées et brutalisées. J'ai le plus grand respect pour mon collègue, le député de Selkirk—Interlake—Eastman, qui a présenté le projet de loi à l'origine. Je suis honoré qu'il soit ici aujourd'hui pour appuyer l'important projet de loi dont nous sommes saisis, qui porte sur les cas les plus odieux, où des criminels enlèvent, agressent sexuellement et assassinent leurs victimes. Pensons à Bernardo, à Pickton, à Rafferty et à McClintic, ou encore à Wellwood et Moffat. Le projet de loi ferait passer la période d'inadmissibilité à la libération conditionnelle de 25 à 40 ans pour ce genre de cas.

Le projet de loi est équitable. Le résultat resterait le même: il est peu probable que les délinquants soient un jour libérés. Le projet de loi est juste: les tribunaux et les juges conserveraient leurs pouvoirs discrétionnaires en fonction des circonstances.

Surtout, le projet de loi est empreint de compassion: il vise à éviter aux familles et aux proches des victimes de participer à des audiences de libération conditionnelle inutiles année après année. Les audiences nourrissent la nature dépravée des criminels qui décrivent en détail leurs crimes odieux afin de victimiser de nouveau ces personnes. Les familles des victimes sont déterminées à être présentes, à défendre leurs droits et à donner une voix à leurs proches qui ne peuvent plus parler pour eux-mêmes. Les familles revivent sans cesse l'expérience et le traumatisme de leurs proches.

Le projet de loi avait reçu un large soutien de la part des députés d'en face et devait être renvoyé au comité en 2021, mais des élections anticipées ont été déclenchées à ce moment-là.

Affaires courantes

Je compte sur le soutien renouvelé de l'ensemble de la Chambre afin d'empêcher la revictimisation des familles des personnes assassinées et brutalisées.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

* * *

LOI SUR LA LUTTE CONTRE LA VICTIMISATION CONTINUE DES FAMILLES DES VICTIMES D'HOMICIDE

Dane Lloyd (Parkland, PCC) demande à présenter le projet de loi C-236, Loi modifiant le Code criminel, la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition et la Loi sur les prisons et les maisons de correction.

— Monsieur le Président, je suis heureux de présenter de nouveau la loi McCann à la Chambre des communes aujourd'hui.

En 2010, Lyle et Marie McCann, de St. Albert, ont été tragiquement assassinés. À ce jour, leurs dépouilles n'ont toujours pas été retrouvées. L'auteur de ce crime a refusé de révéler où elles se trouvent, et cela aggrave la douleur que la famille McCann continue d'endurer. Malheureusement, leur cas n'est pas isolé. Les femmes autochtones disparues et assassinées sont surreprésentées parmi les victimes de ces tragédies.

La loi McCann donnerait aux juges, aux commissions des libérations conditionnelles et aux agents correctionnels les outils nécessaires pour tenir les délinquants responsables des crimes qu'ils commettent. Elle prolongerait la période d'inadmissibilité à la libération conditionnelle et assurerait que la collaboration dans la recherche de la dépouille des victimes est un facteur important dans les décisions présidant à l'octroi des libérations conditionnelles. Au Canada, les meurtriers peuvent être libérés sans jamais révéler où sont leurs victimes. Les familles ont le droit de savoir où se trouvent leurs proches. Elles ont le droit de leur offrir des funérailles en bonne et due forme, et les personnes qui les en empêchent doivent répondre de leurs actes.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

* * *

LA LOI SUR LES PÊCHES

Jonathan Rowe (Terra Nova—Les Péninsules, PCC) demande à présenter le projet de loi C-237, Loi modifiant la Loi sur les pêches (pêche du poisson de fond en Atlantique).

— Monsieur le Président, que je sois dans la baie Trinity, la baie de Bonavista ou dans toute autre baie de Terre-Neuve-et-Labrador, le principal sujet de préoccupation demeure la pêche de subsistance. L'effondrement de la pêche à la morue remonte à plus de 30 ans. Les stocks sont à la hausse, et même la pêche commerciale a repris. Pourtant, ma famille et moi ne pouvons pas aller pêcher de la morue un mercredi après-midi. Les Terre-Neuviens et les Labradoriens en ont assez. Dans d'autres régions du Canada atlantique, les gens peuvent pêcher n'importe quel jour de la semaine, mais nous devons nous limiter aux fins de semaine.

Il est décevant que les familles en difficulté, celles qui n'ont pas les moyens de faire l'épicerie à cause des politiques libérales, soient aussi celles qui ne peuvent pas sortir un jeudi après-midi pour aller pêcher de la morue, quand la mer est calme. Au lieu de cela, elles doivent attendre la fin de semaine, leur seule période de repos, pour risquer leur vie dans des vents violents et des vagues dangereuses.

Non seulement le projet de loi prévoit des mécanismes qui contribueraient à améliorer la recherche scientifique et les données, mais il mettrait également Terre-Neuve-et-Labrador sur un pied d'égalité avec le reste du Canada atlantique, en nous permettant de pêcher sept jours sur sept.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

* * *

● (1545)

LE CODE CRIMINEL

Viviane Lapointe (Sudbury, Lib.) demande à présenter le projet de loi C-238, Loi modifiant le Code criminel (ordonnances de dédommagement).

— Monsieur le Président, je suis heureuse de prendre la parole à la Chambre aujourd'hui pour présenter mon projet de loi d'initiative parlementaire, qui vise à modifier le Code criminel concernant les crimes liés au trafic de stupéfiants et à la traite des personnes.

Nous avons tous vu les effets dévastateurs de ces crimes. Ils ont de vastes répercussions pour les victimes, leur famille et les collectivités, en particulier les organismes communautaires qui fournissent des services de soutien, souvent vitaux, aux victimes.

Les criminels qui sont accusés de ces crimes doivent payer pour leurs actes. Ils doivent dédommager les victimes et leur famille, et certainement les organismes communautaires.

Je tiens à profiter de l'occasion pour remercier les travailleurs de soutien de première ligne qui font un excellent travail pour assurer la sécurité et la résilience de nos collectivités.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

* * *

LA LOI CANADIENNE SUR LA SANTÉ

Sukh Dhaliwal (Surrey Newton, Lib.) demande à présenter le projet de loi C-239, Loi modifiant la Loi canadienne sur la santé (reddition de comptes).

— Monsieur le Président, j'ai l'honneur de prendre la parole aujourd'hui pour présenter mon projet de loi d'initiative parlementaire, Loi modifiant la Loi canadienne sur la santé, reddition de comptes, appuyé par mon estimé collègue et cher ami, le député de Winnipeg-Nord.

Le projet de loi vise à ce que les provinces qui reçoivent des transferts fédéraux en santé élaborent leurs propres cadres redditionnels, établissent des critères d'évaluation clairs de l'accès rapide aux soins et publient des rapports annuels afin que les Canadiens puissent voir les résultats. Il renforcerait la transparence en respectant les compétences provinciales.

Les Canadiens méritent de savoir que chaque dollar fédéral consacré à la santé contribue à réduire les délais d'attente et à améliorer l'accès à des soins de qualité. J'exhorte tous les députés à appuyer cet important projet de loi.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

LOI SUR LA RÉINSERTION SOCIALE DES DÉLINQUANTS

Kelly DeRidder (Kitchener-Centre, PCC) demande à présenter le projet de loi C-240, Loi modifiant le Code criminel, apportant des modifications connexes à la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition et modifiant la Loi réglementant certaines drogues et autres substances.

— Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour présenter le projet de loi sur la réinsertion sociale des délinquants. Ce projet de loi vise à résoudre l'une des crises les plus urgentes et les plus déchirantes auxquelles sont confrontées les familles canadiennes: les effets dévastateurs de la toxicomanie.

Les Canadiens en voient les conséquences: des vies perdues, des familles brisées, et la sécurité publique qui s'érode. Notre système de justice ne doit pas se contenter de punir. Il doit aussi guérir.

Le projet de loi permettrait aux tribunaux de prescrire des mesures de réinsertion structurées, notamment des programmes d'éducation, de formation professionnelle et de traitement, qui devraient être entrepris pendant la détention. Ce ne sont pas des mesures laxistes en matière de criminalité. Ce sont des interventions intelligentes pour la réinsertion.

Le projet de loi renforcerait la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition afin que les objectifs de réinsertion sociale soient pris en compte dans les décisions relatives à la libération conditionnelle, et modifierait la Loi réglementant certaines drogues et autres substances afin de traiter le trafic de fentanyl à grande échelle comme une circonstance aggravante, de manière à rendre compte de la gravité des préjudices causés dans nos collectivités.

J'ai hâte de travailler avec tous les députés pour redonner dignité, santé et espoir à ceux qui sont pris dans le cycle de la toxicomanie.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

• (1550)

[Français]

LOI RELATIVE À LA STRATÉGIE NATIONALE SUR LA PRÉVISION DES INONDATIONS ET DES SÉCHERESSES

Tatiana Auguste (Terrebonne, Lib.) demande à présenter le projet de loi C-241, Loi prévoyant l'élaboration d'une stratégie nationale sur la prévision des inondations et des sécheresses.

— Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter de nouveau ce projet de loi, qui propose une stratégie nationale pour mieux prévoir les inondations et les sécheresses.

J'aimerais commencer par remercier l'honorable député de Lac-Saint-Louis du travail accompli. Ce projet reflète les priorités du gouvernement du Canada: protéger nos communautés, renforcer notre résilience climatique et bâtir une économie durable.

À Terrebonne, où la rivière des Mille Îles nous rappelle à la fois la beauté et la fragilité de notre environnement, ce projet est particulièrement concret. Il vise à protéger les familles, à soutenir l'économie locale et à préserver notre patrimoine naturel.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

Affaires courantes

[Traduction]

LOI FAVORISANT LA DÉTENTION AU LIEU DE LA LIBERTÉ SOUS CAUTION

Arpan Khanna (Oxford, PCC) demande à présenter le projet de loi C-242, Loi modifiant le Code criminel et la Loi sur le ministère de la Justice.

— Monsieur le Président, c'est un honneur de présenter mon projet de loi d'initiative parlementaire, la Loi favorisant la détention au lieu de la liberté sous caution. Ce projet de loi réparerait le système défaillant de mise en liberté sous caution, emprisonnerait les récidivistes violents qui terrorisent nos collectivités et rétablirait la sécurité dans les rues. Nous avons la chance de bénéficier du soutien de tous les pouvoirs publics, des forces de l'ordre, des procureurs de la Couronne, des avocats de la défense, des groupes de défense des victimes, des victimes et des survivants, ainsi que de leurs familles.

J'espère pouvoir compter sur l'appui de tous les députés, peu importe leur allégeance politique. Il est temps de rétablir la sécurité dans nos rues et de remettre le Canada sur la bonne voie.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

LA LOI SUR LE SYSTÈME CORRECTIONNEL ET LA MISE EN LIBERTÉ SOUS CONDITION

Kerry Diotte (Edmonton Griesbach, PCC) demande à présenter le projet de loi C-243, Loi modifiant la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (examen des dossiers de libération conditionnelle).

Monsieur le Président, c'est un privilège de présenter aujourd'hui mon projet de loi d'initiative parlementaire à la mémoire de Brian Ilesic. Ce projet de loi modifierait simplement la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition afin que les meurtriers condamnés ne puissent plus présenter une demande de libération conditionnelle chaque année après avoir purgé leur peine minimale, lorsque leur première demande a été rejetée.

La libération conditionnelle serait plutôt examinée conformément à des délais prévus par la loi. Il s'agirait d'une approche pleine de gros bon sens compte tenu du traumatisme important et du préjudice causés aux victimes et aux familles qui doivent assister à des audiences de libération conditionnelle année après année.

J'ai hâte d'en débattre plus en détail le moment venu et d'avoir l'appui de mes collègues de tous les partis à la Chambre.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

LOI SUR LA LUTTE CONTRE LA POLLUTION DES CÔTES

Patrick Weiler (West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country, Lib.) demande à présenter le projet de loi C-244, Loi modifiant la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999) et la Loi sur les épaves et les bâtiments abandonnés ou dangereux.

Travaux des subsides

— Monsieur le Président, je suis heureux de prendre la parole à la Chambre pour présenter le projet de loi sur la lutte contre la pollution des côtes. Il prévoit deux mesures importantes et propose de modifier des lois fédérales clés pour mieux protéger l'environnement côtier, les plaisanciers et la population côtière.

Premièrement, il modifierait les dispositions sur l'immersion de substances en milieu marin de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement afin de préciser que ce geste constitue une infraction de responsabilité stricte. C'est essentiel pour prévenir des incidents comme le déversement de pétrole survenu en 2015 dans la baie English, lorsque le *Marathassa* a déversé du pétrole pendant près de 24 heures, et ce, sans avoir à subir de conséquences.

Deuxièmement, il modifierait la Loi sur les épaves et les bâtiments abandonnés ou dangereux afin d'obliger les propriétaires d'embarcations de plaisance à prendre des mesures raisonnables pour éviter de transférer leur embarcation à une personne qui n'est pas en mesure de l'entretenir, une tactique souvent utilisée pour éviter les coûts nécessaires pour en disposer. Ce changement contribuerait à régler le problème croissant que représentent les navires abandonnés et désertés le long de nos côtes.

La combinaison de ces deux changements permettrait d'améliorer la reddition de comptes et de mieux protéger le milieu marin et les collectivités côtières du Canada contre la pollution. J'exhorte tous les députés à appuyer cet important projet de loi.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

* * *

• (1555)

PÉTITIONS

LES PERSONNES HANDICAPÉES

Leah Gazan (Winnipeg-Centre, NPD): Monsieur le Président, c'est avec une grande fierté que je dépose aujourd'hui la pétition électronique e-6488, où l'on demande que le gouvernement du Canada nomme un commissaire aux personnes handicapées qui obligera le gouvernement à rendre des comptes lorsqu'il y a atteinte aux droits fondamentaux des personnes handicapées.

Les personnes handicapées représentent 1 Canadien sur 4. Leurs droits sont énoncés dans la Charte des droits et libertés, la Loi canadienne sur les droits de la personne, ainsi que des traités internationaux comme la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Toutefois, comme le suggèrent les pétitionnaires, ces droits, qui sont inscrits dans le droit canadien et international, sont trop souvent bafoués ou ignorés.

Je tiens à remercier tout particulièrement Jay Woodruff, qui a consacré beaucoup de temps à la rédaction de cette pétition et à la campagne qui y est associée. J'encourage tout le monde à consulter le site Web dédié à cette pétition.

LES RÉFUGIÉS SOUDANAIS

Salma Zahid (Scarborough-Centre—Don Valley-Est, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais présenter la pétition électronique e-6555, qui a été signée par plus de 1 000 Canadiens. Les pétitionnaires attirent l'attention des députés sur les retards prolongés dans le traitement des demandes d'immigration des réfugiés soudanais, et sur les conséquences de ces retards sur le plan humain. En effet, la réunification des familles étant empêchée, les familles

vivent dans l'incertitude et sont incapables reprendre le cours de leur vie.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement de donner la priorité aux vérifications de sécurité pour les demandeurs soudanais, de favoriser la réunification rapide des familles touchées par la guerre au Soudan, d'envisager une solution stratégique à la question de la limite d'âge pour les personnes à charge dans ces dossiers, et de créer une voie humanitaire spéciale pour la réunification des membres de la famille élargie avant l'obtention du statut de résident permanent.

[Français]

LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, c'est un honneur pour moi de prendre la parole aujourd'hui pour présenter cette pétition sur la question de la transition vers l'énergie renouvelable, verte et propre.

[Traduction]

Les pétitionnaires demandent à la Chambre, lorsqu'elle se penchera sur l'Accord de Paris et la transition économique qu'il implique, de ne pas négliger les compétences et les besoins des travailleurs du secteur pétrolier et gazier. Ils appellent à une transition équitable pour les travailleurs du secteur des combustibles fossiles, et souhaitent que le gouvernement collabore étroitement avec eux pour élaborer un plan solide, fondé sur les recommandations du Groupe de travail sur une transition équitable pour les collectivités et les travailleurs des centrales au charbon canadiennes.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je demande que toutes les questions restent au Feuilleton.

Le Président: D'accord?

Des voix: D'accord.

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

TRAVAUX DES SUBSIDES

MOTION DE L'OPPOSITION — LE PLAFOND D'ÉMISSIONS DU SECTEUR PÉTROLIER ET GAZIER

La Chambre reprend l'étude de la motion.

L'hon. Kody Blois (secrétaire parlementaire du premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, c'est un privilège de participer au débat d'aujourd'hui dans le cadre de la journée de l'opposition. Il s'agit d'un sujet très important sur la façon dont nous pouvons faire avancer des projets nationaux importants tout en maintenant une optique de compétitivité climatique dans ce que nous faisons.

• (1600)

J'ai hâte d'en parler, mais je suis sûr que vous m'accorderez environ 60 secondes pour parler d'autre chose. Les députés remarqueront que je porte aujourd'hui une cravate de l'Université Acadia. Ce matin, j'étais à Wolfville, en Nouvelle-Écosse, où nous avons annoncé, avec le gouvernement provincial, la création de 104 places en garderie, en partenariat avec l'Université Acadia. C'est une excellente nouvelle pour la région. Tout le mérite revient au ministre Maguire et à la députée provinciale de Kings South. Il s'agit d'un excellent exemple de coopération fédérale-provinciale.

Je n'ai pas eu l'occasion de parler de l'honorable Ken Dryden, un grand Canadien, comme le premier ministre et de nombreux parlementaires l'ont souligné dans leurs observations de la semaine dernière quand ils ont rendu hommage à ses réalisations. Je ne peux m'empêcher de penser que Ken Dryden serait fier de cette annonce faite à Wolfville. C'est une mesure d'abordabilité importante pour les familles et les enfants, et veiller à ce qu'on puisse former la prochaine génération de dirigeants est évidemment une bonne politique économique à long terme. Je vais en venir au sujet du débat, mais je tenais à prendre un instant pour parler de cette annonce dont on peut être fier.

Nous sommes ici aujourd'hui pour parler de la motion de l'opposition. J'aime beaucoup débattre et présenter des positions, que ce soit celles du gouvernement ou les miennes, sur les motions de l'opposition. Le débat d'aujourd'hui porte sur le plafonnement des émissions du secteur pétrolier et gazier du Canada.

Je tiens d'abord à dire que le Canada est une superpuissance énergétique. Le premier ministre l'a dit clairement. En tant que parlementaires, nous devrions être très fiers de notre pays et du fait que nous avons ce que le monde veut, qu'il s'agisse d'énergie conventionnelle, d'énergie renouvelable ou de minéraux critiques. La députée de Sudbury et moi discutons souvent de l'importance du secteur minier au pays, car, au bout du compte, si nous voulons un avenir propre où nous serons en mesure de réduire les émissions, ce sont les minéraux critiques qui joueront un rôle primordial dans cette voie. Ils seront exploités à partir de Sudbury, du Nord de l'Ontario et d'autres endroits dans le Nord. Il y a un énorme potentiel économique pour les régions du pays. Je tiens à féliciter la députée de Sudbury, qui est une ardente défenseuse de cette cause.

Il est important de le souligner auprès des Canadiens. Ce fait devrait être une grande source de fierté, et c'est le cas pour les députés ministériels. Je viens de la Nouvelle-Écosse. Cela ne fait pas si longtemps que j'ai obtenu mon diplôme de la Hants East Rural High, une école secondaire rurale du comté de Hants. J'en suis fier. Environ la moitié de ma promotion, en particulier les garçons, qui voulaient se lancer dans les métiers spécialisés, est partie vers l'ouest ou vers les côtes atlantiques de Terre-Neuve-et-Labrador pour faire carrière dans l'industrie pétrolière et gazière. C'était en 2009, et notre province n'était pas en très bonne santé économique à l'époque.

Il importe de rappeler que le Canada se classe au quatrième rang parmi les pays producteurs de pétrole, et au cinquième rang pour le gaz naturel. Nous avons aussi le gaz naturel le plus propre au monde. Tous les Canadiens devraient en être fiers. C'est quelque chose que nous devrions chérir, et nous devons nous assurer de soutenir ce secteur. Franchement, même si les députés de l'opposition affirment que le gouvernement précédent n'a rien fait dans ce secteur, celui-ci a connu beaucoup de succès. Ce secteur a un avenir prometteur, car le monde a besoin des ressources énergétiques can-

Travaux des subsides

nadiennes. Le gouvernement actuel et le premier ministre sont déterminés à tout faire pour que cela se concrétise.

C'est pourquoi on a adopté des textes de loi comme le projet de loi C-5. Le but est de s'assurer que les grands projets nationaux puissent avancer, et pas seulement dans le secteur pétrolier et gazier. Je souligne que la phase 2 du projet de gaz naturel liquéfié mené en Colombie-Britannique, une fois qu'elle sera achevée et qu'elle aura franchi toutes les étapes du processus réglementaire que nous cherchons à accélérer, constituera la deuxième installation de gaz naturel liquéfié au monde en importance, et elle sera celle qui émettra le moins de gaz à effet de serre. Elle emploiera des milliers de Canadiens en Colombie-Britannique et partout au pays. Il ne s'agit pas seulement des habitants de la Colombie-Britannique. Je sais que cette province est très fière, mais ce projet national canadien assure la sécurité énergétique dans le monde entier. Il s'agit d'énergie canadienne, et sa base de production est carboneutre.

Je sais que certains députés ici présents diront qu'il s'agit d'un carburant de transition et que nous devons nous intéresser davantage aux énergies renouvelables et continuer de les promouvoir. C'est tout à fait juste. Nous allons continuer de travailler dans ce sens, mais le gouvernement estime que nous devons mener ces deux actions de front. Nous devons étudier des projets dans tout le pays, qu'il s'agisse d'énergies conventionnelles ou renouvelables. Si l'on prend l'exemple de l'hydrogène, il existe de formidables opportunités dans le Canada atlantique. Le gouvernement se concentre sur la mise en œuvre de grands projets qui stimuleront notre économie.

[Français]

• (1605)

Cette question est cruciale, parce qu'aujourd'hui, le monde a fondamentalement changé. Avec le désir de l'administration américaine de modifier ses relations en matière de libre-échange avec les pays partout dans le monde, il est absolument crucial de se concentrer sur la résilience du libre-échange et sur les relations du Canada partout dans le monde.

J'appuie le travail de notre ministre responsable de la question du libre-échange, le ministre du Commerce international, qui a pour objectif de former des relations à l'international.

[Traduction]

Nous avons constaté la même chose dans l'approche pragmatique adoptée par le premier ministre à l'égard du G7. Bien sûr, le Canada a invité ses amis, des pays alliés de longue date du G7, pour tenir d'importantes discussions. Il a aussi invité d'autres dirigeants étrangers qui ne sont pas toujours conviés à ces discussions, qui viennent de pays en marge du G7, pour discuter de façon très pragmatique de l'avenir et des liens que le Canada pourrait établir avec eux. Il s'agit de pays avec lesquels nous ne nous entendons pas toujours sur tout, mais avec lesquels nous souhaitons trouver un terrain d'entente pour pouvoir établir des partenariats dans un monde en constante évolution.

Travaux des subsides

Malgré mes allées et venues, j'ai écouté une partie des interventions sur la motion de l'opposition dont nous sommes saisis aujourd'hui. Nous comprenons bien les enjeux, et le gouvernement adoptera une approche pragmatique pour relever les grands défis économiques, notamment en ce qui concerne les projets majeurs qui comptent pour nos économies régionales et pour l'économie nationale. Par contre, je tiens à dire que nous sommes aussi un gouvernement qui mise sur la compétitivité climatique, parce que c'est essentiel. Juste avant le débat, je parlais avec le député de Winnipeg-Nord. J'espère sincèrement que mes collègues de l'opposition me feront mentir lorsque nous en viendrons aux questions, mais en six ans ici, je ne me souviens pas les avoir entendus une seule fois appuyer un projet ou une initiative qui concilie compétitivité économique et réduction des émissions de gaz à effet de serre. Pourtant, aujourd'hui, l'urgence économique est bien réelle: nous devons aller de l'avant et renforcer la souveraineté économique du Canada. Jusqu'à maintenant, je n'ai jamais entendu ce discours de leur part. Je vais d'ailleurs vous donner quelques exemples qui, à mon avis, parlent d'eux-mêmes.

La députée de Lakeland, en Alberta, m'en donnera peut-être elle aussi quelques-uns, mais je tiens à lui rappeler que lorsque le gouvernement précédent a présenté des programmes qui visaient à aider les personnes en situation de précarité énergétique, au Canada atlantique comme dans tout le pays, à passer à des solutions de chauffage plus écologiques qui réduiraient leurs factures d'énergie, les conservateurs s'y sont opposés. En ce qui concerne le Canada atlantique, un peu moins de 40 % des habitations en Nouvelle-Écosse sont toujours chauffées au mazout. Plutôt que de se contenter de débattre au sujet de la tarification du carbone, le gouvernement précédent a carrément éliminé la taxe sur le carbone pour plutôt créer un programme afin d'aider les gens à effectuer la transition. Il s'agissait d'une approche réfléchie qui visait plus qu'un objectif immédiat: il s'agissait d'assurer une sécurité énergétique à long terme. Les conservateurs se sont opposés à ces programmes.

Le gouvernement précédent a accordé des prêts de 20 000 \$ à toute personne dont le revenu est inférieur au revenu médian provincial en Nouvelle-Écosse, et le Parti conservateur a dit que c'était une mauvaise politique. Des femmes âgées vivant seules dans ma circonscription appelaient mon bureau pour me dire que, sans ce programme, elles n'auraient pas pu faire la transition vers un mode de chauffage plus abordable. Une telle mesure avait, bien sûr, des répercussions très positives sur l'environnement, mais les conservateurs s'y opposaient malgré tout. Ils soutenaient que c'était un mauvais programme. Je ne comprends pas. C'est un programme qui — mes concitoyens peuvent le confirmer sans équivoque — a aidé d'innombrables personnes et des milliers de ménages. Pourtant, les conservateurs s'y sont opposés.

Qu'en est-il de la politique sur les biocarburants au Canada? Il y a une politique consistant à mélanger de l'éthanol, qu'on peut obtenir auprès des agriculteurs de l'Ouest canadien, pour contribuer à réduire les émissions et à faire baisser les prix, et les conservateurs s'y sont opposés. Les conservateurs disent qu'ils ont mis en place une politique semblable en 2008. Eh bien, ils ne semblent pas beaucoup l'appuyer ces jours-ci.

● (1610)

J'étais il y a peu en Chine en compagnie du premier ministre Moe. Nous allons discuter avec les Chinois pour voir s'il est possible de nous entendre. Nous établissons des liens avec d'autres marchés dans des pays qui ont besoin du canola canadien. Cependant, il

existe également un levier politique national, à savoir la politique en matière de biocarburants que le gouvernement actuel a soutenue. Le gouvernement l'a en fait renforcée afin de stimuler la demande à un moment où les prix sont extrêmement importants, mais les conservateurs s'y opposent également. Cette politique pourrait réduire les émissions et soutenir directement les entreprises rurales et les agriculteurs de l'Ouest canadien, mais les conservateurs s'y opposent.

J'ai écouté une entrevue que le chef de l'opposition officielle a accordée à Catherine Cullen, de CBC, où il se qualifiait d'environnementaliste. De quelles politiques parle-t-il? Encore une fois, je ne dis pas que la priorité ne devrait pas être accordée aux projets économiques, mais les conservateurs ont-ils déjà envisagé de concilier les deux? Comment pouvons-nous poursuivre ces deux objectifs et penser à long terme? Je suis sûr que la députée de Lakeland prendra fièrement la parole dans environ 16 minutes pour m'expliquer de quelles politiques il s'agit exactement.

Nos opinions divergent certainement en ce qui concerne le gaz naturel liquéfié ou GNL. Nous voyons les conservateurs tenter de dépeindre le nouveau premier ministre comme étant de la même étoffe que son prédécesseur. Or, il s'agit d'un nouveau gouvernement, et les Canadiens l'ont compris. Le premier ministre actuel a des priorités différentes. Il va protéger la partie des programmes sociaux existants qui, je l'espère, fait l'unanimité auprès des parlementaires. Le premier ministre fera les choses autrement.

D'ailleurs, bon nombre de citoyens de ma circonscription dont les croyances politiques sont plutôt progressistes-conservatrices, voire conservatrices modérées, disent qu'un gouvernement dirigé par le premier ministre actuel, le député de Nepean, correspond davantage à leur école de pensée que le député de Battle River—Crowfoot, qui représente des conservateurs d'un autre genre. On remarque que les conservateurs tentent de dépeindre le premier ministre actuel comme un libéral semblable aux autres. Oui, il s'agit d'un premier ministre libéral, et nous sommes fiers du travail que nous allons accomplir dans les jours qui viennent, mais le premier ministre actuel est fondamentalement différent du précédent.

Par exemple, nous allons donner suite à des projets de GNL au Canada. Le premier ministre était en Europe il y a quelques semaines à peine. Nous nous concentrons sur ce que nous pouvons faire pour acheminer le GNL en Europe. Je viens de mentionner LNG Canada, en Colombie-Britannique. Voilà des exemples qui montrent que nous sommes prêts à faire preuve de pragmatisme.

En ce qui concerne le plafonnement des émissions, les libéraux rejettent la prémisse selon laquelle le plafond limite la production. Je sais que les conservateurs veulent le faire croire. Toutefois, nous pensons qu'il est possible de collaborer avec les provinces et l'industrie pour réduire les émissions dans le secteur pétrolier et gazier canadien, ce qui est absolument essentiel pour le pays.

Il s'agit également de pouvoir maintenir et protéger des emplois extrêmement importants non seulement dans l'Ouest du Canada, mais aussi à Terre-Neuve-et-Labrador et dans le reste du pays, y compris dans Kings—Hants, pour revenir à l'exemple que je viens de donner, qui portait sur les personnes de ma circonscription qui font la navette sur une longue distance, entre deux régions du pays, fières de leur contribution à ce secteur. Nous contribuons à ce secteur, nous aussi, compte tenu de ce qu'il représente.

Le gouvernement fait preuve de pragmatisme. La motion présentée par l'opposition ne fait aucune mention de la collaboration avec les provinces. Il s'agit pourtant d'un élément important. Si on suggère d'abandonner simplement une politique fédérale, quelle politique publique bien mûrie pourrait la remplacer? Comment compenserions-nous l'absence de cette politique? Que ferions-nous différemment?

Je reviens ici à l'idée qu'il s'agirait d'une nécessité économique. Or, il faudrait la mettre en perspective, ce que la motion ne fait pas. Elle ne mentionne aucunement la réduction des émissions pour contrer un très grave danger. Les changements climatiques sont une réalité. Nous en constatons les répercussions dans tout le pays. Est-ce que je pense que ce gouvernement sera plus pragmatique et est-ce que je soutiens davantage son approche que celle du gouvernement précédent? Oui, mais nous continuerons de voir à ce que nos objectifs climatiques nous positionnent avantageusement face à la concurrence, car ces objectifs sont importants pour le commerce et les relations internationales. L'Union européenne souhaite se procurer des produits provenant de pays qui prennent cette question au sérieux.

Si le Parti conservateur était au pouvoir, il ne saurait pas comment répondre aux exigences commerciales de l'Union européenne, car les conservateurs n'ont soumis aucune idée à ce sujet à la Chambre des communes. Toutefois, si on examine le programme des conservateurs, on constate qu'ils disent qu'il faut dépenser davantage de fonds publics. Pour eux, il ne faut pas adopter de politiques qui incitent le secteur privé à réduire ses émissions et à devenir plus concurrentiel. Il suffit de continuer à augmenter les dépenses gouvernementales, apparemment plus que le gouvernement précédent. Voilà comment les conservateurs obtiendraient leurs résultats.

Je demande à la députée de Lakeland, ou à tout autre député de son parti, où est le conservatisme là-dedans. Il ne s'agit pas vraiment d'une politique conservatrice, car la tarification du carbone, qui est essentiellement une politique industrielle, a été instaurée au Canada par des gouvernements conservateurs. Je suis un peu déconcerté de voir que soit l'opposition ne parle pas des politiques qui sont intrinsèquement conservatrices, soit elle en parle en disant qu'il faut augmenter les dépenses gouvernementales et élargir les programmes gouvernementaux. Ce discours semble aller à l'encontre des principes conservateurs que les députés d'en face devraient défendre aux Communes. Toutefois, comme je l'ai dit, je suis sûr que la députée de Lakeland aura une réponse à me donner et j'ai hâte que nous échangions à ce sujet.

• (1615)

En ce qui concerne la tarification industrielle, les conservateurs veulent s'en débarrasser. Les premiers ministres de l'Alberta et de la Saskatchewan soutiennent en fait l'idée d'une tarification industrielle, car si nous souhaitons vraiment trouver un équilibre entre les questions économiques et une certaine forme de réduction des émissions, quelles sont les autres politiques possibles? Quels sont les objectifs? Encore une fois, c'est un point très important dans le programme du Parti conservateur. Je fais confiance au premier ministre. Il saisit l'occasion qui se présente actuellement pour réaliser de grands projets d'intérêt national. Il sait que le potentiel énergétique du Canada doit être exploité. Je crois que cela fera partie de la politique étrangère du pays.

Ce matin, alors que je me rendais à Ottawa, j'ai écouté le discours que le premier ministre a prononcé à l'Assemblée générale

Travaux des subsides

des Nations unies. Il a parlé de la façon dont le Canada peut assurer non seulement la sécurité alimentaire — nous devrions être fiers de nos agriculteurs —, mais aussi la sécurité énergétique et les minéraux critiques dont le monde a besoin. Je pense à notre ministre des Affaires étrangères, avec qui j'entretiens une relation étroite. C'est une bonne fille de Kentville, où elle a grandi. Nous sommes fiers d'elle dans la vallée de l'Annapolis. Dans ses conversations avec ses homologues du monde entier, elle parle de la façon dont le Canada peut assurer la sécurité énergétique dont le monde a besoin dans un contexte à faibles émissions. C'est important qu'il y ait deux options.

Les gens veulent un bon prix et une source sécuritaire, et le fait d'avoir une source à faibles émissions aura de l'importance lorsque les gens compareront deux endroits différents où ils peuvent s'approvisionner en énergie. Nous n'entendons rien à ce sujet de la part du Parti conservateur, et il n'y a rien à ce sujet dans cette motion de l'opposition. Il n'y a rien sur la collaboration avec les provinces ni sur le maintien d'un élément de politique publique qui allie l'impératif économique du moment et la nécessité de continuer à progresser vers une économie plus durable. Il n'y a tout simplement rien.

Je reviens sur la question de la politique conservatrice à ce jour. J'espère que les députés conservateurs me corrigeront si je me trompe, mais la politique actuelle correspond au programme du Parti conservateur du Canada pour avril 2025, soit la date des élections. C'est la base sur laquelle je peux m'appuyer. En fait, il y avait dans ce programme un ensemble de mesures qui consistaient à dépenser beaucoup plus de fonds publics pour réduire les émissions. Comment se fait-il alors que les députés de l'opposition nous posent des questions sur la discipline budgétaire, à laquelle adhère le gouvernement?

Le gouvernement s'efforcera d'équilibrer les dépenses de fonctionnement au cours des trois prochaines années. Je m'attends à ce que les conservateurs appuient notre démarche. Je l'espère, mais je me demande comment ils pourront nous appuyer, vu que la politique conservatrice préconise des dépenses encore plus élevées que celles du gouvernement précédent pour des mesures d'incitation à réduire les émissions. Ce n'est pas une politique conservatrice, et ce n'est certainement pas responsable sur le plan financier dans le contexte actuel. Nous devons mettre en place des politiques réglementaires qui aideront le secteur privé à aller de l'avant.

Dans le cadre de ces discussions, il est important d'examiner les mesures prises par le gouvernement. Le gouvernement prend très au sérieux la mise en place d'infrastructures d'intérêt national et, à cette fin, la collaboration avec les communautés autochtones, les provinces et le secteur privé. Nous estimons que c'est extrêmement important.

C'est un gouvernement pragmatique, dirigé par un nouveau premier ministre, même si les députés de l'opposition aimeraient bien que l'ancien soit de retour. Ils étaient obnubilés par cette idée. Le nouveau premier ministre est populaire au pays. Les Canadiens de toutes les allégeances politiques, de la gauche à la droite, constatent sa nature pragmatique et le décorum dont il fait preuve pour unir le pays. Il s'agit notamment de premiers ministres provinciaux qui ne sont pas toujours d'accord et qui n'ont pas toujours été d'accord avec les gouvernements libéraux à Ottawa. Ils disent qu'ils aiment ce qu'ils voient chez le premier ministre.

Travaux des subsides

Le gouvernement va continuer d'adopter cette approche au cas par cas, en collaborant avec les provinces et avec l'industrie, afin de faire croître intelligemment l'économie à un moment critique, de renforcer la souveraineté économique du Canada et de favoriser en même temps notre compétitivité climatique. Les députés de l'opposition ne manifestent pas une telle subtilité. Voilà pourquoi nous sommes ici maintenant et pour les jours à venir.

Clifford Small (Central Newfoundland, PCC): Monsieur le Président, j'ai entendu mon collègue d'en face parler fièrement de son premier ministre flambant neuf et du processus réglementaire requis dont il est si fier: le plafonnement des émissions.

Voici les fruits du plafonnement des émissions: Bay du Nord est essentiellement devenu le dernier projet pétrolier extracôtier de Terre-Neuve-et-Labrador, car nous avons atteint notre plafond. De plus, d'ici 2033, nos champs pétrolifères en exploitation, comme Hebron, Hibernia et White Rose, devront réduire leur production au rythme de l'abaissement du plafond des émissions.

J'aimerais demander à mon collègue s'il est fier de persécuter l'industrie pétrolière et gazière extracôtère de Terre-Neuve-et-Labrador.

• (1620)

L'hon. Kody Blois: Monsieur le Président, je suis très fier des hommes et des femmes qui travaillent dans le secteur énergétique extracôtier canadien, à Terre-Neuve-et-Labrador et, bien sûr, partout ailleurs au pays.

Je rappelle au député d'en face que, sous le gouvernement Harper, il fallait 900 jours pour obtenir un examen réglementaire et une approbation. Le gouvernement libéral a ramené ce délai à 90 jours. Je suis heureux de déclarer officiellement ici, à la Chambre des communes, que je suis prêt à lui parier un souper au steak, au poisson, au homard ou à tout ce qu'il voudra que nous pouvons y arriver, qu'il y aura des projets extracôtiers à Terre-Neuve dans les jours à venir, qu'il y en aura d'ici les six prochains mois.

Je suis heureux de dire que je crois en notre industrie extracôtère. Nous allons connaître le succès parce que le premier ministre envoie le bon signal, à savoir que nous allons faire en sorte que des projets énergétiques soient réalisés au pays.

Le député peut dire ce qu'il veut dans cette enceinte. Je suis prêt à mettre de l'argent sur la table. Que diriez-vous d'un souper? Que diriez-vous de parier sur Bay du Nord?

[Français]

Patrick Bonin (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, c'est intéressant, ce débat, aujourd'hui, surtout qu'il s'insère dans dix ans de gouvernement libéral.

On vient de le rappeler. Les libéraux ont approuvé le projet Bay du Nord. Ils ont financé le projet de pipeline de sables bitumineux Trans Mountain, qui a coûté 34 milliards de dollars.

Les reculs climatiques s'accroissent depuis l'arrivée de M. Carney...

Le vice-président: Je dois interrompre le député. On ne peut pas désigner le premier ministre ou les autres députés par leur nom.

Patrick Bonin: Monsieur le Président, les reculs en lien avec les changements climatiques s'accroissent depuis l'arrivée du nouveau premier ministre, entre autres avec le décret sur l'abandon de la tarification du carbone et avec le projet de loi C-5, qui passe le bulldo-

zer sur les lois environnementales et autorise des projets de pipeline.

Comme autres reculs, le premier ministre n'a pas remis en place les incitatifs financiers pour l'achat de véhicules électriques. Il a aussi reculé sur l'obligation de vendre davantage de véhicules électriques. Recul de plus, il refuse de s'engager à respecter les cibles de réduction de gaz à effet de serre pour 2030. Aujourd'hui, on le voit très bien, le prochain recul est en cours, puisque le gouvernement est en train de reculer sur la réglementation visant un plafonnement des émissions de gaz à effet de serre pour le pétrole et le gaz.

Est-ce qu'il s'engage...

Le vice-président: Je dois interrompre le député et donner la chance au secrétaire parlementaire du premier ministre de répondre.

L'hon. Kody Blois: Monsieur le Président, je remercie mon honorable collègue de sa question.

La position de notre gouvernement est absolument claire: nous allons continuer de prendre en considération à la fois les intérêts économiques et l'importance de la compétitivité du climat. Notre premier ministre comprend absolument l'importance de faire face aux défis posés par les changements climatiques et l'importance de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Cela étant dit, le monde est différent maintenant. L'environnement mondial du libre-échange et les menaces économiques sont différents. C'est la raison pour laquelle le premier ministre du Québec dit qu'il est ouvert à la l'idée d'un pipeline et d'autres projets...

Le vice-président: Je dois interrompre le secrétaire parlementaire pour poursuivre avec les questions.

[Traduction]

Nous poursuivons les questions et observations. La députée de Saanich—Gulf Islands a la parole.

Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, l'idée qu'il y a des projets d'intérêt national est reconnue dans cette enceinte.

Considérer LNG Canada comme un projet canadien, c'est fermer les yeux sur ses investisseurs. Ils sont presque tous de l'Asie, en l'occurrence PetroChina, une entreprise coréenne et une entreprise japonaise. Une alliance importante existe avec la nation Haisla. Ce projet a été fortement subventionné par le gouvernement de la Colombie-Britannique. Or, ce projet est très néfaste pour l'environnement, car le gaz naturel liquéfié issu de la fracturation a la même empreinte carbone que le charbon.

Quoi qu'il en soit, le député peut-il nous expliquer comment il peut s'agir d'un projet canadien alors que les investisseurs sont en Asie?

L'hon. Kody Blois: Monsieur le Président, le gouvernement estime que les investissements étrangers directs jouent un rôle important au Canada. Nous voulons déployer des capitaux canadiens pour des projets, et nous voulons soutenir les entreprises canadiennes. Toutefois, des entreprises étrangères veulent aussi investir des capitaux au Canada, soutenir les travailleurs canadiens et fournir de l'énergie canadienne au reste du monde.

Je rappelle à la députée que dans la région indo-pacifique, on consomme de plus en plus de charbon pour produire de l'électricité. Le Canada doit fournir son gaz naturel liquéfié à faibles émissions pour aider à réduire les émissions des pays qui n'ont pas accès à d'autres sources d'énergie. LNG Canada est un excellent exemple de partenariat avec les Autochtones.

Nous appuyons l'investissement de capitaux propres au pays. LNG Canada est un excellent exemple de l'ingéniosité canadienne. Nous sommes fiers que des investisseurs étrangers et des entreprises canadiennes investissent dans le secteur énergétique canadien.

• (1625)

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon collègue pour ses nombreuses observations. Le député pourrait-il nous donner quelques précisions?

Il y a quelques mois, le nouveau premier ministre a présenté un projet de loi sur l'unité de l'économie canadienne. Nous avons maintenant cinq projets importants. Le député vient de parler de LNG Canada. Ce projet va pratiquement doubler la production de GNL, ce qui est une bonne chose. Le Canada peut être une superpuissance énergétique. Le caucus libéral en a parlé, et le premier ministre s'est engagé à travailler en ce sens au nom des Canadiens. C'est une bonne chose pour l'économie et, en même temps, cela tient compte de l'environnement.

L'hon. Kody Blois: Monsieur le Président, je suis d'accord avec le député de Winnipeg-Nord. Le premier ministre l'a dit lui-même. C'est un homme pragmatique. Il met en place un gouvernement pragmatique qui cherche à équilibrer ces deux critères cruciaux. J'ai souligné — et je crois avoir présenté des arguments convaincants à la Chambre et à mes collègues — qu'il y a maintenant un impératif économique. Il y en a toujours, mais c'est particulièrement le cas dans le contexte mondial actuel. Le député sait que nous nous intéressons à un projet sur le port de Churchill, dans sa province, le Manitoba. Il a mentionné le gaz naturel liquéfié, ainsi que la réalisation possible de projets éoliens extracôtiers au Canada atlantique.

Le gouvernement veut réaliser de grands projets axés sur le développement économique, tout en introduisant un point de vue concurrentiel à la réduction des émissions. C'est ce que les Canadiens veulent et c'est ce qu'ils obtiendront.

Stephanie Kusie (Calgary Midnapore, PCC): Monsieur le Président, le député parle beaucoup du nouveau premier ministre. Il semble vouloir oublier le bilan des 10 dernières années. En fait, le député ne voulait même pas se présenter dans l'équipe du premier ministre précédent. C'est dire à quel point il voulait oublier le bilan des 10 dernières années. Il faisait partie d'un gouvernement qui a fait tout ce qu'il pouvait pour empêcher le progrès et la prospérité du pays.

Une personne de ma circonscription, Belinda, m'a écrit pour me dire: « Aidez les Canadiens, s'il vous plaît. Mon mari travaille au centre-ville et moi aussi je travaille. Nous avons trois adolescents. Nous ne pouvons nous permettre que l'essentiel. Je n'ai jamais écrit à mon député, mais j'ai l'impression que tout le pays est en train de s'effondrer. Notre santé mentale en souffre. Nous n'avons plus les moyens de nous offrir des loisirs. Nous allons devoir retirer nos enfants des activités sportives l'année prochaine, et cela me ronge de l'intérieur. Aidez-nous, s'il vous plaît. Aidez-nous à changer les choses. »

Travaux des subsides

Qu'est-ce que le député a à dire à Belinda, et pourquoi devrait-elle le croire maintenant?

L'hon. Kody Blois: Monsieur le Président, je dirais à Belinda que c'est précisément pour cette raison que, lors de la dernière session parlementaire, nous avons instauré une réduction d'impôt pour la classe moyenne afin d'aider 22 millions de Canadiens. C'est pourquoi nous avons supprimé la TPS sur les maisons construites sur mesure au pays. C'est pourquoi nous faisons avancer d'importants projets nationaux qui stimuleront l'économie.

Je tiens à rectifier les propos de la députée. J'ai toujours été fier de me présenter sous la bannière libérale. Même si je n'étais pas d'accord à tous les égards avec l'ancien très honorable premier ministre, je croyais sincèrement que le Parti libéral était mieux placé pour représenter le pays que l'opposition officielle et son chef, le député de Battle River—Crowfoot.

Je suis particulièrement heureux que le député de Nepean occupe désormais le poste de premier ministre. Je crois en sa vision. C'est précisément pour cette raison que nous allons aller de l'avant.

Soit dit en passant, il y a eu une augmentation de 40 % dans le secteur pétrolier et gazier sous le dernier gouvernement, celui de M. Trudeau. Je ne pense pas que la situation ait été catastrophique pour le secteur pétrolier et gazier du pays, mais nous allons veiller à soutenir...

Le vice-président: Nous passons aux questions et observations. Le député de Mirabel a la parole.

[Français]

Jean-Denis Garon (Mirabel, BQ): Monsieur le Président, je prends quelques secondes pour souhaiter un joyeux 13^e anniversaire à une remarquable jeune fille de chez nous, Arielle Courcy.

Cela dit, il y a beaucoup de critiques au sein de la société civile, des médias et du gouvernement envers les États-Unis, qui sont en train de vivre une rupture institutionnelle.

Comment peut-on critiquer les voisins du Sud lorsque nous avons nous-mêmes un gouvernement qui, par ses reculs environnementaux, se met en position de ne plus respecter ses traités internationaux, notamment l'Accord de Paris?

L'hon. Kody Blois: Monsieur le Président, j'aimerais aussi souhaiter un joyeux anniversaire à la concitoyenne de mon collègue.

Le gouvernement concentre ses efforts sur deux priorités: faire avancer les projets dans l'intérêt supérieur du pays tout en s'assurant de maintenir la lutte contre les changements climatiques...

• (1630)

Le vice-président: Je dois interrompre l'honorable secrétaire parlementaire, car le temps est écoulé.

Nous reprenons le débat. L'honorable députée de Lakeland a la parole.

[Traduction]

Shannon Stubbs (Lakeland, PCC): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec l'excellent nouveau député de Terra Nova—Les Péninsules.

Travaux des subsides

En 2023, les libéraux ont ajouté une énième mesure à leur programme hostile au secteur canadien de l'énergie: un plafond d'émissions du secteur pétrolier et gazier, qu'ils ont présenté comme étant unique au monde. En réalité, cette mesure destinée à limiter la production canadienne de pétrole et de gaz imposera un plafond qui fera disparaître des emplois, des entreprises, des projets d'énergie propre du secteur privé et des revenus pour tous les ordres de gouvernement, revenus qui servent à offrir des programmes et des services auxquels les Canadiens tiennent. Le véritable but du plafond, qui est de limiter la production de pétrole et de gaz au Canada, apparaît plus clairement dans les propos de l'actuel premier ministre, qui était conseiller principal de Justin Trudeau en matière d'économie et d'énergie à l'époque où ce dernier était premier ministre et a annoncé le plafond.

Le premier ministre actuel a dit que « jusqu'à la moitié des [réserves prouvées de pétrole] doivent rester dans le sol ». Il y a 20 mois et 3 semaines, les libéraux ont dit que le plafonnement des émissions du secteur pétrolier et gazier constituait une mesure audacieuse en matière de leadership climatique. Toutefois, les conservateurs pleins de bon sens l'ont vue pour ce qu'elle était: un plafond de production arbitraire, sans précédent et unique au monde. Il s'agit d'une mesure qui nuit au Canada et qui est imposée par notre propre gouvernement fédéral.

Tout à fait. Je tiens à être très claire. Aucun autre pays, et, surtout, aucun grand pays producteur de gaz ou de pétrole, n'a imposé de plafond absolu à l'échelle fédérale sur sa propre production. Pas les États-Unis, le principal client et concurrent du Canada dans le domaine de l'énergie — où le gouvernement libéral anti-développement, qui a torpillé au moins quatre projets de pipeline canadiens et une douzaine de projets de gaz naturel liquéfié au cours de la dernière décennie, a détourné le monde du Canada et a fait perdre à notre pays des centaines de milliers d'emplois et des milliards de dollars dans de grands projets —; pas la Norvège; pas l'Arabie saoudite; et pas un seul pays de l'OPEP, dont les régimes hostiles sont opposés à la liberté, et où les normes en matière d'environnement et de droits de la personne sont moins strictes qu'au Canada, voire souvent inexistantes.

Même si le gouvernement libéral actuel est dirigé par un autre premier ministre, il prétend soudainement vouloir faire du Canada une superpuissance énergétique et mettre en chantier de grands projets à une vitesse inégalée depuis des générations. Comment le Canada peut-il alors devenir une superpuissance énergétique quand le gouvernement libéral fait obstacle à la production et aux exportations de l'énergie canadienne avec ses propres lois et politiques qui sont toujours en vigueur?

Comment le Canada peut-il être un chef de file alors que les libéraux imposent une politique qui s'ingère dans les compétences provinciales et qui, selon les experts, les promoteurs et les entrepreneurs autochtones, tuera de grands projets et des milliers d'emplois? Le plafonnement des émissions du secteur pétrolier et gazier canadien, combiné à d'autres lois et politiques anti-énergie, bloque les projets qui pourraient créer des emplois pour les travailleurs canadiens, réduire les émissions et acheminer nos hydrocarbures vers les pays alliés et les marchés mondiaux.

La dernière décennie perdue de politiques libérales néfastes pour le secteur canadien de l'énergie a placé le Canada dans une position vulnérable et dépendante, une situation qui aurait pu être totalement évitée. Bien entendu, le Canada vend toujours à fort rabais jusqu'à 90 % de son pétrole et de son gaz aux États-Unis parce que les libé-

raux ont carrément torpillé deux projets d'exportation potentiels: un pipeline vers la côte Ouest pour accéder aux marchés asiatiques en pleine croissance par la voie la plus directe, la plus abordable et la plus sûre, et un pipeline reliant l'axe est-ouest qui aurait assuré l'autosuffisance du Canada en acheminant le pétrole de l'Ouest vers les raffineries de l'Est, en plus de générer une concurrence accrue pour les clients qui exportent vers l'Europe.

Au même moment, les administrations démocrates et républicaines ont fait exploser la production et les exportations américaines de pétrole et de gaz naturel liquéfié, faisant des États-Unis le plus grand fournisseur au monde, alors que les libéraux, qui étaient témoins de tout cela, ont accru leur mainmise sur le pétrole et le gaz canadiens et sur les travailleurs à chaque occasion. Divers experts estiment que les rabais coûtent cher aux Canadiens, soit environ 25 milliards de dollars annuellement. Imaginez seulement les infrastructures, les programmes et les services que ces revenus pourraient financer aujourd'hui et qui auraient pu profiter à tous les Canadiens au cours de la dernière décennie si les libéraux n'avaient pas passé les 10 dernières années à torpiller les projets de pipelines en cours du secteur privé pour empêcher qu'on en propose de nouveaux.

La vérité, c'est que les libéraux ont publiquement annoncé le plafonnement des émissions du secteur pétrolier et gazier canadien sans qu'il y ait vraiment eu de consultations et d'analyses économiques à l'avance. Le premier ministre se trouvait même à l'étranger lorsqu'il a imposé ce plafond. La coalition libérale—néo-démocrate—bloquiste de l'époque a mené une brève étude à ce sujet au comité, mais les conservateurs ont dû exprimer leur désaccord afin de bien souligner les mises en garde quant aux répercussions vastes et catastrophiques du plafonnement canadien des émissions du secteur pétrolier et gazier.

Pendant les travaux du comité, des témoins les ont mis en garde. Dale Swampy, de la Coalition nationale des chefs, a déclaré que le gouvernement « semble traiter le secteur pétrolier et gazier comme s'il était l'ennemi et un problème à régler » et « qu'un plafond sur les émissions sera en fait un plafond sur la production », ce qui détruit les possibilités de réconciliation économique pour les propriétaires d'entreprise et les communautés autochtones qui en ont le plus besoin.

● (1635)

Les libéraux ont été avertis que le plafonnement nuirait surtout aux communautés autochtones, rurales et éloignées, mais ils n'en ont pas tenu compte, même si les promoteurs pétroliers et gaziers canadiens dépensent environ 14 milliards de dollars en approvisionnement auprès de 585 fournisseurs affiliés à des Autochtones dans 110 municipalités et 45 communautés autochtones. Cet argent réel fait toute la différence pour les peuples autochtones qui sont tous menacés par le plafonnement de la production canadienne de pétrole et de gaz, qui fait disparaître des emplois et des revenus.

Depuis, le directeur parlementaire du budget, qui est indépendant, a indiqué que le plafond imposé au secteur pétrolier et gazier par les libéraux entraînerait la perte de 54 000 emplois d'ici 2032. Cela représente presque le double de la population de Lloydminster, une ville frontalière entre l'Alberta et la Saskatchewan. Il y a des centaines d'autres villes de cette taille au Canada. Les pertes d'emploi attribuables à ce plafonnement en six ans se traduiraient par une baisse de 21 milliards de dollars du PIB canadien. Le plafonnement réduira le PIB de l'Alberta de 4,5 % et celui du reste du Canada de 1 %. Il entraînera une perte d'activité de 191 milliards de dollars en Alberta et de 91 milliards de dollars dans le reste du Canada.

Pourquoi les Canadiens de toutes les régions du pays doivent-ils se soucier de cette question? Voici pourquoi: le secteur pétrogazier représente 7,7 % du PIB du Canada. Malgré les dommages causés par les libéraux, il s'agit toujours de la principale exportation du pays. La contribution du secteur au PIB canadien s'élève à plus de 208 milliards de dollars par année, dont 166 milliards de dollars provenant des activités directes et 42,8 milliards de dollars provenant de la chaîne d'approvisionnement. Ce secteur soutient plus de 446 000 emplois directs et indirects, dont plus de 10 800 emplois pour les Autochtones.

Près de 900 000 Canadiens dépendent du secteur pétrogazier en raison des retombées ou de la création d'emplois induits. Il ne s'agit pas non plus d'emplois au salaire minimum facilement remplaçables, car la rémunération moyenne d'un travailleur du secteur pétrogazier est presque deux fois plus élevée que la moyenne nationale dans les secteurs de production de biens. L'Alberta emploie 54 % des travailleurs de la chaîne d'approvisionnement, mais plus du tiers de ces emplois se trouvent en Colombie-Britannique, en Ontario et au Québec. Ainsi, le plafond menace les emplois, les chèques de paie et les recettes publiques de Vancouver à Montréal, et partout où l'on produit du pétrole et du gaz, de Fort St. John à St. John's et à Saint John.

Selon le Conference Board du Canada, entre 2030 et 2040, le plafond pourrait entraîner une réduction du PIB du Canada allant jusqu'à 1 billion de dollars et priver les Canadiens de 151 milliards de dollars de recettes fédérales, des fonds qui pourraient être consacrés à la défense, à la sécurité frontalière, à la lutte contre la criminalité et à des programmes fédéraux, et qui pourraient être partagés avec les provinces pour construire des hôpitaux, des écoles et des routes ainsi que pour fournir des services sociaux.

Des promoteurs de partout au Canada conviennent que le plafonnement est une mauvaise politique qui nuit aux entreprises canadiennes et à l'emploi. Comme l'augmentation de la production et des exportations canadiennes de pétrole et de gaz est la voie à suivre pour assurer la sécurité énergétique du Canada et contribuer à la réduction des émissions à l'échelle mondiale, les libéraux ont été prévenus qu'« il est possible que tout cela entraîne une augmentation des émissions mondiales, si le charbon commence à être plus utilisé que le gaz naturel, et si le gaz naturel et le pétrole sont produits par des pays qui n'ont pas [les] normes élevées [du Canada] ».

Des exploitants pétroliers et gaziers de classe mondiale de partout au pays soulignent qu'ils continuent de réduire grandement et constamment la quantité et l'intensité de leurs émissions, un point, soit dit en passant, dont le projet de loi de censure du secteur pétrolier et gazier des libéraux les empêche de parler. Le plafonnement pourrait également avoir un effet contraire à ce que prétendent ses

Travaux des subsides

défenseurs, s'il fait fuir davantage de projets et d'investissements du Canada et que cela « me[t] un frein à l'action ».

La vérité, à l'heure actuelle, c'est que parmi tous les acteurs du secteur privé, le secteur pétrolier et gazier est celui qui investit le plus chaque année dans les technologies propres et les technologies de réduction des émissions. Il en fait davantage dans ce domaine que tous les autres secteurs canadiens réunis. On devrait porter attention aux avertissements selon lesquels le plafonnement aura exactement l'effet que le premier ministre a dit souhaiter, c'est-à-dire de garder le pétrole et le gaz dans le sol et de nuire grandement aux entreprises, aux emplois et aux recettes gouvernementales, et ce, sans produire l'effet positif pour l'environnement que promettent ses défenseurs.

Le plafonnement des émissions du secteur pétrolier et gazier par les libéraux est un plafonnement de la production. L'ancien ministre de l'Environnement a par ailleurs admis que la production du secteur pétrolier et gazier est de compétence provinciale. Par conséquent, le plafonnement exacerbe les divisions entre les gouvernements provinciaux et mène à des contestations judiciaires, ce qui crée encore plus d'incertitude et fait fuir les investissements.

Pendant que le Canada plafonne sa production, d'autres pays sont en train de le devancer parce que les libéraux les ont laissés faire. L'Union européenne a signé un accord de 750 milliards de dollars pour de l'énergie fournie par les États-Unis, et d'autres pays ont été contraints de signer des accords avec des régimes autoritaires hostiles pour s'approvisionner en gaz naturel liquéfié, après que les libéraux aient passé 10 ans à dire que ce n'était pas rentable.

La motion conservatrice d'aujourd'hui est très claire. Notre parti est le seul à se battre pour éliminer tout simplement ce plafond nuisible à l'emploi, à l'économie et à la réduction des émissions. Les Canadiens ne peuvent pas se permettre une autre décennie perdue à cause des libéraux. La motion dit clairement qu'il faut éliminer le plafond. Il faut libérer le potentiel énergétique canadien pour faire du Canada un pays fort, uni, autonome...

• (1640)

Le vice-président: Nous passons aux questions et observations. Le secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre a la parole.

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, entre autres problèmes pour la députée d'en face, il y a le fait que j'étais ici, moi, pendant une partie des années où Stephen Harper était premier ministre, en 2015. Si nous étions honnêtes, nous dirions que Stephen Harper n'a pas réussi à construire ne serait-ce qu'un centimètre de pipeline vers les côtes. La députée parle de la proposition d'oléoduc est-ouest, dont le sort a été scellé par les données économiques, et c'est la raison pour laquelle Stephen Harper n'a pas pu la mettre en œuvre. En fait, il a fallu un autre gouvernement pour que Trans Mountain soit construit. Cela n'avait rien à voir avec les conservateurs. Là où les conservateurs pourraient avoir du mérite, c'est notamment sur le plan de la propagande et de la désinformation.

La députée ne croit-elle pas que c'est une bonne chose qu'Ottawa et les provinces, en particulier l'Alberta, la Saskatchewan et le Manitoba, collaborent plus étroitement pour que nous puissions réaliser de grands projets?

Travaux des subsides

Shannon Stubbs: Monsieur le Président, le fait qu'il vienne d'admettre que le gouvernement fédéral n'a pas collaboré avec les gouvernements provinciaux — du moins au cours des 10 dernières années, soit depuis mon élection — en dit long sur le bilan de son propre gouvernement et de sa carrière de député. De nos jours, plus que jamais auparavant, le gouvernement libéral sème la division entre les provinces et dresse les gens les uns contre les autres. C'est une véritable honte.

Bien sûr, la vérité est que, sous l'ancien gouvernement conservateur, quatre pipelines ont été construits, et toutes les propositions du secteur privé concernant les projets de gaz naturel liquéfié et les pipelines ont été purement et simplement rejetées par les libéraux. L'ancien premier ministre a opposé son veto au pipeline Northern Gateway, et les libéraux ont délibérément gêné le processus réglementaire afin de bloquer le projet de pipeline d'ouest en est, empêchant ainsi le Canada d'atteindre l'autosuffisance énergétique et d'avoir plus de clients.

Ce sont les libéraux qui ont l'habitude de faire barrage aux projets de pipelines. C'est leur véritable nature. Le Parti conservateur est le seul parti qui a toujours défendu les intérêts des travailleurs du secteur pétrolier et gazier dans toutes les régions du pays.

[Français]

Patrick Bonin (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, on a vu plusieurs reculs en matière d'environnement depuis l'arrivée du nouveau premier ministre, notamment en ce qui concerne la tarification du carbone, les véhicules électriques et les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre du pays.

Maintenant, on sent qu'il y a un recul concernant l'idée de mettre un plafond sur la production d'émissions du secteur pétrolier et gazier au pays. De toute évidence, c'est un virage qui ressemble pratiquement à du climatoscepticisme. Je me demande ce que ma collègue conservatrice pense du réchauffement climatique. Est-ce que c'est un fait scientifique établi?

[Traduction]

Shannon Stubbs: Monsieur le Président, j'aurais tellement de choses à dire au député sur le fait que les Canadiens peinent à s'y retrouver après une décennie d'incertitude à laquelle s'ajoute l'incertitude actuelle causée par les libéraux. Le point qu'il soulève est très pertinent pour les électeurs de toutes les régions du pays qui ont voté pour les libéraux parce qu'ils partageaient leurs préoccupations et appuyaient les politiques anti-énergie et anti-développement que le gouvernement a imposées au cours des dix dernières années.

Ceux qui, ici, ont des comptes à rendre aux Canadiens sur leurs revirements, leurs volte-face et leurs changements d'avis sont ceux qui n'ont pas le moindre scrupule à venir ici et à prendre des positions diamétralement opposées à celles qu'ils ont défendues pendant une décennie, y compris il y a six mois à peine. Ce sont eux qui doivent expliquer leur position aux Canadiens et dire quels sont leurs objectifs.

Laila Goodridge (Fort McMurray—Cold Lake, PCC): Monsieur le Président, ma collègue de Lakeland, dont la circonscription se trouve directement au sud de la mienne, a prononcé un discours enflammé à la défense des travailleurs du secteur énergétique. Comme elle l'a souligné, et à juste titre, plafonner les émissions plafonne également la production, ce qui nuira à la création d'emplois.

La députée pourrait-elle expliquer pourquoi les gens de nos circonscriptions et de partout au Canada sont si préoccupés par les attaques constantes des libéraux? Par leurs discours, les libéraux donnent à penser qu'ils pourraient éventuellement changer d'avis, sauf que nous n'avons vu aucune mesure concrète. Je me demande si la députée pourrait nous dire ce qu'elle en pense.

Shannon Stubbs: Monsieur le Président, je remercie la députée de si bien représenter et défendre les gens de sa circonscription, qui contribue de façon disproportionnée à l'économie de l'ensemble du pays et aide directement à financer les programmes et services offerts dans toutes les provinces du Canada.

Je ne pourrais pas commencer à expliquer le raisonnement des libéraux ni les dommages qu'ils ont causés à leur propre crédibilité, mais ce qui me consterne vraiment après 10 ans, ce sont toutes les occasions manquées. Ils ont délibérément manqué ces occasions, ce contre quoi on les avait mis en garde. Des centaines de milliers d'emplois ont été perdus partout au Canada en raison de la politique anti-énergie, ce qui est inadmissible.

• (1645)

Le vice-président: Conformément à l'article 38 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre les questions qu'elle abordera à l'heure de l'ajournement ce soir, à savoir: la députée de Saanich—Gulf Islands, Le changement climatique; le député de Regina—Lewvan, Les ressources naturelles; le député de Mission—Matsqui—Abbotsford, La petite entreprise.

Jonathan Rowe (Terra Nova—Les Péninsules, PCC): Monsieur le Président, la circonscription que je représente est grande. J'ai frappé à des milliers de portes. Le consensus est clair: les habitants de Terre-Neuve-et-Labrador ne veulent pas que les plafonds d'émissions asphyxient l'économie. Les plafonds d'émissions n'affectent pas seulement ma circonscription. Ils affectent le monde entier. Partout dans le monde, nous avons des alliés qui ont désespérément besoin d'énergie supplémentaire.

Notre énergie est l'une des plus inclusives au monde sur le plan social, avec les normes environnementales les plus strictes. Nous devrions fournir cette énergie à nos alliés afin de développer notre économie, réduire les émissions et contribuer à la sécurité internationale.

Lorsque la Russie a envahi l'Ukraine, le message était clair: l'Europe devait mettre fin à sa dépendance au pétrole et au gaz russes. Des pays touchés, comme l'Allemagne, sont venus dans ma province, Terre-Neuve, chercher du pétrole et du gaz supplémentaires, en particulier du gaz naturel liquéfié, ou GNL. Au lieu de collaborer avec l'Allemagne et des investisseurs privés, le gouvernement libéral a déclaré que ce ne serait pas rentable et a tenté de leur vendre de l'hydrogène à la place. Si le gouvernement libéral n'avait pas supprimé les projets de GNL lancés par le dernier gouvernement conservateur, l'Allemagne serait déjà en train d'acheter nos ressources au lieu de financer la Russie et de lui donner plus d'argent et plus d'influence en Europe pour financer ses guerres, guerres contre lesquelles on se bat en dépensant l'argent des contribuables. C'est un oxymoron.

Pour résumer, nous avons des plafonds d'émissions qui asphyxient notre industrie, ce qui élargit les débouchés de la Russie en vue de vendre son énergie pour financer ses guerres. Les contribuables canadiens perdent des milliards en redevances, et nous envoyons leur argent à l'Ukraine pour lutter contre ce même pays. Nous sommes perdants sur toute la ligne. Cela n'a pas le moindre sens. Pourquoi le gouvernement libéral ne lève-t-il pas les plafonds d'émissions afin que nous puissions produire davantage au bénéfice de nos alliés et contribuer à notre sécurité commune dans le monde?

Aussi incroyable que cela puisse paraître, en fournissant notre pétrole et notre gaz au reste du monde, nous réduirions les émissions de carbone. Nous n'avons pas besoin d'asphyxier notre économie pour réduire les émissions mondiales. En effet, nous pouvons réduire les émissions mondiales en augmentant notre production et en remettant davantage de Canadiens au travail. Le gaz naturel génère environ la moitié des émissions du charbon. L'Institut Fraser estime que si le Canada doublait sa production de gaz pour l'exporter vers l'Asie, les émissions mondiales baisseraient potentiellement de 630 millions de tonnes par an, soit près de 90 % des émissions totales du Canada. Pensons-y un instant. En outre, remplacer le charbon par du pétrole conventionnel permet de réduire considérablement les émissions de carbone. Voilà pourquoi nous, les conservateurs, soutenons cette initiative. Tout le monde y gagne.

Quels que soient les fantasmes des libéraux, pendant que les pays du tiers monde se développent rapidement, la demande mondiale d'énergie monte en flèche. On m'a déjà posé la question suivante: en quelle année le monde a-t-il brûlé le plus de charbon? J'y ai réfléchi et je me suis dit que c'était probablement à la fin des années 1990 ou 1980. J'ai été stupéfait d'apprendre que c'était l'année dernière et que ce résultat demeurera le même pendant de nombreuses années. C'est déchirant.

L'année dernière, le monde a consommé 9 milliards de tonnes de charbon. Si le monde veut vraiment enrayer la consommation de charbon, il faut commencer par produire 41 milliards de barils de pétrole. Je pense que nous pouvons le faire ici, au Canada. La réalité, c'est que nous ne pouvons pas rater une occasion d'avoir un avenir meilleur parce que nous rêvons d'un avenir parfait.

Vers qui ces pays devraient-ils se tourner pour obtenir le pétrole et le gaz naturel qu'il leur faut? Pendant que nos alliés regardent ailleurs, le Canada continue de vendre presque tous ses hydrocarbures au sud de la frontière. Ressources naturelles Canada confirme que 98 % de notre pétrole brut, soit près de 4 milliards de barils par jour, sont envoyés aux États-Unis. Selon la Régie de l'énergie du Canada, presque tout notre gaz est exporté aux États-Unis, mais nous le vendons quand même au rabais par rapport au prix de référence des États-Unis. Selon les rumeurs, chaque dollar de pétrole brut que nous envoyons aux États-Unis est exporté pour 3 \$. C'est toute une marge.

Il y a pire. En visitant une installation de traitement du gaz naturel en Alberta, j'ai appris qu'elle vend son gaz 5 ¢ l'unité à un réseau des États-Unis, qui le liquéfie ensuite pour le vendre plus de 12 dollars américains l'unité. Il y a quelque chose qui cloche.

Voilà pourquoi les conservateurs croient que l'énergie canadienne devrait être offerte comme solution de remplacement au charbon à l'étranger au lieu d'être vendue aux Américains pour une bouchée de pain. Nous sommes en guerre commerciale avec un pays où Trump encourage les forages tous azimuts. Parce qu'il n'y a pas assez de marge de manœuvre à cause des plafonds de production, les

Travaux des subsides

pétrolières investissent aux États-Unis plutôt qu'au Canada. Les libéraux disent vouloir se battre contre Trump et renforcer notre économie, sauf qu'ils essaient de le faire en ayant les mains liées.

● (1650)

Il faut construire ces pipelines. Pour que notre pays réduise véritablement ses émissions de carbone, il faut qu'il se donne les moyens d'exporter ses hydrocarbures. Pourtant, alors que le gouvernement libéral clamait haut et fort son intention d'agir en ce sens, il a refusé de faire le premier pas en abolissant les plafonds d'émissions. Les libéraux ont-ils délibérément trompé les électeurs pendant la campagne électorale ou étaient-ils simplement trop têtus pour faire le premier pas?

La réalité, la voici: si nous, les Canadiens, ne fournissons pas d'énergie au monde, d'autres pays le feront. S'il y a un endroit dans le monde auquel la vente d'énergie doit profiter, je propose que ce soit le Canada. Je propose que ce soit Terre-Neuve. Le PIB de Terre-Neuve-et-Labrador dépend plus des hydrocarbures que celui de toute autre province, même plus que celui de l'Alberta. Terre-Neuve possède plus de réserves pétrolières et gazières en haute mer non découvertes que découvertes, mais à cause des plafonds d'émissions, les entreprises ne veulent plus investir dans l'exploration.

À cause des échecs des libéraux, le projet Bay du Nord a été retardé à de multiples reprises, et à cause du plafonnement des émissions, s'il voit le jour, ce sera le dernier projet extracôtier à Terre-Neuve. Il n'y a tout simplement plus de marge de manœuvre. C'est plafonné. Non seulement ce sera le dernier projet, mais de surcroît, en 2032, les plafonds d'émissions seront abaissés, ce qui obligera l'industrie extracôtière actuelle à réduire sa production. Déjà que le chômage atteint des sommets historiques et que les gens ont à peine les moyens de s'acheter de quoi manger, notre économie peut-elle vraiment supporter un nouveau coup dur?

Nous, les conservateurs, nous avons promis de travailler avec l'industrie pour doubler la production de pétrole et de gaz à Terre-Neuve, ce qui aurait augmenté de 25 % le PIB de la province. Imaginons les routes que nous aurions pu asphaltier, les médecins que nous aurions pu embaucher, même à St. Lawrence. Au lieu de cela, nous avons un gouvernement libéral qui veut laisser les plafonds d'émissions en place, ce qui revient à laisser les routes et le système de santé dans un état désespéré.

J'ai travaillé dans l'industrie pétrolière et gazière, et je peux dire aux députés que le pétrole et le gaz canadiens sont les plus socialement et écologiquement acceptables au monde. En plus d'avoir une réglementation environnementale parmi les plus strictes au monde, nous avons les exigences de sécurité les plus élevées pour protéger les travailleurs et donner la priorité à la qualité de vie. La production de pétrole et de gaz au Canada est l'une des plus inclusives au monde. Le secteur canadien de l'énergie ne pratique pas la discrimination. On y embauche des gens de toutes les races, de tous les genres et de toutes les orientations sexuelles. On y veille à ce que le pétrole et le gaz canadiens profitent à tous les habitants du pays.

Travaux des subsides

Sans nommer personne, je ne suis pas convaincu que tous les pays producteurs d'énergie accordent à l'égalité la même valeur que nous lui accordons ici, au Canada. Pourquoi nos alliés, qui croient en l'égalité, en la sécurité et en une réglementation environnementale rigoureuse, continuent-ils d'acheter du pétrole sale provenant de dictatures? C'est parce que le gouvernement libéral refuse de mettre fin au plafonnement des émissions et de permettre au Canada de les approvisionner.

Comme je l'ai déjà dit, il ne faut pas rater une occasion d'avoir un avenir meilleur parce que nous rêvons d'un avenir parfait. J'espère sincèrement que ce message encouragera le gouvernement libéral à travailler avec nous, les conservateurs, pour éliminer ces plafonds d'émissions et enfin faire passer les intérêts du Canada en premier.

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, il est difficile de faire confiance à la politique des conservateurs. Le député critique le fait que les États-Unis achètent notre pétrole et en tirent profit. Pourtant, quand j'ai interrogé leur porte-parole, j'ai rappelé que sous Stephen Harper, aucun pipeline n'a été construit vers la côte ouest. On m'a répondu qu'ils en avaient construit quatre, mais ces quatre pipelines allaient tous vers les États-Unis. Comparons cela au seul grand projet que nous avons réalisé, qui, lui, va jusqu'à la côte ouest. Le député ne voit-il pas là une certaine contradiction?

Sans parler du projet de loi C-49, qui présentait un avantage économique pour le Canada atlantique, et que les conservateurs ont pourtant rejeté. Le député reconnaît-il que le chef du Parti conservateur et ses voisins de banquette ont commis une erreur en votant contre ce projet de loi?

• (1655)

Jonathan Rowe: Monsieur le Président, je vais reconnaître certaines choses. Si ce n'est pas telle chose à une extrémité du pays, c'est telle autre chose à l'autre extrémité du pays. Les libéraux disent que nous ne pouvons pas vendre le pétrole et le gaz naturel de l'Alberta parce qu'il n'existe aucun moyen de l'acheminer vers les marchés étrangers. Or, ce prétexte ne vaut rien dans le cas des ressources de Terre-Neuve. Nous sommes situés directement sur la côte, mais le plafonnement des émissions limite la production.

Si ce n'est pas une chose, c'en est une autre. Je n'en peux plus des prétextes. Le Canada n'en peut plus des prétextes. Un gouvernement conservateur travaillerait avec l'industrie pour bâtir notre pays.

[Français]

Patrick Bonin (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, depuis l'arrivée de ce nouveau gouvernement, on assiste à une compétition entre les conservateurs et les libéraux pour savoir qui est le plus favorable au pétrole et au gaz. Ce festival se poursuit aujourd'hui alors que, de part et d'autre, on entend des appels à éliminer toute réglementation environnementale.

Des crédits d'investissement de 5,7 milliards de dollars sont actuellement accordés pour la séquestration et la capture de carbone, une mesure qui vise à aider les compagnies pétrolières et gazières. Les conservateurs sont-ils d'accord sur le fait que des milliards de dollars soient ainsi alloués à une industrie qui est déjà multimilliardaire?

[Traduction]

Jonathan Rowe: Monsieur le Président, le député dit que les conservateurs et les libéraux tentent de déterminer qui est le plus favorable au pétrole et au gaz. Toutes les provinces du Canada sont heureuses d'accepter l'argent du pétrole, mais elles ne sont pas toutes heureuses de jouer le jeu du pétrole. On ne peut pas toucher à l'argent du pétrole sans jouer le jeu du pétrole.

Shannon Stubbs (Lakeland, PCC): Monsieur le Président, en tant qu'Albertaine de première génération dont la mère est originaire de St. John's, à Terre-Neuve, je tiens à dire à quel point je suis heureuse que le député de cette magnifique province se joigne à nous pour défendre les travailleurs du secteur de l'énergie et de l'exploitation des ressources de tout le pays.

À ce sujet, nous savons tous les deux que des générations de jeunes Canadiens de l'Atlantique ont dû trouver du travail ailleurs et qu'il y a eu d'énormes pertes d'emplois depuis l'arrivée au pouvoir du premier ministre, en particulier dans le secteur des ressources naturelles. D'année en année, il y a eu des centaines de milliers de pertes d'emplois. En mai, en juin et en août, il y a eu des pertes d'emplois dans les secteurs de la foresterie, des mines, de la pêche, des carrières, du pétrole et du gaz. Voilà à quoi ressemblent le bilan des libéraux et l'avenir qu'ils nous réservent.

Qu'est-ce que le député a à dire à ce sujet aux gens qu'il représente et à tous les Canadiens?

Jonathan Rowe: Monsieur le Président, Terre-Neuve-et-Labrador affiche l'un des taux de chômage les plus élevés au pays. L'Alberta suit de près. C'est parce que le gouvernement libéral a plafonné les émissions et qu'il étouffe notre économie. Les Terre-Neuviens et les Labradoriens font la navette entre leur province et l'Alberta et d'autres provinces depuis des années. La députée de Fort McMurray—Cold Lake est d'accord parce qu'elle comprend. Elle voit ce phénomène.

L'économie de Terre-Neuve-et-Labrador ne repose pas seulement sur l'industrie extracôtière, mais aussi sur l'Alberta. Lorsque l'Ouest se porte mieux, tout le Canada se porte mieux, y compris la côte est et Terre-Neuve.

Laila Goodridge (Fort McMurray—Cold Lake, PCC): Monsieur le Président, l'une des choses que le député de Terre-Neuve a soulignées à juste titre, c'est que, depuis 10 ans, le gouvernement fédéral dit à l'industrie de l'énergie qu'elle ne devrait pas exister, qu'elle devrait effectuer une transition vers autre chose et que les libéraux ont honte d'elle.

Maintenant, les libéraux disent qu'ils sont différents, mais n'ont pas vraiment fait quoi que ce soit de différent. Ils ne se sont pas débarrassés des lois anti-énergie. Tout ce qu'ils ont fait, c'est créer un nouveau cadre pour contourner leurs propres mauvaises politiques...

Le vice-président: Je dois interrompre la députée pour permettre au député de Terra Nova—Les Péninsules de répondre.

Jonathan Rowe: Monsieur le Président, nos économies sont interdépendées. Nous tenons à remercier Fort McMurray pour tout le travail accompli à l'égard de Terre-Neuve-et-Labrador, et nous avons hâte de travailler avec l'Alberta pour bâtir le meilleur pays possible afin d'améliorer les choses.

Le vice-président: Quand l'intervenant précédent a pris la parole, un député est passé devant lui. L'article 16(2) du Règlement indique que lorsqu'un député a la parole, il est interdit à tout député de passer entre lui et le fauteuil. Cette ligne directrice n'est pas déterminée par les écrans de télévision, mais par le fait que le Président est au fauteuil et qu'un député a la parole. Je rafraîchis la mémoire à tous les députés pour éviter cette situation au secrétaire parlementaire.

Nous reprenons le débat. Le secrétaire parlementaire de la ministre de l'Environnement et du Changement climatique a la parole.

Wade Grant (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec le député de Carleton.

Aujourd'hui, nous soulignons les progrès concrets qui découlent des limites d'émissions de gaz à effet de serre partout au pays. Cette politique n'est pas qu'un objectif abstrait: elle transforme notre façon de construire les maisons, de transporter les marchandises, de produire de l'énergie et de fabriquer des matériaux essentiels comme le béton. Ces objectifs se traduisent par des résultats tangibles pour l'environnement, la santé publique et l'économie canadienne.

Chaque fois qu'on évite la production d'une tonne de gaz à effet de serre, on contribue à assainir l'air, à stabiliser le climat et à accroître la résilience des collectivités. En ce qui concerne le logement, notons que le secteur résidentiel et commercial représente une part importante des émissions au pays. Les limites fixées favorisent l'adoption de normes énergétiques plus strictes pour les bâtiments neufs et rénovés, l'optimisation des systèmes de chauffage et de climatisation et l'intégration de sources d'énergie renouvelables. Ainsi, les Canadiens bénéficient de maisons écoénergétiques et, du même coup, de factures d'énergie moins élevées et d'un confort accru. En plus d'être bonnes pour l'environnement, ces améliorations créent de l'emploi dans les domaines de la construction, de l'ingénierie et des services de rénovation écoénergétique.

Le transport est l'un des secteurs où les limites ont un effet direct. Les politiques qui accompagnent les limites, comme le Règlement sur les combustibles propres, stimulent l'utilisation de carburants à faible teneur en carbone et appuient la transition vers les véhicules électriques et hybrides. En réduisant l'intensité en carbone des carburants et en encourageant l'adoption de technologies plus propres, nous améliorons la qualité de l'air dans nos villes et nous contribuons à prévenir les maladies respiratoires et cardiovasculaires. Les Canadiens jouissent d'un environnement plus sain tout en voyant de nouvelles possibilités économiques se multiplier dans le transport et la mobilité durable.

Dans le secteur industriel, les limites encouragent l'innovation et la modernisation des processus. Des industries comme celles du ciment, de l'acier et des produits chimiques investissent dans le captage et le stockage du carbone, l'optimisation énergétique et la réduction des émissions fugitives. Ces initiatives permettent non seulement de réduire l'empreinte carbone, mais aussi de faire du Canada un chef de file dans la production de biens industriels à faibles émissions qui peuvent être concurrentiels dans un marché mondial de plus en plus durable.

Le secteur du béton et des matériaux de construction est particulièrement énergivore et responsable d'une part importante des émissions industrielles. Grâce aux limites et aux politiques complémen-

Travaux des subsides

taires, nous assistons à l'adoption croissante de formules à faible teneur en carbone, de ciments de remplacement et de technologies de captage du carbone. Ces avancées réduisent l'intensité en carbone de la construction tout en maintenant la qualité et la durabilité des matériaux. Elles sont un exemple parfait de la façon dont les limites d'émissions encouragent l'innovation et créent des débouchés économiques dans les secteurs traditionnels.

La réduction des émissions de méthane est un élément central de ce progrès. Le méthane est un gaz puissant, responsable de près de 30 % du réchauffement de la planète jusqu'à présent et de centaines de milliers de décès prématurés chaque année attribuables à la pollution atmosphérique.

Le Canada est, avec l'Union européenne, copromoteur de l'Engagement mondial sur le méthane, qui comprend des mesures visant le secteur pétrolier et gazier, ainsi que les sites d'enfouissement. Non seulement ces mesures réduisent les émissions, mais elles améliorent également la qualité de l'air, la santé publique et la capacité concurrentielle des produits canadiens sur le marché mondial.

Réduire les émissions de gaz à effet de serre et les polluants atmosphériques, tels que les composés organiques volatils, améliore directement la santé des Canadiens. La réglementation des composés organiques volatils dans les installations pétrolières et gazières réduit l'exposition à des substances nocives telles que le benzène. Toute réduction des émissions aide à prévenir les maladies respiratoires, les décès prématurés et les coûts pour le système de santé, qui sont estimés à plus de 146 milliards de dollars par année. Voilà qui montre que la réduction des émissions est non seulement bonne pour le climat, mais aussi essentielle pour le bien-être des collectivités.

Le succès des limites dépend de la collaboration avec les provinces, les territoires et les communautés autochtones. Chaque région a ses propres priorités et solutions pour réduire ces émissions. Le gouvernement travaille en partenariat afin d'harmoniser les politiques, de maximiser les réductions et de soutenir les collectivités dans leur transition énergétique. Les communautés autochtones participent activement à la conception de projets d'énergie propre partout au pays, contribuant aux solutions locales tout en bénéficiant des possibilités économiques durables qui en découlent.

La réduction des émissions stimule l'innovation dans tous les secteurs. Les entreprises investissent dans les technologies propres, l'efficacité énergétique et le captage du carbone, et créent ainsi des produits et services à faibles émissions qui répondent à la demande croissante des marchés internationaux. En parallèle, des initiatives comme le programme d'incitatifs à la production de biocarburants soutiennent la production nationale de carburants renouvelables, créant ainsi des emplois et des possibilités économiques pour toutes les régions du pays.

Travaux des subsides

● (1700)

L'objectif de réduction des émissions a déjà produit des résultats concrets. Les émissions fugitives de méthane provenant du secteur pétrolier et gazier ont diminué de 33 % entre 2013 et 2023; les industries du béton, de l'acier et des carburants propres adoptent des technologies novatrices pour réduire l'intensité de leurs émissions de carbone; et les bâtiments et les transports bénéficient de gains d'efficacité énergétique et de l'adoption accrue de solutions à faibles émissions. Ces progrès démontrent que le plafonnement des émissions n'est pas une idée abstraite, mais un outil efficace permettant d'obtenir des résultats concrets tant pour l'environnement que pour l'économie.

La limitation des émissions a un effet réel sur la vie de tous les Canadiens. Dans les domaines du logement, des transports, de l'industrie et même du béton, nous constatons des améliorations mesurables en matière d'efficacité énergétique, de réduction des émissions et de qualité de l'air. Conjuguées à la réduction des émissions de méthane et au leadership canadien sur la scène internationale, ces mesures positionnent notre pays comme un chef de file mondial en matière de politique climatique et d'énergie propre. Elles montrent qu'il est possible de concilier croissance économique, santé publique et responsabilité environnementale.

Le plafond national des émissions n'est pas seulement une politique; c'est une feuille de route vers un avenir plus propre, plus sûr et plus prospère pour tous les Canadiens d'aujourd'hui et de demain, pour la génération de mes enfants et celle de mes petits-enfants.

● (1705)

Scot Davidson (New Tecumseth—Gwillimbury, PCC): Monsieur le Président, je n'ai jamais entendu autant de paroles creuses, et je ne sais même pas par où commencer.

Tout d'abord, j'aimerais que le député nous dise ce qu'il pense du fait que ma circonscription n'a pas reçu le supplément pour les régions rurales prévu dans le régime de la taxe sur le carbone que le gouvernement a défendu pendant 10 ans. Il a parlé du programme de rénovation, mais selon un article, « le gouvernement fédéral met fin au programme de prêts pour la rénovation domiciliaire ». En troisième lieu, il a parlé de la transition. Dans la partie nord de ma circonscription, on utilise du propane. Cela fait 10 ans que nous demandons la construction d'une canalisation de gaz naturel; nous ne pouvons même pas avoir cela. Nous avons de vieilles infrastructures hydroélectriques de la première phase.

Voilà ce qui décourage les gens de ma circonscription. Lorsqu'ils voient le gouvernement envoyer de l'argent à l'étranger, ils se sentent laissés pour compte et se demandent: « Et nous, alors? »

Wade Grant: Monsieur le Président, c'est la raison pour laquelle nous investissons dans la phase 2 de LNG Canada. Nous investissons dans les nouvelles technologies pour nous assurer que l'avenir de ce pays est sûr pour les générations futures. Nous allons continuer de le faire aujourd'hui, demain et à l'avenir. Je veux que mes enfants et mes petits-enfants puissent vivre, s'amuser et se divertir comme je l'ai fait à l'embouchure du fleuve Fraser.

[Français]

Patrick Bonin (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, les experts de l'Institut climatique du Canada ont été très clairs la semaine dernière: le Canada ne respectera pas ses objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour 2030.

C'est à cause de la production pétrolière et gazière, dont les émissions ont augmenté de 83 % entre 1990 et 2022. L'année dernière, elles ont encore augmenté et ça annule les efforts dans les autres secteurs, dont les efforts du Québec. Est-ce que le gouvernement s'engage sans équivoque à mettre en place un plafond d'émissions de gaz à effet de serre dans le secteur pétrolier et gazier pour qu'enfin l'Alberta fasse les efforts qu'elle doit faire?

[Traduction]

Wade Grant: Monsieur le Président, les Canadiens s'attendent à un avenir propre, résilient et à faibles émissions de carbone, et ils le méritent. C'est pourquoi nous continuerons à travailler fort en veillant à prendre des décisions audacieuses au bénéfice de tous les Canadiens et en essayant d'atteindre nos objectifs le plus efficacement possible. C'est ce que les députés de ce côté-ci de la Chambre continueront de faire et ce que je continuerai de faire en tant que secrétaire parlementaire de la ministre de l'Environnement et du Changement climatique du Canada en travaillant, je l'espère, avec les députés des deux côtés de la Chambre.

L'hon. Bardish Chagger (Waterloo, Lib.): Monsieur le Président, les opinions et les points de vue divergent, mais il est essentiel que nous fassions croître l'économie.

Les gens de ma circonscription, Waterloo, pensent la même chose, mais de nombreux concitoyens me disent également qu'il est important de se soucier de l'environnement. Ils ont remarqué que tous les premiers ministres provinciaux se rallient à la vision de ce nouveau gouvernement et sont conscients qu'il est important de bien faire les choses afin d'assurer la sûreté, la sécurité et la sécurité énergétique pour les générations à venir. Je sais que le gouvernement soutient les travailleurs du secteur de l'énergie.

J'aimerais entendre les observations du député sur l'importance de veiller à tenir compte de l'environnement au fur et à mesure que nous stimulons l'économie et que nous créons et exploitons, pour les Canadiens et le monde entier, des zones de production énergétique au Canada.

Wade Grant: Monsieur le Président, quand j'étais jeune, un des aînés de ma communauté autochtone disait que l'économie et l'environnement sont indissociables. L'environnement est un facteur clé pour assurer la prospérité économique d'aujourd'hui, mais nous devons aussi le préserver pour l'avenir. L'un ne va pas sans l'autre; nous pouvons faire croître l'économie tout en protégeant l'environnement.

C'est ce que nous faisons: nous investissons dans des technologies plus vertes et plus propres et nous veillons à ce qu'elles contribuent à bâtir le pays. Je suis tout aussi fier de le dire à la Chambre qu'à mes enfants.

● (1710)

Harb Gill (Windsor-Ouest, PCC): Monsieur le Président, un de mes amis qui travaille dans le secteur de l'énergie revient tout juste d'Afrique de l'Ouest. Il a appris que le gouvernement américain prend notre pétrole et le vend à ces pays trois fois plus cher.

La question qu'il se posait était la suivante: quand le gouvernement canadien va-t-il faire quelque chose à ce sujet? Gardera-t-il cet argent dans notre pays au lieu de le donner aux États-Unis?

Wade Grant: Monsieur le Président, lutter contre les changements climatiques n'est pas seulement un impératif moral, mais aussi un impératif économique. En intégrant les considérations climatiques à notre économie, nous stimulons l'innovation, ouvrons de nouveaux marchés et positionnons les entreprises canadiennes pour qu'elles deviennent des chefs de file à l'échelle mondiale dans cinq, dix ou quinze ans.

Bruce Fanjoy (Carleton, Lib.): Monsieur le Président, nous sommes aujourd'hui réunis sur le territoire non cédé des Algonquins anishinabes à un moment qui exige à la fois du courage et de la clarté de notre part, à nous qui servons les Canadiens.

Comme il s'agit de mon premier discours à la Chambre, je tiens à remercier la circonscription de Carleton, mes bénévoles, mon équipe de campagne, mon association de circonscription et surtout ma famille: ma femme, Donna, qui m'a apporté un soutien remarquable durant tout ce processus, et mes enfants, Adrienne et Ben. Je suis résolu à leur laisser — à eux ainsi qu'à leurs enfants — un monde solide et durable. Je remercie également mon père, Emery, et ma mère, Nan, qui ne sont pas ici pour assister à cela, mais qui, pendant des années et des décennies, m'ont préparé à ce moment.

Depuis les premiers jours de la Confédération, l'évolution de notre pays a été marquée par notre résilience, notre ingéniosité et notre capacité à surmonter collectivement des difficultés hors du commun. Aujourd'hui, alors que le commerce mondial, les marchés énergétiques et l'action climatique traversent une période de transition, les Canadiens choisissent une fois de plus de relever ce défi avec dynamisme. Dans le secteur de l'énergie, la voie qui s'offre à nous est sans équivoque. Nos alliés se tournent vers le Canada pour se procurer une énergie fiable et sécuritaire qui produit de moins en moins d'émissions. La demande mondiale pour un approvisionnement sûr en énergie produite de manière responsable n'a jamais été aussi grande. Par conséquent, l'occasion qui nous est donnée de tracer les contours du marché pour les décennies à venir n'a jamais été aussi belle.

Le premier ministre s'est exprimé sans équivoque: notre objectif est de faire en sorte que le Canada s'impose comme une superpuissance énergétique, en tirant parti de ses ressources, de sa population et de sa capacité d'innovation afin de relever les défis de demain. Cela signifie non seulement maintenir notre position de chef de file dans le domaine de la production énergétique, mais aussi prendre les devants en matière de durabilité, de technologie et d'action climatique responsable.

La sécurité énergétique est une responsabilité, tout comme la lutte contre les changements climatiques. Nous visons la carboneutralité d'ici 2050. C'est un objectif que partagent l'industrie et les provinces. Des entreprises canadiennes avant-gardistes dans le domaine proposent déjà des solutions novatrices pour y arriver, notamment le projet Pathways Plus de captage et de stockage du carbone, que le Bureau des grands projets étudie actuellement. Ce qui unit les intervenants, tant du secteur public que du secteur privé, d'un bout à l'autre du pays, c'est leur détermination commune à faire en sorte que le Canada demeure un chef de file dans un monde en mutation.

La carboneutralité d'ici 2050 n'est pas seulement une cible; c'est un engagement envers les générations futures de travailleurs, les collectivités locales et nos partenaires et alliés, qui préconisent une démarche conciliant responsabilité climatique et sécurité énergétique. Nous savons, comme le premier ministre l'a lui-même souligné récemment, que la voie vers la carboneutralité consiste à inves-

Travaux des subsides

tir dans des technologies et des solutions qui réduisent les émissions tout en favorisant les emplois et la prospérité dans tout le pays. Le Canada se prépare à faire avancer ce dossier au moyen d'une stratégie de compétitivité sur le plan de la lutte contre les changements climatiques pour veiller à ce que les mesures prises en la matière soient ambitieuses, efficaces et favorables aux emplois et à la compétitivité des Canadiens.

L'une des principales leçons que nous avons tirées ces dernières années est que les approches imposées d'en haut ont leurs limites. Le gouvernement s'engage à travailler en collaboration étroite avec l'industrie, les provinces, les peuples autochtones et les collectivités, non pas en imposant des solutions, mais en favorisant l'innovation et les investissements déjà en cours dans le secteur énergétique canadien. Le premier ministre a été clair: nous sommes plus forts lorsque nous travaillons avec l'industrie, et non contre elle. Les Canadiens ont clairement indiqué qu'ils souhaitent une approche pragmatique et efficace qui garantisse à la fois le progrès en matière d'environnement et les retombées économiques.

● (1715)

Ce désir exprimé par les Canadiens guide déjà les travaux du nouveau Bureau des grands projets, qui a été créé pour libérer le potentiel des investissements majeurs dans les énergies, les infrastructures et les innovations de nouvelle génération. En simplifiant les évaluations et en favorisant les partenariats, ce bureau fera du Canada une destination mondiale pour les investissements responsables dans les ressources naturelles, notamment dans les technologies propres qui transforment le secteur.

Nous établissons un cadre stable et prévisible, non pas en érigeant de nouvelles barrières, mais en garantissant la clarté et la rapidité. Ensemble, le Bureau des grands projets et nos politiques climatiques créent un environnement dans lequel les investisseurs du secteur industriel, les peuples autochtones et, en fait, tous les Canadiens peuvent innover à long terme. Notre objectif n'est pas de fixer des limites statiques, mais de permettre aux entreprises et aux collectivités de réduire leurs émissions tout en augmentant leur prospérité.

Nous croyons que la meilleure voie à suivre est celle qui s'appuie sur les forces des Canadiens, leur expertise de calibre mondial, leurs technologies de pointe et leur collaboration fructueuse. Alors que nous nous apprêtons à publier une nouvelle stratégie en matière de compétitivité sur le plan climatique, les Canadiens peuvent s'attendre à une approche qui soutient les industries et les travailleurs à titre de partenaires sur la voie de la carboneutralité. Il ne s'agit pas seulement de leadership en matière de lutte contre le changement climatique, mais d'un avantage concurrentiel, alors que les acheteurs étrangers recherchent de plus en plus des énergies propres.

Le monde évolue. Nos alliés sont à la recherche de partenaires énergétiques capables de leur offrir des produits fiables et sûrs tout en réalisant de réels progrès en matière d'émissions. Le Canada fait partie d'un petit nombre de pays qui ont la crédibilité et la capacité de faire les deux. Les investissements récents, tels que ceux de LNG Canada et pour les nouveaux grands projets d'infrastructure, prouvent qu'avec les bons cadres, le Canada peut attirer des milliards de dollars d'investissements, créer des milliers de bons emplois et fournir une énergie parmi les plus propres de la planète.

Travaux des subsides

Le chemin vers le leadership énergétique du Canada repose également sur la réconciliation et l'inclusion. C'est pourquoi le gouvernement a créé le Conseil consultatif autochtone au sein du Bureau des grands projets. Il s'agit de veiller à ce que les peuples autochtones soient des partenaires à toutes les étapes, de la planification à la propriété, et à ce que les grands projets procurent des avantages réels et durables à nos communautés. Nous ne pouvons pas et ne pourrions pas atteindre nos objectifs en matière d'énergie et de climat sans véritablement inclure les voix autochtones et respecter leurs droits. Il s'agit à la fois d'un devoir moral et d'une source de force pour le Canada.

Les Canadiens veulent savoir comment nous profiterons des occasions qui s'offrent à nous pour contribuer au progrès et à la prospérité commune. Ils veulent savoir comment nous comptons assurer la sécurité énergétique de nos familles et de nos alliés, surtout dans un contexte mondial aussi incertain. La réponse ne réside pas dans une opposition entre prospérité et responsabilité climatique, mais bien dans une approche équilibrée, comme l'a souligné le premier ministre, où le Canada peut et doit jouer un rôle de chef de file sur les deux fronts. Cela signifie investir dans les travailleurs canadiens, accélérer l'innovation, réduire les émissions secteur par secteur, et établir des partenariats solides, ici comme à l'étranger.

Alors que nous nous apprêtons à dévoiler notre stratégie de compétitivité climatique, notre message est clair: le Canada a l'ambition de devenir le partenaire de choix. Nous fournirons à nos alliés une énergie fiable. C'est la façon canadienne de faire les choses. Miser sur nos forces, relever les défis ensemble et viser plus haut. Montrons au monde que l'avenir énergétique du Canada rime avec progrès, partenariat et fierté.

• (1720)

Marc Dalton (Pitt Meadows—Maple Ridge, PCC): Monsieur le Président, je souhaite la bienvenue au nouveau député de Carleton à la Chambre.

Il a beaucoup parlé de nos alliés qui se tournent vers nous. Or, le gouvernement libéral a essentiellement claqué la porte au nez de nos alliés et partenaires. L'Allemagne et le Japon sont venus nous voir pour que nous exportions du gaz naturel liquéfié, et l'ancien premier ministre voulait vérifier la rentabilité d'une telle décision. En gros, il disait que ce ne serait pas rentable. La politique de plafonnement et d'échange envoie en fait des dizaines de milliards de dollars d'investissements chez nos voisins du Sud.

Pour illustrer la situation ici à Ottawa, mon chauffeur de taxi aujourd'hui me disait à quel point c'était difficile pour lui. Il m'a dit qu'il travaillait auparavant cinq jours par semaine, mais qu'il travaille maintenant sept jours par semaine, 10 heures par jour, et que c'était devenu très éprouvant.

Le député ne reconnaît-il pas que les politiques des libéraux contre le pétrole et le gaz...

Le vice-président: Je dois donner au député de Carleton l'occasion de répondre.

Bruce Fanjoy: Monsieur le Président, le gouvernement libéral a soutenu les Canadiens ordinaires à maintes reprises et il s'emploie à leur rendre la vie plus abordable. Nous sommes en pleine transition énergétique, et cette transition se déroule partout dans le monde. Il est dans l'intérêt des Canadiens et de l'industrie canadienne que nous ne soyons pas à la traîne dans cette transition, car être à la traîne nous coûterait plus cher et nous empêcherait de profiter des débouchés économiques qui s'offrent à nous.

[Français]

Patrick Bonin (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, depuis l'arrivée du nouveau premier ministre, on peut dire clairement que c'est « *drill, baby, drill* ».

Le Canada est de retour dans le secteur du pétrole et du gaz. Tout récemment, il y a eu l'approbation d'un projet de gaz naturel liquéfié qui va doubler les exportations d'un gaz qui, je le rappelle, est produit par fracturation hydraulique. C'est une technique qu'on a interdite au Québec parce qu'elle est extrêmement dommageable pour l'environnement. Le premier ministre se dit ouvert à l'idée d'un pipeline et il vante les sables bitumineux. On voit que le gouvernement est en train de reculer en ce qui concerne l'idée de fixer un plafond des émissions du secteur pétrolier et gazier.

Est-ce que le gouvernement peut m'expliquer comment il entend respecter l'Accord de Paris s'il ne force pas le principal secteur en termes d'émissions, le secteur pétrolier et gazier, à réduire ses émissions?

[Traduction]

Bruce Fanjoy: Monsieur le Président, j'aime travailler avec le député au sein du comité de l'environnement et du développement durable. Il peut être certain que le nouveau gouvernement est absolument déterminé à respecter les obligations internationales du Canada. Nous sommes dans une période de transition. Nous devons veiller à ce que l'économie soutienne les Canadiens, mais les Canadiens ont aussi besoin d'un environnement durable, un enjeu qui nous tient fortement à cœur.

Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, je voudrais également souhaiter la bienvenue au député de Carleton.

Une situation qui complique particulièrement les choses est celle où des personnes qui devraient normalement être d'accord, comme celles qui souhaitent que des mesures soient prises pour lutter contre les changements climatiques, finissent par répéter des informations erronées. Dans le cas du gaz naturel liquéfié provenant de la Colombie-Britannique, ce gaz est issu de la fracturation hydraulique. La fracturation hydraulique menace les réserves d'eau. Elle provoque des tremblements de terre et libère d'énormes quantités de méthane. Selon les experts en énergie, cela signifie que l'empreinte carbone du gaz issu de la fracturation hydraulique est équivalente à celle du charbon.

J'aimerais savoir si le député de Carleton a des observations ou des interrogations à ce sujet.

• (1725)

Bruce Fanjoy: Monsieur le Président, une chose que je respecte à propos du gouvernement actuel, c'est qu'il a une vision d'avenir qui inclut le développement durable et l'énergie propre, mais qu'il est conscient de la situation actuelle et de la nécessité de dynamiser l'économie. Nous avons besoin d'une activité économique suffisante pour soutenir les programmes dont dépendent les Canadiens à l'heure actuelle. Le gaz naturel liquéfié est certes un combustible fossile, mais il est meilleur que certains autres, et nous allons poursuivre nos efforts pour trouver des formes encore plus propres...

Le vice-président: Nous reprenons le débat. La députée de Long Range Mountains a la parole.

Carol Anstey (Long Range Mountains, PCC): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec le député de Tobique—Mactaquac.

Travaux des subsides

Avant de commencer, je tiens à saluer mon collègue conservateur de Terra Nova—Les Péninsules, qui est aussi un nouveau député. Il a parlé avec beaucoup de passion, et je partage cette passion.

C'est un immense honneur et un privilège d'être de retour à la Chambre après avoir passé l'été dans ma circonscription à servir les gens incroyables de Long Range Mountains. C'est un grand privilège de prendre la parole aujourd'hui pour appuyer la motion des conservateurs qui demande au premier ministre de supprimer immédiatement le plafonnement des émissions du secteur pétrolier et gazier.

Soyons clairs. Il s'agit d'un plafonnement de la production. Malgré les tentatives répétées du gouvernement libéral aujourd'hui au comité de l'environnement de présenter cette politique comme un simple plafonnement des émissions et non un plafonnement de la production, une telle initiative réduira directement la production, éliminera des emplois et affaiblira notre économie.

Cette question touche au cœur même de quelque chose qui compte beaucoup pour les habitants de Terre-Neuve-et-Labrador: de bons emplois dans le secteur pétrolier et gazier extracôtier, des investissements dans leurs collectivités et la capacité de subvenir aux besoins de leur famille grâce à de gros chèques de paie. Il ne s'agit pas seulement d'une ressource provinciale, mais d'un atout national, l'une des rares ressources ayant un accès direct aux côtes.

Il a le potentiel de renforcer la diversification commerciale du Canada, d'approvisionner nos alliés en énergie produite de manière responsable et d'assurer la prospérité pour les générations à venir. Au lieu de libérer ce potentiel, le gouvernement libéral, avec l'appui de Mark Carney, impose un plafond d'émissions qui fonctionne comme...

Le vice-président: La députée de Waterloo invoque le Règlement.

L'hon. Bardish Chagger: Monsieur le Président, je reconnais que la députée est nouvelle ici, mais il est important que nous maintenions le Règlement à la Chambre, et la députée ne devrait pas désigner le premier ministre ou un autre député par son nom.

Le vice-président: Je remercie la députée de Waterloo. C'est un excellent rappel. Nous ne pouvons pas utiliser le prénom ou le nom de famille d'un député, y compris le premier ministre ou les ministres.

La députée de Long Range Mountains a la parole.

Carol Anstey: J'invoque moi aussi le Règlement, monsieur le Président. Tout à l'heure, pendant le discours de mon collègue, la députée de Waterloo l'a traité de simple excuse...

Le vice-président: Il ne s'agit pas d'un débat; il est question du Règlement, et nous ne pouvons pas l'enfreindre.

Je redonne la parole à la députée de Long Range Mountains pour qu'elle poursuive son intervention.

Carol Anstey: Monsieur le Président, le premier ministre impose un plafond d'émissions qui fonctionne comme un plafond de production, ce qui crée de l'incertitude, fait fuir les investissements et menace le gagne-pain de milliers de travailleurs partout dans notre province. Les projets pétroliers et gaziers extracôtiers nécessitent d'importantes dépenses en immobilisations dès le départ et de longs délais de production. Sans certitude, il n'y aura pas d'investissements. C'est pourquoi il faut abroger ce plafond afin de donner aux investisseurs la confiance dont ils ont besoin pour exploiter nos ressources et créer des emplois bien rémunérés pour les Canadiens.

Il y a une expression que nous utilisons à Terre-Neuve-et-Labrador: quand quelqu'un parle des deux côtés de la bouche, cela signifie qu'il dit une chose et fait le contraire. Le premier ministre est venu dans la province et a fait de beaux discours sur le soutien à apporter à notre secteur pétrolier et gazier extracôtier, mais il a refusé d'abroger le plafond de production. Il a maintenant l'occasion de prouver qu'il ne parle pas des deux côtés de la bouche en joignant le geste à la parole et en appuyant notre motion. La vérité, c'est que cette politique a des conséquences dévastatrices bien réelles. Le secteur extracôtier de Terre-Neuve-et-Labrador emploie des dizaines de milliers de Canadiens et contribue considérablement à notre PIB chaque année. En continuant d'imposer un plafond, le gouvernement menace des milliers d'emplois pour la prochaine génération.

Chaque année, des familles quittent Terre-Neuve-et-Labrador à la recherche d'emplois bien rémunérés ailleurs au Canada. Ce ne sont pas que des numéros. Ce sont nos voisins, nos amis et nos enfants qui sont obligés de déménager parce que les perspectives dans leur province sont mises en échec. Le secteur pétrolier et gazier extracôtier pourrait créer des emplois bien rémunérés ici même, au Canada, ce qui permettrait aux familles de rester unies et aux collectivités de prospérer. Il s'agit d'enjeux nationaux. Au lieu de renforcer notre économie et de soutenir les travailleurs, le plafond d'émissions du premier ministre aurait un effet dévastateur sur les emplois dans le secteur de l'énergie et ferait grimper les coûts, ce qui rendrait la vie plus chère pour les familles canadiennes.

Le directeur parlementaire du budget l'a clairement expliqué en mars dernier. Ce plafond sabrerait la production de pétrole et de gaz de près de 5 %, réduirait notre PIB de 20,5 milliards de dollars par année et éliminerait 54 000 emplois à temps plein d'ici 2032. Ce n'est pas une théorie, ce sont des faits. Ces nombres ont été vérifiés par le gardien de la rigueur budgétaire du Parlement. Malgré tout, le gouvernement poursuit sa croisade idéologique contre l'énergie canadienne. Qu'est-ce que cela signifie en pratique? Cela signifie que nous éliminerons des débouchés pour les Canadiens tout en forçant nos alliés à acheter plus de pétrole et de gaz à des dictateurs. Le monde réclame à grands cris une énergie plus sûre et produite de manière plus responsable, et aucun pays ne le fait mieux que le Canada, et ce, de manière plus propre et plus sûre.

Cependant, au lieu de soutenir les travailleurs, le gouvernement s'entête à mettre en place des politiques qui font fuir les investisseurs. De mai à septembre seulement, 54 milliards de dollars d'investissements ont fui le Canada, ce qui s'ajoute au demi-billion de dollars perdus au cours des trois premiers mandats des libéraux. Quels sont les résultats? Il n'y a pas de nouveaux pipelines, pas de nouvelles mines, pas de nouvelles centrales nucléaires et, maintenant, on propose une taxe sur le carbone fantôme qui s'ajouterait à la taxe sur le carbone pour les industries.

Le premier ministre avait promis de défendre fermement nos intérêts, mais il a fait preuve de faiblesse. Il avait promis des résultats, mais il a livré des discours creux. Il avait promis de défendre les travailleurs, mais il a plutôt choisi de défendre son idéologie. Ce secteur est très important pour ma province. Il a le potentiel d'être une pierre angulaire de la stratégie de diversification commerciale du Canada, car le pétrole extracôtier est l'une des rares ressources canadiennes ayant un accès direct à un port de mer, ce qui nous permet de le vendre sur d'autres marchés que les États-Unis.

Travaux des subsides

Sous le gouvernement libéral, l'industrie extracôtière de Terre-Neuve-et-Labrador est en déclin. Depuis 2016, les dépenses en capital dans l'industrie extracôtière ont chuté de 60 %. Cette année, pas un seul nouveau forage d'exploration n'a été réalisé. Entre-temps, d'autres pays ayant une industrie extracôtière, comme la Norvège et le Brésil, attirent des milliards de dollars en nouveaux investissements. Pourquoi? Parce que leurs gouvernements apportent de la certitude et de la clarté aux entreprises et qu'ils leur inspirent confiance. Au Canada, nous entretenons la confusion et provoquons des retards et une paralysie réglementaire.

Je me suis entretenue directement avec des promoteurs de ce secteur, y compris OilCo, la société d'État provinciale responsable de gérer nos ressources extracôtières. Jim Keating, le PDG d'OilCo, a qualifié le plafond des émissions établi par le gouvernement fédéral de « tueur d'investissements ». C'est ce que Keating a dit aux journalistes lors de la conférence Energy NL, qui s'est déroulée à St. John's. Cette politique cause une profonde incertitude chez les investisseurs. En effet, les entreprises ne peuvent pas et ne veulent pas investir des milliards de dollars sans savoir si Ottawa leur permettra de produire l'énergie dont le Canada et le monde ont besoin.

● (1730)

Les faits sont indéniables. Le gouvernement libéral a imposé des politiques qui freinent les investissements, font fuir les capitaux et menacent le gagne-pain de milliers de vaillants travailleurs canadiens. Le secteur pétrolier et gazier extracôtier de Terre-Neuve-et-Labrador représente une occasion unique: des emplois bien rémunérés, des milliards ajoutés au PIB, un accès à des ports de mer et une contribution directe à la diversification commerciale du Canada.

Or, au lieu de soutenir cette richesse, le gouvernement a accentué l'incertitude réglementaire et maintenu un plafonnement des émissions qui sert à plafonner la production. Les familles continueront de quitter nos collectivités en quête de débouchés, et les investisseurs seront obligés de considérer d'autres endroits. L'élimination du plafond n'est pas qu'un choix politique. C'est une occasion de montrer que le Canada accorde de l'importance aux travailleurs, aux provinces et à son avenir énergétique.

Cette motion est une étape concrète pour rétablir la confiance, la croissance et la prospérité à Terre-Neuve-et-Labrador et dans le pays dans son ensemble. Le gouvernement doit répondre à cette question: a-t-il toujours comme politique de plafonner les émissions, ou est-il enfin prêt à les éliminer en faveur de mesures qui attireraient réellement les investissements plutôt que de les faire fuir?

Les Canadiens savent ce qui est en jeu. Près de 1 million de personnes au pays dépendent des emplois bien rémunérés liés au secteur de l'énergie. Des collectivités de Terre-Neuve-et-Labrador, de l'Alberta, de la Saskatchewan et de la Colombie-Britannique comptent sur les possibilités de croissance qu'offre ce secteur. Soulignons également que le secteur canadien de l'énergie est le plus grand investisseur du secteur privé dans les technologies propres: il stimule l'innovation et réduit les émissions tout en respectant les normes les plus élevées en matière de protection de l'environnement.

Après 10 ans de gouvernement libéral et de politiques anti-croissance, à quoi les Canadiens sont-ils confrontés? Ils sont confrontés à des pertes d'emplois, d'investissements et de débouchés et à un gouvernement qui s'intéresse davantage à l'idéologie qu'aux résul-

tats. Seuls les conservateurs sont prêts à défendre les travailleurs, le secteur de l'énergie et notre pays.

Le moment est venu, pour le premier ministre, de passer de la parole aux actes. En appuyant cette motion des conservateurs, il peut enfin montrer qu'il soutient vraiment l'industrie extracôtière de Terre-Neuve-et-Labrador, un secteur qui a un accès direct aux côtes et qui cadre parfaitement avec son mandat de diversifier l'activité commerciale du Canada. Il peut défendre les travailleurs canadiens, attirer des investissements et assurer la prospérité de notre province. Les habitants de Terre-Neuve-et-Labrador nous regardent. Il est temps d'agir.

● (1735)

Will Greaves (Victoria, Lib.): Madame la Présidente, ma collègue et moi-même représentons des circonscriptions situées aux deux extrémités du pays, et il y a beaucoup de distance entre Terre-Neuve et l'île de Vancouver, où se trouve ma circonscription, Victoria. Je comprends que la députée ne soit peut-être pas tout à fait au courant de ce que nous avons vécu en Colombie-Britannique ces 10 dernières années.

Je tiens à souligner que notre province a connu un essor considérable sur le plan du développement économique, de la croissance et de l'extraction des ressources. Le gouvernement a appuyé non seulement la construction d'un nouveau pipeline jusqu'à la côte, mais aussi de nouveaux projets de gaz naturel liquéfié dans notre province. Des investissements ont été faits dans les mines et les infrastructures. Le nombre de pétroliers qui traversent chaque jour ma circonscription, Victoria, en provenance du port de Burnaby, où se termine le pipeline TMX, a augmenté de 400 %.

J'invite la députée à venir en Colombie-Britannique pour constater par elle-même que le discours véhiculé par le Parti conservateur est erroné.

Carol Anstey: Madame la Présidente, la réalité, c'est qu'il ne s'agit pas d'investissements, mais bien de la suppression du plafonnement des émissions.

Un tel plafonnement indique aux investisseurs qu'une fois le projet Bay du Nord approuvé, il n'y aura plus de place. Nous avons toutes sortes de ressources potentielles. Le gouvernement veut les laisser dans le sol. Il ne veut pas exploiter ces ressources.

Il n'y a rien de mal à parler de ce qui se passe dans sa région. Je suis heureuse que le député constate cette évolution, mais la suppression du plafonnement des émissions est cruciale pour notre industrie dans ma région. C'est ce que je représente, ce pour quoi je me battra et ce que je défendrai.

[Français]

Patrick Bonin (Repentigny, BQ): Madame la Présidente, un rapport publié aujourd'hui à l'échelle internationale démontre très clairement que la production pétrolière et gazière est actuellement en augmentation et qu'en 2030, elle sera deux fois plus élevée que ce qu'elle devrait être, si on veut respecter l'Accord de Paris. Dans ce rapport, on se rend compte que le Canada se classe parmi les six pires pays au monde en matière d'émissions de gaz à effet de serre prévues.

Le gouvernement peut-il m'expliquer comment il entend respecter l'Accord de Paris, alors même qu'il recule sur le plafonnement des émissions dans le secteur pétrolier et gazier, qui est une politique essentielle?

[Traduction]

Carol Anstey: Madame la Présidente, je ne suis pas certaine que la question du député s'adressait à moi. Il semblait la poser au gouvernement.

Laila Goodridge (Fort McMurray—Cold Lake, PCC): Madame la Présidente, je tiens à remercier ma collègue de son discours remarquable et de son appui au projet Bay du Nord, qui est important pour Terre-Neuve.

Beaucoup de gens avec qui j'ai grandi sont retournés vivre à Terre-Neuve en raison des investissements qu'ils ont constatés. Cependant, ils craignent qu'il s'agisse d'un projet ponctuel. Si le plafonnement des émissions reste en place, cela revient à dire aux investisseurs : « Pas de soucis, nous sommes fermés. Nous ne voulons pas d'autre projet. »

Cependant, nous importons actuellement 500 millions de barils de pétrole, soit un demi-milliard de barils, dans notre pays chaque jour. Nous ne pouvons pas acheminer notre pétrole de la côte est à la côte ouest et de la côte ouest à la côte est, car nous ne disposons pas de ces infrastructures appelées « pipelines » qui relient ces deux endroits.

Je me demandais si la députée pouvait nous parler de ce qu'elle constate dans sa circonscription de Terre-Neuve.

• (1740)

Carol Anstey: Madame la Présidente, je remercie la députée, avec qui j'ai de nombreux points en commun.

Beaucoup de gens originaires de Terre-Neuve-et-Labrador finissent par s'installer en Alberta. La députée a tout à fait raison. Peu importe les commentaires ou les discours que l'on peut faire sur le sujet, la réalité est que les promoteurs nous répètent sans cesse que le problème est là et que c'est pour cette raison que le secteur ne croît pas.

Le plafond d'émissions doit être supprimé afin de signaler que le secteur extracôtier offre des possibilités d'investissement. C'est exactement ce qui doit se produire pour que le secteur prospère.

[Français]

Gabriel Ste-Marie (Joliette—Manawan, BQ): Madame la Présidente, l'ancien président américain Barack Obama a dit que nous sommes la première génération à ressentir les effets du changement climatique et la dernière à pouvoir faire quelque chose.

Est-ce que mon honorable collègue est d'accord sur cette affirmation? Si oui, quelles mesures nous suggère-t-elle de prendre, à part l'abolition du plafond d'émissions de gaz à effet de serre?

[Traduction]

Carol Anstey: Madame la Présidente, je suis fière de pouvoir affirmer que les acteurs du secteur pétrolier et gazier mettent constamment au point des technologies novatrices visant à réduire les émissions. Ils sont les chefs de file de cette industrie. Il est possible de réduire les émissions au pays si nous leur permettons de prospérer et d'aller de l'avant dans ce domaine.

Richard Bragdon (Tobique—Mactaquac, PCC): Madame la Présidente, c'est pour moi un grand honneur de pouvoir prendre de nouveau la parole à la Chambre du peuple pour parler de notre motion visant à éliminer les plafonds d'émissions du secteur pétrolier, gazier et énergétique, qui ont grandement nui au potentiel exceptionnel du Canada, qui n'est toujours pas pleinement exploité.

Travaux des subsides

Aujourd'hui, en préparant mes observations, je n'ai pas pu m'empêcher de penser à un film qui date en quelque sorte d'avant mon époque. Je n'étais qu'un enfant lors du lancement de ce film, mais il y a une version plus récente qui, je crois, date des années 1990. J'étais alors un adolescent à l'école secondaire. Je parle du film *Terreur sur la ligne*. Dans ce film, il y a une réplique en particulier qui semble être devenue virale, avant même l'apparition du terme « viral »; on l'a entendue partout et on l'entend encore aujourd'hui. Dans ce film, une jeune femme reçoit sans cesse des appels menaçants. Elle a peur, elle devient paranoïaque et elle est complètement terrifiée. Elle prend la fuite et espère obtenir de l'aide. Évidemment, elle continue de recevoir des appels. Elle finit par faire appel à la police. Plus tard, un policier lui téléphone et dit la fameuse réplique: « [L'appel] vient de l'intérieur de la maison. »

Je n'ai pas pu m'empêcher de penser que les plus grandes menaces qui pèsent sur nous ne viennent pas de l'extérieur, mais de l'intérieur. Elles sont causées par de mauvaises mesures législatives, des priorités mal placées et les pressions exercées sur les producteurs, les travailleurs, de même que les secteurs de l'énergie, du pétrole et du gaz du pays. Je pense qu'il est temps que nous répondions à l'appel de nos concitoyens, et nous pouvons le faire en adoptant la motion conservatrice, qui demande l'élimination des plafonds d'émissions et de production du secteur pétrolier et gazier.

Ce type de politique a plus contribué à saboter l'avenir du Canada que toute menace venant de l'extérieur. Si nous pouvions seulement arrêter de nous mettre des bâtons dans les roues et libérer notre propre potentiel, en permettant à nos travailleurs de faire ce qu'ils font le mieux, le Canada pourrait se sortir du malaise économique en bien meilleure posture que nous aurions pu l'imaginer. Nous pourrions nous débrouiller seuls avec courage et confiance et relever tous les défis externes si nous mettions de l'ordre dans nos affaires internes.

Beaucoup de gens au pays reconnaissent que le Canada a le potentiel voulu pour répondre aux besoins qui existent à l'étranger. Le monde veut de l'énergie canadienne. Il veut du pétrole canadien et du gaz naturel canadien. Nous avons le meilleur régime de réglementation pour ces secteurs, et nous avons également les meilleurs travailleurs pour ces secteurs. Nous pouvons devenir la meilleure source d'énergie fiable que l'on puisse imaginer dans ce monde vulnérable et énergivore, mais pour y arriver, nous devons cesser de nous mettre des bâtons dans les roues. La motion de l'opposition est un excellent premier pas pour ce faire, et j'espère que le gouvernement se joindra à nous pour l'adopter.

Il est temps d'exploiter le potentiel du Canada. Les pires menaces sont celles que nous nous infligeons nous-mêmes, qu'il s'agisse d'obstacles au commerce interprovincial ou du plafonnement des émissions. Je crois que les Canadiens exigent que nous mettions de l'ordre dans nos propres affaires. Il est temps de réaliser notre potentiel. L'époque des promesses creuses et des annonces grandioses doit devenir chose du passé.

Travaux des subsides

Le gouvernement est passé maître dans l'art de faire de grandes annonces. C'est merveilleux. J'adore entendre tous ces beaux discours. C'est formidable. Les réunions se succèdent et les discussions sont animées, mais en réalité, malgré tout le bruit, il n'y a pas vraiment eu de mesures concrètes visant à mettre en place l'infrastructure nécessaire pour acheminer les ressources du Canada jusqu'aux marchés. Depuis toutes les promesses de devenir une superpuissance énergétique, aucun nouveau pipeline n'a été approuvé. L'interdiction des pétroliers n'a pas été levée pour permettre au Canada d'exporter ses ressources sur les marchés mondiaux. On n'a pas mis en place l'infrastructure nécessaire pour acheminer le gaz naturel liquéfié jusqu'aux marchés.

Les Canadiens sont de plus en plus contrariés. Ils veulent savoir quand le gouvernement tiendra toutes les promesses qu'il fait une réunion après l'autre. Le meilleur moyen de tenir ces promesses est de commencer par adopter la motion de l'opposition et de libérer les ressources pour que le Canada puisse approvisionner un monde qui veut de l'énergie canadienne.

• (1745)

Le directeur parlementaire du budget a récemment publié un rapport, en mars 2025, qui traite de ces menaces. Il indique que, en raison des plafonds d'émissions imposés à la production pétrolière et gazière, celle-ci diminuera de près de 5 %, que le PIB national reculera de 20,5 milliards de dollars chaque année et que 54 400 emplois à temps plein disparaîtront d'ici 2032. Ce ne sont pas des chiffres abstraits, mais le gagne-pain de nombreuses personnes.

On parle ici du moyen de subsistance de nombreuses familles de tout le pays, que ce soit en Alberta, en Saskatchewan ou à Terre-Neuve, et des retombées qui touchent le reste du pays. Quand on arrête la production pétrolière et gazière, on arrête aussi les paiements de transfert. Je parle en tant que Canadien de l'Atlantique, qui vient d'une province qui a bénéficié de paiements de transfert qui nous aident à boucler nos budgets, à garder nos écoles et nos hôpitaux ouverts et à maintenir notre économie à flot pendant les périodes de difficultés économiques.

En tant que Néo-Brunswickois, je suis reconnaissant à la production énergétique de l'Ouest, au secteur pétrolier et gazier de Terre-Neuve et au secteur pétrolier et gazier en général. Ils ont permis au Canada de continuer à fonctionner et nous ont permis, à nous, à nos écoles et à nos services, de continuer à fonctionner en période de difficultés économiques. Si les libéraux veulent maintenir l'unité nationale, libérer le potentiel du Canada et nous rassembler en tant que pays, ils devraient se ranger du côté du secteur énergétique canadien, qui se développe et s'approvisionne de manière responsable. C'est une bonne nouvelle, et nous devons soutenir les producteurs canadiens.

Ce genre de mesures a un effet dévastateur sur le Canada rural. Une grande partie de nos ressources naturelles, énergétiques et agricoles se trouvent dans les régions rurales du Canada. Ce sont ces secteurs qui ont contribué à bâtir notre pays, et ces secteurs seront essentiels à sa relance. Il est temps de mettre fin aux politiques anti-rurales du gouvernement libéral. Il est également temps de reconnaître que c'est le Canada rural qui a bâti ce pays, et qu'il sera donc essentiel à sa relance. Nous pouvons y parvenir en libérant nos secteurs des ressources naturelles et de l'énergie, et en supprimant les mesures punitives qui nous empêchent d'exploiter nos propres ressources tout en permettant à d'autres pays où la réglementation et les droits de la personne laissent à désirer de faire progresser leur

économie à nos dépens. Bref, il est temps de mettre de l'ordre dans nos propres affaires.

Le monde entier le demande. Combien d'occasions avons-nous manquées en tant que pays? Le Japon voulait notre gaz naturel. Nous avons dit que ce n'était pas rentable, alors il a signé un contrat de 550 milliards de dollars pour du gaz naturel liquéfié avec les États-Unis. L'Europe voulait faire des affaires et acheter de l'énergie canadienne. Nous avons dit que ce n'était pas rentable et que nous allions abandonner les anciennes sources d'énergie. Qu'est-il arrivé? Elle a signé un contrat de 750 milliards de dollars avec les États-Unis. L'Allemagne est venue ici pour faire des affaires avec nous et signer des contrats, mais le gouvernement précédent, qui est le gouvernement actuel, a dit que ce n'était pas rentable. Je suis désolé, mais c'est extrêmement rentable, et nous avons vu plus de 1 billion de dollars de productivité et de débouchés économiques nous échapper parce que nous avons mis un frein aux secteurs mêmes qui pourraient mener à notre prospérité.

Alors que je préparais mon intervention, je n'ai pas pu m'empêcher de penser à une ancienne histoire connue. Je sais qu'il ne me reste qu'une minute, alors je la raconterai rapidement. C'est l'histoire d'une dame, il y a très longtemps, qui était en grande difficulté. Son mari mort, elle s'était retrouvée seule avec deux fils. Les agents de recouvrement sont venus lui dire: « Nous allons prendre vos deux fils et les mettre en esclavage pour payer vos dettes. » Elle a dit: « Je ne sais pas ce que je vais faire. Je ne sais pas vers qui je vais me tourner. »

Elle s'est adressée à un vieux sage de la collectivité, qui lui a dit: « Que vous reste-t-il? » Elle a dit: « J'ai juste un peu de pétrole, monsieur. » Il a dit: « Retournez chez vous, fermez la porte, demandez à vos fils d'emprunter tous les navires qu'ils peuvent et d'utiliser ce petit peu de pétrole. Dépêchez-vous. » Ils ont versé du pétrole dans les navires vides, et devinez quoi? Ils ont continué à remplir et à remplir ces navires. La dame est retournée voir le sage et lui a dit: « Nous avons rempli tous les navires. » Il a dit: « Vendez ce pétrole pour vous acquitter de vos dettes, et il vous permettra de subvenir aux besoins de votre famille. »

Je pense qu'il y a une vérité dans cette histoire ancienne. Il est temps de libérer le pétrole et de lui permettre de nous sortir du malaise économique dans lequel nous nous trouvons. La solution est chez nous, nous n'avons qu'à la libérer.

• (1750)

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, j'ai écouté le député de Victoria, qui a parlé du pétrole qui est maintenant exporté à partir de Burnaby grâce à l'oléoduc construit par le gouvernement Trudeau. C'était une mesure très efficace et positive. Les conservateurs s'y sont opposés.

Je pense au projet de loi C-49. Je suis certain que le député connaît bien le projet de loi C-49. Il a permis de favoriser l'exploitation des ressources énergétiques à Terre-Neuve-et-Labrador et en Nouvelle-Écosse. Les deux premiers ministres étaient d'accord, mais les conservateurs ont voté contre.

Il me semble que les conservateurs sont doués pour parler, mais que, lorsque vient le temps de passer à l'action, de soutenir de bonnes idées et de voter pour des mesures qui aideront les industries où le député estime que nous ne sommes pas à la hauteur, ils se défilent.

Richard Bragdon: Madame la Présidente, c'est toujours un plaisir de voir mon collègue. Il est un bourreau de travail à la Chambre, mais je dois dire qu'en ce qui concerne la question dont nous débattons, je pense qu'il a été cruellement induit en erreur.

Les seules idées qui, selon les libéraux, mènent à des projets fructueux dans le secteur pétrolier et gazier sont celles qu'ils étalent sur 10 ans, réglemement et étouffent à mort, et dans lesquelles ils injectent des milliards de dollars de fonds publics, sans vraiment intégrer le secteur privé, car celui-ci a depuis longtemps quitté la scène. Le secteur privé se rend compte que sous le régime actuel, le Canada n'est pas un endroit sûr où investir dans le secteur de l'énergie. Il veut de la stabilité et de la prévisibilité. De ce côté-ci de la Chambre, nous croyons que le gouvernement doit s'écarter du chemin, cesser de réglementer à outrance et laisser le secteur privé intervenir et faire ce qu'il fait le mieux.

Travaillons en partenariat avec le secteur privé. Les conservateurs l'ont fait par le passé, à quatre reprises sous un gouvernement précédent, et nous avons construit quatre pipelines.

[Français]

Luc Thériault (Montcalm, BQ): Madame la Présidente, j'écoute les débats depuis cet après-midi. D'un côté, on a les libéraux qui font de l'hypocrisie volontaire et, de l'autre, les conservateurs qui font de l'aveuglement volontaire.

La logique qui préside à ce débat actuellement à la Chambre, c'est la logique que nous voyons depuis les 30 dernières années. On favorise les intérêts économiques face aux intérêts environnementaux.

Dans la perspective du dérèglement climatique, dans la perspective où nos forêts brûlent, où nos terres sont asséchées, où des coups d'eau font en sorte que les légumes pourrissent dans nos champs — nos agriculteurs ont de sérieux problèmes —, et devant le fait que les dérèglements climatiques ont un impact sur le coût de la vie, pendant combien de temps va-t-on encore faire de l'aveuglement volontaire face aux intérêts environnementaux?

• (1755)

[Traduction]

Richard Bragdon: Madame la Présidente, il est parfois préférable de répondre à une question par une autre question. Si mes collègues estiment que l'exploitation pétrolière, gazière et énergétique est sale, néfaste pour la planète et mauvaise pour l'environnement, sont-ils prêts à refuser tous les futurs paiements de transfert provenant du secteur pétrolier et gazier et à dire qu'ils ne veulent plus de l'argent sale du pétrole et du gaz? Souhaitent-ils voir tout cet argent réaffecté? Nous pourrions investir cet argent dans de meilleures pratiques de gestion forestière et dans l'achat d'avions-citernes pour lutter contre les feux de forêt. Peut-être que, pour la Chambre, une utilisation productive de l'énergie consisterait à réaffecter les paiements de transfert aux provinces qui reconnaissent la valeur du secteur pétrolier et gazier.

Cathay Wagantall (Yorkton—Melville, PCC): Madame la Présidente, ce que j'ai entendu de la part de mon collègue ce soir, c'est que les mots ont une grande importance. Le gouvernement aime beaucoup jouer avec les mots. Je vous donne un exemple: un jeune m'a dit que le premier ministre avait déclaré à la caméra qu'il allait faire construire des logements que les gens peuvent se payer. Je lui ai répondu que c'était une phrase ouverte et je lui ai demandé s'il s'agissait, selon lui, de « logements que les gens ont les moyens

Travaux des subsides

d'acheter » ou de « logements que les gens ont seulement les moyens de louer ».

Le premier ministre a dit qu'il allait faire du Canada le pays le plus riche du G7 grâce à des investissements du gouvernement, mais qu'est-ce qu'un investissement gouvernemental? Il consiste à prendre l'argent des contribuables et à les appauvrir. Qu'est-ce qu'un investissement privé? Il s'agit de générer plus de recettes fiscales. Qu'est-ce qu'un plafond d'émissions? C'est le fait de remplacer le pétrole, mais, en réalité, c'est un plafond de production.

Quelle distinction faut-il faire entre l'utilisation de ces mots dans le contexte des émissions et de la production?

Richard Bragdon: Madame la Présidente, les Canadiens exigent beaucoup moins de paroles et beaucoup plus d'action. Le temps est venu de mettre fin à l'autosabotage canadien, de nous laisser la voie libre et de commencer à libérer tout le potentiel de notre pays. Le Canada a un potentiel illimité. Nous n'avons qu'à...

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): Nous devons reprendre le débat. Le député de Victoria a la parole.

Will Greaves (Victoria, Lib.): Madame la Présidente, je partagerai mon temps de parole avec la députée de Saanich—Gulf Islands.

Je suis heureux de prendre la parole aujourd'hui au sujet de la motion présentée par le député de Battle River—Crowfoot. Pour réussir dans un monde où la concurrence se fait toujours plus vive, le Canada doit définir ses atouts concurrentiels et faire des investissements en conséquence. Cela comprend le secteur de l'énergie, qui demeure un moteur important de l'économie et de l'emploi dans l'ensemble du pays.

En 2023, le secteur pétrogazier représentait 7,7 % du PIB du Canada et 160 milliards de dollars en exportations. Nous avons également des réserves prouvées de plus de 1,7 milliard de barils de pétrole, dont la majorité se trouve dans les sables bitumineux du Canada.

Parallèlement, pour que le Canada prospère, nous devons trouver des moyens de réduire les émissions provenant du secteur pétrogazier et jeter les bases d'une économie concurrentielle à faibles émissions de carbone. Bâtir une telle économie n'est pas qu'un impératif environnemental, c'est aussi un impératif économique. Le système énergétique mondial évolue à une vitesse sans précédent, et les pays qui peuvent produire de l'énergie tout en réduisant leurs émissions seront ceux qui réussiront dans les décennies à venir.

Bien que les ressources énergétiques du Canada aient contribué à notre prospérité économique, la production de pétrole et de gaz représente 30 % des émissions de gaz à effet de serre du pays. Alors que, dans l'ensemble de l'économie canadienne, les émissions ont diminué de 8,5 % depuis 2005, celles qui proviennent du secteur pétrolier et gazier ont augmenté de près de 7 % au cours de la même période. Ce contraste met en évidence l'ampleur du défi à relever. Si d'autres secteurs font leur part, l'industrie canadienne qui produit le plus d'émissions doit en faire autant.

La bonne nouvelle, c'est que les entreprises canadiennes se mobilisent et que des entreprises novatrices du secteur des technologies propres collaborent avec le secteur de l'énergie grâce à des initiatives comme le Réseau d'innovation pour les ressources propres, qui a reçu 227 millions de dollars du Fonds stratégique pour l'innovation. Ces collaborations contribuent à la durabilité du secteur énergétique grâce à la réduction des émissions.

Travaux des subsides

Les technologies propres seront au cœur de cet effort, car elles offrent des solutions qui réduisent les conséquences environnementales, augmentent l'efficacité des ressources et favorisent la croissance économique. L'adoption de technologies propres est un choix stratégique. Une fois commercialisées et adoptées à grande échelle, elles permettront à nos industries de participer à l'atteinte des objectifs climatiques du Canada.

Aucune solution ne permettra, à elle seule, d'obtenir toutes les réductions dont nous avons besoin mais, ensemble, elles peuvent réduire les émissions, améliorer l'efficacité et créer de bons emplois.

Le Canada est un chef de file mondial en matière de technologies propres et on y trouve plusieurs entreprises qui mettent au point des solutions technologiques propres novatrices qui sont importantes pour réduire les émissions du secteur pétrogazier. Il s'agit notamment de la détection et de la mesure des fuites de méthane, de la fusion nucléaire, de la géothermie, du stockage d'énergie de longue durée, ainsi que du captage et stockage du carbone. Ces technologies et d'autres ont le potentiel de mieux gérer nos ressources tout en travaillant à éliminer les émissions des portées 1 et 2.

Les forces du Canada nous placent en position de chef de file pour l'élaboration, le déploiement et l'exportation des solutions nécessaires pour réduire les émissions non seulement du secteur pétrogazier, mais aussi de toutes les industries lourdes. Le gouvernement est déterminé à devenir un chef de file mondial des technologies de captage et de stockage du carbone, mais l'industrie elle-même reconnaît ce qui est en jeu et elle s'est engagée à mettre au point des technologies de captage, d'utilisation et de stockage du carbone en tant qu'outil clé pour réduire les répercussions environnementales du secteur de l'énergie et pour respecter ses obligations.

L'Alliance Nouvelles voies a récemment été désignée par le gouvernement comme étant en voie d'être considérée comme un projet d'intérêt national. Ce groupe industriel, qui représente 95 % de la production des sables bitumineux au Canada, a proposé un vaste réseau de transport et de stockage du carbone afin de réduire ses émissions de 22 millions de tonnes par année d'ici 2030. Cette proposition reflète l'ampleur des changements requis et représente une occasion de réduire les émissions et de faire croître le secteur canadien des technologies propres.

Le secteur pétrogazier doit également réduire ses émissions de méthane. En 2023, 45 % des émissions totales de méthane du Canada provenaient de ce secteur. La réduction des émissions de méthane est l'un des moyens les plus rapides et rentables de réduire les émissions. Les entreprises canadiennes sont déjà des chefs de file mondiaux dans ce domaine, qu'il s'agisse de concevoir des capteurs et des satellites pour détecter les émissions, de mettre au point des logiciels et des méthodes analytiques pour traiter les données, de fournir des services de réparation des fuites ou encore de concevoir et de fabriquer des équipements permettant de réduire ou de capter les gaz rejetés et torchés.

• (1800)

Bon nombre de ces réductions peuvent générer des revenus qui contribuent à financer les efforts d'atténuation des gaz à effet de serre. Cette approche crée de bons emplois au pays et nous donne un avantage sur les marchés internationaux, de l'Europe à l'Asie, qui exigent une énergie plus propre. Si le Canada ne se conforme pas aux normes internationales en constante évolution, son accès à ces marchés cruciaux pourrait être sévèrement restreint à l'avenir. En agissant rapidement et efficacement pour réduire les émissions

de méthane, l'industrie énergétique canadienne peut renforcer sa compétitivité, garantir son accès aux marchés mondiaux et diversifier ses exportations, qui dépendent traditionnellement des États-Unis. Ce changement stratégique est essentiel tant du point de vue économique qu'environnemental.

Le gouvernement s'engage à aider le secteur pétrogazier à respecter ses engagements en matière de décarbonation. Nos mesures comprennent les dispositions réglementaires sur le méthane mises en œuvre par les gouvernements fédéral et provinciaux, qui ont stimulé la création d'un écosystème d'innovation reconnu à l'échelle internationale et d'une industrie solide de réduction des émissions de méthane ici même, au Canada. Les principales entreprises canadiennes de technologies propres ont connu un succès international grâce aux efforts du gouvernement en ce qui concerne le méthane.

Les systèmes de tarification du carbone pour les industries mis en place par le fédéral, les provinces et les territoires jouent un rôle déterminant dans la promotion des technologies propres. Le gouvernement s'engage à améliorer le système fédéral et à collaborer activement avec les gouvernements provinciaux et territoriaux afin d'assurer le bon fonctionnement des marchés du carbone et de veiller à ce qu'ils établissent un signal à long terme pour garantir les investissements futurs.

Le Fonds de croissance du Canada joue un rôle essentiel pour accélérer la réduction des émissions dans le secteur pétrogazier du Canada en s'attaquant à l'un des principaux obstacles aux investissements à grande échelle: l'incertitude du marché et des politiques entourant la future tarification du carbone au moyen de contrats sur différence pour le carbone.

Les crédits d'impôt à l'investissement dans les technologies propres, l'hydrogène propre, l'électricité propre et le captage, l'utilisation et le stockage du carbone mis en œuvre par le gouvernement joueront un rôle important pour stimuler les investissements, y compris dans le secteur pétrogazier. Pour soutenir davantage cet objectif, le gouvernement veillera à ce que le crédit d'impôt à l'investissement pour le captage, l'utilisation et le stockage du carbone soit prolongé dans son intégralité jusqu'en 2035.

Bref, les technologies propres sont la clé de la réduction des émissions dans le secteur pétrogazier. Elles nous permettront de concilier deux impératifs essentiels: réduire nos émissions et maintenir notre prospérité. Le gouvernement continuera de travailler avec l'industrie, les provinces, les territoires, ses partenaires autochtones et les collectivités pour réduire les émissions, favoriser l'innovation et bâtir une économie à faibles émissions de carbone qui est à la fois concurrentielle, résiliente et durable.

Le Canada peut se positionner comme un chef de file mondial dans la production d'énergie responsable et le développement de technologies propres. C'est quelque chose que nous pouvons et devons faire. Il ne s'agit pas seulement de réduire les émissions; il s'agit aussi de bâtir l'économie de l'avenir, une économie qui favorise la prospérité, qui respecte nos engagements climatiques et qui garantit que les travailleurs, les collectivités et les entreprises du Canada disposent des outils nécessaires pour prospérer.

• (1805)

Scot Davidson (New Tecumseth—Gwillimbury, PCC): Madame la Présidente, je me mettais constamment dans le pétrin à l'école. On m'a tellement envoyé souvent au bureau de la directrice que je l'aurais trouvé les yeux fermés. C'était incroyable.

J'ai écouté le député de Carleton tout à l'heure. Il a dit « le Bureau des grands projets » à 14 reprises. Le Bureau des grands projets que le prétendu nouveau gouvernement est en train de mettre en place et que les libéraux vont faire avancer à vitesse grand V est sans précédent. Cependant, après avoir fait une recherche sur Google, je vais poser une question simple à mon collègue: pourrait-il me donner l'adresse, le numéro de téléphone et l'adresse électronique du Bureau des grands projets, ainsi que le nombre d'employés prévus dans le budget? J'ai fait une recherche sur Google et je n'ai trouvé ni adresse ni numéro de téléphone. Peut-il nous aider?

Will Greaves: Madame la Présidente, je ne suis pas certain que la question s'adresse à moi, car le député a mentionné le député de Carleton.

Pour ma part, j'étais un excellent élève et je n'ai jamais été envoyé au bureau de la directrice. Je m'en remettrai à mon collègue pour ce qui est de la durée de ses retenues, qui dépasse sans aucun doute la mienne.

[Français]

Patrick Bonin (Repentigny, BQ): Madame la Présidente, on a vu, au cours des derniers mois, qu'avec ce nouveau gouvernement, c'est « *drill, baby, drill* ». C'est une ouverture pour les pipelines. C'est louer les sables bitumineux, alors que c'est déjà le principal problème environnemental au Canada. Juste les émissions du secteur de la production de pétrole des sables bitumineux, c'est plus que toutes les émissions de gaz à effet de serre du Québec.

Considérant que le gouvernement est en train de reculer sur le plafonnement d'émissions pour le secteur pétrolier et gazier, mon collègue peut-il m'expliquer comment il va obliger les entreprises pétrolières et gazières à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre si le gouvernement laisse tomber le plafonnement, qui est le seul outil que ce dernier envisageait pour s'assurer que ce secteur-là est responsabilisé?

[Traduction]

Will Greaves (Victoria, Lib.): Madame la Présidente, le gouvernement du Canada a mis en place divers outils pour que les acteurs des secteurs commercial et industriel comprennent qu'ils doivent réduire leurs émissions et disposent du cadre réglementaire nécessaire pour le faire. La taxe sur le carbone pour les industries est l'un des plus importants de ces outils. Il s'agit de la pierre angulaire qui proposera aux grands pollueurs de ce pays, et en premier lieu le secteur pétrolier et gazier, un incitatif financier pour assainir leur modèle d'affaires afin de réduire la pollution générée par leurs activités. Le gouvernement et le premier ministre sont déterminés à maintenir la taxe sur le carbone pour les industries tout en lui donnant davantage de mordant, et c'est sans compter les nouvelles mesures qui seront présentées au courant de la session qui commence.

Clifford Small (Central Newfoundland, PCC): Madame la Présidente, j'ai écouté attentivement mon collègue d'en face pendant son discours. Je me demande s'il se rend compte que sa propre province exporte d'énormes quantités de charbon métallurgique. C'est même le principal produit d'exportation de la Colombie-Britannique. Tous les experts s'accordent à dire que le passage du charbon au gaz naturel fait baisser les émissions de 50 %. À Terre-Neuve-et-Labrador, nous avons atteint notre plafond d'émissions, alors nous allons devoir laisser tout ce gaz naturel propre dormir sous les Grands Bancs. Le député est-il d'accord pour que nous renoncions à des ressources qui permettraient de réduire de moitié les émissions ou préfère-t-il que nous continuions à extraire davantage de charbon?

Travaux des subsides

• (1810)

Will Greaves: Madame la Présidente, comme le député de Carleton l'a dit tout à l'heure, le monde est en pleine transition vers une consommation énergétique propre. Il s'agit d'une révolution dans la façon dont les êtres humains produisent l'énergie dont ils ont besoin pour faire leur vie et cette révolution est en cours partout dans le monde.

Lorsque j'entends des gens parler avec inquiétude d'actifs irrécupérables ou de mauvais investissements, ce qui me vient à l'esprit et ce qui ressort des discussions dans ma province, la Colombie-Britannique, c'est le risque d'engloutir des milliards de dollars en investissements dans ce qui n'est finalement qu'une forme d'énergie du XX^e siècle qui ne sera pas rentable à long terme au cours du siècle actuel. Lorsque le gouvernement appuie de grands projets ou d'autres projets, il n'envisage pas notre avenir énergétique en s'appuyant sur le passé, mais en se tournant résolument vers les énergies propres de demain.

Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Madame la Présidente, je commencerai par souhaiter la bienvenue à la Chambre à mon nouveau collègue, qui représente Victoria, la circonscription voisine de la mienne.

Je vais commencer, en fait, par répondre à une question qui a été posée au député de Victoria il y a quelques instants afin de dissiper certaines idées fausses. D'ailleurs, comme j'ai assisté aux débats à la Chambre toute la journée, j'aimerais consacrer le temps dont je dispose à dissiper ces idées fausses.

La première concerne les exportations de charbon de la Colombie-Britannique. En tout, 95 % du charbon produit dans cette province, soit 95 % des exportations, est du charbon métallurgique. Il n'est pas conçu à des fins de combustion directe, ne produit pas d'électricité et possède une empreinte de gaz à effet de serre tout à fait différente de celle du charbon thermique.

Les exportations de charbon thermique sont intéressantes, même si elles sont relativement minimes. De mémoire, je pense que la valeur des exportations de charbon métallurgique s'élève à 12 milliards de dollars et celle du charbon thermique, à 2 milliards de dollars. L'histoire entourant le charbon thermique exporté de la Colombie-Britannique est plutôt intéressante. Ce charbon vient des États-Unis. Il est expédié par voie routière, via Surrey-Sud—White Rock, je crois, et jusqu'au port de Vancouver.

Dans la région, les gens sont très préoccupés parce que la poussière de charbon contamine l'air. Il s'agit donc d'un problème de pollution de l'air et d'un problème de santé. Pour ces raisons et d'autres, je suppose, en 2021, le programme électoral du Parti libéral promettait de mettre fin aux exportations de charbon thermique via le port de Vancouver.

Pendant que j'exposais la situation, les députés se sont peut-être demandé pourquoi le charbon thermique arrive par route des États-Unis simplement pour être exporté à partir du port de Vancouver. C'est parce que, sur toute la côte Ouest des États-Unis, il est interdit, pour des raisons climatiques, d'expédier du charbon thermique en Asie. Cependant, le Canada est très accommodant. Il reçoit au port de Vancouver le charbon thermique produit d'un bout à l'autre des États-Unis et l'expédie en Chine.

Travaux des subsides

Nous avons présenté un projet de loi à la Chambre, le projet de loi C-33, qui en était à l'étape de la troisième lecture quand il est mort au Feuilleton le 6 janvier, et il aurait tenu la promesse électorale de 2021 des libéraux d'interdire l'exportation de charbon thermique à partir du port de Vancouver.

J'espère que l'on présentera de nouveau ce projet de loi. Il prévoyait beaucoup d'autres mesures qui sont très importantes pour les collectivités côtières de la Colombie-Britannique, ainsi qu'en lien avec la sécurité ferroviaire. Tel qu'il était à l'étape de la troisième lecture, sur le point d'être adopté, le projet de loi C-33 aurait mis un terme à l'importation de charbon en provenance des États-Unis destiné à la combustion pour produire de l'électricité. Comme l'ont mentionné plusieurs intervenants, l'idéal serait de mettre fin, surtout sur la planète, à toute combustion de charbon thermique dans le but de produire de l'électricité.

Jusqu'à tout récemment, le charbon, qui est certainement le combustible fossile le moins cher, était toujours le moyen le moins cher de produire de l'électricité. Or, ce n'est plus le cas. Les panneaux solaires produisent de l'énergie et de l'électricité de manière beaucoup moins coûteuse que le charbon sans avoir pour effet secondaire de contribuer au réchauffement climatique et de nuire immédiatement à la santé. D'ailleurs, si la province de l'Ontario a fait des démarches il y a quelques années pour interdire la combustion de charbon aux fins de la production d'électricité, c'était pour protéger la santé des humains, réduire le nombre de visites à l'hôpital liées à l'asthme et réduire la fréquence des jours de smog qui entraînent une hausse marquée du nombre de visites dans les hôpitaux.

L'autre chose que je veux rectifier, et qui est plus compliquée, c'est la différence entre exporter du gaz naturel extrait d'une poche, d'un gisement de gaz naturel en soi, et exporter du gaz naturel extrait de façon non conventionnelle, c'est-à-dire par fracturation hydraulique. La méthode non conventionnelle produit plus d'émissions.

Imaginons un instant voir jaillir le pétrole du sol et nous réjouir comme Jed Clampett dans la série *The Beverly Hillbillies*. Les geyzers de pétrole n'existent plus de nos jours. Il est plus difficile d'accéder au pétrole; par conséquent, il faut tenir compte du rendement de l'investissement lié à l'énergie nécessaire pour extraire le pétrole. En réalité, ce sont des rendements décroissants.

Dans le cas du bitume, il faut déployer des efforts considérables pour l'extraire du sol. C'est ce qui a été fait pour les sables bitumineux. Un autre exemple de pétrole non conventionnel est le pétrole brut qui a été extrait du schiste de Bakken. Ce pétrole a d'ailleurs causé l'explosion à Lac-Mégantic.

Je le répète, retirer les combustibles fossiles sous plusieurs couches de formation géologique nécessite plus d'énergie et d'investissements pour y accéder et ces procédés sont plus polluants.

• (1815)

Pour en revenir au gaz naturel, en Colombie-Britannique, le gaz naturel provient de la fracturation hydraulique. Dans les régions où on a recours à cette technique, celle-ci cause des tremblements de terre. En outre, pour fissurer la roche afin d'en libérer le gaz, il faut injecter un fluide à une grande profondeur, ce qui contamine l'eau dans certaines régions de la Colombie-Britannique, ainsi que dans d'autres régions où on a recours à la fracturation hydraulique pour produire du gaz naturel. Le gaz obtenu à l'aide de cette technique n'a pas la même incidence sur le climat que celui provenant de gisements de gaz naturel. Étant donné que la fracturation hydraulique

fissure différentes couches géologiques, le gaz naturel obtenu au moyen de cette technique produit une énorme quantité de ce qu'on appelle des émissions fugitives de méthane. Le méthane est un gaz à effet de serre beaucoup plus puissant que le dioxyde de carbone.

Même si certains députés — bien intentionnés, je le sais — ont qualifié le gaz naturel extrait par fracturation hydraulique de carburant de transition, c'est plutôt le gaz naturel classique qu'on pourrait qualifier ainsi. Quand des experts comme David Hughes, notamment, examinent l'empreinte carbone de tout le cycle de production du gaz naturel non classique, comme celui extrait par fracturation hydraulique, ils en arrivent à la conclusion qu'il n'est pas un carburant de transition. En effet, si on tient compte de tout son cycle de vie, il a la même empreinte carbone que le charbon en raison des émissions fugitives de méthane qui sont générées par la fracturation hydraulique.

Le premier ministre a annoncé un projet de gaz naturel liquéfié qui figure dans la courte liste des projets d'importance nationale dressée par le gouvernement. Comme d'autres députés l'ont souligné, ce projet a déjà franchi toutes les étapes d'approbation; on ne peut donc pas dire qu'il a bénéficié d'un processus accéléré. On ne peut pas dire, non plus, qu'il est canadien, puisqu'il est mené par un consortium formé de plusieurs entreprises du monde entier: Petronas de la Malaisie, PetroChina de la République populaire de Chine, une entreprise du Japon, une entreprise de la Corée et une alliance très progressiste avec la Nation Haisla. Ce n'est donc pas un projet canadien.

Pour en revenir à d'autres idées fausses, on a beaucoup parlé de l'oléoduc est-ouest et de ce qu'il nous aurait apporté si seulement il avait été construit. Le problème, c'est qu'un pipeline est-ouest pour le bitume dilué ne fonctionnerait que si nous diluons le bitume, qui est normalement solide. La seule raison de le diluer, c'est de pouvoir l'acheminer par pipeline.

Comme je l'ai mentionné, une autre idée fausse concerne l'explosion qui s'est produite à Lac-Mégantic, lorsque du schiste de Bakken a explosé. Les transporteurs ont été d'une négligence épouvantable. Quand ce schiste a été placé à bord d'un train, personne n'avait conscience que s'il explosait, il créerait une boule de feu et tuerait de nombreuses personnes. À l'opposé, le bitume transporté par train est sûr à 100 %. Lorsqu'on met du bitume solide dans un wagon, il pourrait tomber d'une falaise élevée, s'écraser plus bas, et il resterait simplement là où il s'est écrasé. On ne pourrait pas y mettre le feu avec un chalumeau, puisqu'il est solide. C'est du goudron.

Travaux des subsides

Maintenant que nous avons construit le pipeline, qui a coûté 34 milliards de dollars à la population canadienne, et ce n'est pas fini, il y a cet excellent argument, parlant d'idées fausses, selon lequel si nous pouvions seulement acheminer notre bitume jusqu'aux côtes, nous pourrions éliminer l'écart de prix parce qu'il est très injuste. Selon les dires de certains, nous ne pouvons pas obtenir un prix équitable pour notre bitume par rapport au West Texas Intermediate parce qu'il est enclavé. Si quelqu'un a regardé le prix dernièrement, il constatera que nous ne sommes pas payés davantage pour notre bitume depuis qu'il est acheminé jusqu'aux côtes. C'est parce que le bitume n'est même pas du pétrole brut synthétique. Il ne peut pas être envoyé directement à une raffinerie. Par conséquent, peu importe où est expédié le bitume dilué, lorsqu'il arrive à destination, le diluant doit être retiré, la substance qui dilue le bitume, à savoir les condensats de combustibles fossiles comme le naphthalène ou même le benzène. Nous nous retrouvons ensuite avec le gros morceau de goudron. Puis, nous devons passer par une usine de valorisation. Une fois que nous avons fait appel à une usine de valorisation, nous pouvons le raffiner.

En ce qui concerne l'oléoduc est-ouest, la raffinerie Irving de Saint John, au Nouveau-Brunswick, a dit très clairement qu'elle n'avait aucunement l'intention de construire une usine de valorisation. Par conséquent, lorsque ce projet était en cours et qu'il avait un promoteur du secteur privé, une fois le pétrole rendu à sa destination finale, il aurait été placé dans des pétroliers et aurait quitté le port de Saint John, au Nouveau-Brunswick, pour être transporté ailleurs.

Que se passe-t-il maintenant que le port se trouve à l'endroit où se trouvait le pipeline de Kinder Morgan? Le port de Burnaby exporte maintenant du bitume dilué, en partie vers la Chine. Comme je l'ai dit, il s'agit d'une réalité implacable et étonnante que l'une des raisons pour lesquelles nous ne recevons pas plus d'argent maintenant qu'il atteint les côtes, c'est qu'il s'agit toujours d'un produit qui a une faible valeur intrinsèque et qui est très coûteux à produire. Pour se rendre jusqu'en Chine, environ le tiers de ce que...

● (1820)

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): J'ai essayé de faire signe au député. Le temps est écoulé.

Clifford Small (Central Newfoundland, PCC): Madame la Présidente, la députée du Parti vert sait-elle quelle est son empreinte carbone annuelle liée à ses déplacements de la Colombie-Britannique à la Chambre? Combien de ces émissions pourrait-elle éliminer? Envisagerait-elle de voyager à cheval ou même de marcher de la Colombie-Britannique jusqu'à Ottawa?

Elizabeth May: Madame la Présidente, je suis très consciente de mon empreinte carbone. C'est pourquoi j'achète des crédits de carbone, et je n'ai pas pris l'avion pour aller en vacances ou pour quelque motif personnel que ce soit au cours des 15 dernières années.

Cette situation est selon moi regrettable, mais je trouve que je peux être plus efficace en tant que députée ici qu'en restant à la maison sur Zoom. Cependant, je remercie le député d'avoir soulevé ce point.

[Français]

Rhéal Éloi Fortin (Rivière-du-Nord, BQ): Madame la Présidente, je remercie notre collègue du Parti vert de son discours. Je connais son expertise en la matière.

J'aimerais qu'elle nous parle d'un aspect en particulier. On pourrait décider de continuer ainsi et d'abolir le plafond d'émissions de gaz à effet de serre. Autrement dit, on pourrait décider de laisser les choses aller, de garder la même situation que celle qui existait au cours des années précédentes et de laisser de côté les objectifs de l'Accord de Paris. Si on fait tout ça, que va-t-il arriver?

Selon ma collègue, quelle serait la conséquence pour l'ensemble des Québécoises et des Québécois et des Canadiennes et des Canadiens d'un relâchement comme celui que proposent les libéraux?

Elizabeth May: Madame la Présidente, les conséquences seraient vraiment graves. Les scientifiques du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, ou GIEC, ont formulé un avis clair et unanime.

En ce moment, il y a un danger d'extinction de la civilisation humaine si toute l'humanité et toutes les économies de la planète continuent d'ignorer la menace. On doit agir. Le temps presse, mais il n'est pas trop tard.

[Traduction]

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, j'aimerais connaître l'opinion de la cheffe du Parti vert sur deux choses.

Premièrement, elle a déjà parlé de la mise hors service de pipelines. Le deuxième point concerne les conséquences de l'absence de pipelines au Canada et leur impact, non seulement en ce qui concerne les pipelines actuels, mais aussi ceux qui pourraient être construits. Je pense plus particulièrement aux emplois et aux recettes publiques, tant fédérales que provinciales.

Elizabeth May: Madame la Présidente, je ne sais pas au juste quelle est la question, mais je dirai ceci: nous savons que ce qui s'en vient ne sera pas facile. Arrêtons de dorer la pilule. Chaque fois que j'entends quelqu'un dire que l'économie et l'environnement vont de pair — et au fil des ans, j'ai entendu de nombreux libéraux tenir ce discours —, je pense toujours à Thelma et Louise, les mains jointes, se jetant d'une falaise.

Les décisions qu'il faut prendre dès maintenant ne sont pas faciles, et plus nous tardons à les prendre, plus elles deviennent difficiles. Nous devons donc trouver comment décarboniser rapidement l'économie, tout en développant les secteurs qui en bénéficieront, notamment les nouvelles technologies. La possibilité de disposer d'un réseau électrique alimenté à 100 % par des énergies renouvelables, d'est en ouest et du nord au sud, stimulera considérablement la croissance économique du pays. C'est possible, mais cela ne se fera pas sans prendre des décisions très difficiles, comme maintenir le plafond des émissions.

● (1825)

Laila Goodridge (Fort McMurray—Cold Lake, PCC): Madame la Présidente, il est difficile de savoir par où commencer après le discours que vient de prononcer la députée du Parti vert, qui a pris tout son temps de parole pour répandre beaucoup de désinformation et de faussetés au sujet de l'industrie motrice du Canada.

Le Canada regorge de ressources naturelles. Nous avons l'occasion en ce moment de choisir entre continuer à exploiter nos ressources naturelles ou les laisser dans le sol. Nous savons que la députée veut les laisser dans le sol.

Travaux des subsides

Le problème, c'est que le Canada importe un demi-milliard de barils de pétrole par jour. Le choix est donc le suivant: voulons-nous du pétrole canadien ou le pétrole sale des dictateurs? Que préférerait la députée?

Elizabeth May: Madame la Présidente, je ne pense pas avoir dit une seule chose qui constituait de la désinformation, mais la position du Parti vert est que nous ne devrions pas importer de pétrole étranger. Nous ne devrions utiliser que du pétrole et des combustibles fossiles canadiens pendant que nous procédons à l'élimination progressive de ce secteur. C'est tout à fait logique.

Soit dit en passant, à propos du pétrole des dictatures, les gens pointent du doigt l'Arabie saoudite, mais, encore une fois, la seule raffinerie au Canada qui utilise du pétrole saoudien est la raffinerie Irving que j'ai mentionnée plus tôt.

[Français]

Stephanie Kusie (Calgary Midnapore, PCC): Madame la Présidente, cela me fait toujours plaisir de prendre la parole à la Chambre au nom des gens de Calgary Midnapore.

[Traduction]

La motion dont nous sommes saisis aujourd'hui se lit comme suit: « Que la Chambre demande au premier ministre d'abroger immédiatement le plafond d'émissions du secteur pétrolier et gazier, qui constitue dans les faits un plafond de production. » Nous sommes ici aujourd'hui pour parler du plafonnement des émissions, mais en réalité, nous ne parlons pas que du plafonnement des émissions. Nous parlons de l'avenir d'un pays.

Nous ne pouvons pas nous permettre d'échouer. Nous n'avons pas droit à l'échec, car des centaines de milliers d'emplois sont en jeu. Nous n'avons pas droit à l'échec, car il y a des aînés affamés qui doivent recourir aux banques alimentaires. Ils ont un revenu fixe. Ils ne savent pas où ils trouveront leur prochain repas. Nous n'avons pas droit à l'échec, car le taux de chômage chez les jeunes atteint des sommets. C'est une épidémie dans notre pays. Nous n'avons pas droit à l'échec, car le coût du logement monte en flèche. Nous n'avons pas droit à l'échec, car les investisseurs fuient le pays.

Quand on parle du plafonnement des émissions, on parle des obstacles que le gouvernement libéral a créés pendant plus de 10 ans, des obstacles qui ont empêché le Canada de devenir une nation prospère. Un système de dépendance et une culture du désespoir se sont développés au pays, ce qui aurait pu être évité en investissant dans le secteur des ressources naturelles.

Le premier ministre a remporté son mandat pour une seule et unique raison. Pour le meilleur ou pour le pire, les Canadiens lui ont accordé leur confiance pour qu'il réalise ce qu'il avait promis: bâtir un Canada prospère.

Les conservateurs ont gracieusement appuyé le projet de loi C-5 au printemps. Nous voulons que le gouvernement réussisse ses grands projets. Nous avons fait tout notre possible pour lui donner de la marge de manœuvre. Nous voulions donner au premier ministre tout ce dont il avait besoin pour lancer les grands projets et tenir sa promesse envers les Canadiens. Or, nous n'avons vu aucun nouveau projet annoncé ni aucune première pelletée de terre.

En ce qui concerne la motion d'aujourd'hui, nous attendons toujours que le premier ministre s'engage à prendre les premières mesures nécessaires pour réaliser ces grands projets; l'élimination du plafond de production n'est qu'une étape parmi d'autres. À plusieurs reprises, nous avons fait la suggestion suivante au premier ministre

et au gouvernement libéral, qui ont refusé d'y donner suite: abroger les dispositions issues des projets de loi C-69 et C-48.

Comme les députés s'en souviendront, le projet de loi C-69, le projet de loi anti-pipelines, interdit la construction dans notre pays de tout type d'infrastructure véritable qui assurerait notre prospérité. Le projet de loi C-48, le projet de loi anti-pétroliers, empêche le Canada d'exporter ses ressources naturelles à l'étranger.

Nous pourrions également supprimer la taxe sur le carbone pour les industries. Le gouvernement aime dire qu'il a supprimé la taxe sur le carbone. Nous savons que ce n'est pas vrai. La taxe sur le carbone payée par les émetteurs industriels existe toujours, et c'est une autre mesure que le premier ministre doit prendre, en plus de supprimer immédiatement le plafond des émissions du secteur pétrolier et gazier.

Tant que les libéraux n'auront pas pris ces mesures, ils ne nous auront pas encore prouvé à nous, les députés de l'opposition officielle, et aux Canadiens qu'ils sont déterminés à nous sortir du gouffre qu'ils ont creusé et à rétablir la qualité de vie des Canadiens. Les Canadiens souffrent.

Le gouvernement vient de recevoir un F de la part de Banques alimentaires Canada pour la sécurité alimentaire. On ne peut pas obtenir une note pire qu'un F. Les Canadiens qui gagnent moins de 75 000 \$ consacrent 57,3 % de leur revenu à l'alimentation, aux services publics et aux transports. L'inflation alimentaire augmente 70 % plus vite que l'objectif d'inflation du gouvernement. Pour toutes ces raisons, les Canadiens souffrent. Pour toutes ces raisons, le premier ministre doit tenir sa promesse de rétablir la prospérité du Canada.

● (1830)

Quel espoir le premier ministre a-t-il donné à l'opposition officielle? Quel espoir le premier ministre a-t-il donné aux Canadiens? Son bilan avant son arrivée à la Chambre des communes n'est pas encourageant. Nous savons tous que le meilleur indicateur du comportement futur est le comportement passé. Alors, examinons le comportement passé du premier ministre.

Lorsque le chef de l'opposition officielle lui a demandé au comité de l'industrie s'il appuyait la décision de Justin Trudeau d'opposer son veto au projet d'oléoduc Northern Gateway, le premier ministre a répondu: « [...] pour des raisons environnementales et commerciales [...] je pense que c'est la bonne [décision] ». C'est intéressant. Il semble maintenant avoir complètement changé d'avis à ce sujet.

À peine six mois après sa comparution au comité, à la COP26, le premier ministre a dit que nous avons beaucoup trop de combustibles fossiles dans le monde et que jusqu'à la moitié des réserves de pétrole, des réserves prouvées, doivent rester dans le sol. Ce sont les paroles d'un premier ministre qui essaie de nous convaincre qu'il veut rétablir la promesse du Canada et sa prospérité. Comment les Canadiens peuvent-ils être encouragés par ces paroles ou croire en la sincérité du premier ministre quand il parle de sa volonté d'agir?

Examinons ce qu'il a accompli depuis son arrivée à la Chambre. C'est aussi une indication qu'il joint le geste à la parole. Chacun sait que la chose à faire quand on se prépare à accomplir quelque chose, c'est tempérer les promesses, puis faire mieux que ce que l'on avait annoncé. Voyons si c'est ce que le premier ministre a fait. C'est une leçon élémentaire pour tout le monde, que ce soit de la part de Dale Carnegie ou pour des écoliers. Il s'agit de tempérer les promesses, puis de faire mieux que ce que l'on avait annoncé.

Tous les grands projets qui ont été annoncés à ce jour avaient déjà été annoncés. Aucun oléoduc ne fait partie de cette liste de grands projets. Sans présenter de budget, le premier ministre a doublé le déficit, qui sera vraisemblablement le déficit le plus énorme de l'histoire du Canada hors pandémie, ce qui nous a donné l'économie qui se contracte le plus rapidement parmi les pays du G7 alors que le premier ministre avait promis la croissance la plus rapide; une construction résidentielle en chute libre alors qu'il avait promis de doubler le nombre de logements construits; et 54 milliards de dollars d'investissements, un montant record, qui ont fui le pays.

Le premier ministre a remporté les élections grâce à son message « levons les coudes », en disant qu'il était la personne qu'il fallait pour affronter les menaces de droits de douane et d'indexation brandies par Donald Trump. Aujourd'hui, les droits de douane sont toujours en vigueur: ils sont de 50 % sur l'acier et l'aluminium et de 25 % sur les voitures. Puis-je souligner une évidence? Aucun accord commercial n'a été signé. Pour toutes ces raisons, nous devons douter de la sincérité du premier ministre et de sa capacité à tenir ses promesses.

L'élément suivant qu'il faut considérer est l'équipe dont s'est entouré le premier ministre. Pensons à l'actuel ministre de l'Identité et de la Culture canadiennes, qui a déclaré: « La COP28 appelle à travailler à l'atteinte d'objectifs sans précédent visant à tripler les capacités d'énergie renouvelable et à doubler l'efficacité énergétique, et pour la toute première fois, nous avons obtenu un consensus historique pour nous éloigner des combustibles fossiles dans les systèmes énergétiques. » Au sujet des pipelines, il a déclaré:

Ils ne sont certainement pas bénéfiques pour l'atmosphère et le climat. Nous sommes nombreux à estimer que nous ne pouvons pas aménager des pipelines et respecter nos engagements climatiques internationaux en même temps.

Le monde travaille sans relâche pour éviter les pires effets des changements climatiques. Il est donc illogique, tant sur le plan éthique que moral, d'accroître notre production et nos exportations d'une substance qui contribue au problème et qui fragilise l'avenir de nos enfants et de nos petits-enfants.

C'est un ministre proche du premier ministre qui a dit cela.

• (1835)

Il y a aussi les propos de la première ministre de l'Alberta. Elle a dit: « Je suis très préoccupée par le fait que le premier ministre ait nommé ce qui semble être une autre ministre de l'Environnement opposée au pétrole et au gaz [...] Non seulement elle se proclame architecte de la désignation des plastiques comme matières toxiques, mais elle est aussi une fervente opposante à l'expansion des sables bitumineux et une partisane de l'élimination progressive du pétrole et du gaz ». La première ministre a également déclaré qu'elle était refroidie par les liens étroits que la ministre entretenait avec le ministre de l'Identité et de la Culture, qui est pour elle depuis longtemps une source d'irritation et dont l'actuelle ministre de l'Environnement a été la secrétaire parlementaire pendant quatre ans.

À la lecture de la motion présentée aujourd'hui, nous voyons clairement que le premier ministre n'est pas sincère. Lorsque j'étais jeune étudiante à l'université, je devais retrouver ma sœur pour lui faire visiter l'université, mais je ne l'ai pas rejointe. J'ai préféré passer du temps avec mes amis, et quand je suis rentrée à la maison, mon père m'a fait la leçon. Il m'a dit que la sincérité, c'est faire ce que l'on dit qu'on va faire.

Il est temps que le premier ministre tienne la promesse qu'il a faite aux Canadiens pour remporter les élections et fasse ce qu'il a

dit qu'il ferait, à commencer par supprimer le plafond de production.

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): Comme il est 18 h 39, je dois interrompre les délibérations et mettre aux voix sur-le-champ toutes les motions relatives aux crédits.

Le vote porte sur la motion.

Si un député participant en personne désire que la motion soit adoptée ou adoptée avec dissidence ou si un député d'un parti reconnu participant en personne désire demander un vote par appel nominal, je l'invite à se lever et à l'indiquer à la présidence.

L'hon. Kevin Lamoureux: Madame la Présidente, nous demandons un vote par appel nominal.

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): Conformément à l'article 45 du Règlement, le vote est reporté au mardi 23 septembre, à la fin de la période prévue pour les questions orales.

L'hon. Kevin Lamoureux: Madame la Présidente, j'invoque le Règlement. Je pense que, si vous demandez l'opinion de la Chambre, vous constaterez qu'il y a consentement unanime pour dire qu'il est 18 h 54, afin que nous puissions passer à la motion d'ajournement.

• (1840)

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): D'accord?

Des voix: D'accord.

MOTION D'AJOURNEMENT

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office conformément à l'article 38 du Règlement.

[Traduction]

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, GP): Madame la Présidente, j'aimerais revenir sur une question que j'ai posée à la ministre de l'Environnement lors de la période de questions du 30 mai, alors que nous étions en proie à des incendies de forêt sans précédent dans les Prairies et que l'état d'urgence avait été déclaré dans plusieurs provinces de cette région. J'ai souligné que, selon les derniers chiffres, nous n'étions qu'à 7 % en dessous des niveaux de 2005, alors que nous devons réduire nos émissions de 40 % à 45 % d'ici 2030. La ministre de l'Environnement a choisi de ne pas répondre à ma question, qui était la suivante: « Quand le gouvernement va-t-il présenter un plan? »

À ce moment-là, nous savions déjà que le nouveau gouvernement, dirigé par le nouveau premier ministre, allait annuler les projets mis en place par le gouvernement précédent. Ma question était donc très urgente. Le 30 mai, nous savions déjà que nous étions loin de l'objectif fixé pour dans cinq ans. J'ai donc demandé au gouvernement quand il comptait remplacer les mesures supprimées en matière de réduction des émissions afin que nous puissions garantir un monde vivable à nos enfants. La ministre ne nous a pas dit quand ils auraient un plan, mais elle a confirmé que les libéraux veilleraient à « réduire les émissions, lutter contre les changements climatiques et assurer la sécurité des Canadiens ».

Motion d'ajournement

Nous voici quelques mois plus tard, et nous disposons désormais du rapport accablant et sans équivoque de l'Institut climatique du Canada, qui nous indique ce à quoi nous pouvons désormais nous attendre en ce qui concerne la réduction des émissions du Canada. Appelés « contributions déterminées au niveau national », les objectifs que nous avons soumis aux Nations unies dans le cadre de l'Accord de Paris étaient juridiquement contraignants. Par ailleurs, je dois dire que le Canada a joué un rôle de premier plan dans la négociation de l'Accord de Paris, tout comme dans celle de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, en 1992. Le Canada a été le premier pays industrialisé à signer et à ratifier cette convention juridiquement contraignante et, grâce à elle, nos objectifs aux termes de l'Accord de Paris sont eux aussi juridiquement contraignants.

En ce qui concerne notre engagement à réduire nos émissions de 40 à 45 % d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 2005, nous savions que nous n'étions pas à la hauteur lorsque j'ai posé la question en mai. Grâce au rapport de l'Institut climatique du Canada publié il y a quelques jours, nous connaissons maintenant l'ampleur de notre retard : à ce stade-ci, nous ne pouvons qu'espérer une réduction de 20 à 25 % par rapport aux niveaux de 2005.

Les chiffres peuvent sembler abstraits. Que signifient-ils réellement? Lorsqu'on parle de sécheresse dans les Prairies au cours d'une année particulièrement difficile, il ne s'agit pas simplement d'un épisode isolé, mais d'une tendance qui pourrait bien être irréversible : un processus d'aridification qui assèche progressivement les régions productrices de blé et qui menace la survie des agriculteurs des Prairies.

Il suffit de voir ce qui se passe dans tout le pays : feux de forêt, inondations extrêmes, dômes de chaleur extrêmes. À l'échelle mondiale, des vies sont perdues à cause des effets de la crise climatique. Nous savons et nous comprenons ce qu'il faut faire, mais nous n'agissons pas. Est-ce là une dissonance cognitive? Est-ce que l'opportunisme et les stratégies politiques ont pris le pas sur la volonté de sauver la vie de nos enfants?

Je pose la question suivante à la ministre : quand verrons-nous un plan?

Wade Grant (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Madame la Présidente, les Canadiens vivent la crise climatique en temps réel. La fréquence et la gravité des incendies, des inondations, des sécheresses et des tempêtes sont sans précédent. J'ai de la famille et des amis qui ont subi de tels événements. Les répercussions sur la vie des gens, les moyens de subsistance et les collectivités sont évidentes. Les coûts augmentent chaque année. C'est pourquoi la lutte contre les changements climatiques n'est pas optionnelle. Elle est essentielle pour protéger les Canadiens, renforcer l'économie et préparer l'avenir.

Le Canada a un plan. Nous sommes déterminés à lutter contre les changements climatiques et nous travaillons à lancer sous peu une stratégie pour la compétitivité en matière de climat afin de concrétiser cet engagement et de faire du Canada un chef de file dans une économie mondiale qui veut de plus en plus de biens, de services, de technologies et de savoir-faire décarbonés. Pour y parvenir, il faut un ensemble coordonné de mesures permettant à la fois de réduire les émissions et de renforcer la résilience face aux risques climatiques.

Le Canada a fait des progrès importants depuis 2015. À l'époque, les projections indiquaient qu'en 2030 les émissions auraient augmenté de 9 % par rapport aux niveaux de 2005. Aujourd'hui, nous avons infléchi cette courbe à la baisse. En 2024, les émissions de gaz à effet de serre étaient 7 % plus basses que les niveaux de 2005, même si la population et l'économie étaient en croissance. L'intensité carbonique de l'économie canadienne est désormais plus de 30 % inférieure à ce qu'elle était en 2005. Ces progrès reposent en grande partie sur la réduction des émissions de méthane, un puissant gaz à effet de serre responsable d'environ 30 % du réchauffement climatique observé à ce jour.

Entre 2013 et 2023, les émissions fugitives de méthane dans le secteur pétrogazier du Canada ont diminué de 33 %. Le Canada est maintenant cofacilitateur de l'engagement mondial sur le méthane et il pilote les efforts internationaux visant à réduire les émissions de méthane d'au moins 30 % d'ici 2030. Chez nous, nous sommes en voie de dépasser cet objectif avec une réduction prévue de plus de 30 %. Ces mesures offrent de multiples avantages, notamment un air plus pur, moins d'effets nocifs sur la santé et un avantage concurrentiel pour l'énergie et les technologies canadiennes dans un monde de plus en plus axé sur des solutions à faibles émissions de carbone.

En même temps, le Canada investit dans la résilience. La Stratégie nationale d'adaptation a été élaborée en collaboration avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, des partenaires autochtones, le secteur privé, des organisations non gouvernementales, des experts en adaptation et des jeunes. Son objectif est de fournir une orientation dans cinq domaines clés : la préparation aux catastrophes, la santé et le bien-être, la nature et la biodiversité, les infrastructures, ainsi que l'économie et les travailleurs. Le Plan d'action pour l'adaptation du gouvernement du Canada a été publié en même temps que cette stratégie. Il décrit plus de 70 mesures visant à orienter les contributions fédérales en vue d'atteindre les objectifs d'adaptation du Canada. La Stratégie nationale d'adaptation du Canada énonce une vision pour des collectivités plus sûres, des infrastructures plus solides et une économie plus résiliente.

Le plan du gouvernement est clair. Nous réduisons les émissions, nous investissons dans les industries propres et nous renforçons la résilience. Ces mesures sont crédibles, mesurables et conçues pour protéger les Canadiens tout en assurant la croissance d'une économie forte et durable.

• (1845)

Elizabeth May: Madame la Présidente, j'ai une fois de plus l'occasion de souhaiter la bienvenue à un député nouvellement élu à la Chambre, le député de Vancouver Quadra. Dans la langue des Musqueams — je crois que c'est le *hul'q'umi'num* —, on dit *hych'ka siam*.

Malheureusement, rien dans la réponse n'indiquait quand arriveraient les nouveaux programmes visant à remplacer la tarification du carbone pour les consommateurs. Elle n'indiquait pas non plus ce que nous allions faire s'il y a une suspension des mesures concernant les véhicules électriques.

Il me reste 30 secondes et je voudrais poser la question suivante au député : comment expliquerons-nous à nos petits-enfants que nous les avons sacrifiés en ne prenant pas les mesures que nous aurions pu prendre alors que nous avions encore le temps de leur garantir une biosphère viable et une civilisation humaine vivable? Les scientifiques sont formels. Pourquoi les politiciens choisissent-ils de sacrifier les enfants?

Wade Grant: Madame la Présidente, je remercie ma collègue dans ma langue, l'hul'q'um'num: *hay čxw qə*.

Les Canadiens s'attendent à des mesures de lutte contre les changements climatiques pratiques, efficaces et fondées sur des données scientifiques. C'est ce qui est en cours. Notre plan combine la réduction des émissions, en particulier de méthane, avec des investissements dans l'énergie propre et les outils de résilience qui aident les collectivités à se préparer aux risques auxquels nous sommes déjà confrontés.

Les progrès sont réels. Les émissions sont en baisse. L'économie produit de moins en moins de carbone, et les innovations canadiennes contribuent à tracer la voie de la transition mondiale.

Pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris, il faut travailler sans relâche et collaborer avec les provinces, les territoires, les communautés autochtones et l'industrie. Le Canada s'est engagé à suivre cette voie parce qu'elle est essentielle pour bâtir un avenir sûr, propre et concurrentiel.

LES RESSOURCES NATURELLES

Warren Steinley (Regina—Lewvan, PCC): Madame la Présidente, je suis ravi d'être ici ce soir pour obtenir plus de réponses à la question que j'ai posée lors de la période des questions avant l'ajournement des travaux du printemps dernier.

Il y a eu des élections et une campagne électorale, et le Parti libéral a pris de nombreux engagements en matière de construction d'infrastructures. On a beaucoup parlé des pipelines pendant la campagne électorale, mais peu de mesures concrètes ont été prises par le gouvernement par la suite.

Le premier ministre est en poste depuis maintenant six mois, et il a enfin annoncé la création du Bureau des grands projets. Néanmoins, la grande annonce que les libéraux se sont empressés de faire concernait environ cinq projets qui étaient déjà à l'étude et en voie d'être approuvés. Je pense notamment à Foran Mining, en Saskatchewan, près de Creighton. J'ai un ami qui travaille pour Foran Mining. Cela fait quatre ans qu'il travaille sur ce grand projet, alors on ne peut pas vraiment dire qu'il s'agit d'un nouveau projet.

La question que j'ai posée pendant la période des questions portait sur la construction de pipelines et sur les hommes et les femmes qui travaillent dur à l'aciérie Evraz, à Regina. À son apogée, lorsqu'on fabriquait des produits et construisait des pipelines, l'usine employait 1 100 ou 1 200 personnes. Elle compte aujourd'hui environ la moitié de ce nombre d'employés, voire moins. Ce sont des familles de travailleurs qui dépendent des bons emplois à l'aciérie Evraz pour joindre les deux bouts, mais ces hommes et femmes peinent maintenant à s'en sortir et vivent d'un chèque de paie à l'autre. Je me demande s'il y aura un projet de pipeline dans la prochaine série de grands projets qui seront annoncés. On en annonce-t-il peut-être certains de nouveau.

Au Canada, nous avons la chance de disposer d'une abondance de ressources naturelles. J'ai vu les résultats des sondages menés dans toutes les provinces, et il existe une volonté de réaliser encore de grands projets dans le pays et de remettre les gens au travail dans des secteurs comme la sidérurgie et la construction de pipelines. Beaucoup de vaillants travailleurs syndiqués des métiers de la construction attendent de voir si le gouvernement joindra le geste à la parole. Va-t-il simplement parler, ou va-t-il réellement agir? Voilà ce que les gens de Regina se demandent au sujet du gouvernement libéral.

Motion d'ajournement

On a fait de nombreuses promesses, comme le slogan « rebâtir en mieux ». Le gouvernement libéral a lancé beaucoup de slogans au cours des 10 dernières années. Je suis ici depuis 2019 et je n'ai pas vu beaucoup de projets se concrétiser.

Je terminerai par un dernier commentaire. Dans le cas de certains projets en cours de réalisation, le problème était le dumping d'acier bon marché. On n'utilise pas l'acier canadien dans certains des projets qui progressent. La Chine, l'Inde et d'autres pays inondent le marché d'un acier bon marché qui n'est pas aussi bon ou respectueux de l'environnement que celui qui est fabriqué dans ma ville, Regina, à Hamilton et ailleurs au Canada.

J'aimerais que le député qui répondra à ma question, peu importe qui ce sera, soit clair. Quand les projets se concrétiseront-ils? Quand annoncera-t-on de nouveaux projets et cessera-t-on d'annoncer de vieux projets de nouveau? Je serais ravi de veiller à ce que les projets qui se concrétisent utilisent de l'acier canadien de qualité et durable sur le plan environnemental.

● (1850)

Corey Hogan (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.): Madame la Présidente, les Canadiens se sont toujours unis pour saisir les nouvelles occasions et tracer la voie pour les générations futures, et nous ferons de même en cette période difficile. Les Canadiens peuvent parvenir à un consensus, même si cela semblait impossible auparavant.

Le gouvernement a dit à maintes reprises qu'il est prêt à bâtir de nouvelles infrastructures énergétiques sous de nombreuses formes. Il est notamment question de réseaux de transport d'électricité interprovincial, voire de projets de pipelines, s'il y a consensus à ce sujet et si des promoteurs se manifestent. Cependant, un principe important guide cette ouverture: des technologies propres doivent également être mises en place afin de réduire de manière significative les émissions connexes.

Notre ambition en tant que pays n'est rien de moins que d'être une superpuissance de l'énergie propre et classique. De plus en plus, les clients exigent du pétrole et du gaz qui ont été extraits selon des normes sociales et environnementales élevées. Comme on l'a mentionné, l'acier, par exemple, est fabriqué selon des normes environnementales élevées. Dans un contexte de changements climatiques et d'incertitude mondiale, c'est un sentiment que partagent les Canadiens.

Motion d'ajournement

Nous sommes déterminés à bâtir un avenir où les projets énergétiques canadiens seront sans égal tant du point de vue de leur valeur économique pour nos travailleurs et nos collectivités que du point de vue de la responsabilité climatique et de l'innovation. Il s'agit de la meilleure solution, et pour faire mieux, nous devons tous nous mobiliser. C'est pourquoi nous travaillons avec les provinces, les parties prenantes de tous les secteurs et intérêts, et toujours avec les détenteurs de droits autochtones. C'est pourquoi nous avons créé le Bureau des grands projets, une initiative qui sert de guichet unique afin de hiérarchiser et de simplifier les grands projets de transformation du Canada qui, en vertu de la Loi visant à bâtir le Canada, renforcent l'autonomie, la résilience et la sécurité du Canada; procurent des avantages économiques ou autres au Canada; ont une forte probabilité de mise en œuvre réussie; promeuvent les intérêts des peuples autochtones; et contribuent à la croissance propre en permettant au Canada d'atteindre ses objectifs en ce qui a trait aux changements climatiques. Par l'intermédiaire de ce bureau, nous appuyons les propositions qui répondent aux normes environnementales qu'exigent les Canadiens, qui intègrent les dernières innovations technologiques et qui répondent aux besoins des peuples autochtones, des collectivités locales et des entreprises canadiennes.

Comme on l'a annoncé récemment, certains des projets de cette liste avaient besoin d'un petit coup de pouce, d'autres d'un gros coup de main, mais tous bénéficieront de cette aide et tous avaient besoin d'aide pour franchir la ligne d'arrivée. Les projets actuellement étudiés par le bureau, comme la phase 2 du projet de LNG Canada et Pathways Plus, où le « plus » est un oléoduc ou une autre forme de transport, témoignent de cette détermination.

De nombreux projets nécessiteront de l'acier canadien pour leur construction. Comme on l'a dit plus tôt, il s'agit de l'acier le plus propre et le plus respectueux de l'environnement.

Je peux dire aujourd'hui, sans hésitation, que le gouvernement soutiendra fermement les travailleurs canadiens et l'utilisation de matériaux canadiens, y compris l'acier canadien, pour les projets d'infrastructure qui se concrétisent. Comme le premier ministre l'a affirmé lorsqu'il a annoncé de nouvelles mesures visant à protéger et à renforcer l'industrie sidérurgique du Canada et les collectivités qui en dépendent pour des biens et de bons emplois durables, notre engagement envers les métallurgistes canadiens est ferme.

Comme le premier ministre l'a annoncé en juillet, nous veillerons à accorder la priorité à l'acier canadien et à d'autres matériaux canadiens dans les projets de construction. Nous modifions également les processus d'approvisionnement fédéraux afin que les entreprises qui passent des marchés avec le gouvernement fédéral soient tenues d'acheter leur acier auprès d'entreprises canadiennes. Il ne s'agit pas seulement d'une politique économique; c'est un moyen de manifester notre appui aux nombreuses familles dont le revenu dépend de l'industrie sidérurgique et notre foi inébranlable dans le Canada.

Cet esprit se retrouve aussi dans la nouvelle initiative « Maisons Canada ». Dans le cadre de cette initiative, le gouvernement procède à des achats à grande échelle auprès de sources canadiennes afin d'accélérer l'adoption de méthodes de construction modernes. En se concentrant sur les travailleurs et les matériaux canadiens nécessaires à ces projets de construction sur les terres publiques, Maisons Canada contribue à combler des lacunes critiques sur le marché.

Dans tout cela, le gouvernement reste pragmatique et tourné vers l'avenir. Nous sommes animés par la conviction que l'avenir appartient à ceux qui innovent, coopèrent et bâtissent avec détermination.

En travaillant tous ensemble — tous les gouvernements, toutes les industries, toutes les collectivités et même, j'ose l'espérer, tous les partis politiques confondus —, nous pouvons bâtir un Canada fort, et c'est ce que nous allons faire.

• (1855)

Warren Steinley: Madame la Présidente, j'aime bien ce genre de réponse. Il y avait beaucoup de mots jetés pêle-mêle là-dedans. J'ai encore entendu « rebâtir en mieux ». Comme je le dis toujours, au lieu de rebâtir en mieux, j'aimerais que les libéraux remettent les choses dans l'état où ils les ont trouvées.

J'ai une question à poser au député d'en face. Nous venons de présenter un nouveau projet de loi pour que le Bureau des grands projets puisse accélérer les choses, mais nous aurions pu simplement abroger les dispositions issues des projets de loi C-48 et C-69. Je n'ai pas entendu beaucoup de discussions à ce sujet, mais le projet de loi C-69 a été jugé inconstitutionnel par la Cour suprême. Le gouvernement n'en a jamais parlé et il n'a jamais tenté de remédier au projet de loi C-69.

Nous devons abroger les dispositions issues des projets de loi C-48 et C-69 et nous devons supprimer la taxe sur le carbone pour les industries, sans quoi il sera pratiquement impossible de convaincre des promoteurs de réaliser ces grands projets. C'est ce que nous ont écrit 100 chefs d'entreprise dans une lettre qui nous explique qu'en raison de ces dispositions législatives, il est très difficile de trouver des promoteurs...

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): Le secrétaire parlementaire a la parole.

Corey Hogan: Madame la Présidente, au cours des 15 dernières années, il n'y a pas un seul grand projet de pipeline auquel je n'ai pas participé, de près ou de loin. Même si faciliter la construction semble être la solution facile et rapide, l'histoire du Canada nous a appris que la réalité est bien différente. En fait, ce type d'approche rend les choses plus difficiles et met les projets en péril. Tout à coup, les tribunaux s'en mêlent et concluent que les obligations n'ont pas été respectées. Nous l'avons assurément constaté plus d'une fois en ce qui concerne les titulaires de droits autochtones.

Pour conclure le débat, j'aimerais citer ma collègue, la ministre de l'Industrie et ministre responsable de Développement économique Canada pour les régions du Québec. Elle a dit: « Protéger l'industrie sidérurgique canadienne, c'est défendre les emplois canadiens, garantir notre souveraineté économique et construire l'avenir ici même, chez nous. Les travailleurs et travailleuses de l'acier du Canada sont essentiels à la construction d'une économie canadienne forte; protéger leurs emplois, c'est protéger l'avenir économique du Canada. »

Une autre façon de protéger l'avenir économique du Canada est d'adopter une réglementation solide qui peut résister aux remises en question fondamentales sans porter préjudice aux peuples autochtones, de manière à ce que les avantages soient largement partagés.

LA PETITE ENTREPRISE

Brad Vis (Mission—Matsqui—Abbotsford, PCC): Madame la Présidente, au printemps, j'ai pris la parole à la Chambre pour souligner les difficultés des petites entreprises qui souffrent des lourdeurs administratives, en particulier, à l'époque, des programmes douaniers de l'Agence des services frontaliers du Canada, qui étaient censés aider les entreprises, mais qui ont plutôt causé de la confusion, des retards et des coûts inutiles.

En 2024, le propriétaire d'une petite entreprise a perdu en moyenne l'équivalent de 32 jours ouvrables, soit un mois entier de production, simplement pour s'acquitter des formalités administratives. Le coût de la réglementation fédérale, provinciale et municipale s'élève désormais à 51,5 milliards de dollars. Plus d'un tiers de ce montant, soit près de 18 milliards de dollars, est gaspillé en formalités administratives. Au total, les entreprises ont consacré 768 millions d'heures à remplir des formulaires, à attendre des autorisations et à se conformer à des règles qui se chevauchent. Cela équivaut à près de 394 000 emplois à temps plein consacrés à la paperasserie au lieu de produire les biens et services que les Canadiens attendent des entreprises canadiennes.

Par exemple, la semaine dernière, j'ai rencontré des représentants de B.C. Food and Beverage et de Bimbo Canada, qui m'ont expliqué de vive voix combien ils dépensent rien que pour le registre des plastiques du gouvernement. Les chefs d'entreprise sont tenus de déclarer chaque année la quantité et les types de plastiques qu'ils produisent ou utilisent, ce qui représente une lourde charge administrative.

Ce n'est pas qu'un seul règlement qui complique les choses; c'est l'effet cumulatif des exigences fédérales, provinciales et municipales qui demandent toutes du temps et de l'argent de la part de nos entreprises. Ces formalités administratives privent les entreprises d'une partie du temps qu'elles devraient consacrer à bien se gérer, à embaucher des travailleurs et à faire croître l'économie. Parallèlement, notre pays affiche l'un des taux de croissance de la productivité les plus faibles des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques. Selon les projections, le Canada connaîtra la plus faible croissance du PIB par habitant parmi les économies avancées au cours des prochaines années.

Les solutions ne sont pas faciles, mais ce mois-ci, le président du Conseil du Trésor a indiqué que le gouvernement du Canada entreprendrait un examen de la machine bureaucratique. Donc, à certains égards, le gouvernement est d'accord sur ce que je dis ici aujourd'hui.

Ce soir, au nom des 46,5 % des travailleurs du secteur privé au Canada et des centaines de milliers de petites entreprises, je demande: que fera le gouvernement? Quel signe peut-il donner aux Canadiens concernant les mesures qu'il prendra pour aider les entreprises, non pas dans le cadre d'un programme gouvernemental, mais en réduisant le fardeau global que les pouvoirs publics infligent aux petites entreprises de notre pays?

J'attends avec impatience la réponse du gouvernement.

• (1900)

Wade Grant (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Madame la Présidente, je suis reconnaissant de cette occasion d'informer la Chambre d'une partie du travail qu'effectue chaque jour l'Agence des services frontaliers du Canada, ou ASFC, auprès des importateurs commerciaux. Peu de gens le savent, mais quand j'étais jeune, je travaillais l'été à titre d'agent des services frontaliers. Je sais donc parfaitement ce que font les agents au quotidien: ils veillent à ce que les échanges commerciaux légitimes s'effectuent sans entrave. C'est important, puisque cela fait partie du mandat de l'agence.

Je tiens à préciser à mon collègue d'en face qu'afin d'éliminer les longs processus qui s'effectuaient sur papier, l'ASFC a remplacé son système vieillissant de perception de droits de douane et de taxes sur les biens importés. Évidemment, je parle du système de la

Motion d'ajournement

Gestion des cotisations et des recettes de l'ASFC, dont le déploiement complet a eu lieu en octobre dernier.

Parlons plus précisément du Programme de la mainlevée avant paiement. Pendant des années, les importateurs se conformaient à la réglementation en ayant recours aux services d'un courtier en douane pour déposer la garantie financière. Cette méthode aidait effectivement à faire entrer les marchandises au pays, mais ne permettait pas à l'ASFC de garantir adéquatement les dettes envers la Couronne, car l'agence ne pouvait pas faire une réclamation sur la garantie financière du courtier en douane pour couvrir les mauvaises créances de l'importateur, si bien qu'un montant considérable de créances était radié.

Qu'est-ce que j'entends par là? Tout d'abord, je rappelle aux députés que, chaque année, l'ASFC gère 40 milliards de dollars en droits et taxes. Avant l'introduction du système de Gestion des cotisations et des recettes de l'ASFC, les créances radiées s'élevaient en moyenne à 13 millions de dollars par an. Pour remédier à ces pertes, ce système exige désormais des importateurs qu'ils fournissent une garantie financière afin de pouvoir bénéficier de la mainlevée de leurs marchandises importées à la frontière sans avoir à payer immédiatement les droits et taxes.

Lors de la mise en œuvre du système à l'automne dernier, le gouvernement a prévu une période de transition de sept mois afin de donner aux importateurs commerciaux le temps supplémentaire dont ils avaient besoin pour déposer leur garantie financière par voie électronique, tout en continuant à bénéficier du programme de la mainlevée avant paiement. Cette période de transition a pris fin le 20 mai. C'est ce à quoi mon collègue faisait référence dans sa question. Cette décision n'était pas une surprise.

L'ASFC a lancé la première version du portail client de la Gestion des cotisations et des recettes en 2021. Elle a mené pendant des années des activités de sensibilisation afin d'aider les importateurs et les autres parties prenantes à se familiariser avec le nouveau système. Les modifications apportées au programme de la mainlevée avant paiement et aux règlements d'application sont entrées en vigueur en octobre 2024. Le travail se poursuit dans ce domaine, car faciliter l'importation de marchandises légitimes avec un minimum de perturbations est une partie importante des responsabilités de l'ASFC, qu'elle prend très au sérieux et dont elle s'acquitte très bien. Les temps d'attente à la frontière pour le traitement des expéditions commerciales restent conformes aux normes de service.

En mai 2025, plus de 157 000 entreprises s'étaient inscrites sur le portail client de la Gestion des cotisations et des recettes de l'Agence. Les importateurs qui ont déjà publié leur garantie financière pour obtenir la mainlevée avant paiement représentent plus de 97 % du volume total. En cas de perturbations aux points d'entrée, l'Agence est prête à mettre en œuvre des stratégies d'atténuation pour maintenir la circulation ininterrompue des marchandises légitimes à la frontière. L'ASFC continue de travailler avec diligence avec les importateurs et les autres personnes qui participent à l'entrée de marchandises au Canada, notamment les intervenants locaux, dont les exploitants de ponts et de tunnels, les administrations aéroportuaires et des groupes représentant le commerce et l'industrie.

Motion d'ajournement

Comme je l'ai dit plus tôt, des efforts de sensibilisation auprès des partenaires de la chaîne commerciale se déroulent avec succès depuis des années. L'objectif demeure de faire connaître le processus pour que les importateurs s'inscrivent au programme de mainlevée avant paiement et publient leur garantie financière avant leur arrivée à la frontière.

• (1905)

Brad Vis: Madame la Présidente, je remercie le député pour ce résumé de la Gestion des cotisations et des recettes de l'Agence des services frontaliers du Canada qui, à mon avis, est bien accueillie par de nombreuses entreprises, mais ma question portait plutôt sur les avis des douanes émis par cette agence.

Quand le gouvernement a déclaré que nous étions en guerre économique avec les États-Unis, de nombreuses petites entreprises exportatrices de notre région ont examiné les avis publiés. Elles ont trouvé ardue la gestion de ce qu'elles devaient déclarer à l'Agence des services frontaliers du Canada aux fins des droits de douane et ce qui était réellement couvert par les avis des douanes concernant le commerce avec les États-Unis en conjonction avec l'Accord Canada—États-Unis—Mexique. Je ne parlais pas du programme actuel, mais des avis et des casse-tête bureaucratiques qu'ils ont causés à tant d'entreprises qui essayaient simplement de faire les choses correctement.

Je vais poser à nouveau ma question initiale: que fera le gouvernement? Quel message adressera-t-il aux petites entreprises en vue de réduire les formalités bureaucratiques et le fardeau administratif global que leur impose le gouvernement du Canada?

Wade Grant: Madame la Présidente, j'aimerais répondre à la partie de la question du député qui porte sur les activités à la fron-

tière. L'Agence des services frontaliers du Canada surveille activement les échanges commerciaux et les temps d'attente afin d'affecter des ressources et d'adapter les effectifs de manière à réduire au minimum le temps nécessaire pour traiter les marchandises et à limiter le plus possible les retards évitables aux points d'entrée.

Ce sont là quelques-unes des mesures prises par l'Agence. L'Agence peut adapter et accroître les effectifs pour gérer le processus de traitement et rationaliser les activités. Elle peut accorder la priorité à la mainlevée des marchandises périssables ou d'utilité temporaire aux bureaux commerciaux. Elle peut ajouter des ressources à son bureau d'aide à la clientèle pour aider les importateurs à utiliser ce portail, à s'inscrire au programme de mainlevée avant le paiement ou à déposer une garantie financière.

Elle maintient également la communication avec les exploitants d'entrepôts afin de dresser un plan de débordement pour l'entreposage des marchandises non déchargées. Les entrepôts jouent un rôle important pour maintenir la circulation des envois commerciaux à la frontière. Les transporteurs cautionnés peuvent transporter des marchandises vers un entrepôt accrédité. Un importateur peut soit déposer la garantie financière requise afin de pouvoir bénéficier du programme de mainlevée avant le paiement, soit soumettre une déclaration en détail commerciale et payer les sommes dues.

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): La motion d'ajournement étant adoptée d'office, la Chambre s'ajourne à demain, à 10 heures, conformément au paragraphe 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 19 h 7.)

TABLE DES MATIÈRES

Le lundi 22 septembre 2025

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

Travaux des subsides

Motion de l'opposition — Le plafond d'émissions du secteur pétrolier et gazier

Scheer	1881
Motion	1881

Le compte rendu officiel

Grant	1882
-------------	------

Travaux des subsides

Motion de l'opposition — Plafond d'émissions du secteur pétrolier et gazier

Motion	1883
Lamoureux	1883
Lemire	1883
Gill (Windsor-Ouest)	1883
Deltell	1884
Lamoureux	1885
Gaudreau	1885
Chenette	1885
Hogan	1886
Small	1887
Beaulieu	1887
Genuis	1888
Guay	1888
Small	1889
Gaudreau	1889
Gladu	1890
Lavack	1890
Bonin	1890
Hogan	1893
Deltell	1893
Beaulieu	1893
Vis	1894
Gaudreau	1894
Gourde	1894
Poilievre	1894
Kayabaga	1896
Beaulieu	1896
Goodridge	1896
McCauley	1896
Gerretsen	1898
Gaudreau	1898
Van Popta	1898
Lamoureux	1899
Roberts	1901
Lemire	1901
Louis	1901
May	1902
Ross	1902
McLean (Calgary-Centre)	1902
Chenette	1904
Beaulieu	1904
Dalton	1904
Boulerice	1904

Ross	1905
Lamoureux	1906
Lemire	1906
Barlow	1906
Goodridge	1907

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

La Semaine de l'égalité des sexes

Louis	1907
-------------	------

La tragédie d'Airmedic

Godin	1907
-------------	------

Les garçons de Georgetown

Tesser Derksen	1907
----------------------	------

Le Mois de la sensibilisation au cancer de la prostate

Gourde	1908
--------------	------

Le Théâtre Tout Terrain

Joseph	1908
--------------	------

Les taux de fécondité

Genuis	1908
--------------	------

Les métiers spécialisés

Miedema	1908
---------------	------

Le prix des aliments

Cody	1908
------------	------

Yves Gingras

Blanchette-Joncas	1909
-------------------------	------

Rosh Hashanah

Carr	1909
------------	------

Le premier ministre du Canada

Gallant	1909
---------------	------

Acheter canadien

Fonseca	1909
---------------	------

La sécurité publique

Calkins	1910
---------------	------

La Semaine de l'égalité des sexes

Lapointe (Rivière-des-Mille-Îles)	1910
---	------

La reconnaissance de l'État palestinien

Majumdar	1910
----------------	------

Marie-Josée Turgeon

Villeneuve	1910
------------------	------

QUESTIONS ORALES

Les armes à feu

Poilievre	1910
Anandasangaree	1910
Poilievre	1911
Anandasangaree	1911

Poilievre	1911	Baber	1917
Anandasangaree	1911	Sahota	1917
Poilievre	1911	Guglielmin	1917
Anandasangaree	1911	Provost	1917
Poilievre	1911		
Fraser	1911	L'immigration, les réfugiés et la citoyenneté	
Poilievre	1911	Paul-Hus	1917
Fraser	1912	Diab	1917
		Paul-Hus	1917
La justice		Diab	1917
Normandin	1912		
Fraser	1912	Les affaires étrangères	
Normandin	1912	Majumdar	1917
Guilbeault	1912	Oliphant	1918
Fortin	1912	Majumdar	1918
Guilbeault	1912	Oliphant	1918
L'économie			
Hallan	1913	Les femmes et l'égalité des genres	
Long	1913	Auguste	1918
Hallan	1913	Valdez	1918
Long	1913		
Lewis (Haldimand—Norfolk)	1913	Les ressources naturelles	
Hajdu	1913	Lloyd	1918
Lewis (Haldimand—Norfolk)	1913	Hodgson	1918
Hajdu	1913	Bailey	1918
		Hodgson	1918
Le logement		Motz	1919
Aitchison	1913	Hodgson	1919
Robertson	1914		
L'économie		Les affaires du Nord	
Hardy	1914	Earle	1919
MacKinnon	1914	Chartrand	1919
Hardy	1914		
MacKinnon	1914	Le logement	
		Groleau	1919
L'immigration, les réfugiés et la citoyenneté		Robertson	1919
Brunelle-Duceppe	1914		
Diab	1914	La responsabilité gouvernementale	
Brunelle-Duceppe	1914	Gazan	1919
Diab	1914	Hajdu	1919
Rempel Garner	1915		
Diab	1915		
Rempel Garner	1915		
Diab	1915		
Ho	1915		
Diab	1915		
Cobena	1915		
MacKinnon	1915		
Gill (Abbotsford—Langley-Sud)	1915		
Anandasangaree	1916		
L'emploi			
Danko	1916		
Zerucelli	1916		
Les armes à feu			
Caputo	1916		
Anandasangaree	1916		
Caputo	1916		
Sahota	1916		
Khanna	1916		
Sahota	1917		
		ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT	
		Travaux des subsides	
		Motion de l'opposition — Crimes violents et récidivistes	
		Motion	1920
		Rejet de la motion	1921
		La Loi sur la citoyenneté	
		Projet de loi C-3. Deuxième lecture	1921
		Adoption de la motion	1922
		Deuxième lecture du projet de loi; renvoi à un comité	1922
		AFFAIRES COURANTES	
		Les comités de la Chambre	
		Accès à l'information, protection des renseignements personnels et éthique	
		Brassard	1923

Ressources humaines, développement des compétences, développement social et condition des personnes handicapées		Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi	1925
Morrissey	1923	Loi sur la lutte contre la pollution des côtes	
Loi sur la médaille de reconnaissance pour les donateurs vivants		Weiler	1925
Aboultaif	1923	Projet de loi C-244. Présentation et première lecture	1925
Projet de loi C-234. Présentation et première lecture	1923	Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi	1926
Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi	1923	Pétitions	
Loi sur le respect dû aux familles des personnes assassinées et brutalisées		Les personnes handicapées	
Kibble	1923	Gazan	1926
Projet de loi C-235. Présentation et première lecture	1923	Les réfugiés soudanais	
Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi	1924	Zahid	1926
Loi sur la lutte contre la victimisation continue des familles des victimes d'homicide		La transition énergétique	
Lloyd	1924	May	1926
Projet de loi C-236. Présentation et première lecture	1924	Questions au Feuilleton	
Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi	1924	Lamoureux	1926
La Loi sur les pêches		ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT	
Rowe	1924	Travaux des subsides	
Projet de loi C-237. Présentation et première lecture	1924	Motion de l'opposition — Le plafond d'émissions du secteur pétrolier et gazier	
Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi	1924	Motion	1926
Le Code criminel		Blois	1926
Lapointe (Sudbury)	1924	Small	1930
Projet de loi C-238. Présentation et première lecture	1924	Bonin	1930
Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi	1924	May	1930
La Loi canadienne sur la santé		Lamoureux	1931
Dhaliwal	1924	Kusie	1931
Projet de loi C-239. Présentation et première lecture	1924	Garon	1931
Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi	1924	Stubbs	1931
Loi sur la réinsertion sociale des délinquants		Lamoureux	1933
DeRidder	1925	Bonin	1934
Projet de loi C-240. Présentation et première lecture	1925	Goodridge	1934
Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi	1925	Rowe	1934
Loi relative à la stratégie nationale sur la prévision des inondations et des sécheresses		Lamoureux	1936
Auguste	1925	Bonin	1936
Projet de loi C-241. Présentation et première lecture	1925	Stubbs	1936
Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi	1925	Goodridge	1936
Loi favorisant la détention au lieu de la liberté sous caution		Grant	1937
Khanna	1925	Davidson	1938
Projet de loi C-242. Présentation et première lecture	1925	Bonin	1938
Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi	1925	Chagger	1938
La Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition		Gill (Windsor-Ouest)	1938
Diotte	1925	Fanjoy	1939
Projet de loi C-243. Présentation et première lecture	1925	Dalton	1940
		Bonin	1940
		May	1940
		Anstey	1940
		Greaves	1942
		Bonin	1942
		Goodridge	1943
		Ste-Marie	1943
		Bragdon	1943
		Lamoureux	1944
		Thériault	1945
		Wagantall	1945
		Greaves	1945

Davidson.....	1946
Bonin	1947
Greaves.....	1947
Small.....	1947
May.....	1947
Small.....	1949
Fortin.....	1949
Lamoureux.....	1949
Goodridge.....	1949
Kusie.....	1950
Report du vote sur la motion	1951

MOTION D'AJOURNEMENT

Le changement climatique

May.....	1951
Grant.....	1952

Les ressources naturelles

Steinley.....	1953
Hogan.....	1953

La petite entreprise

Vis	1954
Grant.....	1955

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>